



Évaluation périodique des interventions des Éleveurs de porcs du Québec dans la mise en marché des porcs pour la période 2010 à 2015



Ce rapport d'évaluation périodique des interventions des Éleveurs de porcs du Québec a été présenté devant la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec le 21 avril 2016.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	3
TABLE DES FIGURES	5
TABLE DES ANNEXES	6
LISTE DES ACRONYMES	6
I INTRODUCTION ET PRÉSENTATION DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC	9
1.1 INTRODUCTION	10
1.2 PRÉSENTATION DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC	12
1.2.1 Modernisation du nom et de l'image de la Fédération des producteurs de porcs du Québec	12
1.2.2 Les Éleveurs de porcs du Québec	12
1.3 RAPPEL DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA RMAAQ EN 2010	15
1.3.1 La Table filière comme lieu de concertation, d'échange et de vision	15
1.3.2 Assurer une vigie constante de la compétitivité	16
1.3.3 Poursuite de la concertation dans la mise en marché des porcs	18
1.3.4 Suivi du plan d'action 2010 - 2014 des Éleveurs de porcs du Québec	20
2 CONTEXTE DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT	21
2.1 PORTRAIT DE L'INDUSTRIE PORCINE AU QUÉBEC	22
2.1.1 Importance relative du secteur dans l'activité économique	23
2.1.2 Structure et volume de production	25
2.1.3 Approvisionnement des abattoirs québécois	27
2.1.4 La demande et les marchés	30
2.1.5 La compétitivité de la production porcine québécoise	32
2.2 CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT	38
2.2.1 Contexte de la production	38
2.2.2 Contexte de l'abattage et des relations avec les acheteurs	39
2.2.3 Contexte de l'organisation et de sa gouvernance	39
2.2.4 Contexte du développement des marchés	40
2.2.5 Contexte de l'environnement d'affaires et des relations publiques	41

3	ENJEUX ET INTERVENTIONS DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC	42
3.1	INTERVENTIONS RÉGLEMENTAIRES	43
3.1.1	Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013	43
3.1.2	Négociation de la Convention de mise en marché des porc de mise en marché des porcs 2016 - 2019	45
3.1.3	Projet de convention de mise en marché des sujets de réforme	46
3.1.4	Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec et Règlements généraux des Éleveurs	46
3.2	INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES	50
3.2.1	Enjeux et interventions liés à l'amélioration de la compétitivité du secteur porcin	51
	- Redresser à court terme la situation de la production porcine	51
	- Développer les marchés et accroître les revenus	54
	- Améliorer la rentabilité par la réduction des coûts de production et la gestion des risques	67
	- Préserver l'environnement et assurer une cohabitation harmonieuse	75
	- Se mobiliser pour la santé animale	88
3.2.2	Enjeux et réalisations liés à l'organisation	99
	- Renforcer la vie associative	99
	- Réviser la structure et le mode de fonctionnement	102
	- Atteindre un juste équilibre entre les différents modèles d'affaires	103
	- Assurer une gestion optimale des ressources des Éleveurs	105
3.2.3	Enjeux et réalisations liés aux communications, aux relations publiques et aux représentations extérieures	109
	- Les communications et les relations publiques	109
	- Les représentations extérieures des Éleveurs de porcs du Québec	112
4	CIBLES STRATÉGIQUES ET PRIORITÉS D'ACTION	115
4.1	PLAN STRATÉGIQUE DE LA FILIÈRE 2015 - 2020 : ENSEMBLE, VERS UNE FILIÈRE PORCINE AU SOMMET	116
4.1.1	Démarche de concertation des acteurs de la filière	116
4.1.2	Plan stratégique de la filière porcine 2015 - 2020	118
4.1.3	Mise en œuvre et suivi du plan	119
5	ANALYSE DES INTERVENTIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR	121
5.1	ANALYSE DES INTERVENTIONS DANS LA MISE EN MARCHÉ DES PORCS	122
5.2	PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LA MISE EN MARCHÉ DES PORCS	123
5.2.1	Quelques éléments de réflexion quant à l'avenir	124
6	CONCLUSION	127

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Balance commerciale des principaux produits exportés par le Québec en 2015	24
Figure 2 : Portrait régional des sujets porcins, 2015	24
Figure 3 : Portrait des entreprises porcines adhérentes au programme ASRA, 2015	25
Figure 4 : Évolution annuelle du nombre de porcs et du volume de viande produite (kg), 2002 - 2015	26
Figure 5 : Importance relative de la production à contrat effectuée par les agents* (% de la production annuelle au Québec)	27
Figure 6 : Origine des porcs abattus au Québec, 2009 - 2015	28
Figure 7 : Comparaison de la répartition des porcs selon différentes grilles et spécificités, 2009 et 2014	28
Figure 8 : Évolution et écart du poids des porcs, QC vs USA, 2009 - 2015 (kg)	29
Figure 9 : Évolution du pourcentage de porcs avec estomacs pleins, 2009 - 2016	30
Figure 10 : Origine de la viande porcine consommée au Québec 2014	31
Figure 11 : Utilisation de la viande porcine québécoise 2014	31
Figure 12 : Portrait des exportations québécoises de viande porcine en 2015 (principales destinations, volume et valeur moyenne)	32
Figure 13 : Évolution de l'écart du prix québécois du porc par rapport au prix du porc américain, 2006 - 2016	33
Figure 14 : Évolution du nombre de porcelets et kilogrammes de porcs produits par truie, 2007 - 2013	34
Figure 15 : Gains de productivité enregistrés, modèle naisseur-finisser, enregistrés au cours des 20 dernières années - en \$/ 100 kg (base : coûts des intrants de 2012)	34
Figure 16 : Résumé des impacts monétaires de l'application des mesures de resserrement, 2010 - 2014	35
Figure 17 : Évolution du solde des fonds ASRA, porcs et porcelets, 1996 - 2015	35
Figure 18 : Évolution du bilan des entreprises porcines québécoises et de leur taux d'endettement, 2005 - 2013	36
Figure 19 : Dépense d'immobilisation en bâtiment et en équipement dans le secteur de l'élevage au Québec	37
Figure 20 : Évaluation des GES de la production jusqu'à l'abattage des porcs émis par pays, 2011	77
Figure 21 : Portrait mondial de la consommation hydrique de la production porcine	78
Figure 22 : Bilan alimentaire : Quantités ingérées* - Quantités retenues = Quantités rejetées	79
Figure 23: Nombre de demandes d'entrevues adressées aux Éleveurs de porcs du Québec	110
Figure 24 : Portrait de la couverture média 2015	110

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1

Plan stratégique de la filière porcine 2015 - 2020 129

ANNEXE 2

Tableau d'analyse synthèse des interventions des Éleveurs dans le cadre du Plan conjoint 154
des producteurs de porcs du Québec au cours de la période 2010 - 2015

LISTE DES ACRONYMES

A

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
AGA	Assemblée générale annuelle
AGS	Assemblée générale spéciale (semi-annuelle)
ANCQ	Association des négociants en céréales du Québec
AQC ^{MD}	Assurance qualité canadienne (programme de certification)
AQINAC	Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière
ASRA	Assurance stabilisation des revenus agricoles

B

BEA ^{MC}	Bien-être animal (programme de certification)
-------------------	---

LISTE DES ACRONYMES

C

CA	Conseil d'administration
CAPERNE	Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
CCP	Conseil canadien du porc
CCSP	Conseil canadien de la santé porcine
CDPQ	Centre de développement du porc du Québec
CECPA	Centre d'études sur les coûts de production en agriculture
CEGA	Centre d'expertise en gestion agricole
CLD	Contrat à livraison différée
CLÉ	Contrôle local d'éradication
CNSAE	Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage
CPI	Canada Porc International
CRSV	Chaire de recherche en salubrité des viandes

D

DEP	Diarrhée épidémique porcine
DCVP	Delta coronavirus porcin

E

EQSP	Équipe québécoise de santé porcine
EQCMA	Équipe québécoise de contrôle des maladies avicoles

F

FADQ	La Financière agricole du Québec
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i> des Nations Unies

G

GCAQ	Groupes conseils agricoles du Québec
GEP	Gestion équilibrée de la production
GES	Gaz à effet de serre

H

HACCP	<i>Hazard Analysis Critical Control Point</i>
-------	---

LISTE DES ACRONYMES

M

MAPAQ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

O

OMC Organisation mondiale du commerce

ONU Organisation des Nations Unies

P

PCPER Programme canadien de certification des porcs exempts de ractopamine

PTP Partenariat transpacifique

R

R&D Recherche et développement

RMAAQ Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

RSO Responsabilité sociale des organisations

S

SGRM Service de gestion du risque du marché

SRRP Syndrome reproducteur et respiratoire porcin

T

TCN La Terre de chez nous

TI Technologies de l'information

U

UE Union européenne

UPA Union des producteurs agricoles

USDA *United States Department of Agriculture*

V

VSP Veille sanitaire provinciale

1 . INTRODUCTION
ET PRÉSENTATION DES
ÉLEVEURS DE PORCS
DU QUÉBEC



1.1 INTRODUCTION



Les Éleveurs de porcs du Québec, auparavant la Fédération des producteurs de porcs du Québec, réalisent leur 4^e exercice d'évaluation périodique des interventions qu'ils ont effectuées, en tant qu'office, dans la mise en marché du porc pour la période 2010 à 2015.

Au-delà de cette obligation réglementaire prévue à l'article 62 de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*, la réalisation d'un tel exercice permet de dresser un portrait à jour du secteur porcin et de rendre compte, devant la RMAAQ et les différents partenaires, des efforts réalisés en vue d'accomplir les objectifs généraux du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec.

Dans cette perspective, les Éleveurs de porcs ont d'abord pris acte des quatre recommandations émises par la Régie dans le rapport du 10 décembre 2010 qu'elle a produit à la suite de la précédente séance publique des Éleveurs. Celles-ci sont rappelées dans la section 1 du présent rapport d'évaluation. Également, les divers suivis qui ont été effectués pour chacune d'elles y sont expliqués sommairement. L'ensemble du rapport vient toutefois apporter les précisions nécessaires, indiquant que ces recommandations ont fait l'objet d'une attention particulière.

Ensuite, se basant sur les données économiques qu'ils ont recueillies sur le secteur porcin ainsi que sur les éléments de la monographie de l'industrie porcine réalisée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, un portrait de l'industrie porcine est présenté à la section 2.

L'entrée en vigueur de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 a sans contredit contribué à ce que le contexte d'application du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec s'avère positif, et donc plus favorable au développement du secteur que lors de la période d'évaluation précédente (2004 à 2009). Ce contexte, précédé d'une présentation des principaux indicateurs économiques de développement, vient compléter cette deuxième section.

La section 3 du rapport expose quant à elle l'ensemble des interventions réglementaires et non réglementaires réalisées par les Éleveurs à l'égard de l'application de son plan conjoint. D'abord, en termes d'interventions réglementaires, les Éleveurs ont vu à édicter les règlements nécessaires à la mise en application de la Convention de mise en marché 2009 - 2013. Aussi, en suivi à la réflexion que les Éleveurs ont initiée en 2012 afin d'adapter leur structure et leur mode de fonctionnement aux nouveaux enjeux, plusieurs modifications ont été apportées au Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec et aux Règlements généraux des Éleveurs afin d'instaurer les décisions adoptées à cet égard par les délégués.

Au plan des interventions non réglementaires, deux grandes sections sont consacrées à la présentation détaillée des enjeux et des réalisations des Éleveurs à l'égard de la mise en marché des porcs. D'abord, les enjeux et interventions liés à l'amélioration de la compétitivité du secteur sont présentés pour chacun des axes stratégiques du plan d'action 2010 - 2014 des Éleveurs. Ensuite, une présentation des enjeux et réalisations liés à l'organisation vient compléter cette section du rapport. Ces dernières interventions se sont d'ailleurs inscrites dans le cadre d'une nouvelle priorité que les Éleveurs ont ajoutée à leur plan d'action quinquennal, en 2012, afin de servir plus efficacement l'ensemble de leurs membres.

Mentionnons que les nombreuses interventions décrites dans cette section ont été réalisées avec le souci constant de répondre aux objectifs visés par le Plan conjoint, soit :

- Organiser collectivement les relations entre les producteurs ainsi que les rapports avec les acheteurs permettant de défendre les intérêts de l'ensemble des personnes visées par le plan.
- Voir à ce que tous les producteurs visés soient soumis aux règles établies selon l'intérêt collectif.
- Organiser la production et la mise en marché du produit visé en favorisant une mise en marché efficace et ordonnée.

L'atteinte de ces objectifs est d'ailleurs mise en évidence dans la cinquième section du rapport qui débute avec une analyse générale des interventions réalisées au cours des cinq dernières années. Également, l'exercice d'évaluation ayant permis de tracer le portrait de la mise en marché du porc, cette section est complétée par les perspectives d'avenir que les Éleveurs entrevoient pour le secteur porcin.

Enfin, le plan d'action quinquennal venant à échéance fin 2014, les Éleveurs ont exercé leur leadership, en décembre 2013, et mobilisé l'ensemble des membres de la filière porcine afin d'entreprendre une démarche de concertation pour assurer la relance du secteur porcin. La section 4 du rapport est ainsi consacrée à la présentation des cibles stratégiques et des priorités d'action qui ont été définies par la filière dans son plan stratégique 2015 - 2020 « Ensemble, vers une filière porcine au sommet ».

La rédaction de ce rapport d'évaluation périodique a mobilisé beaucoup d'énergie de la part des Éleveurs de porcs du Québec. Nous espérons que sa lecture permettra de témoigner des résultats concrets obtenus par les activités réalisées dans le cadre du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec au cours de la période 2010 à 2015 et qu'elle favorisera le développement futur de la production et de sa filière.

1.2 PRÉSENTATION DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

1.2.1 MODERNISATION DU NOM ET DE L'IMAGE DE LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC

La Fédération des producteurs de porcs est devenue officiellement « Les Éleveurs de porcs du Québec » le 25 septembre 2013, après que la nouvelle dénomination eut été adoptée par les délégués lors de l'assemblée générale annuelle en juin 2013.



En outre, les Éleveurs de porcs du Québec ont profité de leur assemblée générale spéciale (semi-annuelle), tenue à Québec les 14 et 15 novembre 2013, pour dévoiler leur nouvelle image qui valorise et rallie encore davantage la profession d'éleveur par le nouveau nom institutionnel « Les Éleveurs de porcs du Québec ».

Cette signature, moins corporative, plus moderne, s'inscrit dans la volonté de mettre en valeur le savoir-faire et le professionnalisme des femmes et des hommes passionnés par leur travail, soucieux de répondre aux attentes des citoyens : « On ne produit pas une viande, on élève des porcs! »

Les changements de nom et d'image contribuent déjà à la valorisation de la profession selon les échos élogieux enregistrés à ce jour par de nombreux acteurs de la filière. Aussi, la synergie entre les logos des Éleveurs et de leur marque « Le porc du Québec » favorise une plus grande cohérence et une meilleure complémentarité dans les stratégies de valorisation du produit et de la profession.



Il est à noter que tout au long de ce rapport, l'appellation « Éleveurs de porcs du Québec » et ses dérivés seront utilisés en remplacement du nom « Fédération des producteurs de porcs du Québec ».

1.2.2 LES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

L'ORGANISATION

Fondés en 1966, les Éleveurs de porcs du Québec forment une association agricole constituée en vertu de la *Loi sur les syndicats professionnels*. Ainsi, depuis 50 ans, les Éleveurs représentent et défendent les intérêts de près de 3 400 éleveurs répartis dans sept syndicats régionaux. Ils sont affiliés à l'Union des producteurs agricoles et au Conseil canadien du porc.

LA MISSION

Au fil des ans, la mission et les actions des Éleveurs de porcs du Québec ont évolué pour refléter les enjeux et tenir compte du développement de la production porcine au Québec.

Les Éleveurs de porcs du Québec sont au service de leurs membres, en partenariat avec les acteurs de la filière porcine et en harmonie avec la société. Leurs objectifs sont :

- D'être des leaders au sein de la filière porcine québécoise.
- De viser la pérennité et la prospérité des entreprises porcines du Québec.
- D'offrir un produit de qualité supérieure à notre communauté et au monde.
- De développer la production porcine de façon durable.
- D'être un moteur de changement par la diffusion d'information et la formation aux éleveurs.

LES PRINCIPALES RESPONSABILITÉS DES ÉLEVEURS

Par ses activités, le secteur porcin génère des retombées économiques de plus de 2,3¹ milliards de dollars dont bénéficient toutes les régions de la province. Au Québec, la filière porcine emploie 28 000 personnes. Quelque 70 % de la production porcine québécoise est exportée, ce qui représente près de 45 % des exportations canadiennes (en valeur). Ces cinq dernières années, le porc du Québec a été exporté dans plus de 125 pays, au point où il représente de nos jours 8 % du commerce mondial du porc.

Notre province figure parmi les premiers exportateurs de porcs sur l'échiquier mondial. Cette réussite sur les marchés mondiaux est le fruit du travail conjugué des Éleveurs de porcs du Québec avec l'ensemble des partenaires de la filière, de la génétique à la transformation de la viande. Un recours judicieux aux différents outils disponibles au Québec pour ordonner et coordonner la mise en marché a également facilité l'essor du secteur.

Les principales responsabilités des Éleveurs consistent à administrer le Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec, à appliquer le *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs* et à négocier, avec les acheteurs, les conditions de mise en marché du produit.

Les Éleveurs gèrent également un fonds auquel cotisent tous les éleveurs membres par le biais d'un prélevé sur leurs porcs et sujets de réforme mis en marché. Ce fonds permet de financer collectivement différentes actions, dont :

- La publicité et la promotion génériques.
- La recherche, le développement et le transfert technologique.
- Des services d'expertise technique pour la mise en place de différents programmes d'accompagnement, de certification et de soutien au développement afin d'offrir un produit de qualité supérieure à la population.
- Le soutien du Plan agroenvironnemental de la production porcine et du Plan de valorisation de la profession.
- La communication aux éleveurs de porcs.

LA STRUCTURE DE GOUVERNANCE

Comme illustré dans l'organigramme sur la structure, les Éleveurs de porcs du Québec peuvent compter, pour la réalisation de leur mission, sur l'assemblée générale, leur conseil d'administration et leur comité exécutif. Ces instances décisionnelles sont composées d'éleveurs provenant de toutes les régions du Québec.



Aussi, les administrateurs s'adjoignent de nombreux comités pour s'acquitter de leurs responsabilités, dont les deux comités de mise en marché régis par le Plan conjoint, les comités statutaires régis par les règlements généraux des Éleveurs ainsi que des comités ad hoc, non réglementés, lesquels sont mis sur pied afin de répondre à des besoins spécifiques.

Enfin, pour la réalisation des mandats, les administrateurs s'appuient sur la direction générale et son équipe de permanents.

¹ Étude d'impact économique des Éleveurs de porcs du Québec, 2015.

STRUCTURE DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC



Source : Rapport annuel des Éleveurs de porcs du Québec, 2014 - 2015.

1.3 RAPPEL DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES

PAR LA RMAAQ EN 2010

Dans le rapport d'évaluation périodique que la RMAAQ a déposé le 14 décembre 2010, quatre recommandations ont été émises à l'endroit des Éleveurs de porcs du Québec. La présente section rappelle ces recommandations et dresse, pour chacune d'elles, un rapport sommaire des suivis réalisés.

1.3.1 LA TABLE FILIÈRE COMME LIEU DE CONCERTATION, D'ÉCHANGE ET DE VISION

La Régie recommande aux divers intervenants de l'industrie porcine québécoise de faire les efforts requis pour que la Table filière porcine redevienne le lieu de concertation, d'échange et de vision des maîtres d'œuvre du développement à moyen et long terme de l'industrie porcine québécoise.

SUIVIS RÉALISÉS

Mise en œuvre du plan d'action 2010 - 2014 des Éleveurs de porcs du Québec

Lors de l'élaboration de leur plan d'action 2010 - 2014, les Éleveurs de porcs du Québec ont convié leurs partenaires à participer à différents comités et forums afin d'entreprendre, de concert avec eux, les trois grands chantiers identifiés.

Plan d'action 2010 - 2014 des Éleveurs de porcs du Québec

Pour une gestion concertée, dynamique et rentable du secteur porcin

1. La filière dans un partenariat renouvelé pour le développement des marchés
2. Améliorer la rentabilité par la réduction des coûts de production
3. Entamer une révolution verte... passer du rose au vert

Les partenaires de la filière ont répondu positivement à cette invitation et ont été au rendez-vous au cours de chacune des années qui ont suivi l'adoption de ce plan. En effet, ils se sont régulièrement impliqués dans sa mise en œuvre et ont travaillé en étroite collaboration avec les Éleveurs de porcs du Québec à la réalisation de plusieurs activités et à l'avancement de nombreux dossiers d'importance pour le développement du secteur.

Partage des enjeux d'acceptabilité sociale

C'est en 2012 que les Éleveurs de porcs du Québec ont initié la production d'un premier rapport de responsabilité sociale pour le secteur porcin, ceci afin de poursuivre leur démarche en matière de développement durable et de cohabitation harmonieuse. Dans le cadre de son élaboration, les éleveurs de toutes les régions ainsi qu'une trentaine d'organisations et d'entreprises partenaires ont été consultés afin d'évaluer leur perception des enjeux prioritaires en matière de responsabilité sociale des Éleveurs.

Le dévoilement de ce premier rapport a été effectué le 28 mai 2014. Celui-ci comporte des actions à réaliser jusqu'en fin 2016, lesquelles s'inscrivent dans les cinq grands engagements suivants :

- Assurer un leadership pour la coordination des intérêts et des efforts des parties prenantes internes et externes.
- Accompagner les éleveurs dans l'amélioration de leur performance environnementale.
- Veiller à ce que les éleveurs aient les ressources et moyens nécessaires leur permettant de mettre en œuvre les meilleures pratiques d'élevage en matière de bien-être animal et de santé animale.
- Poursuivre la mise en œuvre des solutions efficaces et innovantes visant à améliorer la rentabilité des entreprises.
- Poursuivre la démarche d'acceptabilité sociale, de cohabitation harmonieuse et d'attractivité du secteur pour les travailleurs et la relève.

Tout comme pour la mise en œuvre du plan d'action 2010 - 2014, la réalisation de plusieurs des actions découlant des engagements pris dans le cadre de ce rapport de responsabilité sociale est effectuée en partenariat avec les membres de la filière porcine. Également, mentionnons que les partenaires seront à nouveau invités à se prononcer lors de la mise à jour de celui-ci, en mai 2017.

Élaboration d'un plan de relance du secteur porcin pour la période 2015 - 2020

À l'issue du plan d'action 2010 - 2014, les Éleveurs ont continué à exercer leur leadership et initié, avec les membres de la Table filière, la réalisation d'un plan de relance du secteur porcin pour la période 2015 à 2020. En effet, tous s'entendaient sur la nécessité d'agir rapidement, efficacement et d'une façon coordonnée pour maintenir la position du secteur comme leader mondial, mais également pour participer à l'effort collectif de croissance économique du Québec et de ses régions.

En début de 2014, le comité des leaders de la filière porcine, composée de représentants de l'AQINAC, de La Coop fédérée, des sept abattoirs signataires de la convention de mise en marché, du MAPAQ et des Éleveurs, convient d'entreprendre une démarche de planification stratégique. Ils délègueront à un comité directeur le mandat de coordonner l'opération et d'en assurer le suivi.

Les différentes étapes de réalisation de ce plan ont comporté la réalisation d'un diagnostic, d'un plan stratégique de la filière et d'un argumentaire économique visant à positionner le secteur porcin et le contexte dans lequel il évolue. C'est ainsi que les acteurs de l'industrie ont travaillé avec ardeur, ensemble, pour mettre sur pied une stratégie visant à optimiser le plein potentiel de la filière porcine québécoise et amener l'industrie à se redresser, à se dépasser et à se moderniser pour saisir toutes les perspectives d'avenir du marché. Soulignons que la réalisation du plan stratégique de la filière a reposé sur une vaste consultation et une implication active des partenaires



De gauche à droite : Bruno Girard - F. Ménard, Yvan Lacroix - AQINAC, Denis Richard - La Coop fédérée, David Boissonneault - Les Éleveurs de porcs du Québec

C'est en novembre 2014, soit à la veille de l'assemblée générale spéciale des Éleveurs de porcs du Québec, que le plan stratégique a été officiellement dévoilé en présence de 80 participants. Parlant d'une seule voix, David Boissonneault, président des Éleveurs, Denis Richard, président de La Coop fédérée, Yvan Lacroix, président-directeur général de l'AQINAC, et Bruno Girard, superviseur des ventes, des achats et du transport chez F. Ménard, ont présenté ce grand projet au nom des membres de la filière porcine.

1.3.2 ASSURER UNE VIGIE CONSTANTE DE LA COMPÉTITIVITÉ

La Régie recommande aux Éleveurs de porcs du Québec et à la Table filière d'assurer une vigie constante de la compétitivité de l'ensemble de la filière et de ses composantes, considérant qu'elle évolue dans un marché ouvert, davantage concurrentiel et soumis aux aléas des marchés d'importation et d'exportation mondiaux.

SUIVIS RÉALISÉS

Reconquête et développement des marchés

Conscients de l'importance du dossier de la compétitivité de l'ensemble de la filière, et en particulier du secteur de la production, les Éleveurs de porcs du Québec ont dédié l'un des trois axes stratégiques de leur plan d'action 2010 - 2014 à la reconquête et au développement des marchés.

En effet, le constat était alors que le Québec, comme important exportateur de porc, avait négligé ses marchés domestique et nord-américain dans ses efforts de développement et de promotion. La viande de porc américain avait même délogé une partie du porc québécois sur les tablettes des épiceries du Québec. Les Éleveurs ont donc travaillé en étroite collaboration avec les acheteurs, les transformateurs et les distributeurs pour mieux répondre aux besoins exprimés par les marchés et reconquérir l'espace tablette perdu au profit des concurrents. Ils ont également poursuivi le travail de suivi dynamique de la convention afin, notamment, d'arrimer l'offre de porcs à la demande des acheteurs.

Aussi, considérant l'importance stratégique des marchés d'exportation pour l'industrie porcine québécoise dans un marché ouvert, les Éleveurs de porcs du Québec ont travaillé au développement et au maintien du marché nord-américain et à l'accroissement de la présence internationale. L'adhésion des Éleveurs et de leurs membres au programme de certification AQC^{MD} – BEA^{MC}, la mise en place du programme de traçabilité, le travail réalisé auprès des éleveurs en vue d'offrir un porc exempt de ractopamine ne sont que quelques exemples des actions prises pour répondre aux exigences des marchés d'exportation.

En outre, en 2011, les Éleveurs ont mis en place un outil de suivi de l'évolution des marchés, soit un tableau de bord. Encore aujourd'hui, celui-ci est mis à jour et présenté à chacune des réunions du conseil d'administration. Ce tableau de bord comporte de nombreux indicateurs économiques sur les marchés québécois, canadien et américain. L'analyse des données et des tendances faite entre autres par l'équipe du Service des affaires économiques aide les administrateurs à anticiper les événements et à prendre des décisions éclairées en matière de développement des marchés. Mentionnons également que les Éleveurs partagent les données de ce tableau de bord avec leurs partenaires de la filière et les institutions financières.

Par ailleurs, dans le cadre de la réalisation du plan de relance du secteur porcin, le Groupe AGÉCO a été mandaté par les Éleveurs et les partenaires de la filière, en 2014, pour effectuer la mise à jour du diagnostic de l'industrie porcine. Cet exercice de veille visait notamment à identifier les enjeux stratégiques du secteur. À cet égard, le thème « Les marchés et la concurrence » a occupé une place importante. Plus spécifiquement, les marchés domestiques, soit québécois et canadien, le marché mondial, leurs exigences spécifiques, ainsi que la concurrence ont fait l'objet d'une analyse approfondie. La question des marchés a été retenue comme l'un des enjeux prioritaires pour l'élaboration du plan stratégique 2015 - 2020 de la filière porcine pour lequel l'objectif commun est d'optimiser le plein potentiel de la filière porcine au Québec.



Vigie constante de la compétitivité par le biais de représentations

Dans un autre ordre d'idées, les activités de veille des Éleveurs de porcs du Québec à l'égard de la compétitivité ont aussi pris la forme de représentations. En effet, en plus de travailler avec les partenaires de la filière porcine du Québec, les Éleveurs ont été et sont encore très actifs en matière de relations gouvernementales et extérieures, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Les représentations effectuées auprès des députés, hauts fonctionnaires et membres de cabinets ministériels ont permis de faire valoir les enjeux et les préoccupations quant à la nécessité de relancer la production porcine et d'optimiser le plein potentiel de la filière. Certaines représentations, dont la participation à une mission commerciale effectuée en Chine en octobre 2014, en compagnie de deux transformateurs québécois, visaient spécifiquement à assurer un positionnement stratégique du secteur et à faire la promotion du porc du Québec.

Des interventions sur les plans national et international ont également été effectuées grâce à l'implication de deux administrateurs des Éleveurs de porcs du Québec sur le conseil d'administration du Conseil canadien du porc. Les Éleveurs ont ainsi pu travailler activement à l'avancement de plusieurs dossiers nationaux en lien avec le maintien et le développement des marchés. Parmi ces dossiers, mentionnons la réalisation de représentations visant à contrer la loi américaine sur l'étiquetage, connue sous l'acronyme « COOL », ainsi que le suivi de l'évolution des accords commerciaux étrangers, dont l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ainsi que l'accord de Partenariat transpacifique. En outre, mentionnons que les Éleveurs travaillent également en étroite collaboration avec Canada Porc International, une agence qui œuvre au développement des marchés d'exportation du porc canadien.

1.3.3 POURSUITE DE LA CONCERTATION DANS LA MISE EN MARCHÉ DES PORCS

La Régie recommande aux Éleveurs de porcs du Québec et à l'industrie de poursuivre l'étroite concertation qu'ils ont démontrée depuis la mise en application de la nouvelle Convention de mise en marché des porcs.

SUIVIS RÉALISÉS

Suivi dynamique de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013

La mise en application de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 a marqué un changement important dans les relations entre les principaux intervenants de l'industrie porcine. En plus de favoriser le développement de la capacité concurrentielle de la filière porcine, elle a contribué à la création de liens d'affaires plus étroits entre les éleveurs porcins et les acheteurs.

Deux comités permanents avaient la responsabilité de mettre en place tout ce qui était nécessaire pour assurer le respect de la Convention et faire évoluer ce nouveau partenariat d'affaires entre les intervenants.

D'abord, comme prévu à la Convention, un nouveau comité réunissant les Éleveurs de porcs du Québec et les acheteurs a été mis sur pied. Nommé comité de travail de la Convention, celui-ci regroupe plus spécifiquement tous les représentants des abattoirs liés à la Convention de mise en marché ainsi que les présidents des Éleveurs et du comité de mise en marché des finisseurs. Le secrétariat du comité est assumé par les Éleveurs.



Ce comité s'est rencontré régulièrement et à de nombreuses reprises depuis 2010. Les membres ont entre autres discuté des attributions et assignations des sites de production, de la référence de prix, du rendement de la carcasse et du contrat de l'Agent de classement.

Le comité technique des normes d'abattage a également joué un rôle important dans le suivi de la nouvelle Convention. Composé des Éleveurs et des représentants techniques des abattoirs, ce comité s'est rencontré à plusieurs reprises pour discuter, notamment, de la mise à jeun et de la qualité des tatouages ainsi que du cahier des normes d'abattage. Il s'est également assuré de la faisabilité et de l'application des décisions prises.

En complément, le travail de collaboration entre les Éleveurs de porcs et les partenaires du secteur porcine qui avait été initié avant l'entrée en vigueur de la Convention de 2009 s'est poursuivi en vue d'assurer un meilleur arrimage entre la production de porcs et la demande des abattoirs. De ces travaux est né le projet sur la gestion équilibrée de la production qui a été déposé à la RMAAQ en novembre 2010 et qui est entré en vigueur le 16 mars 2011, dotant ainsi le secteur d'un nouvel outil de gestion en cas de surplus de porcs.

Évolution du stade de développement des Éleveurs de porcs du Québec

Par ailleurs, les Éleveurs ont également valorisé la déclaration d'entrée des porcelets en inventaire afin d'augmenter la précision des prévisions d'abattage et ainsi améliorer la planification de l'écoulement des porcs. Les Éleveurs travaillent d'ailleurs actuellement avec les abattoirs à l'amélioration de cet outil.

Aussi, dans un souci de répondre aux besoins des acheteurs, les Éleveurs ont établi une communication étroite entre les producteurs et ceux-ci en vue d'améliorer la qualité des porcs livrés à l'abattoir. La mise à jeun et la lisibilité du tatouage des porcs sont deux dossiers pour lesquels de nouvelles façons de faire ont été établies à la satisfaction des deux parties.

Enfin, les Éleveurs et les acheteurs signataires de la Convention de mise en marché des porcs ont travaillé à la révision de la méthode de calcul de l'indice moyen permettant d'établir le prix de base de la grille Qualité Québec. Les rencontres ont aussi permis de discuter de la strate de poids optimal. Les deux modifications proposées ont été acceptées et celles-ci ont été homologuées par la Régie.

Réflexion sur la mise en marché des porcs

En septembre 2011, un groupe de travail composé du comité exécutif des Éleveurs de porcs du Québec et de l'exécutif du comité des finisseurs a entrepris une démarche de réflexion sur la mise en marché des porcs. L'objectif était de faire le point sur la Convention de mise en marché, d'identifier les améliorations possibles dans le cadre actuel et de préparer la prochaine ronde de négociations compte tenu de l'échéance de celle-ci en septembre 2013.

Le comité a, dans un premier temps, développé une compréhension commune des enjeux liés à la Convention, identifié les enjeux prioritaires de la mise en marché et élaboré des avenues de solution à explorer. Il a par la suite réalisé une tournée des acheteurs signataires de la Convention. Ces rencontres avaient d'abord pour objectif de mieux connaître les acheteurs, les marchés qu'ils desservent et leur vision, mais aussi de discuter des défis actuels et futurs de leur entreprise. Plusieurs acheteurs ont d'ailleurs ouvert les portes de leurs usines pour offrir aux membres du comité l'occasion de visiter les installations. Ces rencontres ont aussi été l'occasion d'échanger sur la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013.

Trois stades de développement des interventions d'un office sont décrits par la Régie dans son « Guide de préparation à l'évaluation des interventions des offices dans la mise en marché ».

Le premier stade concerne le développement des interventions d'un office dans la mise en marché. Ce n'est que lorsque le plan conjoint est accepté par la vaste majorité des intervenants et qu'il acquiert une reconnaissance comme mode de régulation des relations au sein du secteur que l'on peut espérer travailler à l'atteinte des autres objectifs du plan conjoint et passer au second stade de développement.

Le second stade de développement est caractérisé par l'organisation des rapports entre les producteurs et les acheteurs. C'est durant cette phase que sont mises en place les dispositions visant un partage des revenus et des coûts liés à la mise en marché du produit. De même, l'augmentation du degré de coordination verticale dans la filière résultant de la mise en place d'outils d'organisation de la mise en marché rend producteurs et acheteurs plus interdépendants. Cette interdépendance accrue rend les producteurs et les acheteurs plus interdépendants.

Quant au troisième stade de développement, il est marqué par la maturité des relations entre les intervenants. En effet, au cours de ce stade, on assiste à un niveau élevé d'interdépendance entre les différents acteurs. Les acteurs impliqués mettent l'emphase sur la collaboration en vue de parvenir à une certaine vision commune du développement du secteur et des moyens à mettre en œuvre pour y arriver. Le plan conjoint vise alors principalement à adapter les outils de mise en marché aux changements de l'environnement concurrentiel et à perfectionner ou compléter des mécanismes déjà en place. En ce sens, ce troisième stade en est un de maturité.

L'entrée en vigueur de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013, la réalisation des nombreux travaux menés en vue de sa mise en application ainsi que les négociations qui ont conduit à l'entrée en vigueur de la Convention 2016 - 2019 ont contribué positivement à l'atteinte du stade de maturité du secteur. Il apparaît donc clairement, comme le fait ressortir le présent rapport d'évaluation périodique, que les Éleveurs en sont rendus au troisième stade de développement et que plusieurs des objectifs poursuivis avec la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* ont ainsi pu être atteints.

1.3.4 SUIVI DU PLAN D'ACTION 2010 - 2014 DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

La Régie des marchés agricoles recommande aux Éleveurs de porcs du Québec d'assurer un suivi rigoureux de l'application de son plan d'action 2010 - 2014 et des résultats obtenus afin d'y apporter les ajustements requis et d'en informer régulièrement les producteurs et les intervenants concernés.

SUIVIS RÉALISÉS

Suivi rigoureux du plan d'action 2010 - 2014 et mesure des résultats obtenus

Le plan d'action 2010 - 2014 des Éleveurs de porcs comportait initialement trois axes stratégiques regroupés sous le thème « Pour une gestion concertée, dynamique et rentable du secteur porcin ». Découlant de ce plan quinquennal, des actions concrètes et réalistes avaient été identifiées pour chacun des trois axes stratégiques, avec un niveau de priorité, un échéancier et une indication quant à l'implication de partenaires pour la réalisation de chaque action, le cas échéant. En tant qu'instance responsable de la réalisation de la mission des Éleveurs, le conseil d'administration a effectué un suivi annuel de l'application du plan d'action et des résultats obtenus. En outre, en 2012, dans un souci de tenir compte de l'évolution des enjeux du secteur, les administrateurs ont bonifié le plan d'action en y ajoutant une stratégie spécifique au redressement à court terme de la situation de la production ainsi qu'une autre visant à ce que l'organisation soit représentative, efficace et engagée au service des producteurs.

En complément au suivi effectué par le conseil d'administration, le conseil exécutif a vu à rencontrer annuellement la direction générale afin de mesurer l'atteinte des objectifs de l'année, faire un bilan de la contribution de la permanence à la réalisation de ce plan et convenir des priorités pour l'année à venir.

Mécanismes d'information des éleveurs et des intervenants concernés

Dans le cadre de leurs obligations face à leurs membres et dans un souci de transparence, les Éleveurs de porcs du Québec ont présenté, dans leurs rapports annuels, les actions menées pour chacun des axes de leur plan d'action quinquennal. Cette reddition de compte était d'autant plus explicite et transparente que les rapports annuels étaient divisés en sections correspondant aux axes stratégiques du plan d'action.

Par ailleurs, ces bilans annuels ont été présentés aux membres et aux partenaires participant aux assemblées générales annuelles des Éleveurs tenues en juin. Un exemplaire du rapport annuel leur était alors également remis. Ces rassemblements ont été l'occasion, pour les administrateurs, de prendre le pouls des éleveurs et d'apporter les ajustements nécessaires aux priorités d'action établies ainsi qu'au plan dans son ensemble, le cas échéant.

Enfin, puisque l'organisation, Les Éleveurs de porcs du Québec, c'est aussi une équipe compétente et motivée, répondant à des objectifs clairs et axés sur les résultats, la direction générale a présenté, à l'ensemble des employés, les activités réalisées au cours de la dernière année et les priorités pour l'année à venir dans le cadre de rencontres annuelles tenues en janvier.

– DES RECOMMANDATIONS ÉCLAIRANTES

L'intérêt de réaliser un exercice d'évaluation périodique devant la Régie des marchés agricoles et les partenaires réside notamment dans le fait de pouvoir obtenir un point de vue externe et d'échanger sur les enjeux et les défis auxquels le secteur porcin doit faire face. En ce sens, les recommandations que la Régie a adressées à l'égard des Éleveurs de porcs ont été éclairantes et fort utiles pour alimenter les réflexions et orienter les travaux comme le démontrent les nombreux suivis qui ont été effectués au cours de la période 2010 à 2015.

2 . CONTEXTE
DE L'APPLICATION
DU PLAN CONJOINT



2.1 PORTRAIT DE L'INDUSTRIE PORCINE AU QUÉBEC



En tant qu'administrateur du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec, les Éleveurs se dotent de différents indicateurs leur permettant de suivre l'évolution de la production et du secteur. Dans le cadre de l'évaluation périodique du Plan conjoint, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a été mandaté pour réaliser la monographie de l'industrie porcine au Québec. N'ayant pas disposé de suffisamment de temps pour procéder à une analyse approfondie du portrait dressé par le MAPAQ, nous nous limitons, dans la présente section, à présenter une analyse préliminaire de cette monographie en mettant en lumière certains éléments du portrait dressé et en la complétant au besoin avec des données dont disposent les Éleveurs.

Un premier regard sur le portrait du secteur porcine dressé par le MAPAQ permet de relever les faits saillants suivants :

- L'augmentation de la part des ventes aux comptoirs des viandes fraîches dans les grands magasins alimentaires témoigne de l'efficacité des stratégies marketing déployées par les Éleveurs en concertation avec les acheteurs. Il nous semble d'ailleurs approprié de souligner que depuis 2013, les acheteurs sont représentés au sein du comité consultatif ayant pour mandat d'assurer la valorisation du produit et de la profession. Le comité compte présentement trois représentants des abattoirs.
- Les mécanismes de mise en marché collective en vigueur au Québec ne sont certes pas étrangers au fait que le secteur porcine présente les meilleures performances en ce qui concerne le nombre d'emplois par 10 M\$ de ventes nettes (82 emplois/10 M\$ de ventes nettes pour les secteurs production et transformation comparativement à 73 pour le secteur bioalimentaire). L'engagement des éleveurs à mettre en marché leurs porcs par l'entremise des acheteurs du Québec confère à ces derniers une sécurité d'approvisionnement qui favorise le développement de leurs activités. Ces dispositions ont également contribué au fait que la part de marché du Québec dans le Canada soit passée de 28 % pour la période 2005 - 2009 à 33 % pour 2010 - 2014. De même, la croissance plus importante des revenus moyens par porc pour la période 2010 - 2014 (47 % au Québec comparativement à 42 % en Ontario et à 30 % dans le reste du Canada) témoigne également d'une mise en marché efficace et ordonnée.
- La relation entre le coût de production et le coût d'achat des porcelets est certes une notion importante de la compétitivité du secteur et une attention particulière doit lui être apportée. Cependant, cette attention doit être supportée par une analyse rigoureuse, ce que n'offre pas la monographie du MAPAQ sur cet aspect, puisque la source de prix utilisée n'en est pas une dans les faits. En effet, les Éleveurs publient dans la TCN, à titre indicatif, un prix de référence, lequel est basé sur un partage des revenus du marché en fonction de la répartition, entre les ateliers naisseurs et finisseurs, du coût de production du modèle ASRA. Ces prix de référence ne sont pas validés dans le marché et ne servent que de base de négociation. Il est toutefois à noter que des travaux plus approfondis devraient être réalisés par les partenaires de la filière afin de bien mesurer les différents aspects des coûts d'approvisionnement en porcelets au Québec.

- Le maintien d'un statut sanitaire élevé demeure un enjeu majeur pour réduire les coûts de production. Fort conscients de cette réalité, les Éleveurs, de concert avec l'ensemble des partenaires de la filière, ont déployé beaucoup d'effort au cours des dernières années pour améliorer la biosécurité des sites porcins du Québec et réduire l'incidence des maladies dans les troupeaux. D'ailleurs, l'obtention du prix Jean-Paul Raymond, en 2013, pour la mise en place d'un programme de formation sur l'amélioration de la biosécurité ainsi que le succès obtenu dans le contrôle et l'éradication de la DEP illustrent cette conscientisation.
- L'enquête 2012 pour le renouvellement du modèle de coûts de production a fait ressortir que les années difficiles qui ont précédé cette année ont privé les entreprises des liquidités nécessaires pour investir dans la modernisation de leurs infrastructures. Dans la perspective où des investissements importants devront être réalisés au cours des prochaines années pour rattraper ce retard et pour adapter les bâtisses aux nouvelles exigences sociétales en matière de bien-être animal, la cohabitation harmonieuse avec la population s'avère un enjeu de premier plan.

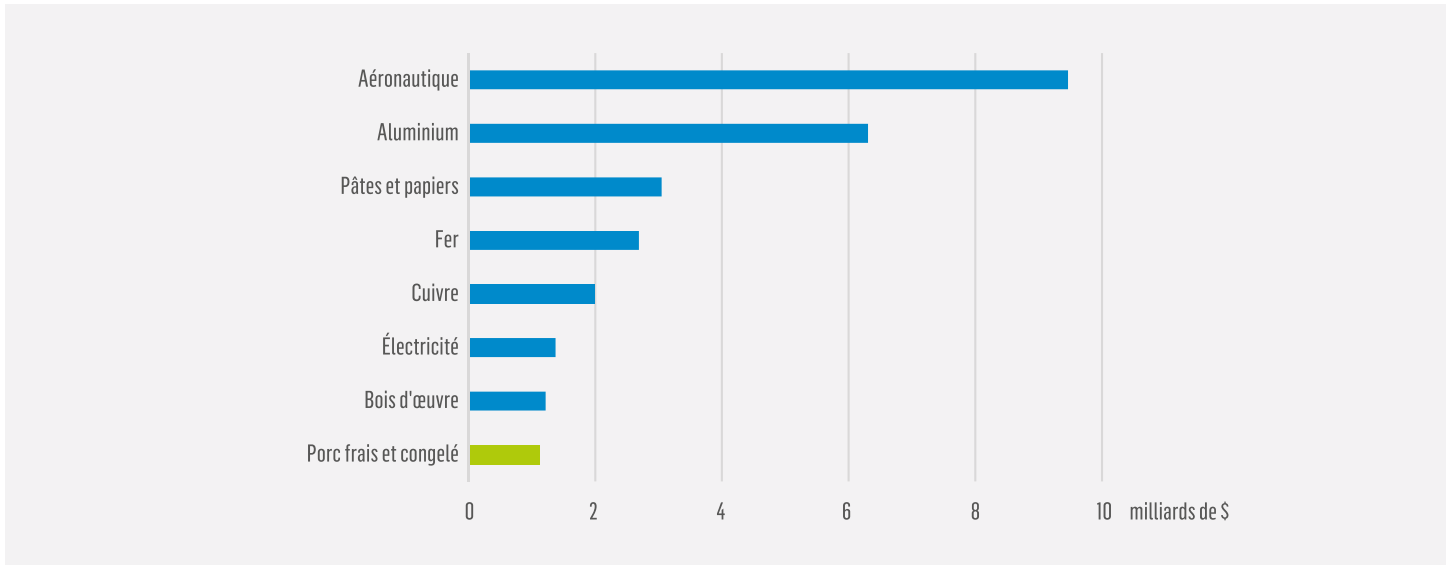
2.1.1 IMPORTANCE RELATIVE DU SECTEUR DANS L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Deuxième production agricole en importance au Québec, avec un produit qui se classe au premier rang des exportations de produits bioalimentaires (Figure 1), l'industrie porcine québécoise génère une activité économique de plus de 2,3 milliards de dollars² et 28 000 emplois. Elle représente ainsi l'un des secteurs d'importance de l'économie du Québec et de ses régions. Elle est également présente dans les différentes régions du Québec comme l'illustrent les deux graphiques de la figure 2.



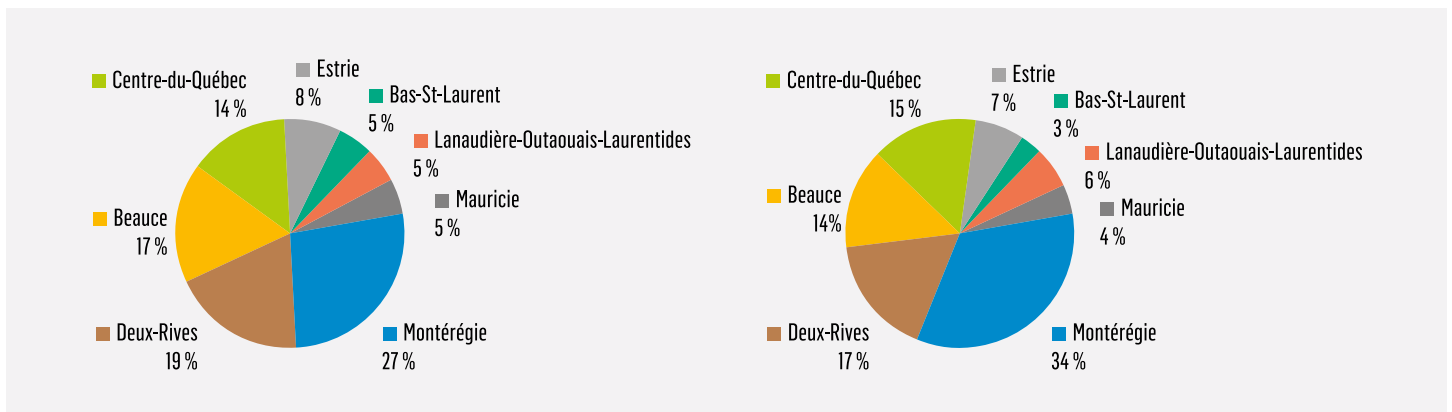
¹ Étude d'impact économique des Éleveurs, 2016.

FIGURE 1 : BALANCE COMMERCIALE DES PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2015



Source : Industrie Canada, données sur le commerce en direct, 2015.

FIGURE 2 : PORTRAIT RÉGIONAL DES SUJETS PORCINS, 2015



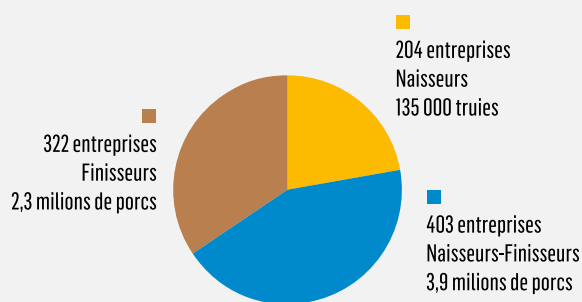
Source : La Financière agricole du Québec, 2015.

2.1.2 STRUCTURE ET VOLUME DE PRODUCTION

Globalement, de 2010 à 2014, le nombre d'entreprises porcines au Québec a diminué de 6 %³. En 2015, on comptait 403 entreprises de type naisseur-finisueur, 322 entreprises de type finisseur et 204 entreprises de type naisseur (Figure 3). Cette répartition des modèles de production diffère de celle observée en Ontario où la proportion d'entreprises de type naisseur-finisueur est plus élevée qu'au Québec. De plus, on constate une plus forte proportion des entreprises porcines ontariennes qui cultivent leurs terres pour la production d'aliments pour les porcs.

Cette distinction quant à la structure des entreprises explique, du moins en partie, le coût de transaction supplémentaire lié à l'achat des porcelets que l'on observe au Québec, de même qu'un actif d'exploitation ontarien plus important, lié principalement à l'avoir terrien. Le Québec se distingue également par le modèle de commercialisation des sujets porcins qui sont essentiellement destinés à l'abattage.

FIGURE 3 : PORTRAIT DES ENTREPRISES PORCINES ADHÉRENTES AU PROGRAMME ASRA, 2015



Source : La Financière agricole du Québec, 2015.

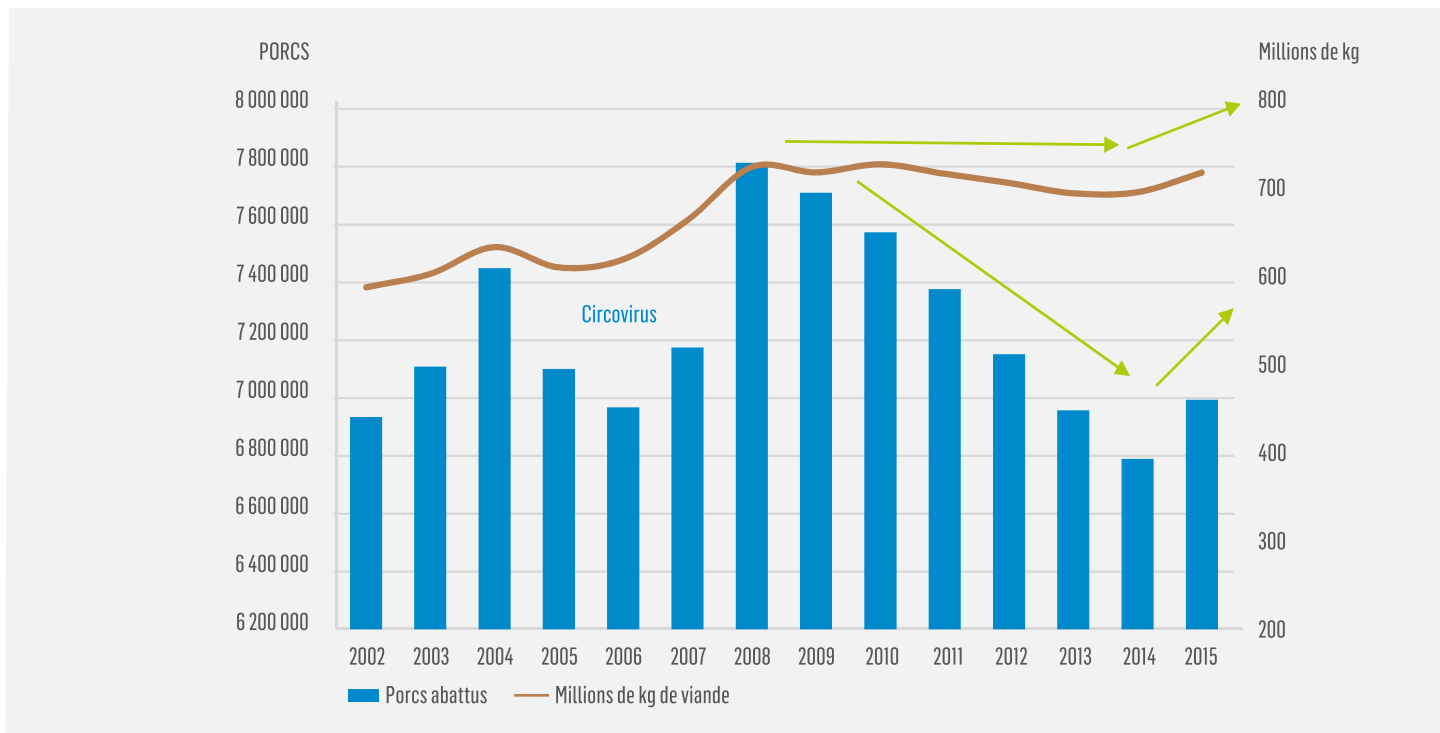
Parallèlement à la diminution du nombre d'entreprises, le nombre de porcs produits par les entreprises porcines québécoises, entre 2009 - 2014⁴, a connu une baisse de 12 % en raison de la mauvaise conjoncture. La hausse de 10 % du poids des porcs, durant cette même période, a toutefois permis de maintenir le volume de production de viande au dessus de 700 millions de kilos (Figure 4).

En 2015, à la suite de l'embellie des marchés constatée en 2014, on a assisté à la première croissance (3 %) du niveau de production depuis 2008. Rappelons qu'en 2006, le secteur se remettait à peine de la crise du circovirus, avec aussi peu que sept millions de porcs abattus.

³ Monographie de l'industrie porcine, MAPAQ, 2016.

⁴ Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

FIGURE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE PORCS ET DU VOLUME DE VIANDE PRODUITE (KG), 2002 - 2015



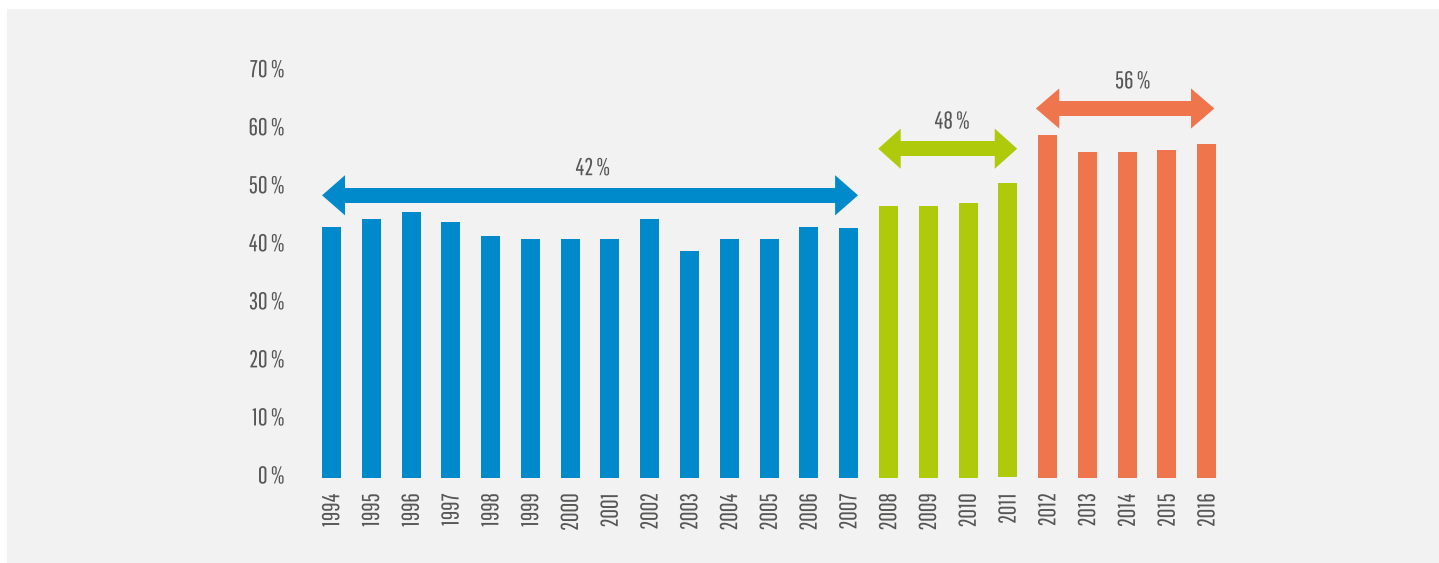
Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

Par ailleurs, la diminution plus marquée du nombre d'entreprises par rapport à la production vient illustrer l'accroissement de la taille de ces dernières. En effet, sur la base des informations des modèles de ferme du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, la taille moyenne des entreprises de type naisseur-finisser s'est accrue de 30 %, entre les enquêtes 2007 et 2012, et le nombre de porcs produits par entreprise, de 10 %. Cette même tendance est d'ailleurs observée en Ontario et aux États-Unis, selon une étude réalisée par les Éleveurs en 2013.

Globalement, le nombre de porcs assurés à l'ASRA a subi la même tendance que la production malgré la disparition de plusieurs entreprises durant la période étudiée. Un nombre plus important de porcs ayant été élevés sur une base forfaitaire toutefois, sont demeurés couverts par le programme par le biais du propriétaire des porcs.

Notons enfin que depuis 1994, les Éleveurs de porcs du Québec suivent l'évolution de la proportion de porcs élevés sur une base forfaitaire. Comme l'illustre la figure 5, pour les 22 années observées, ce mode de production a connu une évolution en trois étapes. En effet, au cours de la période 1994 à 2007, la part de la production à contrat était d'environ 42 %. Puis, de 2008 à 2011, alors que plusieurs éleveurs se retiraient de la production en raison de la conjoncture difficile, cette part est passée à 48 %. Avec l'impact additionnel des mesures de resserrement de l'ASRA, cette tendance à la hausse s'est accentuée de 2012 à 2016, faisant passer la part de la production à forfait à 56 %. Soulignons qu'au fil des ans, la méthodologie d'évaluation de ce mode de production a évolué tout en maintenant, comme base d'analyse, la production de porcs des grands réseaux de production connus.

**FIGURE 5 : IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION À CONTRAT EFFECTUÉE PAR LES AGENTS*
(% DE LA PRODUCTION ANNUELLE AU QUÉBEC)**



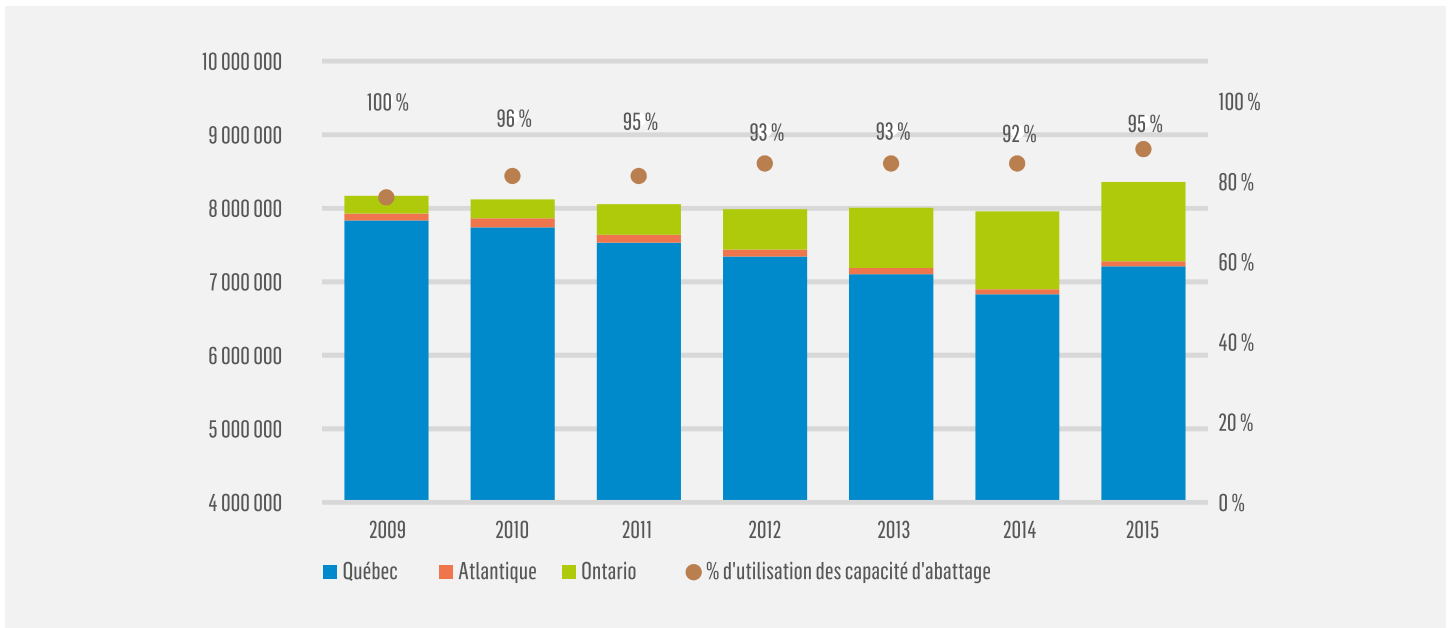
*Entreprises ayant une part significative de production à contrat.
Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

2.1.3 APPROVISIONNEMENT DES ABATTOIRS QUÉBÉCOIS

La Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 a marqué un tournant dans les modalités d'approvisionnement des porcs. L'assignation de tous les sites de production aux divers abattoirs ainsi que l'obligation pour les éleveurs de livrer tous les porcs produits sur lesdits sites ont permis de garantir l'écoulement ordonné des porcs des éleveurs, tout en assurant aux acheteurs une sécurité d'approvisionnement en porcs de qualité et selon leurs besoins. Les attributions de volumes, telles que définies dans la Convention, ont ainsi permis aux abattoirs québécois de maintenir un certain niveau de leur capacité d'abattage. Toutefois, comme le montre la figure 6, avec la diminution de la production québécoise, certains acheteurs ont pris des ententes d'approvisionnement en porcs provenant de l'extérieur du Québec, dont principalement l'Ontario, afin de maintenir leur niveau d'abattage tout près de leur capacité maximale, ce qui n'était inversement pas possible pour les abattoirs ontariens. Les importations annuelles de l'Ontario sont ainsi passées de 250 000 porcs en 2010 à plus de 1 million en 2015.

La Convention de mise en marché 2009 - 2013 a permis d'assurer une sécurité d'approvisionnement aux acheteurs québécois et le développement de produits de qualité et à valeur

FIGURE 6 : ORIGINE DES PORCS ABATTUS AU QUÉBEC, 2009 - 2015

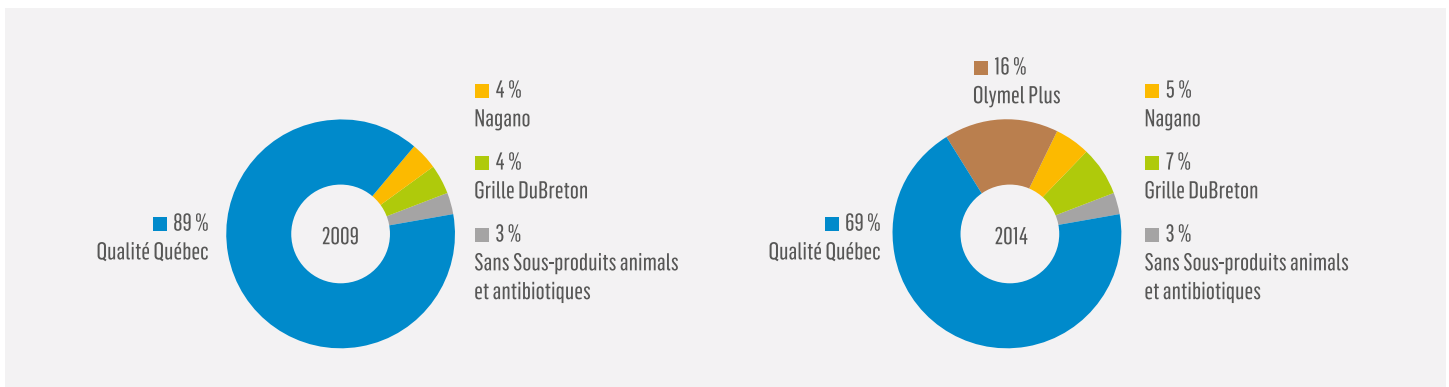


Source : Les Éleveurs de porcs du Québec & Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2016.

Par ailleurs, en plus de favoriser le développement de liens d'affaires plus étroits entre les éleveurs et les acheteurs, la Convention 2009 - 2013 a permis le développement de produits à valeur ajoutée, par le biais des porcs spécifiques notamment (Figure 7).

À titre d'exemple, près de la totalité des porcs sont actuellement sous entente sans ractopamine. Le développement d'ententes particulières comme le prévoit la Convention de mise en marché 2016 - 2019 assurera la continuité de ces pratiques de différenciation des produits et permettra d'encore mieux répondre aux besoins du marché.

FIGURE 7 : COMPARAISON DE LA RÉPARTITION DES PORCS SELON DIFFÉRENTES GRILLES ET SPÉCIFICITÉS, 2009 ET 2014



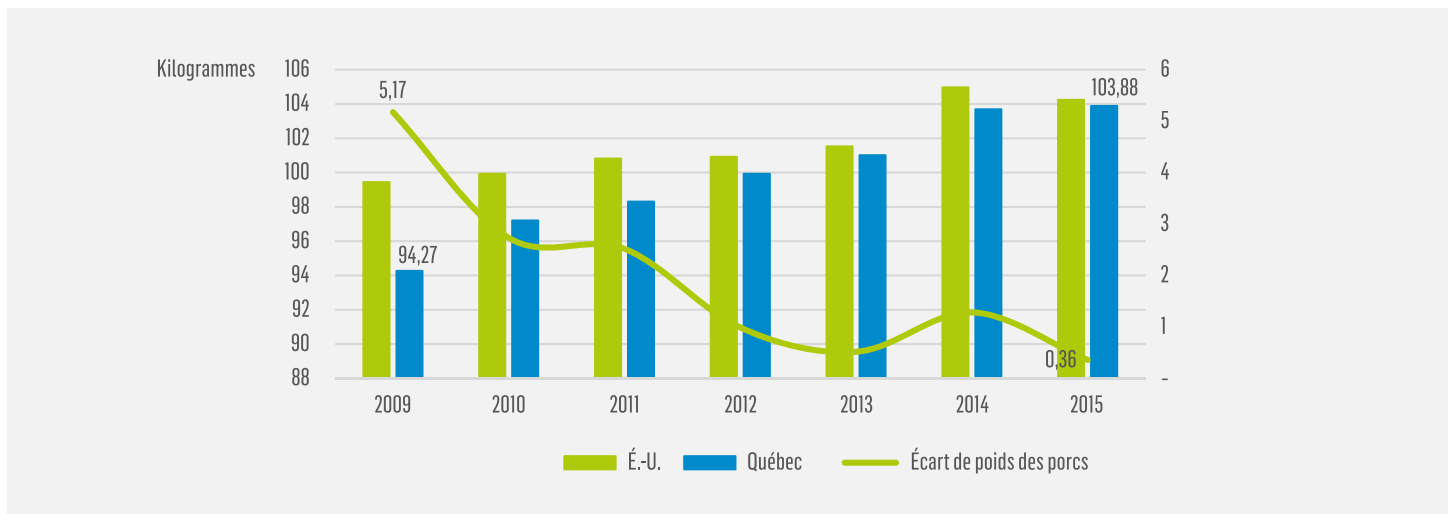
Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2015.

CARACTÉRISTIQUES DES PORCS LIVRÉS AUX ABATTOIRS

Dans un autre ordre d'idées, avec la signature de la Convention de mise en marché des porcs en 2009, les éleveurs se sont engagés à produire des porcs d'un poids équivalent au poids moyen américain en échange d'un prix comparable. Cette exigence a contribué, dans une période de décroissance de la production, au maintien de la productivité et de la compétitivité des abattoirs québécois.

En effet, comme le montre la figure 8, l'écart de poids entre les porcs québécois et les porcs américains s'est considérablement resserré depuis 2009, et cela, malgré l'accroissement rapide du poids des porcs américains à la suite de l'épidémie de diarrhée épidémique porcine apparue en 2013.

FIGURE 8 : ÉVOLUTION ET ÉCART DU POIDS DES PORCS, QC VS É.-U., 2009 - 2015

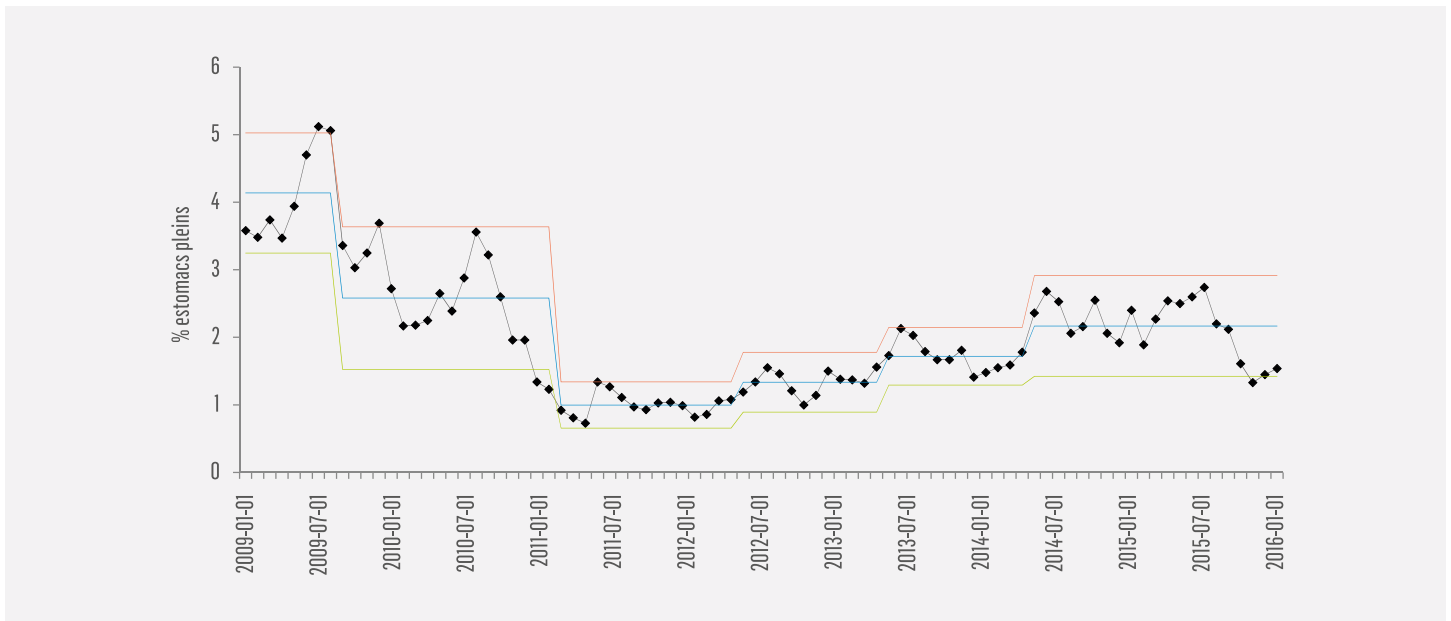


Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

Par ailleurs, à la suite des travaux du comité de travail de la Convention, des efforts ont également été déployés afin d'améliorer la qualité des porcs livrés aux abattoirs, notamment en ce qui concerne le respect de la mise à jeun. Rappelons que ce comité de travail, en tant que lieu officiel d'échanges entre les acheteurs et les producteurs, permet de discuter des différentes préoccupations quant à la mise en marché des porcs et facilite leur règlement, favorisant ainsi le maintien de la capacité concurrentielle du secteur, tant sur le plan national qu'international.

En mai 2014, à la suite des améliorations observées quant au pourcentage d'estomacs pleins (Figure 9), les parties ont convenu de diminuer le poids maximal de ces derniers, restreignant à nouveau les risques de contamination des carcasses lors de l'abattage. Cette diminution vient d'ailleurs expliquer la hausse de pourcentage observée à partir de mai 2014.

FIGURE 9 : ÉVOLUTION DU POURCENTAGE DE PORCS AVEC ESTOMACS PLEINS, 2009 - 2016



Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

2.1.4 LA DEMANDE ET LES MARCHÉS

TENDANCE DE CONSOMMATION INTÉRIEURE

Pour la période 2009 - 2014, la maturité des marchés canadien et américain en ce qui concerne la consommation de viande s'est reflétée dans le léger recul de la consommation de près de 1 %⁵ par rapport à la période précédente (2005 - 2009). Il est toutefois pertinent de noter qu'au Canada, la viande porcine a sensiblement conservé sa part de la consommation globale de viande pour la période étudiée, tout en progressant de plus de 2 % sur le marché québécois, spécifiquement en ce qui a trait aux volumes de viandes fraîches et congelées vendues chez les grands détaillants. D'ailleurs, le porc québécois occupe globalement plus de 70 %⁶ de la consommation globale de viande porcine au Québec (Figure 10).

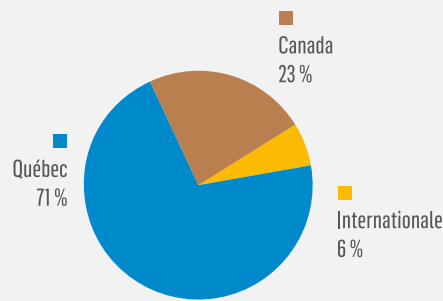


Cette forte proportion de viande de porc sur le marché local et l'accroissement de la présence du porc du Québec sur les tablettes témoignent de l'impact positif des efforts de marketing réalisés par les Éleveurs de porcs du Québec afin d'augmenter la présence du porc du Québec en magasin ainsi que sa visibilité.

⁵ MAPAQ, *Monographie de l'industrie du porcine du Québec*, 2016.

⁶ MAPAQ, *Flux d'approvisionnement de la production porcine aux consommateurs*, 2014.

FIGURE 10 : ORIGINE DE LA VIANDE PORCINE CONSOMMÉE AU QUÉBEC, 2014

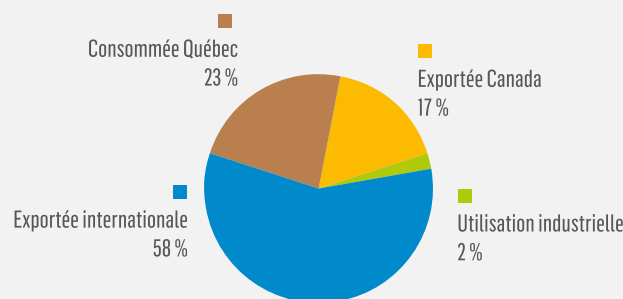


Source : MAPAQ, Flux d'approvisionnement de la production porcine aux consommateurs, 2014.

Sur le plan mondial, la croissance économique des pays de l'Orient, notamment au cours des cinq dernières années, a engendré un accroissement de la demande de viande porcine et de sa consommation. Depuis 2010, il s'agit d'un accroissement annuel de plus de 2 %. L'accès aux marchés mondiaux, quoique facilitée par la conclusion d'accords commerciaux tels que l'Accord économique et commercial global, est empreinte de défis notamment parce que les consommateurs sont de plus en plus exigeants face à ce qu'ils consomment et que leurs exigences (bien-être animal, santé/salubrité et environnement) impliquent des modifications aux pratiques conventionnelles d'élevage.

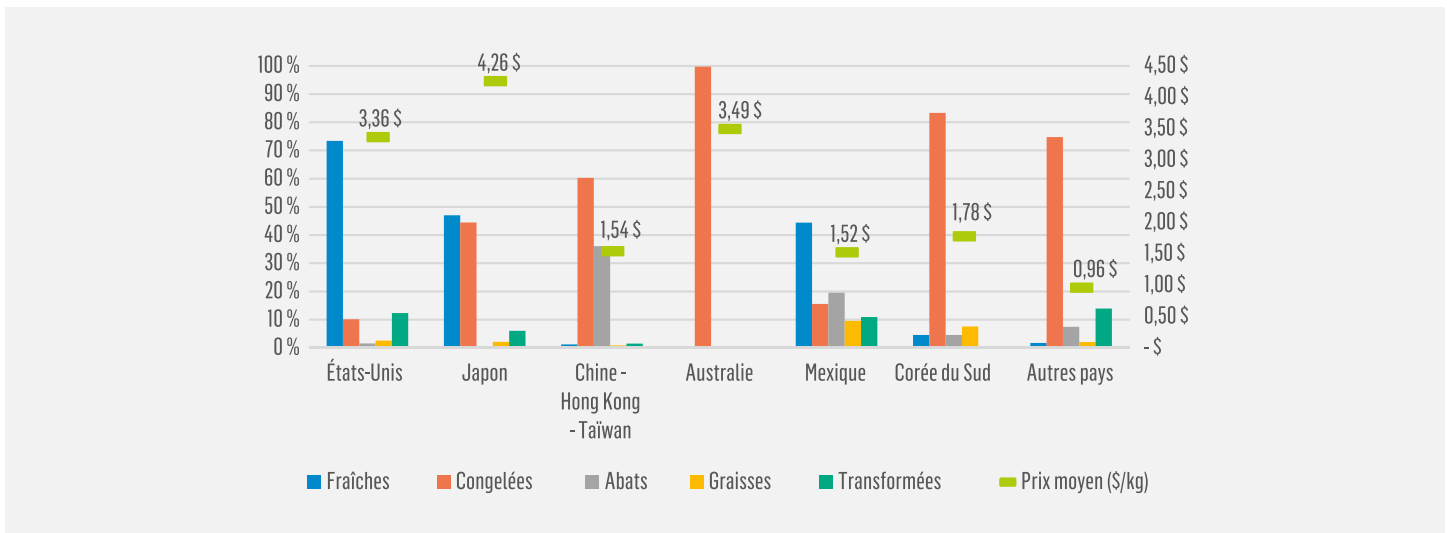
Exportant près de 70 % de la viande porcine produite au Québec (Figure 11), les acheteurs ont pu, grâce au travail effectué en étroite collaboration avec les Éleveurs dans le cadre de l'application de la Convention 2009 - 2013, maintenir des marchés à valeur ajoutée en procédant à l'abattage de porcs répondant à des besoins particuliers de marché. Également, la diversification des partenaires commerciaux a permis à la filière porcine québécoise de maximiser la valeur de ses exportations en valorisant pleinement toutes les coupes de porc du Québec. Comme on peut le voir à la figure 12, les marchés développés comme les États-Unis, le Japon et l'Australie importent des coupes de porc fraîches et congelées ayant une haute valeur ajoutée alors que les marchés en développement comme la Chine, le Mexique et la Corée du Sud importent d'autres coupes de porc donc la valeur est plus faible.

FIGURE 11 : UTILISATION DE LA VIANDE PORCINE QUÉBÉCOISE 2014



Source : MAPAQ, Flux d'approvisionnement des productions porcines aux consommateurs, 2014.

**FIGURE 12 : PORTRAIT DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES DE VIANDE PORCINE EN 2015
(PRINCIPALES DESTINATIONS, VOLUME ET VALEUR MOYENNE)**



Source : Statistique Canada, compilation Catsnet Analytics, et Les Éleveurs de porcs du Québec, 2015.

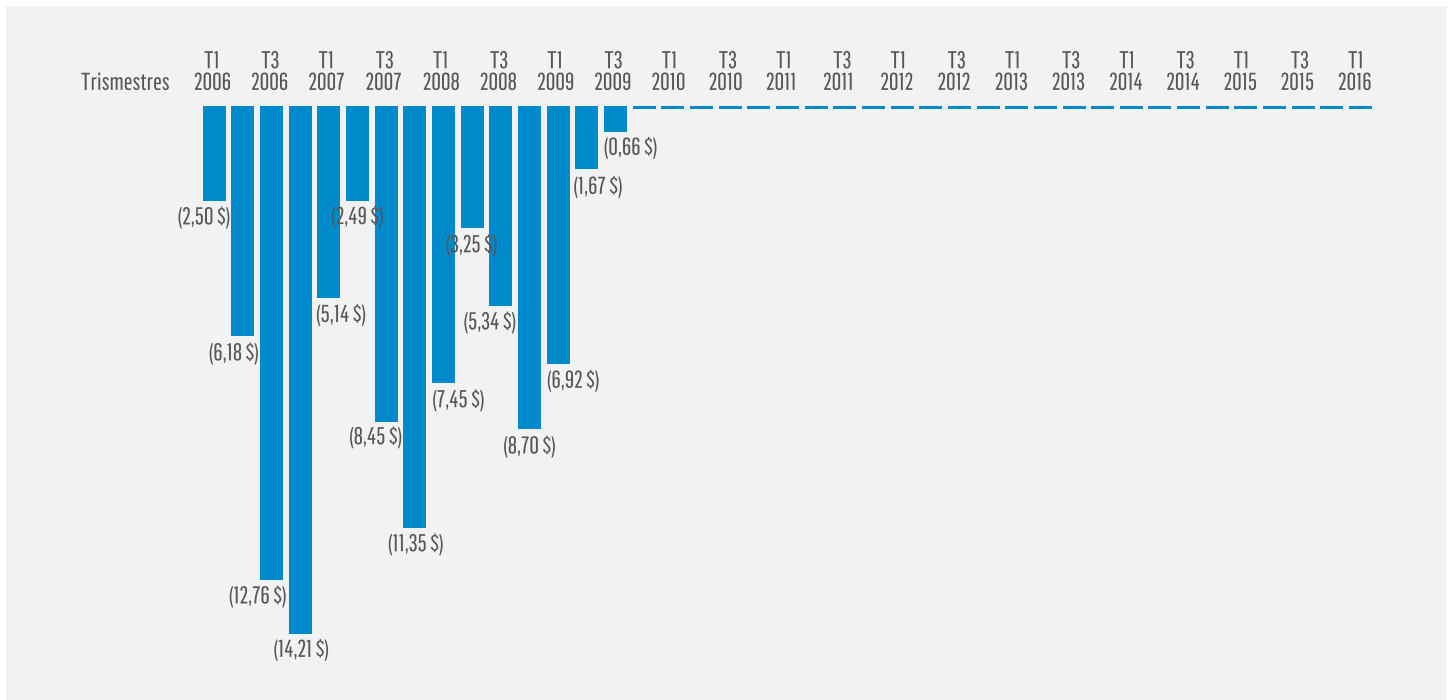
2.1.5 LA COMPÉTITIVITÉ DE LA PRODUCTION PORCINE QUÉBÉCOISE

LE PRIX ET LES REVENUS

L'attribution de tous les porcs aux acheteurs signataires de la Convention de mise en marché 2009 - 2013 était conditionnelle à l'obtention, pour les producteurs, du prix de référence américain pour les porcs de qualité équivalente, répondant ainsi aux intérêts des deux parties. Depuis 2009, on a observé une réduction moyenne de l'écart entre le prix québécois et le prix américain de 7 \$ par porc, ce qui correspond à un revenu supplémentaire de 223 M\$ pour une période de cinq ans (Figure 13).

Cette formule de prix négocié prévue à la Convention et le fait que l'essentiel des porcs du Québec soit destiné à des abattoirs opérés par des acheteurs signataires de celle-ci ont positionné favorablement le Québec par rapport aux autres provinces canadiennes sur le plan des revenus de vente. En effet, entre les périodes 2005 - 2009 et 2010 - 2014, les revenus moyens par porc se sont accrus de 47 % au Québec, de 42 % en Ontario et de 30 % dans le reste du Canada.

FIGURE 13 : ÉVOLUTION DE L'ÉCART DU PRIX QUÉBÉCOIS DU PORC PAR RAPPORT AU PRIX DU PORC AMÉRICAIN, 2006 - 2016



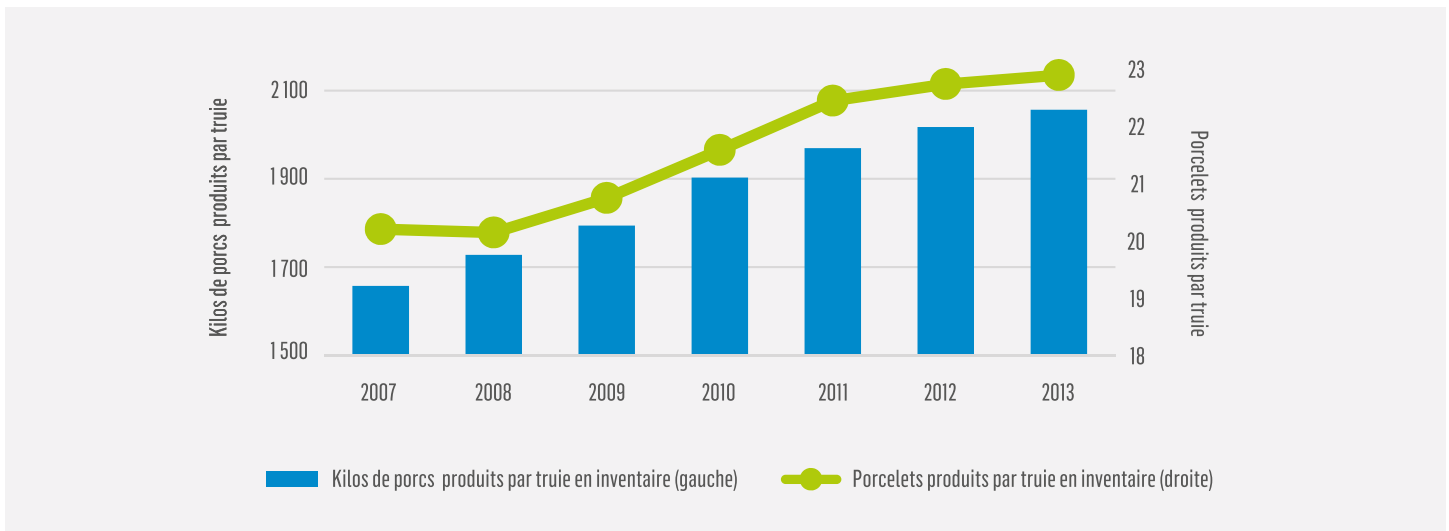
Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

L'accroissement de la productivité des entreprises porcines québécoises combiné à l'accroissement du prix payé par porc vient expliquer l'augmentation des revenus totaux des éleveurs. La figure 14 montre qu'entre 2007 et 2013, le nombre de kilogrammes de porc produits par truie s'est accru de près de 30 % alors que le nombre de porcelets s'est accru de 15 %⁷. Il s'agit de gains majeurs pour le secteur, expliqués notamment par l'amélioration de la génétique et des pratiques d'élevage.



⁷ Étude du coût de production des Éleveurs de porcs du Québec, 2015.

FIGURE 14 : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PORCELETS ET KILOGRAMMES DE PORCS PRODUITS PAR TRUIE, 2007 - 2013

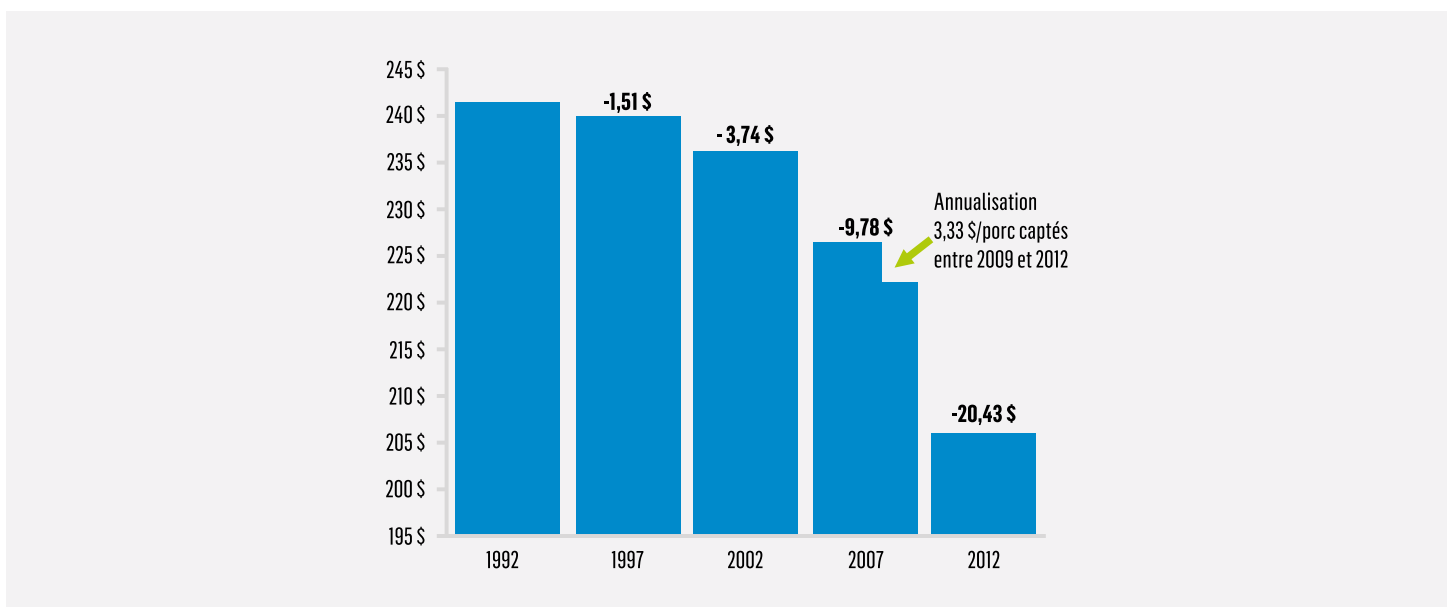


Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, enquête sur les coûts de production des entreprises porcines, 2007 - 2013.

Comme l'illustre la figure 15, cet accroissement de l'efficacité a été capté lors de chacune des cinq dernières enquêtes du coût de production réalisées dans le cadre de l'application de l'ASRA.

Près de 40 \$/100 kg ont ainsi été retranchés du coût de production, incluant l'annualisation du poids des porcs, entre les années 2009 et 2012, qui représentait plus de 3 \$/100 kg. Les aides gouvernementales ont donc été diminuées.

FIGURE 15 : GAINS DE PRODUCTIVITÉ, MODÈLE NAISSEUR-FINISSEUR, ENREGISTRÉS AU COURS DES 20 DERNIÈRES ANNÉES – EN \$/ 100 KG (BASE : COÛTS DES INTRANTS DE 2012)



Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2014.

DIMINUTION DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES

En 2009, suite à des années d'interventions importantes, La Financière agricole du Québec mettait en place différentes mesures visant les compensations versées dans le cadre du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles.

Pour le secteur porcin, ces mesures de resserrement ont représenté près de 168 millions de dollars en diminution de l'intervention du Programme ASRA entre 2010 et 2014 (Figure 16). À ce montant s'ajoutait l'accroissement de l'efficacité captée dans le modèle du coût de production enquêté en 2012.

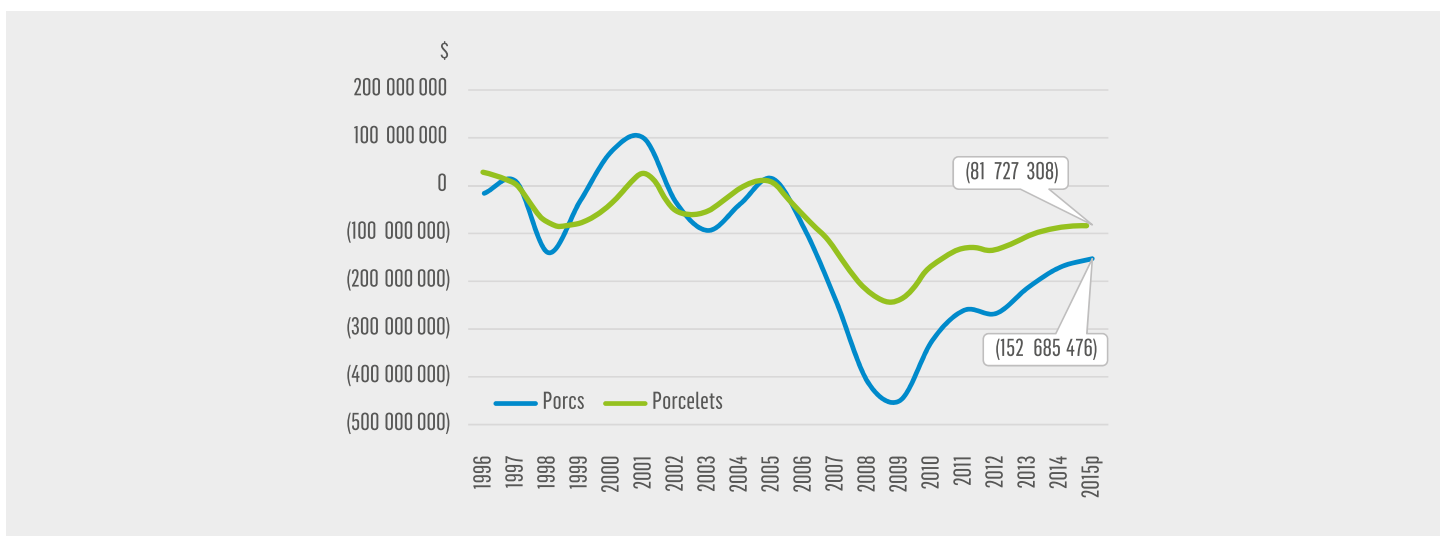
FIGURE 16 : RÉSUMÉ DES IMPACTS MONÉTAIRES DE L'APPLICATION DES MESURES DE RESSERREMENT, 2010 - 2014

Secteur porcin	Exclusion de 25 % des entreprises les moins efficaces	Modulation de la cotisation pour les entreprises 3X le modèle	Exclusion de certaines cotisations au plan conjoint	Plafonnement des unités assurées	Non-assurabilité des porcelets hors Québec	Annualisation des coûts de production	Total
2010	S/O	7 593 848 \$	3 630 129 \$	S/O	2 245 793 \$	23 733 913 \$	37 203 683 \$
2011	S/O	9 744 687 \$	2 051 253 \$	S/O	5 525 363 \$	21 754 724 \$	39 076 027 \$
2012	S/O	16 254 343 \$	2 062 709 \$	S/O	13 791 062 \$	21 233 462 \$	53 341 577 \$
2013	S/O	8 352 072 \$	1 851 741 \$	S/O	4 542 851 \$	21 089 725 \$	35 836 390 \$
2014	S/O	- \$	4 048 175 \$	S/O	(1 812 078) \$	- \$	2 236 097 \$
TOTAL		41 944 951 \$	13 644 008 \$		24 292 991 \$	87 811 824 \$	167 693 774 \$

Ces mesures, adjointes à une conjoncture favorable des marchés en 2014, ont permis de réduire considérablement le déficit du fonds ASRA qui avait atteint un niveau record en 2009.

Les déficits combinés des fonds ASRA dans le secteur porcin ont ainsi été réduits d'environ 450 millions de dollars en six ans, pour atteindre quelque 230 millions de dollars en 2015 (Figure 17).

FIGURE 17 : ÉVOLUTION DU SOLDE DES FONDS ASRA, PORCS ET PORCELETS, 1996 - 2015



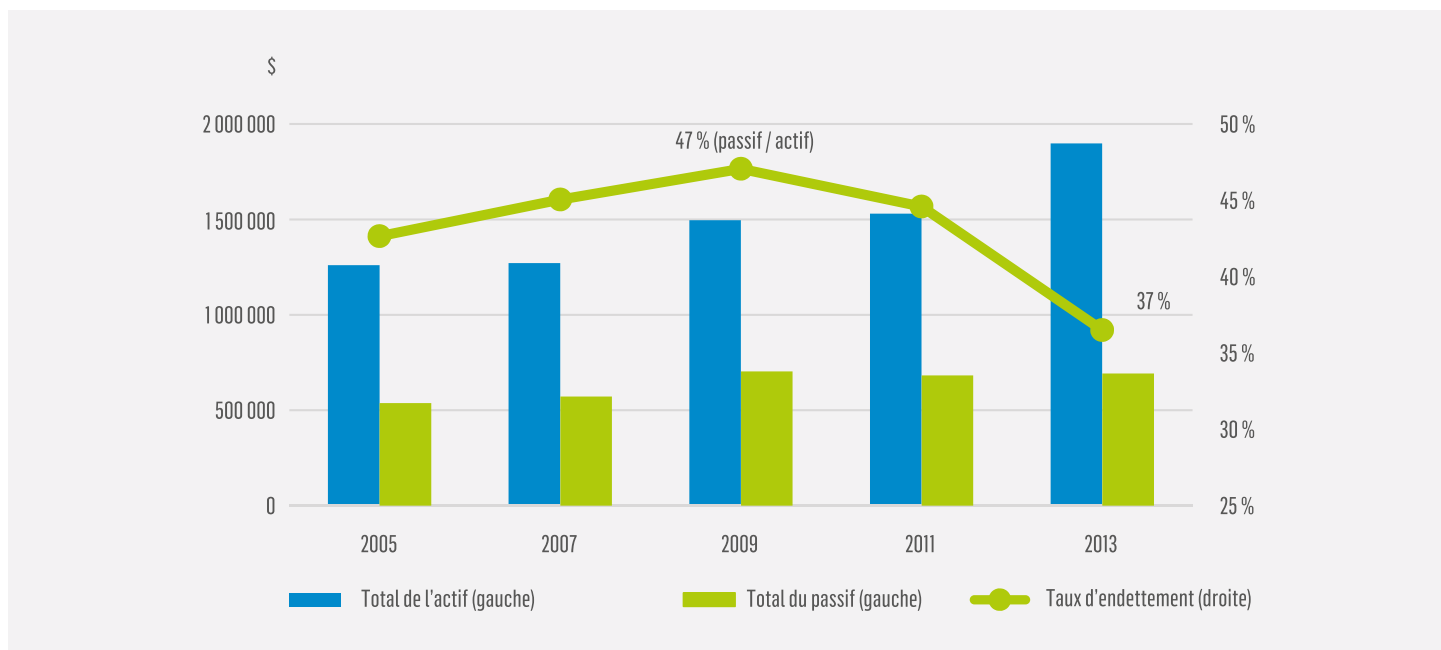
Source : La financière agricole du Québec, 2016.

ÉVOLUTION DU BILAN FINANCIER DES FERMES PORCINES QUÉBÉCOISES

L'analyse de différents ratios financiers présentés dans la monographie du MAPAQ démontre une amélioration, depuis 2010, de la situation financière des éleveurs de porcs du Québec. La figure 18 témoigne d'ailleurs d'une appréciation de l'actif net des entreprises durant la période 2005 - 2013 avec une diminution du taux d'endettement. Selon la monographie du MAPAQ, cette tendance serait la même pour les producteurs ontariens qui afficheraient par contre de meilleurs résultats.

Il est ici pertinent de souligner que le modèle et la taille des entreprises porcines ontariennes diffèrent de celles du Québec. En effet, comme déjà mentionné, un pourcentage plus important de fermes ontariennes est de type naisseur-finiisseur et celles-ci cultivent leurs terres. Aussi, selon Statistique Canada, ces dernières possèdent 4,3 millions de dollars d'actifs comparativement à 1,9 millions de dollars au Québec⁸, principalement de l'actif terrien. L'écart entre ces deux valeurs influence donc nécessairement les ratios d'endettement des deux provinces. De plus, parallèlement au retrait plus rapide des entreprises ontariennes en 2009, on a constaté une concentration plus forte en Ontario, comparativement au Québec, donc des entreprises de plus grande taille.

**FIGURE 18 : ÉVOLUTION DU BILAN DES ENTREPRISES PORCINES QUÉBÉCOISES
ET DE LEUR TAUX D'ENDETTEMENT, 2005 - 2013**



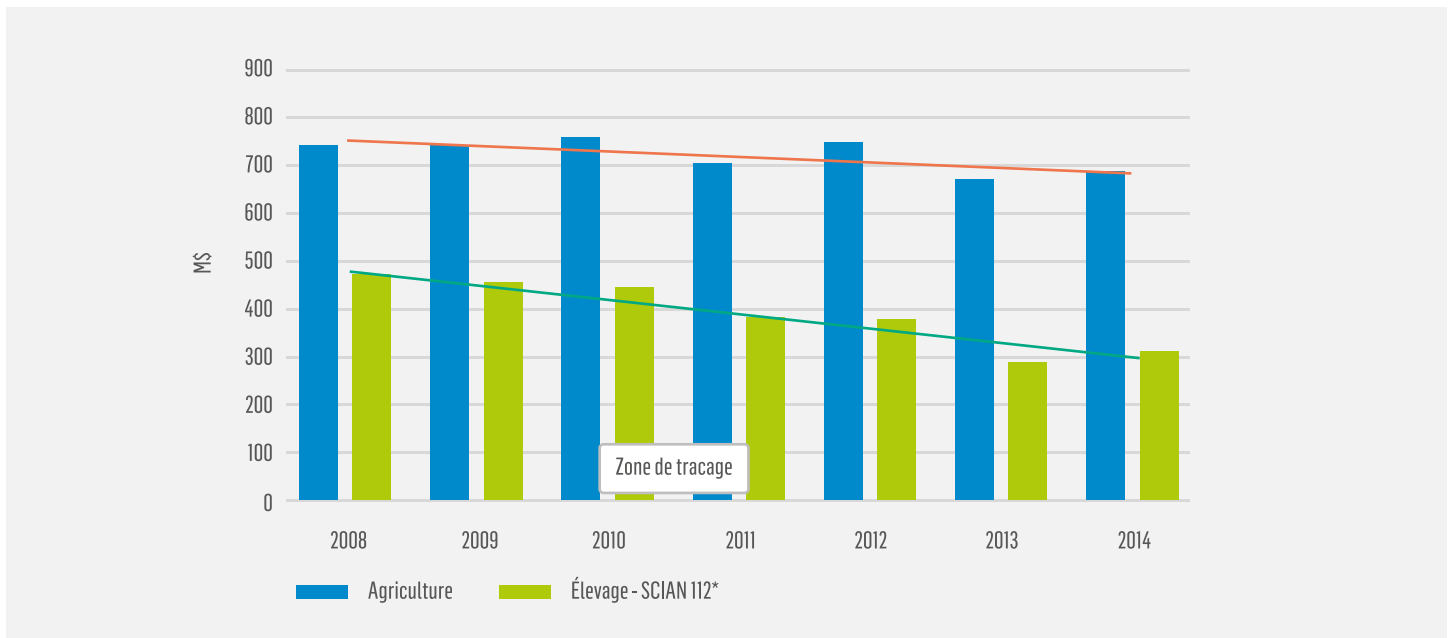
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes porcines, 2015.

⁸ Statistique Canada, CANSIM 002-0072, 2016.

Le retrait de plusieurs entreprises durant la période étudiée et les mesures de resserrement liées à l'ASRA ont eu un impact sur les liquidités des entreprises et donc sur leur capacité à investir. En effet, comme le démontre la figure 19, les investissements dans le secteur agricole ont diminué entre 2008 et 2014.

Toutefois, cette diminution a été plus marquée dans le secteur porcin. Malgré la reprise de conditions plus favorables de marché et la diminution du taux d'endettement des entreprises porcines, les éleveurs retardent les investissements, dans l'attente d'un contexte d'affaires plus stable.

FIGURE 19 : DÉPENSE D'IMMOBILISATION EN BÂTIMENT ET EN ÉQUIPEMENT DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE AU QUÉBEC



*Élevage - SCIAN 112 : Inklus la production laitière et d'oeufs, l'élevage de bovins, de volailles, de porcs, de moutons, de chèvres, l'aquaculture et autres types d'élevage. Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes porcines, 2015.

La signature de la Convention de mise en marché 2009 - 2013 a eu des effets mesurables sur l'évolution du secteur porcin québécois. L'obtention, pour les éleveurs, du prix de référence américain en échange d'une garantie d'approvisionnement exclusif aux acheteurs québécois a permis à la province de se positionner avantageusement en termes de revenus de vente, en plus d'avoir contribué au maintien des capacités d'abattage et de la capacité concurrentielle des abattoirs du Québec. Durant la même période, le ralentissement de la production a d'ailleurs été moins marqué au Québec que dans le reste du Canada.

En ce qui a trait à la consommation, soulignons les efforts de promotion du porc du Québec, lesquels ont permis d'accroître la présence de ce dernier dans les grandes chaînes du Québec. Également, la Convention 2009 - 2013 a créé un rapprochement entre la production et la transformation qui a permis d'accroître le temps de réaction aux différents besoins du marché.

Enfin, l'amélioration des ratios financiers durant la période 2010 à 2015 a été observée de même qu'une diminution significative des aides gouvernementales. On constate cependant que des investissements dans les installations seront nécessaires compte tenu de leur âge avancé, mais également pour répondre aux normes du bien-être animal, ce que la marge financière actuelle des entreprises porcines québécoise ne peut supporter à elle seule.

2.2 CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT



Nous présentons, dans cette section synthèse, les principaux éléments contextuels qui ont influencé l'application du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec au cours de la période 2010 à 2015. Ces éléments sont regroupés selon cinq aspects différents, soit : la production, l'abattage et les relations avec les acheteurs, l'organisation et sa gouvernance, le développement des marchés ainsi que l'environnement d'affaires et les relations publiques.

2.2.1 CONTEXTE DE LA PRODUCTION

Le secteur de la production a connu son lot de difficultés au cours de la période de 2004 à 2013 : épisodes successifs de maladies, baisse des marchés, hausse de la valeur du dollar canadien, hausse du prix des céréales et pour finir, baisse de la protection offerte par le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, à la suite de l'application de mesures de redressement de La Financière agricole du Québec.

Cette série d'évènements a diminué substantiellement la rentabilité de plusieurs entreprises porcines et accru leur niveau d'endettement. Bon nombre d'entre elles durent quitter la production et d'autres, voulant diminuer les risques, signèrent des contrats de production à forfait. On a observé, au cours de la période 2009 à 2014, une baisse régulière de la production annuelle, celle-ci passant de 7,8 M à 6,8 M de porcs. Une légère reprise a été constatée en 2015, mais celle-ci demeure fragile puisque l'on prévoit une nouvelle baisse au cours de l'été 2016. Les prix de vente de l'année 2015, bien arrimés au marché américain avec un dollar à la baisse, furent fort intéressants. Ils permirent, selon nos observations, de réduire l'endettement à court terme et d'accroître les travaux d'entretien. Néanmoins, les investissements tant nécessaires en matière de bâtiments et d'équipements tardent. Mentionnons à cet effet que l'enquête réalisée en 2012 par le CECPA a permis de constater un âge moyen de 17,5 ans pour les bâtiments des entreprises de l'échantillon étudié.

Malgré les représentations des Éleveurs et de leurs partenaires quant à la nécessité que le gouvernement offre aux investisseurs la garantie d'un environnement d'affaires stable et prévisible, celui-ci demeure encore incertain. Cette situation est préoccupante à un moment où ces investissements sont nécessaires pour accroître la productivité des élevages et se conformer aux nouvelles exigences en matière de bien-être animal.

Dans ce même contexte, plusieurs entreprises dites indépendantes se trouvent à la croisée des chemins quant à leur avenir, ce qui est préoccupant pour ce qui est du maintien d'une certaine forme d'équilibre des différents modèles d'affaires évoluant dans le secteur (à contrat au sein d'un réseau privé, sociétaire au sein d'un réseau Coop, indépendant).

2.2.2 CONTEXTE DE L'ABATTAGE ET DES RELATIONS AVEC LES ACHETEURS

Au cours des cinq dernières années, les acheteurs signataires de la Convention de mise en marché 2009 - 2013 ont bénéficié de la garantie d'approvisionnement offerte par celle-ci. Évidemment, ils ont subi les conséquences de la baisse de production, plus fortement ressentie chez certaines entreprises, mais cette baisse fut compensée en volume de viande par un accroissement du poids des porcs livrés par les éleveurs québécois. Également, la fermeture du plus gros abattoir ontarien, Quality Meat, en avril 2014, a créé une situation de sous-capacité d'abattage dans cette province voisine, favorisant ainsi la signature des contrats d'approvisionnement entre plusieurs producteurs ontariens et des acheteurs québécois. On constate donc qu'au cours de cette période de cinq ans, les abattoirs québécois ont opéré généralement à leur pleine capacité, ce qui n'était le cas dans aucune autre province canadienne. D'autre part, le mouvement de consolidation initié avant 2010 s'est poursuivi avec l'acquisition, par Olymel, d'ATRAHAN Transformation et la signature d'un partenariat d'affaires avec Lucyporc, propriété des entreprises Robitaille. Soulignons aussi l'intensification, au cours de la même période, des investissements des entreprises d'abattage dans le domaine de la production.

En matière de relations, les représentants des abattoirs et des Éleveurs de porcs ont poursuivi leur collaboration dans le respect et l'esprit de la Convention de 2009. Ils ont tenu des rencontres régulières du comité de travail de la Convention et mis sur pied un comité technique dont les travaux ont mené l'adoption d'un cahier des normes d'abattage, lequel a fait l'objet d'un consensus.

La mise à jour de cette Convention a fait l'objet d'un long processus de près de trois ans, passant de la négociation raisonnée à la conciliation puis à l'arbitrage. Les demandes des Éleveurs ont évolué au cours de la négociation, allant de la bonification du prix américain à une formule de partage du risque, pour conclure avec un mécanisme de mouvement s'appuyant sur des ententes particulières. Le principe d'une juste rémunération des acteurs de la filière demeure une préoccupation constante de notre secteur.

2.2.3 CONTEXTE DE L'ORGANISATION ET DE SA GOUVERNANCE

Une nouvelle équipe d'élus et de permanents arrive aux Éleveurs de porcs au cours des années 2011 et 2012. Ils accordent alors une grande importance à la poursuite des actions entreprises par leurs prédécesseurs, notamment en ce qui a trait à la nouvelle Convention de mise en marché et au plan d'action quinquennal déposé à la RMAAQ en 2010, lequel a pour thème « Pour une gestion concertée, dynamique et rentable du secteur porcin québécois ». Dès août 2011, ils conviennent d'ajouter à ce plan une stratégie d'action à court terme visant à accroître les liquidités des entreprises porcines. Ils le compléteront par la suite avec une stratégie de vie associative visant à améliorer les communications auprès des éleveurs et d'accroître leur participation dans les assemblées de l'organisation.

Le climat est morose à cette époque; la nouvelle équipe adopte néanmoins une attitude et un message positif : « Il y a de l'avenir, regardons en avant, trouvons des solutions ». Chiffres et propositions à l'appui, les Éleveurs effectuent une tournée auprès de leurs principaux partenaires, incluant les institutions financières et les représentants gouvernementaux. Ces rencontres traceront graduellement la voie à des initiatives comme le Porc Show et le plan stratégique de la filière porcine 2015 - 2020.

Également, dans la foulée de la révision de la structure de l'UPA, les Éleveurs de porcs entreprennent une démarche pour revoir la leur avec l'objectif de rendre l'organisation plus souple, plus efficace et répondant mieux aux attentes des producteurs. Analyses, réflexions et consultations concernant la structure, mais également la gouvernance de l'organisation, amènent des modifications au Plan conjoint et aux Règlement généraux des Éleveurs, de même que l'adoption d'un nouveau code de déontologie. C'est aussi dans ce contexte que la Fédération des producteurs de porcs du Québec se donne une nouvelle image et devient « Les Éleveurs de porcs du Québec ».

Par ailleurs, la baisse de production ayant occasionné une importante diminution des revenus de l'organisation, il est convenu de réaliser un exercice approfondi de planification financière avec le souci d'assurer le maintien des services jugés essentiels. C'est ainsi que les délégués, lors d'une assemblée générale des Éleveurs, adoptent un plan de financement quinquennal, lequel prévoit une réduction des dépenses, de la masse salariale, un plafonnement des surplus accumulés ainsi qu'une modification de la base de perception du prélevé qui passe au kg plutôt que par tête. Également, l'établissement d'un mécanisme de révision des processus permet d'instaurer une culture d'évaluation permanente des coûts d'opération.

Dans un autre ordre d'idées, la mise en œuvre du plan d'action 2010 - 2014 permet d'intensifier les efforts de l'organisation en matière de santé, salubrité et bien-être animal. On pense notamment à la création de l'Équipe québécoise de santé porcine et à l'éradication de la diarrhée épidémique porcine. De ce même plan découle également la démarche de développement durable qui permet de mesurer l'empreinte carbone et l'empreinte eau, puis de réaliser le premier rapport de responsabilité sociale.

Finalement, avec le souci constant de représenter l'ensemble des producteurs visés par le Plan conjoint, les Éleveurs effectuent un sondage auprès des producteurs à forfait, créent un comité sur l'élevage à forfait en collaboration avec trois entreprises impliquées dans ce mode de production et développent un contrat type de production permettant à chacune des parties de se donner des ententes contractuelles claires et transparentes.

2.2.4 CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

La consommation totale de viande poursuit sa tendance à la baisse dans les pays occidentaux. Le poulet s'en tire beaucoup mieux que le bœuf, et le porc doit lutter contre la perception des consommateurs qu'elle est une viande grasse, traditionnelle, qui n'est pas au goût du jour. De surcroît, le taux de change favorise les importations de coupes américaines que l'on trouve de plus en plus souvent dans nos supermarchés. Avec ses 70 % de la production qui prend le chemin des exportations, le Québec est certainement parmi les producteurs de porcs mondiaux les plus dépendants de ses marchés extérieurs. Il était donc devenu primordial de reconquérir notre marché local, changer l'image du produit, s'associer avec la nouvelle génération de chefs, trouver des porte-paroles crédibles et reconnus, développer des stratégies de mise en marché de nouvelles coupes avec les grandes bannières. C'est ce que l'équipe de marketing des Éleveurs de porcs a permis de réaliser au cours des cinq dernières années. Et pour la première fois depuis que les Éleveurs investissent en promotion, un volet de la stratégie s'appuie sur l'image des éleveurs de porcs, responsables et dignes de confiance, ce que nous avons appelé la valorisation de la profession. L'image du porc a changé, mais celle des éleveurs encore davantage.



Pour que la stratégie de marketing des Éleveurs donne de meilleurs résultats, elle doit s'appuyer sur une étroite collaboration avec ceux qui approvisionnent nos grands réseaux de distribution alimentaire. À cette fin, le comité valorisation du produit et de la profession a ouvert ses portes à des représentants de trois abattoirs signataires de la Convention de mise en marché.

Évidemment, le développement de marchés d'exportation stables et lucratifs fut une préoccupation constante, que ce soit pour appuyer le Conseil canadien du porc dans ses démarches visant l'abolition du COOL américain, que pour faire valoir sur la place publique les avantages d'ententes commerciales avec les pays de la zone euro ou ceux de la zone transpacifique.

2.2.5 CONTEXTE DE L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES ET DES RELATIONS PUBLIQUES

Dès 2013, les Éleveurs de porcs du Québec ont soulevé le fait que l'environnement d'affaires de la production porcine québécoise n'était pas propice à l'investissement. Certaines voix gouvernementales remettaient en question l'avenir de l'ASRA et rapidement, les programmes de la Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles qui avaient permis à plusieurs éleveurs d'améliorer la productivité et la rentabilité de leur entreprise ont manqué de fonds. Également, la tournée des partenaires des Éleveurs permet de constater que la confiance des milieux financiers n'est pas à son meilleur. Alors, comment créer cet environnement permettant de réaliser ces investissements si essentiels pour l'avenir de plusieurs entreprises porcines, pour l'avenir même de la filière?

Les Éleveurs de porcs partagent l'état de la situation avec leurs partenaires, MAPAQ et FADQ inclus. Tous conviennent de l'opportunité de poser un diagnostic et de jeter les bases d'un nouveau plan stratégique de la filière. Celui-ci est présenté officiellement à l'automne 2014 devant un parterre de représentants de la filière et du monde politique. Le plan est supporté par un ambitieux projet d'investissement de 1 G de \$ sur dix ans. La filière porcine s'est donné une structure temporaire de gouvernance avec un comité des leaders et un comité directeur. Elle a aussi effectué quelques activités de représentation auprès des instances gouvernementales afin de faire valoir le projet d'investissement. Le défi consiste maintenant à effectuer la mise en œuvre de ce plan stratégique de la filière 2015 - 2020 et de créer une mobilisation de l'ensemble des partenaires pour sa réalisation.

Mentionnons que presque deux ans plus tard, certaines mesures gouvernementales ont amélioré l'environnement d'affaires, mais celles-ci sont insuffisantes pour susciter le mouvement d'investissement nécessaire et souhaitable pour le développement économique des régions. D'autres efforts coordonnés devront être déployés au cours des prochains mois pour que soit amélioré l'environnement d'affaires du secteur.

Finalement dans la société d'aujourd'hui, l'image des éleveurs et du secteur porcine est primordiale pour accroître la consommation de leurs produits et obtenir l'acceptabilité sociale de leurs activités de production et de transformation. À cette fin, les Éleveurs ont développé une expertise en communication et en relations publiques et se sont dotés d'une stratégie annuelle en la matière. Ils ont d'ailleurs invité leurs partenaires à se joindre à cette stratégie, notamment dans le cadre d'un axe prioritaire du plan stratégique de la filière. D'autres activités de coordination devraient être déployées, notamment en matière de veille médiatique sur les enjeux de salubrité et de bien-être animal.

– ÉVOLUTION DU SECTEUR VERS LA RENTABILITÉ

Comme en témoigne la présente section sur le contexte de l'application du Plan conjoint, la mise en marché des porcs a évolué de façon très importante au cours de la période 2010 à 2015. Les Éleveurs de porcs du Québec ont déployé des efforts considérables pour sortir le secteur d'une situation de crise sans précédent et l'amener vers la rentabilité en 2015. Cette évolution a été en partie due aux facteurs externes du marché, mais elle a aussi été rendue possible grâce à la culture de partenariat et de travail collectif qui s'est instaurée entre les Éleveurs et leurs partenaires au fil des ans.

**3 . ENJEUX ET
INTERVENTIONS DES
ÉLEVEURS DE PORCS
DU QUÉBEC**



3.1 INTERVENTIONS RÉGLEMENTAIRES



Les interventions réglementaires menées par les Éleveurs de porcs du Québec au cours de la période 2010 - 2015 ont d'abord porté sur la Convention de mise en marché des porcs. En effet, à la suite de l'adoption de la Convention de 2009, différentes mesures ont été prises afin d'en assurer une mise en application efficace, équitable et uniforme pour tous les éleveurs. Son renouvellement a également retenu une grande attention de la part des Éleveurs de porcs. Par ailleurs, les Éleveurs ont également effectué un important exercice de révision de leur structure et de leur mode de fonctionnement, lequel s'est traduit par plusieurs modifications à leurs règlements généraux ainsi qu'au Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec.

3.1.1 CONVENTION DE MISE EN MARCHÉ DES PORCS 2009 - 2013

MISE EN APPLICATION DE LA CONVENTION 2009 - 2013

Mise en place de la gestion équilibrée de la production

Lors des négociations entourant la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013, les Éleveurs et les acheteurs avaient convenu de l'importance de se doter d'outils pour assurer une meilleure gestion de la production, particulièrement en cas de surplus de porcs. Aussi, le fait d'arrimer l'offre de porcs à la demande des acheteurs permettait de prémunir les éleveurs porcins contre les coûts qu'entraîneraient d'éventuels surplus de porcs.

Le mécanisme de gestion des porcs en surplus avait donc été introduit par le biais de l'article 5 de la Convention. Puisque cet article précisait que le programme d'écoulement des surplus et le lancement d'un appel de propositions devaient se faire conformément au *Règlement sur la vente des porcs*, il devenait nécessaire, avec l'entrée en vigueur de la Convention le 7 septembre 2009, de modifier ce règlement de façon prioritaire afin qu'il reflète les dispositions de celle-ci.

Les travaux en vue de la mise en place de règles pour assurer la gestion équilibrée de la production ont débuté à l'automne 2009. Les rencontres de travail entre les Éleveurs et leurs partenaires de la filière ont été nombreuses et centrées sur l'objectif de trouver un lieu commun. La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a d'ailleurs joué un rôle de facilitateur dans ce dossier, permettant souplesse et flexibilité aux parties pour trouver un terrain d'entente. L'exercice s'est donc révélé un élément rassembleur puisqu'il ne s'agissait pas de concilier des visions opposées, mais d'évoluer ensemble vers un règlement satisfaisant pour tous.

Le 29 novembre 2010, les Éleveurs transmettaient à la RMAAQ un projet de règlement sur la gestion équilibrée de la production. Préalablement, les délégués réunis en assemblée générale spéciale, les 25 et 26 novembre 2010, avaient résolu à la majorité d'accepter les principes de ce projet. Les règles pour la gestion équilibrée furent introduites dans le *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs* qui a remplacé le *Règlement sur la vente des porcs*. Plus précisément, c'est le 4 mars 2011 que la GEP est entrée en vigueur avec l'adoption, par la Régie, du *Règlement modifiant le Règlement sur la production et la mise en marché*.

La gestion équilibrée de la production répond aux trois principes directeurs fixés par les producteurs et les partenaires de la filière porcine soit, une simplicité opérationnelle, la liberté entrepreneuriale et l'équité entre tous les éleveurs. En outre, dans la décision que la Régie des marchés agricoles a rendu en mars, on peut lire : « La Régie est d'avis que le règlement est de nature à contribuer positivement au développement du secteur porcin et à une mise en marché efficace et ordonnée des porcs, en responsabilisant les producteurs quant à l'équilibre nécessaire entre l'offre et la demande des acheteurs ».

Les systèmes d'information en place permettent une gestion appropriée et équitable des quantités de porcs en tout temps, incluant dans les cas de force majeure. En ce sens, la GEP permet d'assurer une coordination verticale efficace, en vue d'un développement harmonieux et ordonné de la production. Mentionnons toutefois qu'en raison de la diminution de la production depuis 2010 et de la capacité des acheteurs à abattre la totalité des porcs qui leur sont fournis, les Éleveurs n'ont pas eu à recourir à ce mécanisme depuis son entrée en vigueur.



Disponibilité du prix de référence américain

Entre le 3 et le 18 octobre 2013, en raison d'un conflit touchant les services gouvernementaux des États-Unis, les Éleveurs n'avaient plus accès au rapport LM_HG 201 utilisé pour la fixation du prix quotidien de vente des porcs au Québec. Durant cette période, ils ont alors convenu avec les acheteurs d'une méthode de calcul d'un prix de facturation préliminaire en attendant la reprise des activités. Parallèlement, les Éleveurs ont établi un prix de pool préliminaire pour cette même période.

Dès la reprise des activités, le 20 octobre, la détermination du prix journalier a été réalisée comme à l'habitude et le *United States Department of Agriculture* a procédé à la publication rétroactive du prix moyen payé des porcs américains pour la période de fermeture. Sur la base de cette information, les parties signataires de la Convention de mise en marché des porcs ont convenu d'une entente sur la transposition du prix de vente publié par le USDA en prix journalier. Cette entente ayant été homologuée par la Régie des marchés agricoles, les Éleveurs ont pu procéder à l'ajustement du prix de facturation et du prix de pool préliminaire pour les éleveurs. Cette démarche de concertation avec les acheteurs a permis de poursuivre les activités de vente de façon ordonnée et d'assurer une équité envers les éleveurs qui ont été payés rétroactivement et conformément aux règles établies par la Convention.

Révision de la grille Qualité Québec

Durant le premier semestre de 2013, les Éleveurs de porcs du Québec et les acheteurs ont amorcé des discussions afin de réviser la méthode de calcul de l'indice moyen permettant d'établir le prix de base de la grille Qualité Québec. Ces discussions ont aussi permis de discuter de la strate de poids cible de livraison des porcs.

Après avoir analysé différents scénarios, le comité de mise en marché - finisseurs et le conseil d'administration des Éleveurs ont convenu de proposer les modifications suivantes aux acheteurs signataires de la Convention de mise en marché des porcs :

- Ajuster la base de calcul de l'indice des treize dernières semaines de la grille Qualité Québec en excluant les porcs non classés.
- Élargir la strate optimale de cette même grille de 20 kg à 23 kg.

Le retrait des porcs non classés du calcul de la grille était proposé par les Éleveurs afin d'éliminer tout biais lié à la prise en compte de valeurs fixes dans le calcul de l'indice de la grille. Le changement apporté à la strate de poids des porcs venait quant à lui répondre à la demande de plusieurs éleveurs qui souhaitaient pouvoir disposer d'une plus grande flexibilité dans la sélection des porcs livrés. Cette proposition a été acceptée par les acheteurs, puis homologuée par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec le 3 juin 2013.

Il est de la responsabilité des Éleveurs de porcs du Québec de voir au respect des règles établies selon l'intérêt collectif. À cet égard, les Éleveurs ont voulu s'assurer que tous les porcs étaient effectivement mis en marché conformément au *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs* et que l'assignation des porcs d'un éleveur à un abattoir autorisé respectait les dispositions prévues dans la Convention de mise en marché.

D'une part, en 2014, le conseil d'administration a mandaté une ressource du Service de la mise en marché pour effectuer des inspections dans les bâtiments des éleveurs qui présentaient des irrégularités au chapitre des déclarations de porcelets ou des sorties de porcs vers l'abattoir assigné. Plus de 150 visites de sites ont ainsi été effectuées.

Ces vérifications ont conduit au dépôt d'une demande d'enquête et d'émission d'ordonnances auprès de la Régie des marchés agricoles à l'endroit de quatre entreprises porcines. À la suite d'une entente avec les Éleveurs de porcs du Québec, ces entreprises ont volontairement consenti à ce que la Régie prononce les ordonnances. Par la même occasion, les entreprises se sont engagées à respecter les règles de mise en marché. Ainsi, dans une décision rendue le 17 avril 2015, la RMAAQ a ordonné aux quatre entreprises de se conformer aux règles en vigueur. Elle a aussi rappelé que dans un système de mise en marché collective comme celui qui existe dans le secteur porcin, le non-respect du *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs* et de la Convention de mise en marché des porcs est de nature à entraver l'application du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec.

D'autre part, mentionnons que les Éleveurs de porcs effectuent également différentes vérifications dans tous les abattoirs afin de s'assurer que l'application du cahier des normes d'abattage par l'agent de classification soit conforme. Des éléments tels que la méthode de pesée des carcasses, la précision des balances, la vérification des poids étalons, la vérification de l'avis de tares et l'application du contrat de classement en vigueur entre les Éleveurs de porcs et les acheteurs sont validés régulièrement par l'inspecteur mandaté à cette fin par le conseil d'administration des Éleveurs.

La Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 a favorisé le développement d'un lien d'affaires plus étroit entre les acheteurs et les éleveurs tout en garantissant à ces derniers l'obtention du prix de référence américain. Les diverses consultations menées auprès des éleveurs en vue du renouvellement de cette Convention ont permis de conclure à la pertinence d'amorcer les discussions dans une perspective de continuité du virage amorcé avec celle-ci et à la nécessité de maintenir les principes fondamentaux tels que :

- La garantie d'approvisionnement des acheteurs par l'attribution de tous les porcs assignés.
- L'utilisation de la référence de prix américain.
- La garantie de paiement pour tous les porcs.
- La continuité du lien d'affaires entre l'éleveur et l'acheteur.

Les discussions avec les acheteurs se sont tenues dans le cadre d'un processus de négociation raisonnée qui a débuté en décembre 2012. Les pourparlers ont conduit, en avril 2015, à la conclusion d'une entente de principe avec cinq d'entre eux, abattant 85 % des porcs en provenance du Québec. Après avoir entendu les parties dans le cadre d'une séance d'arbitrage, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, dans une décision rendue le 28 octobre 2015, convenu des modalités de la nouvelle Convention de mise en marché des porcs 2016 - 2019 et décidé de son entrée en vigueur le 7 février 2016. Le concept de la mobilité introduit dans celle-ci offre la possibilité à un éleveur de changer d'abattoir par l'entremise de la signature d'une entente particulière avec un acheteur. Les propositions pour des ententes particulières sont disponibles sur le site Internet des Éleveurs. La nouvelle Convention prévoit par ailleurs la possibilité pour un nouvel acheteur d'afficher une entente particulière dans l'objectif d'obtenir un volume d'approvisionnement.

La mise en application de la Convention 2016 - 2019 favorisera une mise en marché efficace et ordonnée en contribuant à un développement accru des relations et des rapports entre les éleveurs de porcs et les acheteurs et en permettant de répondre aux besoins d'approvisionnement d'éventuels nouveaux acheteurs.

3.1.3 PROJET DE CONVENTION DE MISE EN MARCHÉ DES SUJETS DE RÉFORME

Le comité des naisseurs a commandé, en 2011, une analyse quant à la représentativité des différentes sources de prix des truies aux États-Unis publiées par le USDA. Les recherches effectuées en collaboration avec la firme Forest Lavoie Conseil ont montré que les différents rapports étaient de qualité, mais que le rapport « National » LM_HG230 était supérieur aux autres en raison de la fiabilité et de l'authenticité de l'information contenue. La source de prix « National » LM_HG230 constituait donc la meilleure référence parce qu'elle obtenait le meilleur classement en lien avec les caractéristiques recherchées dans un prix référence. En 2012, les Éleveurs de porcs ont donc débuté, pour le bénéfice des producteurs, la publication de ce prix de référence américain des truies dans le journal La Terre de chez nous et sur leur site Internet.

Le comité a poursuivi ses travaux en amorçant, en 2013, un exercice de déclaration volontaire des prix de vente des truies de réforme. L'un des constats qui s'était alors dégagé était la présence d'écarts dans les prix versés aux différents éleveurs du Québec, nonobstant la taille de leur entreprise et leur région d'origine. Dans le but donner suite à ce constat et d'optimiser le revenu de vente des sujets de réforme, le comité des naisseurs a évalué la possibilité d'élaborer un projet de mise en marché sur la base d'une adhésion volontaire des éleveurs et des acheteurs concernés. Le comité poursuit ses travaux sur ce sujet.

3.1.4 PLAN CONJOINT DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX DES ÉLEVEURS

Les Éleveurs de porcs du Québec ont amorcé, en 2012, une réflexion afin d'actualiser leur structure et leur mode de fonctionnement en tenant compte, notamment, des nouveaux enjeux. Outre le mandat de revoir la définition des territoires des syndicats régionaux, le comité de réflexion sur la structure alors mis en place s'est également vu confier le mandat de réfléchir aux règles de gouvernance des Éleveurs. Certaines des recommandations émanant de ce comité ont conduit à des modifications du cadre réglementaire qui gouverne l'organisation. Nous en faisons une brève présentation dans la présente section.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ À LA PRÉSIDENTE ET MODE D'ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

En suivi à une préoccupation portée à l'attention de la Régie par un syndicat affilié, les Éleveurs de porcs du Québec ont d'abord revu les critères devant être respectés par les éleveurs désirant soumettre leur candidature pour assumer la présidence de l'organisation. Rappelons brièvement que cette préoccupation portait notamment sur la notion de conflit d'intérêts potentiel. Lors de l'assemblée générale annuelle des 22 et 23 novembre 2012, les délégués ont adopté un projet de modification des Règlements généraux des Éleveurs qui avait principalement pour objet d'ajouter des critères d'éligibilité des candidats au poste de président de l'organisation. Ces critères ont également été inclus dans le formulaire de déclaration des intérêts commerciaux qui doit être rempli par les membres du conseil d'administration. Par ailleurs, en vertu des modifications apportées aux règlements généraux, les présidents des comités de mise en marché, naisseurs et finisseurs, peuvent désormais soumettre leur candidature pour la présidence des Éleveurs de porcs.

NOUVEAU DÉCOUPAGE TERRITORIAL

Lors de l'assemblée générale spéciale des Éleveurs de porcs du Québec tenue le 15 novembre 2013, les délégués ont adopté un projet de modification des territoires des syndicats régionaux. C'est ainsi que le nombre de syndicats représentés au sein du conseil d'administration des Éleveurs est passé de douze à huit à compter de l'AGA de juin 2014.



Par ailleurs, lors de l'assemblée générale spéciale du 14 novembre 2014, les délégués ont, à la suite de la fusion du syndicat de la Beauce avec celui des Deux Rives, convenu de modifier les règlements généraux afin que le président et le vice-président du nouveau syndicat siègent au conseil d'administration des Éleveurs de porcs. En effet, la fusion des deux syndicats était conditionnelle au maintien de l'autonomie de fonctionnement de chacun des deux groupes sous la forme de comités régionaux et à ce que le président de chacun des deux comités continue de siéger au conseil d'administration des Éleveurs. Précisons également que cette fusion a eu pour effet de faire passer à sept le nombre de syndicats au sein de la structure des Éleveurs. Enfin, le nouveau découpage territorial a également rendu nécessaire la modification du *Règlement sur la division en groupes des producteurs de porcs*. La décision rendue par la Régie à cet effet a conduit à l'entrée en vigueur du nouveau règlement le 12 février 2014, faisant ainsi passer de quatorze à huit le nombre de groupes.

DÉTERMINATION D'UN NOMBRE FIXE DE DÉLÉGUÉS ET DES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Lors de l'AGA des 6 et 7 juin 2013, des modifications ont été apportées à l'article 9 des Règlements généraux des Éleveurs de porcs du Québec, lequel porte sur l'assemblée générale annuelle. D'une part, afin de s'assurer d'une représentation constante lors des AGA, il fut convenu que les syndicats affiliés puissent se faire représenter aux assemblées générales par des délégués dont le nombre total se répartit annuellement entre chaque syndicat affilié dans une proportion, sur 60, du nombre de producteurs du territoire de ce syndicat par rapport au nombre total de producteurs. Toutefois, il fut également prévu que chaque syndicat ait droit à au moins deux délégués. D'autre part, les modifications ont également permis de préciser les critères d'éligibilité pour être élu délégué.

Par ailleurs, puisque ces modifications aux règlements généraux devaient aussi être apportées dans le *Règlement sur la division en groupes des producteurs de porcs*, il fut convenu d'entreprendre des démarches en ce sens auprès de la RMAAQ et de reporter la date d'entrée en vigueur des modifications apportées aux règlements généraux à la date à laquelle les modifications au règlement sur la division en groupes seraient adoptées.

Les sept syndicats régionaux des Éleveurs de porcs du Québec :

- Les Éleveurs de porcs du Bas-St-Laurent
- Les Éleveurs de porcs de l'Estrie
- Le Syndicat des producteurs de porcs du Centre-du-Québec
- Les Éleveurs de porcs de la Montérégie
- Les Éleveurs de porcs de la Mauricie
- Le Syndicat des éleveurs de porcs de Lanaudière-Outaouais-Laurentides
- Les Éleveurs de porcs de la Beauce et des Deux Rives

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX COMITÉS DE MISE EN MARCHÉ

Lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2013, les délégués des Éleveurs ont adopté une modification à l'article 15 du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec ayant pour effet d'abolir le comité des reproducteurs et de ne conserver ainsi que deux comités de mise en marché, soit l'un représentant les naisseurs et l'autre, les finisseurs. En conséquence, les « reproducteurs » ne sont donc plus représentés au sein du conseil d'administration des Éleveurs depuis le 15 novembre 2013. Au besoin toutefois, des comités ad hoc de reproducteurs peuvent être mis sur pied.

Comité des finisseurs :

- Change de nom pour comité de mise en marché
- Nouveaux critères d'éligibilité
- Mode d'élection pour les sièges non comblés

Comité des naisseurs maintenu :

- Avec de nouveaux critères d'éligibilité
- Mode d'élection pour les sièges non comblés

Comité des reproducteurs est aboli



Par ailleurs, au cours de cette même assemblée, de nouveaux critères d'éligibilité au comité des finisseurs et à celui des naisseurs furent adoptés et ultérieurement soumis à la Régie pour approbation. L'introduction de ces nouveaux critères avait pour objectif de veiller à ce que les membres de ces deux comités provinciaux de mise en marché soient représentatifs des groupes qu'ils représentent.

Pour le comité des finisseurs, ces critères sont :

- D'élever et de mettre en marché des porcs dont le poids carcasse totalise au moins 92 000 kg de porcs carcasse par année.
- De mettre en marché la totalité des porcs qu'ils élèvent.

Outre ces critères, il a également été prévu que les membres de ce comité déclarent les intérêts qu'ils ont en commun avec une entreprise qui achète, ou reçoit, abat ou transforme des porcs ou distribue ou autrement met en marché de la viande de porc.

Pour le comité des naisseurs, ces critères sont :

- D'avoir un troupeau de minimum 46 truies.
- De mettre en marché au moins 50 % de leur production de porcelets auprès de personnes qui ne sont liées ni au producteur ni, le cas échéant, à l'entreprise qu'il représente.

Enfin, dans l'éventualité où un groupe ne désignait pas un représentant pour siéger au sein de l'un ou l'autre des comités de mise en marché, des dispositions furent introduites dans le texte du plan conjoint afin d'y prévoir la possibilité pour un ou des groupes de soumettre une candidature pour combler le ou les postes qui seraient vacants.

MISE EN PLACE D'UN COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE ET FINANCES PERMANENT

Pour satisfaire les bonnes règles de gouvernance et dans un souci de transparence et d'efficacité, les Éleveurs de porcs ont convenu d'encadrer l'existence et le mandat d'un comité des finances et de vérification interne. Lors de l'assemblée générale annuelle des 6 et 7 juin 2013, les délégués ont donné leur aval à une telle proposition par le biais d'une résolution insérant l'article 14 « Comité de vérification interne et finances permanent » dans les Règlements généraux des Éleveurs. Ce comité se compose de quatre membres, à savoir le président et le premier vice-président, un membre du comité exécutif désigné par ce dernier ainsi qu'un membre du conseil d'administration désigné par ce dernier. L'article 14 stipule également que le président des Éleveurs ne peut en assumer la présidence. Enfin, le comité de vérification interne et finances a pour principal mandat de proposer au conseil d'administration les budgets annuels et de s'assurer du suivi de ceux-ci, comme le stipule l'alinéa c) de l'article 14.

CHANGEMENT DE NOM DE LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC

D'importants efforts ont été déployés par les Éleveurs pour valoriser la viande de porc et ainsi améliorer son positionnement sur les marchés et en accroître la consommation. En complément, des actions ont également été menées pour valoriser la profession d'éleveur de porcs auprès des concitoyens, des consommateurs et des instances gouvernementales. Il y avait aussi une volonté des producteurs de conjuguer la valorisation du produit et de la profession.

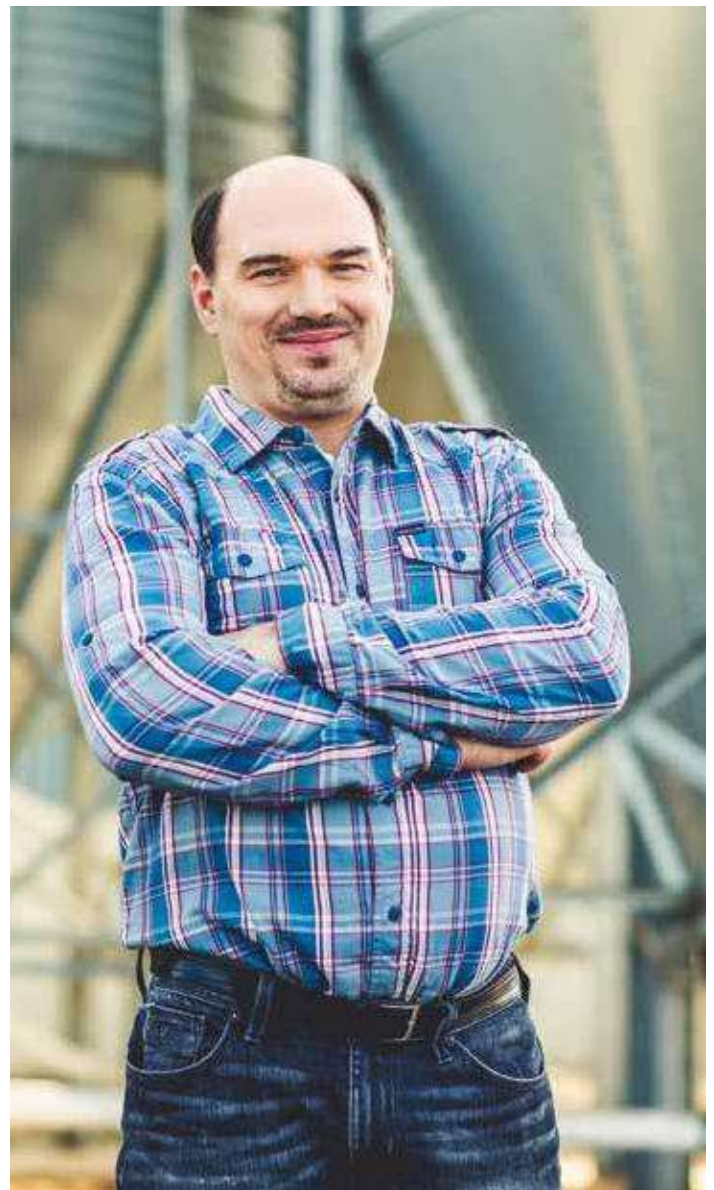
Lors de l'assemblée générale annuelle des 6 et 7 juin 2013, les délégués ont adopté une résolution ayant pour effet de changer le nom de la Fédération des producteurs de porcs du Québec pour « Les Éleveurs de porcs du Québec ». Cette modification a notamment été apportée aux règlements généraux et au Plan conjoint. Le changement de nom est effectif depuis le 25 septembre 2013.

PROJET DE REFONTE DES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Au terme des travaux réalisés par le comité sur la révision de la structure et des modifications réglementaires adoptées par les délégués lors des assemblées générales des Éleveurs, il devenait nécessaire de réaliser une refonte des règlements généraux afin de s'assurer de la cohérence entre les divers articles. Un projet de refonte fut soumis aux délégués et adopté lors de l'AGA des 28 et 29 mai 2015. Par ailleurs, afin d'assurer une concordance des règlements généraux avec les règles de régie interne des Éleveurs, un projet de refonte desdites règles fut soumis pour approbation à la RMAAQ. Les nouvelles *Règles de régie interne des Éleveurs de porcs du Québec* ont été approuvées dans une décision rendue par la Régie le 25 janvier 2016.

– UNE MISE EN MARCHÉ EFFICACE ET ORDONNÉE

La mise en application de la Convention de mise en marché des porcs ainsi que la mise à jour du Plan conjoint et des règlements généraux s'inscrivent parmi les responsabilités qui incombent aux Éleveurs de porcs du Québec en tant qu'office de mise en marché. Dans cette perspective, les interventions réglementaires menées par les Éleveurs au cours de la période 2010 à 2015 ont permis de tenir compte de l'évolution du contexte d'application du Plan conjoint et ainsi favoriser une mise en marché efficace et ordonnée, pour le bénéfice de l'ensemble des éleveurs de porcs.



3.2 INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES



Sur le plan des interventions non réglementaires, trois grandes sections sont consacrées à la présentation détaillée des enjeux et des réalisations des Éleveurs en regard de la mise en marché des porcs. D'abord, les enjeux et réalisations liées à l'amélioration de la compétitivité du secteur sont présentés pour chacun des axes stratégiques de leur plan d'action quinquennal, lesquels ont évolué au cours de la période 2010 à 2015 pour devenir les suivants :

- Redresser à court terme la situation de la production porcine.
- Développer les marchés et accroître les revenus.
- Améliorer la rentabilité par la réduction des coûts et la gestion des risques.
- Préserver l'environnement et assurer une cohabitation harmonieuse.
- Se mobiliser pour la santé.

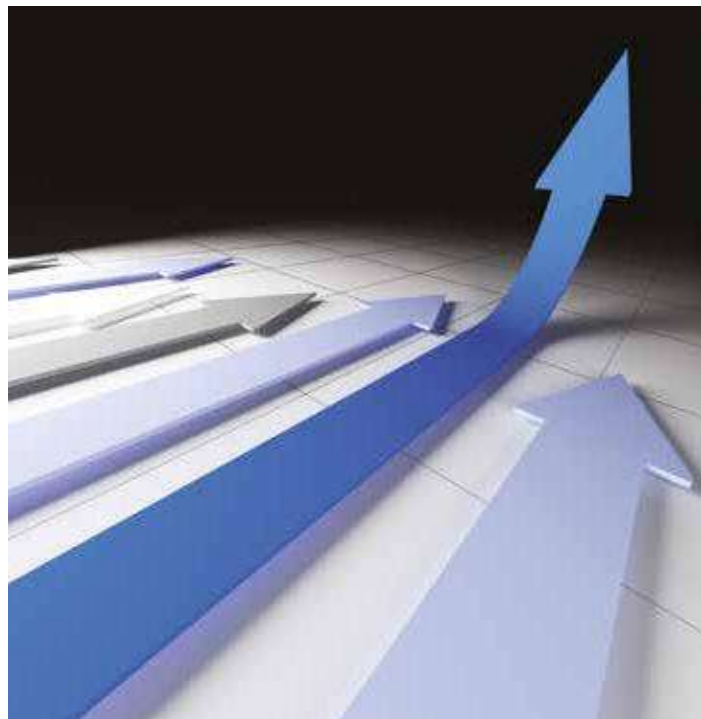
Ensuite, viennent les enjeux et réalisations liés à l'organisation. Rappelons que ces interventions se sont inscrites dans le cadre d'une nouvelle priorité que les Éleveurs de porcs ont ajoutée à leur plan d'action quinquennal en 2012, sous le thème « Viser une organisation représentative, efficace et engagée au service des producteurs ». Cette démarche visait à servir plus efficacement l'ensemble des éleveurs. Enfin, une présentation des enjeux et réalisations liés aux communications, aux relations publiques et aux représentations extérieures vient compléter cette section du rapport.

3.2.1 ENJEUX ET INTERVENTIONS LIÉS À L'AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR PORCIN

REDRESSER À COURT TERME LA SITUATION DE LA PRODUCTION PORCINE

La conjoncture est particulièrement défavorable pour plusieurs productions agricoles québécoises au milieu des années 2000 et la production porcine ne fait pas exception. Les déficits de La Financière agricole du Québec s'accumulent et le Trésor public accroît ses pressions sur cet organisme afin qu'il réduise ses interventions. En avril 2010, la FADQ se voit dans l'obligation d'adopter des mesures dites de resserrement. Les relations entre les Éleveurs de porcs du Québec et La Financière deviennent alors particulièrement tendues compte tenu des conséquences d'une telle décision pour le secteur porcine qui est déjà fortement fragilisé. En effet, l'application du nouveau modèle du coût de production en 2009 jumelée à la mise en œuvre de ces mesures de resserrement ont occasionné des baisses de couverture importante et n'ont pas tardé à créer une onde de choc chez plusieurs éleveurs.

Dans ce contexte où plusieurs producteurs sont à bout de souffle, le conseil d'administration des Éleveurs adopte, en août 2011, une stratégie à court terme dans le but d'améliorer les liquidités des entreprises, accroître leur rentabilité, réduire leur niveau d'endettement et ainsi rétablir la confiance des éleveurs de même que celle de leurs créanciers. Cette stratégie propose des actions spécifiques à l'égard de la sécurité du revenu, de la Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles et des modalités de remboursement des PPA spéciaux.



DRESSER UN PORTRAIT JUSTE DE LA SITUATION ET RÉTABLIR LA CONFIANCE

Afin de suivre l'évolution du secteur porcine, les Éleveurs ont dressé, en 2011, un tableau de bord qui comporte des indicateurs portant notamment sur la production, les marchés et l'économie. Encore aujourd'hui, ce tableau de bord est fréquemment mis à jour et déposé à chacune des réunions du conseil d'administration, permettant ainsi aux administrateurs d'appuyer leurs décisions sur des faits. Reconnu par les partenaires, il est aussi régulièrement utilisé lors des discussions tenues avec le MAPAQ, la FADQ, les institutions financières et autres partenaires comme les acheteurs, La Coop fédérée, l'AQINAC de même que les conseillers en gestion spécialisés en production porcine. Avec la mise en place d'un tel outil de suivi, les Éleveurs ont initié un mouvement de sensibilisation qui est devenu, avec les années, une réelle mobilisation pour la recherche de solutions concrètes et adaptées.

ACTIONS SPÉCIFIQUES À L'ÉGARD DE LA SÉCURITÉ DU REVENU, DE LA STRATÉGIE DE SOUTIEN À L'ADAPTATION DES ENTREPRISES AGRICOLES ET DU PROGRAMME DE PAIEMENTS ANTICIPÉS

Sécurité du revenu

À l'égard de la sécurité du revenu, les Éleveurs ont été très actifs dans leurs représentations auprès de La Financière agricoles du Québec afin d'alléger, à court terme, le fardeau financier des entreprises porcines. Ces efforts n'ont pas été vains puisque des discussions positives ont conduit à l'adoption de mesures qui ont eu une incidence très rapide sur les liquidités des entreprises porcines. Citons notamment :

- Le retrait de la marge d'anticipation du calcul de la prime ASRA.
- L'obtention d'un prêt sans intérêt, dans le cadre du programme d'avances, pour les entreprises admissibles à Stratégie de soutien à l'adaptation.
- La couverture de 90 % du salaire de l'ouvrier spécialisé pour le produit porc dans le Programme ASRA.
- Le retrait complet de la mesure d'efficacité.
- La modification de la méthodologie de prise en compte des revenus de ventes des cultures associées.
- L'accélération du traitement des données financières 2011 des programmes Agri-stabilité, Agri-investissement et Agri-Québec.

Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles

L'intensification de la mise en œuvre des programmes que la Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles comportait ainsi que leur bonification ont été au cœur des préoccupations des Éleveurs. Ces derniers ont en effet travaillé de près avec les autorités du MAPAQ afin que les éleveurs de porcs accèdent plus rapidement aux divers programmes offerts.

Notamment, des actions spécifiques ont été réalisées relativement au Programme de remboursement des intérêts sur les prêts afin que celui-ci réponde davantage aux besoins des entreprises en difficulté. Grâce aux différentes interventions des Éleveurs, cet objectif a été en partie atteint :

- Le capital de prêt admissible à un remboursement des intérêts est passé de 100 000 \$ à 150 000 \$ par entreprise.
- Le MAPAQ a aussi confirmé que les prêts qui étaient émis avant le 31 mars 2013 pouvaient bénéficier d'une période de trois ans pour le rabais d'intérêt.
- Le MAPAQ a consenti à ce que le capital de prêt admissible soit le même dans toutes les MRC.
- Les seuils d'admissibilité ont été assouplis afin que le programme puisse répondre aux besoins d'un plus grand nombre de producteurs.

Par ailleurs, les Éleveurs ont également fait une importante promotion du Programme de bonification de l'aide aux services-conseils auprès de leurs membres. Grâce à ce programme, les producteurs en difficulté ont pu bénéficier d'un appui financier pour obtenir l'accompagnement de conseillers en gestion et en financement ainsi que de conseillers techniques. Cet accompagnement était offert selon une approche multidisciplinaire et menait à l'élaboration d'un diagnostic d'entreprise et d'une stratégie d'investissements productifs.

Programme de paiement anticipé

Enfin, toujours dans le but de redresser à court terme la situation des producteurs et d'améliorer leurs liquidités, les Éleveurs, avec le Conseil canadien du porc, ont effectué plusieurs représentations auprès d'Agriculture et Agroalimentaire Canada afin d'obtenir un sursis de remboursement des avances d'urgence dans le cadre du Programme de paiement anticipé. Le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, avait finalement consenti aux éleveurs un sursis de défaut jusqu'au 30 septembre 2010.

CONTRIBUTION DES ÉLEVEURS DE PORCS

En 2010, alors que la situation financière des entreprises porcines était toujours difficile, les Éleveurs ont continué de travailler avec le Conseil canadien du porc pour l'obtention d'un deuxième sursis de défaut de remboursement des avances d'urgence. Le personnel des Éleveurs attiré au PPA a alors déployé tous les efforts nécessaires afin que tous les éleveurs de porcs admissibles soient inscrits au sursis.

En 2011, devant le refus du ministre d'accorder un troisième sursis, les Éleveurs et AAC ont travaillé de concert pour convenir, cette fois, d'une procédure souple qui tienne compte de la capacité de rembourser des producteurs. Le MAPAQ et la FADQ ont également été impliqués dans le processus afin de s'assurer d'un arrimage avec la Stratégie de soutien à l'adaptation. Au moment de l'échéance du 31 décembre 2012, ces démarches avaient permis à la quasi-totalité des producteurs de retourner leur accord de remboursement modifié. Ainsi 660 entreprises porcines reportaient au 31 mars 2013 le remboursement complet des avances.



En 2013, de nombreuses discussions tenues avec les différents intervenants, AAC, le MAPAQ, la FADQ et les agronomes-conseils en gestion ont permis de coordonner les actions de chacun vers un même objectif, celui de permettre à un maximum d'éleveurs de régler leurs avances d'urgence tout en minimisant l'impact sur leur entreprise. Ainsi, la presque totalité des entreprises ont pu convenir d'une entente de remboursement avec les Éleveurs ou Agriculture et Agroalimentaire Canada. En outre, les représentations effectuées par les Éleveurs ont permis d'ajouter, aux solutions offertes, une entente de remboursement avec AAC sur une période de six à dix ans. Parallèlement, des rencontres tenues avec certaines institutions financières et La Financière agricole du Québec ont permis d'apporter plus de souplesse et une plus grande implication des créanciers dans l'élaboration de solutions de financement à court terme.

Au cours de cette période difficile, les entreprises porcines québécoises auront pris les bouchées doubles. De 2009 à 2014, elles ont réduit de 450 millions \$ le déficit global de leur fonds d'assurance. Elles auront également adhéré massivement à la Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles, améliorant ainsi leur productivité et leur rentabilité. Par la même occasion, bon nombre de ces entreprises auront amélioré leur structure financière en concluant notamment des accords de remboursement de leurs PPA d'urgence.

– DES RÉSULTATS CONCRETS POUR LES ÉLEVEURS

Dans le contexte particulièrement difficile qu'a connu le secteur porcin, les Éleveurs de porcs ont multiplié leurs démarches auprès des dirigeants politiques pour proposer des solutions et faire en sorte que des mesures de soutien soient rapidement mises en place à l'intention des éleveurs. Malgré l'embellie qu'a connue le secteur à compter de l'année 2014, le dossier de la sécurité du revenu a continué de retenir l'attention des Éleveurs. Les démarches réalisées à cet égard sont présentées sous le titre « Améliorer la rentabilité par la réduction des coûts et la gestion des risques » de la présente section 3.2.1. Également, à la suite des efforts déployés pour redresser la situation à court terme, les Éleveurs se sont occupés du moyen terme en travaillant à la création d'un environnement d'affaires propice à l'investissement.

DÉVELOPPER LES MARCHÉS ET ACCROÎTRE LES REVENUS

Les Éleveurs de porcs du Québec ont travaillé en étroite collaboration avec leurs partenaires en vue de permettre au secteur d'atteindre une meilleure compétitivité et une plus grande efficacité dans la production et la mise en marché des porcs, et conséquemment, d'accroître les revenus des éleveurs.



À cet égard, l'intervention des Éleveurs a pris différentes formes. Notamment, un suivi de la Convention de mise en marché 2009 - 2013 a été effectué en vue d'assurer un meilleur arrimage, en termes de qualité et de quantité, entre la production et la demande des acheteurs. Dans un autre ordre d'idées, les Éleveurs ont aussi travaillé à la reconquête du marché domestique, d'abord par la réalisation d'activités de promotion et de différenciation du porc du Québec, ensuite par des actions visant à valoriser la profession d'éleveur de porc. Enfin, l'objectif d'accroissement des revenus des producteurs de porcs du Québec a aussi été traité par le biais d'actions visant à maintenir et à développer les marchés internationaux.

Par ailleurs, mentionnons que les initiatives menées par les Éleveurs en matière de développement durable et de cohabitation harmonieuse ont également contribué au développement des marchés et à l'accroissement des revenus, notamment par le biais d'un meilleur positionnement du produit et de la profession d'éleveur. Ces initiatives sont présentées dans la section « Préserver l'environnement et assurer une cohabitation harmonieuse ».

ASSURER UN SUIVI DYNAMIQUE DE LA CONVENTION DE MISE EN MARCHÉ DES PORCS 2009 - 2013

Différents comités de travail ont contribué à assurer un suivi dynamique de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013. D'une part, dès 2010, un nouveau comité permanent, réunissant les Éleveurs et les acheteurs, a été mis sur pied comme prévu à la Convention 2009 - 2013. Nommé comité de travail de la Convention, celui-ci regroupe les représentants des abattoirs liés à la Convention ainsi que le président des Éleveurs et celui du comité des finisseurs. Les travaux de ce comité ont entre autres porté sur les modalités d'attribution et d'assignation des sites de production, la référence de prix, le rendement de la carcasse ainsi que sur les grilles de classement, permettant ainsi de répondre aux besoins respectifs des deux parties. D'autre part, le comité technique des normes d'abattage, lequel est composé des Éleveurs et de représentants techniques des abattoirs, a travaillé sur les dossiers de la mise à jeun et de la qualité des tatouages ainsi que sur le cahier des normes d'abattage. Enfin, par le rôle qui leur est dévolu, les deux comités de mise en marché des Éleveurs ont largement contribué à l'amélioration de la qualité des porcs livrés aux abattoirs.

La gestion équilibrée de la production

La Convention 2009 - 2013 comportait un concept de gestion équilibrée de la production visant à arrimer cette dernière à la capacité d'abattage et au marché et ainsi prémunir les éleveurs contre des coûts qu'entraîneraient d'éventuels surplus de porcs. Comme mentionné dans la section sur les interventions réglementaires, un travail de collaboration a été effectué entre les Éleveurs de porcs et les acheteurs afin de déterminer les modalités de fonctionnement de ce nouveau mécanisme. En suivi à son adoption par le biais d'une modification apportée au *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs*, les Éleveurs ont amorcé le travail nécessaire à la création des sites de production et au calcul des volumes de référence en lien avec les bâtiments. Ces travaux ont été complétés en 2014. Il est à noter que les sites de production répertoriés lors de la mise en place de la gestion équilibrée de la production ont également été employés aux fins de l'application de la traçabilité. Cette base de données des sites a effectivement permis aux Éleveurs de porcs du Québec de réutiliser une fois de plus leurs ressources existantes.

Déclaration d'entrée des porcelets en inventaire de finition et écoulement des porcs

La déclaration d'entrée des porcelets en inventaire a été mise en place en 2008 afin d'augmenter la précision des prévisions d'abattage et ainsi améliorer la planification de l'écoulement des porcs. L'outil APPORC, une version électronique du formulaire existant, a par la suite été développé et mis en ligne en mai 2011 pour faciliter le travail des éleveurs quant à la réalisation et à la mise à jour de leurs déclarations d'entrée de porcelets. Plus spécifiquement, les objectifs visés par les Éleveurs de porcs avec cet outil étaient de :

- Diminuer la lourdeur administrative liée à l'utilisation de formulaires papier pour la déclaration des entrées de porcelets.
- Accroître l'autonomie des éleveurs dans la réalisation et la simulation de sortie de leurs lots de porcs.
- Diminuer les risques d'erreurs de saisie des formulaires papier.

Or, en 2013, le secteur porcin québécois a dû conjuguer avec l'effet de la diminution de la production et l'optimisation des capacités d'abattage québécois. On a en effet constaté une augmentation de l'abattage de porcs produits à l'extérieur du Québec, laquelle s'est intensifiée en 2014 en raison de la fermeture de deux abattoirs en Ontario. L'utilisation optimale de la capacité d'abattage qui en a résulté a complexifié la gestion des variations non anticipées des volumes livrés aux abattoirs québécois.

C'est ainsi qu'à l'automne 2015, les membres du comité des finisseurs se sont penchés sur les moyens à mettre de l'avant pour améliorer encore davantage l'écoulement des porcs et ainsi réduire les conséquences liées au report de la livraison des porcs aux abattoirs. Un groupe de travail composé d'éleveurs et de représentants d'Olymel a donc été mis en place avec le mandat de travailler à l'amélioration de la gestion des déclarations d'entrées de porcelets et à leur précision quant au nombre de porcs livrés. Le projet en cours d'élaboration prendra la forme d'un rapport individualisé de gestion des prévisions générées et des écarts avec les livraisons réalisées.

En plus de contribuer à solutionner le problème que constituent les porcs en attente, le développement d'un tel rapport permettra aux éleveurs de visualiser l'impact de ces écarts sur le poids des porcs et conséquemment sur le prix. Ce projet est d'ailleurs suivi par les autres acheteurs signataires de la Convention 2016 - 2019 puisque ce nouveau mécanisme de gestion des porcs en attente pourrait éventuellement être inclus dans celle-ci, comme demandé par la RMMAQ dans la décision qu'elle a rendue en octobre 2015 dans l'arbitrage de la Convention de mise en marché des porcs.

Amélioration continue de la qualité des porcs livrés aux abattoirs

La qualité des porcs livrés aux abattoirs est une autre dimension importante de la Convention puisqu'elle contribue à une mise en marché efficace. Différents moyens ont été mis de l'avant pour voir à son amélioration. Du même coup, ces mêmes moyens avaient également pour objectif d'augmenter la productivité et la rentabilité des entreprises.

Mise à jeun et qualité des tatouages

Depuis l'entrée en vigueur de la convention 2009 - 2013, la mise à jeun et la lisibilité du tatouage des porcs livrés à l'abattoir sont deux conditions que les producteurs doivent respecter afin d'obtenir le prix américain (LM_HG201). En 2010, le comité technique des normes d'abattage s'est donc penché sur ces deux dossiers.

D'abord, diminuer le nombre de porcs ayant l'estomac plein lors de leur livraison à l'abattoir était l'un des objectifs visés. En effet, transporter des porcs avec un estomac plein est néfaste, tant pour les éleveurs que pour les acheteurs. La manipulation des porcs ayant l'estomac plein est plus laborieuse. Cette pratique engendre également des pertes de porcs plus élevées durant le transport et l'attente à l'abattoir. L'autre risque de transporter des porcs ayant l'estomac plein est la perforation du tractus digestif (distension intestinale) lors de l'éviscération à l'abattoir. Cette situation peut donner lieu à une contamination de la carcasse, ce qui a pour conséquence sa condamnation. Les Éleveurs de porcs ont travaillé avec les producteurs aux prises avec des difficultés de mise à jeun de leurs porcs. Beaucoup de sensibilisation a ainsi été faite. De plus, le seuil limite définissant l'état d'un estomac plein a été baissé en 2013, réduisant par le fait même les risques associés.

Développement d'outils de soutien à l'amélioration de la qualité des porcs

D'autre part, les membres du comité technique des normes d'abattage se sont entendus sur un plan d'action visant à améliorer la qualité des tatouages. En effet, on constatait que plusieurs porcs livrés à l'abattoir avaient un tatouage illisible ou complètement absent. Un guide d'opération des mesures de qualité de la carcasse a donc été développé. La première section de ce guide est dédiée à la définition des différents codes d'illisibilité des tatouages. Il permet aux employés des abattoirs de distinguer facilement et efficacement les problèmes observés sur chaque porc. Il est ensuite possible de transmettre cette information aux éleveurs afin qu'ils puissent améliorer leurs pratiques de tatouage. Les acheteurs ont également procédé à la formation de leurs employés. Aussi, leur travail a été audité par Classement 2000 afin d'assurer une uniformité d'application par tous les employés des abattoirs qui utilisent le guide.



En complément à ces travaux, les Éleveurs ont aussi développé un programme de formation sur la mise à jeun et le tatouage. Les formations ont débuté à l'automne 2010 et quelque 350 éleveurs porcins de toutes les régions du Québec y ont participé. Ces formations s'inscrivaient dans un processus de formation continue qui portait sur l'amélioration de la qualité des porcs livrés à l'abattoir, mais également sur la réduction des coûts de production.

Les résultats de ces démarches ont été très concluants si l'on se fie à la baisse majeure du pourcentage d'estomacs pleins au Québec. En effet, comme l'illustre la figure 9, la prévalence des estomacs pleins a réduit de plus de moitié en quelques mois seulement, la moyenne mensuelle passant de 3,22 % en septembre 2010 à 1,23 % en février 2011. Quant aux défauts de tatouage, ils ont pu être réduits de 5 %. Mentionnons que ces résultats démontrent bien qu'une meilleure communication entre producteurs et acheteurs permet d'améliorer la qualité des porcs sans nécessairement avoir recours à des sanctions monétaires.

Améliorer la qualité des porcs et augmenter la productivité et la rentabilité d'une entreprise passent nécessairement par une lecture efficace des données disponibles et par une compréhension rapide de leur signification. C'est dans cet esprit que le Service de l'informatique des Éleveurs de porcs du Québec a développé ou amélioré les outils utiles aux producteurs.

Porc-Trait

L'outil de rétroaction de l'information appelé « Porc-Trait » traite et traduit de façon visuelle les données d'abattage que le Service de la mise en marché des Éleveurs reçoit sur une base quotidienne. Porc-Trait est disponible depuis 2008 sur le portail Web des Éleveurs. Les éleveurs peuvent y accéder en toute confidentialité pour évaluer leurs résultats quant aux mesures de qualité prises à l'abattoir. Porc-Trait présente en effet des statistiques détaillées de quantités, de classement et de pesées, et ce, par certificat, par semaine, par mois ou par trimestre. Les éleveurs peuvent également y évaluer la performance de leur entreprise, la comparer à la moyenne québécoise et intervenir sur les critères à améliorer pour tirer profit au maximum de la vente de leurs porcs.

Dès 2010, les Éleveurs ont commencé à travailler à l'amélioration de Porc-Trait avec un comité de différents intervenants du secteur porcin afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs de cet outil. En 2012, ces derniers ont d'ailleurs pu s'exprimer par le biais d'un sondage. Les résultats ont été concluants et ont clairement révélé un haut degré de satisfaction de leur part. Porc-Trait est effectivement reconnu comme un moyen efficace, pour les éleveurs, d'exploiter le plein potentiel de leurs données d'abattage et de cibler aussi bien les forces que les pistes d'amélioration.

Enfin, d'autres travaux de développement informatique réalisés en 2012 ont permis aux éleveurs de pouvoir obtenir, sur la section personnalisée du site Internet de la mise en marché, les volumes assurables cumulatifs propres à leur entreprise. Cette nouveauté répondait d'ailleurs à une demande de leur part.

Les Éleveurs ont également développé, en 2010 et 2011, de nouvelles applications Web afin d'assurer une meilleure transition vers la Convention de mise en marché 2009 - 2013. D'une part, les acheteurs peuvent accéder à un lien sécurisé, par le biais de la section « Mise en marché » du portail Web des Éleveurs, leur permettant d'effectuer le transfert des lots de porcs attendus. Les lots sont alors intégrés au système de bons de réception installé dans chacun des abattoirs. Ces bons de réception peuvent ainsi être remplis dès l'arrivée de l'éleveur ou du transporteur à la réception de l'abattoir.



D'autre part, les applications nécessaires au versement des montants de compensation dans le cas d'un retard d'abattage, par rapport à la journée prévue, ont aussi été créées. Les sommes versées aux producteurs sont facturées directement aux acheteurs. Ces derniers ont accès aux détails de facturation encore une fois sur Internet.

Enfin, les Éleveurs ont également procédé à une refonte de la page Web info.Prix. Celle-ci offre maintenant aux éleveurs un accès détaillé aux mécanismes de calcul à partir desquels les prix sont calculés pour chacune des grilles.

Au fil des ans, le Québec a vu la proportion de ses exportations de viande de porc augmenter au détriment de son marché local. L'apparition de viande de porc étrangère sur les tablettes des épiceries était aussi grandissante. Avec près de 70 % de la production porcine qui est exportée, les Éleveurs de porcs étaient préoccupés par cette situation de dépendance du Québec envers ses marchés extérieurs. Dans leur stratégie de développement des marchés et d'accroissement des revenus, ils ont donc accordé une grande importance à la reconquête du marché local et de l'espace tablette perdu au profit des concurrents. À cet égard, ils ont travaillé en étroite collaboration avec les acheteurs, les transformateurs et les distributeurs pour mieux répondre aux besoins exprimés par les marchés et mettre de l'avant la qualité exceptionnelle de la viande de porc du Québec.

Par ailleurs, un travail colossal a été effectué pour développer la notoriété du secteur auprès des consommateurs, laquelle avait été passablement affectée par les impacts de la production sur l'environnement et la cohabitation. La valorisation du travail des éleveurs de porcs ainsi que la promotion de l'excellence du produit qui émane de leur savoir-faire ont donc également fait partie des actions qui ont été menées pour reconquérir le marché domestique.

Améliorer la notoriété du porc du Québec par la mise en valeur d'une marque à valeur ajoutée

Même si le porc du Québec était prisé partout à travers le monde, cette viande n'était pas « maître » chez elle. En effet, on estimait qu'en 2011, plus de 20 % de la viande de porc vendue au Québec provenait de l'extérieur, majoritairement des États-Unis. Cette dépendance accrue aux exportations a obligé les Éleveurs de porcs du Québec à porter une attention particulière sur l'importance stratégique du marché local. C'est dans ce contexte qu'ils se sont donné un temps de réflexion pour revoir en profondeur leur stratégie marketing avec l'objectif de promouvoir et de différencier le porc du Québec pour augmenter sa présence sur les tablettes des épiceries.

Une nouvelle offensive marketing pour la mise en valeur du porc du Québec

Dès 2011, d'importants efforts d'ennoblissement du porc du Québec ont été déployés afin d'en faire une marque différenciée et à valeur ajoutée et d'en arriver à ce que le consommateur exige le porc de chez nous. La stratégie publicitaire mise de l'avant avait pour thème : *Le porc du Québec a changé, changez pour le porc*. Le pourcentage de gens affirmant consommer du porc au moins une fois par semaine est alors passé de 32 % avant la campagne à 41 % après celle-ci. Il s'agissait d'une augmentation de 30 %.

D'autres activités de marketing ont été menées en parallèle. Une association a notamment été réalisée avec Ricardo, laquelle s'est traduite par un dossier « Porc du Québec » dans le magazine portant son nom. Ce dossier de onze pages et la mention en page couverture ont permis de rejoindre 259 000 lecteurs. De plus, cinq émissions spéciales sur le porc du Québec ont été diffusées à Radio-Canada et vues par quelque 44 000 téléspectateurs. Cette démarche s'est poursuivie à l'épicerie où une promotion incitait les consommateurs à découvrir les différentes découpes qu'offre le porc du Québec.

Également, en décembre 2011, les Éleveurs ont acheté un encart dans le cahier Gourmand du quotidien La Presse alors qu'en avril 2012, ils concluent une entente avec les restaurants La Cage aux sports. C'est ainsi que le logo « Le porc du Québec » a été présenté dans les menus des 52 restaurants de cette chaîne.



Enfin, le lancement du site mobile « Le porc du Québec », en octobre 2013, a grandement contribué à la promotion du produit. Les Éleveurs, d'ailleurs, sont les premiers à avoir adopté une stratégie mobile pour une viande, confirmant ainsi leur caractère innovateur. Les analyses Google Analytics confirment alors que 81 % des consommateurs qui ont visité le site « leporcduquebec.com » l'ont fait en utilisant leur appareil mobile (téléphone ou tablette). Le nouveau site comprend également une section dédiée à la valorisation de la profession en présentant des portraits d'éleveurs.

Campagne marketing 2012 : miser sur l'innovation et la diversité

La mise en œuvre d'une stratégie de marketing axée sur la valorisation de nouvelles coupes conjuguée à l'établissement d'un dialogue avec les chaînes d'alimentation a également permis de mieux positionner la marque « Le porc du Québec » en épicerie.



En misant sur le potentiel du porc en matière de versatilité et d'inventivité, la campagne publicitaire « 32 coupes, 32 émotions » réalisée en 2012 - 2013 a permis de rectifier une perception négative des consommateurs voulant que le porc soit une viande ennuyeuse.


Les 32 coupes différentes qu'offre le porc du Québec font de ce dernier la viande polyvalente par excellence, parfaite pour toutes les intentions et occasions. Le porc a ainsi été positionné comme un produit qui, grâce à sa qualité exceptionnelle et sa polyvalence, fait vivre des émotions aux consommateurs.

C'est cette même notoriété qui a amené les trois grandes chaînes d'épicerie à acheter des étiquettes arborant le logo officiel afin d'identifier les barquettes en tablettes. En effet, de septembre à décembre 2012, les détaillants IGA, Métro et Loblaws ont soutenu la campagne marketing des Éleveurs en mettant de l'avant le porc du Québec en magasin et en circulaire. Durant cette période, les efforts du Service du marketing des Éleveurs pour se réapproprier une juste part du marché local se sont traduits par plusieurs résultats positifs (voir encadré).

Ainsi, en démarquant le porc du Québec de la compétition et en augmentant le nombre de coupes sur les tablettes, le porc d'ici a pu occuper plus d'espace en épicerie et être plus visible pour les consommateurs soucieux de la provenance de leurs aliments. Cette approche s'inscrivait bien dans la préoccupation des chaînes alimentaires désireuses de répondre aux exigences de leurs clients. La promotion des nouvelles coupes ont aussi incité le consommateur à payer le juste prix.

Par ailleurs, la valorisation des coupes de porc disponibles a également été effectuée par le biais de la publication, en 2012, du livre hommage de recettes originales *Le cochon du museau à la queue*. En février 2013, ce livre remporte le prix, pour le Canada, dans la catégorie « sujet unique », du prestigieux concours international *Gourmand World Cookbook Awards*.



LE PORC DU QUÉBEC A LA COTE D'AMOUR 

- 1 Les consommateurs sont plus nombreux qu'en 2011 à consommer du porc régulièrement (+ 4%).
- 2 Les consommateurs accordent de plus en plus d'importance à la provenance du porc (77%).
- 3 Les consommateurs reconnaissent de plus en plus la qualité du porc du Québec (78%).
- 4 La campagne publicitaire a suscité un vif intérêt pour les différentes coupes de porc du Québec (82%).
- 5 La consécration du porc du Québec comme étant la viande la plus tendance de l'heure selon les acteurs les plus influents de l'alimentation et de la gastronomie québécoise.
- 6 Chez IGA: une hausse des ventes de 30% pour les nouvelles coupes de porc du Québec.
- 7 Chez MÉTRO: une augmentation significative des ventes des épaules et des bajoues en période de blitz de circulaire.
- 8 Chez LOBLAW: une entente d'approvisionnement exclusive de porc du Québec dans 33 Loblaws et 32 Provigo, correspondant à une hausse des ventes de 50% sur les objectifs ciblés par la bannière.
- 9 La consommation de viande fraîche du porc a augmenté de 2% de 2005 à 2011, plus que le poulet qui a augmenté de 1% et que le bœuf qui est demeuré au même niveau.

En 2013, proclamé viande la plus tendance par les plus grands influenceurs de la gastronomie, le porc du Québec poursuit sa lancée en séduisant tant les experts que les consommateurs. En effet, en dépit d'une baisse persistante de la consommation de viande par personne, le porc a su accroître sa popularité au Québec. Tirées d'une analyse publiée en 2013 par la firme AC Nielson et supervisée par la direction des études économiques du MAPAQ, les conclusions d'enquêtes confirment des hausses de 6,62 % de volume de ventes pour le porc. Une tendance cinq fois plus performante que pour les autres viandes (1,47 %). Mentionnons également qu'en février 2015, les Éleveurs ont raflé un « Cassies d'argent » avec la campagne « 32 coupes, 32 émotions ». Ce prix, attribué pour la catégorie succès prolongé, constitue en quelque sorte une consécration de tous les efforts marketing consentis au cours des années.

Une collaboration marketing accentuée avec les acheteurs

En plus de travailler avec les chaînes d'alimentation, les Éleveurs ont établi une collaboration marketing accentuée avec les acheteurs afin d'offrir une belle visibilité au porc du Québec. En effet, le comité valorisation du produit et de la profession des Éleveurs accueillait, en 2013, deux membres représentant les abattoirs dans le but de favoriser une meilleure convergence des efforts marketing et de mise en marché.

Désireux de stimuler les projets d'innovation dans le développement des marchés de leurs six partenaires, abattoirs, les éleveurs membres du comité leur ont proposé un programme de bourses dédiées à l'ennoblissement du porc du Québec. Ces bourses ont été financées à même les contributions des revenus marketing des abattoirs. Les critères établis misaient sur la recherche de nouvelles propriétés d'un produit à valeur ajoutée, le développement d'une nouvelle marque privée ou encore le déploiement d'une stratégie promotionnelle audacieuse et percutante. Les quatre projets retenus par le jury associaient le sceau Le porc du Québec à la marque de l'entreprise pour ainsi maximiser la visibilité du produit des éleveurs.

Le porc du Québec sous le signe de la confiance

En 2014, le porc du Québec a continué d'être mis de l'avant pour séduire le marché intérieur, notamment, grâce à une toute nouvelle campagne télévisuelle. S'inspirant de la prémisse selon laquelle l'excellence des éleveurs de porcs du Québec amène la production d'une viande d'une qualité exceptionnelle, la campagne tablait sur le sentiment de confiance que le porc d'ici inspire aux consommateurs qui le cuisinent. En ondes à l'automne 2014, avec une reprise en 2015, les deux messages télévisuels distincts produits s'adressaient tant au public masculin que féminin.



Jouissant d'une excellente visibilité, ces deux messages ont été diffusés à heures de grande écoute durant les émissions favorites des téléspectateurs québécois. Cette grande portée a permis d'atteindre un taux de rappel de 64 % (pourcentage des gens disant avoir vu la publicité). De plus, la campagne a été déclinée pour le Web sur plusieurs sites de recettes populaires tels que Ricardo et À la di Stasio.

Par ailleurs, les Éleveurs lançaient, en août 2014, les premières célébrations québécoises de la Journée internationale du bacon. En tant que produit fortement prisé des consommateurs, le bacon, ainsi mis à l'honneur, a suscité un engouement médiatique impressionnant avec une portée totale de plus de dix millions de personnes.



Aussi, en décembre de la même année, un premier partenariat a été négocié avec la célèbre blogueuse Marilou (3 fois par jour) dans le cadre de sa campagne de Noël. Quatre recettes mettant en vedette le porc du Québec ont été diffusées dans le cahier Gourmand de La Presse « Le porc du Québec 3 fois par jour ». Cette prestigieuse collaboration s'est poursuivie sur le Web ainsi que par un concours festif et a mené à des résultats percutants.

– LE PORC DU QUÉBEC RECONNU ET RECHERCHÉ

La promotion du porc du Québec est devenue incontournable pour occuper une meilleure place sur le marché local. En ce sens, on peut affirmer sans conteste que les campagnes marketing des dernières années ont été un véritable succès. Le porc du Québec fait aujourd'hui l'objet d'une perception plus positive et a acquis une notoriété authentique. Plus important encore, les efforts se sont traduits par une augmentation de la consommation de viande de porc. Le porc produit au Québec est désormais reconnu et recherché.

Valoriser le travail des éleveurs

Un autre objectif de la stratégie de marketing visant à reconquérir le marché local était de bâtir une relation de confiance entre le grand public et les éleveurs. C'est ainsi que les Éleveurs de porcs du Québec ont accentué leurs initiatives en matière de valorisation de la profession et de mise en valeur des efforts déployés par leurs membres au sein de leur communauté. En effet, même si les Éleveurs avaient travaillé depuis quelques années à changer la perception des médias et du public à l'égard de la production porcine québécoise et des éleveurs de porcs, ces initiatives s'avéraient un complément essentiel aux activités de promotion du produit du fait que les citoyens étaient encore, pour plusieurs, peu informés sur la production porcine et la réalité des producteurs.



Promotion des bonnes pratiques à la ferme

En raison des attentes des citoyens et des consommateurs en matière de protection de l'environnement, il devenait important de faire la promotion des bonnes pratiques à la ferme et des différentes mesures adoptées par les éleveurs pour assurer une cohabitation harmonieuse.

En 2010, la diffusion de près d'une dizaine de communiqués de presse touchant autant l'environnement, l'économie et la recherche ont permis d'obtenir bon nombre d'articles favorables à la production porcine. La veille médiatique constante de l'actualité a d'ailleurs permis de constater que les éleveurs de porcs servaient d'exemple, notamment en ce qui concernait le développement durable. Aussi, en juin 2010 et pour une troisième année consécutive, les Éleveurs ont participé au Salon national de l'environnement tenu à Montréal. Plusieurs centaines de visiteurs se sont arrêtés au stand des Éleveurs de porcs du Québec pour discuter avec les producteurs présents. Il a été notamment question de la gestion des lisiers et de la protection de l'eau et du sol.

Les deux manifestations gourmandes tenues en septembre 2011 à Montréal et à Québec ont aussi permis de mettre en valeur le travail des éleveurs porcins. Ces derniers ont effectivement pu rencontrer directement les consommateurs et démystifier la production porcine. Plus de 1 000 personnes ont participé à ces deux événements qui ont réuni, en plus des consommateurs, des éleveurs, leurs partenaires, des politiciens et plusieurs chefs de renom. La couverture médiatique a été grande et fort positive.

Dans un autre ordre d'idées, le secteur étant encore trop largement méconnu du milieu politique, il était aussi important de faire comprendre aux élus les enjeux, les réalités et les défis de la production porcine. Les relations gouvernementales ont ainsi connu un nouveau souffle en 2014 et 2015 grâce à la tenue de plusieurs rencontres avec de hauts dirigeants politiques. Les préoccupations des Éleveurs de porcs du Québec ont été entendues et ont reçu un accueil favorable.

La somme des actions menées en matière de développement durable et la prise en charge démontrée aux partenaires, aux différentes instances et au grand public ont largement contribué au changement d'image des éleveurs porcins du Québec.

Développement et lancement d'une nouvelle identité « Les Éleveurs de porcs du Québec »

L'année 2013 fut marquée par la modernisation du nom de la Fédération des producteurs de porcs pour « Les Éleveurs de porcs du Québec ». Aussi, profitant de la haute notoriété acquise pour le produit et d'une meilleure perception des citoyens envers la profession, l'identité visuelle « Le porc du Québec » a été liée à celle des Éleveurs de porcs du Québec. Les dirigeants des Éleveurs voulaient ainsi, pour leur organisation provinciale, une image moins corporative, plus proche du consommateur et du citoyen et reflétant davantage le professionnalisme des hommes et des femmes qui composent le secteur : « On ne produit pas un produit, on élève des porcs! »

Les Éleveurs
de porcs du Québec



Ainsi, dans la poursuite des efforts de valorisation de la profession, la nouvelle signature « Les Éleveurs de porcs du Québec » était désormais utilisée. Le savoir-faire des éleveurs demeure toujours l'axe de communication privilégié. Toutefois, les communications ont pour objectifs spécifiques, cette fois-ci, de mettre de l'avant la capacité d'innovation et les efforts consentis par les éleveurs en matière de responsabilité sociale (environnement, implication dans la communauté, etc.), mais aussi de contribution économique à la province, ceci grâce à un discours cohérent, percutant et intégré aux stratégies marketing déjà en place.

Afin de personnaliser ce discours, les Éleveurs font appel à de nombreux éleveurs, représentatifs de toutes les régions du Québec, pour agir à titre de porte-paroles. Ceux-ci s'expriment, par l'intermédiaire des médias et de plusieurs opérations de relations publiques, pour faire connaître leur métier à la population. Également, de juin 2013 à avril 2014, l'organisation est interpellée à plus d'une centaine de reprises sur divers sujets, notamment sur la diarrhée épidémique porcine, les accords de libre-échange, le bien-être animal ou encore la profession d'éleveur de porcs.

Toujours dans l'objectif d'aller à la rencontre des consommateurs et des intervenants du secteur porcin québécois, les Éleveurs réalisent, en 2011, l'événement « Manifestation gourmande » pour célébrer le porc du Québec. À la suite du succès de cette première édition, les Éleveurs renouvèlent l'expérience, en 2012 et en 2013, sous l'appellation « Bête & Fête ». Ce rendez-vous célébrant le savoir-faire des éleveurs et la qualité de leur produit a rassemblé tous les influenceurs de renom de l'industrie porcine. En outre, cet événement a fait l'objet d'une importante couverture médiatique qui a rejoint quelque sept millions de consommateurs.

À l'été 2014, afin de démontrer toute la noblesse du métier d'éleveur, les Éleveurs de porcs du Québec concluent un partenariat avec la populaire émission Les Chefs ! en ondes à Radio-Canada. Deux capsules mettant en lumière tout le savoir-faire et l'authenticité des éleveurs porcins du Québec sont diffusées durant les quatre dernières semaines de l'émission. Une bonification du partenariat a également permis de diffuser les capsules durant l'émission matinale Ricardo. Cette stratégie a permis de rejoindre plus de 950 000 auditeurs par semaine.

Enfin, au cours de l'été 2015, les Éleveurs de porcs ont diffusé des capsules mettant en vedette deux éleveurs, rappelant ainsi les progrès réalisés dans les domaines de l'environnement et du bien-être animal.

– LA PROFESSION D'ÉLEVEUR, UNE IMAGE POSITIVE ET RENOUVELÉE

Une communication rigoureuse et pertinente a permis d'appuyer les actions entreprises et garantir la crédibilité des éleveurs de porcs et de leur organisation provinciale. Des indicateurs mesurables ont démontré que la stratégie de promotion mise en œuvre ces dernières années avait porté ses fruits. En effet, les efforts de valorisation de la profession, soutenue par des relations de presse ciblées et rigoureuses, ont contribué à une image renouvelée et plus positive des éleveurs de porcs québécois. Ce rayonnement, reconnu par l'ensemble des partenaires de la filière ainsi que par le grand public, est très certainement bénéfique pour le secteur porcin du Québec.





« Alors que nous exportons près de 70 % de notre production, les enjeux reliés au commerce international sont importants pour notre industrie.

Nous pouvons nous réjouir des nouvelles perspectives de marché qui se sont offertes à nous en 2014. »

David Boissonneault,
président des Éleveurs de porcs du Québec

Les Éleveurs de porcs du Québec accordent une grande importance au maintien et au développement des marchés d'exportation, notamment, parce que près de 70 % de la production québécoise se trouve sur ces marchés. À cet égard, ils ont travaillé en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux. Notamment, par leurs actions auprès du Conseil canadien du porc et Canada Porc International, les Éleveurs s'assurent que les ententes bilatérales favorisent l'exportation du porc du Québec sur des marchés lucratifs. Par ailleurs, les Éleveurs travaillent également avec les acheteurs, les transformateurs et les distributeurs du Québec pour mieux répondre aux besoins exprimés par les marchés. Une grande attention est ainsi portée aux conditions d'accès des marchés internationaux.

Les Éleveurs travaillent, depuis plusieurs années, en étroite collaboration avec le Conseil canadien du porc et Canada Porc International, une agence qui œuvre au développement des marchés d'exportation du porc canadien. CPI réunit les producteurs de porcs, les entreprises d'abattage, les maisons de commerce, les gouvernements fédéral et provincial ainsi que plusieurs membres affiliés comme le Centre de développement du porc du Québec. Tous les partenaires de CPI se réunissent pour discuter d'une préoccupation commune : augmenter leurs ventes à l'étranger et mieux en profiter.

Mentionnons qu'en 2009, le gouvernement fédéral a démontré son appui à la mission de Canada Porc International en lui octroyant un fonds de promotion internationale de 17 millions de dollars pour quatre années. Ce fonds a permis au CPI d'élaborer une stratégie à long terme, soit une stratégie de différenciation du porc canadien qui vise à optimiser la valeur des exportations. Les Éleveurs de porcs du Québec ont souscrit à cette stratégie.

Positionnement du Québec par la mise en application de programmes de certification

Le Québec se positionne avantageusement face à ses concurrents quant aux enjeux du secteur porcin mondial. En effet, le développement des marchés internationaux passe notamment par la qualité des programmes implantés à la ferme et dans les usines d'abattage. Les normes HACCP et AQC^{MD} entre autres, permettent de certifier et d'assurer la salubrité de la viande aux consommateurs. La traçabilité, surtout en Asie, devient également une exigence de plus en plus importante. Enfin, il ne faut pas non plus perdre de vue le bien-être animal et l'environnement qui sont également des enjeux importants, voire incontournables, pour pénétrer et conserver certains marchés.

Par ailleurs, la mise sur pied du Programme canadien de certification de porcs exempts de ractopamine, et conséquemment les changements apportés dans les pratiques d'élevage et de mise en marché, a été provoquée par la position prise par la Russie à l'effet d'interdire l'importation de ce type de porc. Aujourd'hui, plusieurs autres marchés d'importance, dont celui de la Chine, ont cette même exigence à l'égard de la ractopamine. Le travail concerté des transformateurs et des éleveurs a permis au secteur porcin québécois de bien se positionner en adhérant à ce programme. Le respect d'une telle exigence contribue en effet à maintenir, voire à développer de nouveaux marchés d'exportation.



Les efforts consentis par les Éleveurs de porcs du Québec relativement à ces dossiers sont abordés plus en détails sous les titres « Préserver l'environnement et assurer une cohabitation harmonieuse » et « Se mobiliser pour la santé animale » de la présente section 3.2.1.

Suivi des accords de libre-échange

Pour assurer le positionnement du secteur porcin du Québec sur la scène internationale, les Éleveurs de porcs effectuent un suivi assidu des accords commerciaux qui balisent l'accès aux marchés. Ces dossiers sont également abordés lors des échanges tenus avec le Conseil canadien du porc et Canada Porc International.

Le Canada et la Corée sont des partenaires commerciaux de longue date; la Corée constituait d'ailleurs le cinquième marché d'importance jusqu'en 2010. En matière de commerce international, le dossier concernant le maintien de l'accès à ce marché a particulièrement retenu l'attention des Éleveurs en 2011 et 2012. En effet, la balance commerciale avec la Corée dans la filière agroalimentaire affichait alors un excédent depuis plusieurs années. À elles seules, les exportations québécoises de viande de porc à destination de ce pays totalisaient quelque 50 à 60 millions de dollars annuellement et les produits qui y étaient exportés comptaient parmi les coupes à valeur ajoutée. Or, en décembre 2010, les États-Unis concluent une entente de libre-échange avec la Corée. La réduction tarifaire qui en découle leur procure un avantage comparatif difficile à soutenir pour le Québec, qui a vu chuter la valeur de ses échanges avec ce pays de près des deux tiers.

Les Éleveurs ont fait des représentations auprès du ministre provincial Sam Hamad afin de le sensibiliser à l'importance de poursuivre et conclure les négociations entreprises en vue d'un accord de libre-échange entre le Québec et la Corée et ainsi permettre que la viande de porc québécoise puisse continuer à y être exportée. Mentionnons que les négociations, amorcées en 2003 et suspendues à la suite de l'embargo de la Corée du Sud sur le bœuf du Canada en 2005, avaient redémarré en 2012.

Le 11 mars 2014, un accord était annoncé par le Canada et la Corée du Sud. Avec l'entrée en vigueur de ce traité de libre-échange, le 1^{er} janvier 2015, le Canada retrouve une position concurrentielle et peut désormais jouer à armes égales avec ses concurrents américains qui avaient déjà signé une telle entente. Le marché coréen est toutefois à reconquérir. Le Québec devra donc travailler pour déloger les États-Unis et bâtir de nouvelles relations d'affaires avec les acheteurs de la Corée du Sud.

Par ailleurs et dans une plus large mesure, le continent asiatique représente de très bonnes perspectives de croissance pour le porc du Québec. Ce premier traité avec un pays asiatique est donc venu ouvrir la voie à de nouvelles opportunités d'affaires dans ce continent.

Accord de libre-échange Canada – Union européenne

Un autre dossier qui a retenu l'attention des Éleveurs de porcs en matière de commerce international concerne les négociations qui se sont tenues entre le Canada et l'Union européenne en vue d'un accord de libre-échange. En effet, le marché de l'UE offre énormément de potentiel pour le porc canadien et québécois. Toutefois, il est extrêmement difficile d'exporter dans les pays de l'UE en raison de barrières tarifaires et non tarifaires, d'où l'intérêt de la signature d'un tel accord.

Amorcées en 2009, les négociations avec l'Union européenne visent la création de l'accord le plus important pour le Canada depuis l'ALÉNA. Les négociations progressent alors à un rythme soutenu et la neuvième et dernière ronde de négociations est complétée à la fin de 2011. Afin de suivre de près l'évolution des négociations et s'assurer que la question de l'accès au marché soit entendue, les Éleveurs participent à des rencontres organisées par l'Union des producteurs agricoles avec le négociateur en chef pour Agriculture et Agroalimentaire Canada, Gilles Gauthier, et avec le négociateur pour le Québec, Pierre-Marc Johnson.

En cours d'année 2012, le ministre du Commerce international, Ed Fast, rencontre les Éleveurs de porcs du Québec afin de connaître leurs préoccupations face à cet accord. Les Éleveurs, avec l'appui de Canada Porc International, soutiennent les négociations en cours, mais demandent au ministre de s'assurer que le porc canadien ait un accès significatif et concret au marché européen.

C'est le 18 octobre 2013 que le premier ministre Harper annonce qu'une entente de principe était intervenue entre le Canada et l'Union européenne sur un accord de libre-échange. L'entrée en vigueur de cet accord est toutefois conditionnelle à sa ratification par l'ensemble des pays membres de l'Union européenne et des provinces du Canada. Ce processus pourrait prendre jusqu'à cinq ans.

Pour le secteur porcin, l'Union européenne octroiera, dès la mise en application de l'accord, un contingent tarifaire total de 81 000 tonnes équivalent carcasse de porc frais, réfrigéré ou congelé. Toutefois, aucune garantie concernant de possibles barrières non tarifaires (bien-être animal, alimentation ou autres) n'a été fournie par l'Union européenne. De plus, la production intérieure de porcs étant très importante en Europe, les gains pour le secteur porcin demeurent hypothétiques pour le moment. Ainsi, la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne constitue une bonne nouvelle, mais les bénéfices se manifesteront davantage à long terme. Les Éleveurs continueront donc de suivre attentivement l'évolution de ce dossier.



Partenariat transpacifique

C'est en 2011 que le Canada s'est joint aux négociations du Partenariat transpacifique. Ces négociations, menées principalement par les États-Unis, prennent un tournant différent en 2013 avec l'inclusion du Japon dans ce futur accord. L'allure des négociations diminue alors de façon perceptible. Ce ralentissement est causé par la volonté des États-Unis de préserver leurs tarifs sur les exportations de voitures et par le Japon désireux de protéger son secteur agricole, dont le porc. La conclusion de l'accord dépendra fortement de la capacité de ces deux pays à s'entendre.

Ce projet d'accord est d'une importance stratégique pour le secteur porcin canadien, car il inclut les principaux clients des producteurs québécois, c'est-à-dire le Japon et les États-Unis. Aussi, les Éleveurs demeurent attentifs à l'introduction probable de la Corée du Sud au sein de l'accord, un marché en perte de vitesse depuis la conclusion de l'accord KORUS (Corée du Sud et États-Unis). Ainsi, malgré le potentiel d'accès au marché élargi, l'enjeu vital de cet accord, pour la production porcine québécoise, demeure la préservation du niveau d'accès actuel aux marchés du Japon et de la Corée du Sud.

COOL : la non-conformité des États-Unis nuit aux exportations canadiennes

Les États-Unis, en tardant à rendre conforme leur règlement sur l'étiquetage obligatoire de l'origine de produits agricoles (COOL) aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, ont rendu l'accès difficile aux porcs canadiens, privant ainsi les producteurs de revenus considérables.

L'entrée en vigueur de cette réglementation, en 2008, a causé de graves difficultés économiques aux producteurs de porcs, a dénoncé à maintes reprises le Conseil canadien du porc, avec l'appui des Éleveurs de porcs du Québec. Les pertes d'exportation de porcs et de bovins vivants, depuis l'existence de la réglementation, s'élèvent à un milliard de dollars annuellement selon le CCP.

En mai 2012, un jugement de l'OMC a sommé les États-Unis de se conformer aux exigences du commerce mondial pour le 23 mai 2013. Depuis, les Éleveurs et le CCP surveillent de près le débat avec les États-Unis. Les modifications que les américains ont apportées jusqu'ici à la version initiale de leur règlement ont été jugées aussi contraignantes et risquent de continuer à causer des pertes importantes pour les producteurs québécois.

En juin 2015, le Canada et le Mexique relancent l'Organisation mondiale du commerce. Son tribunal d'arbitrage convient alors d'examiner la demande des deux pays d'appliquer des sanctions contre les États-Unis pour violation des règles de l'OMC. Selon le ministre du Commerce canadien : « Les États-Unis ont utilisé et épuisé tous les recours possibles pour contourner leurs obligations internationales, causant du tort à la chaîne d'approvisionnement hautement intégrée d'Amérique du Nord, ainsi qu'aux producteurs et aux transformateurs de part et d'autre de la frontière. » C'est en décembre de la même année que l'OMC donne définitivement gain de cause au Canada et au Mexique et les autorise à rétablir des droits de douane pour réparer leur préjudice, évalués à 780,3 millions de dollars par an pour le Canada et à 227,7 millions pour le Mexique. Ces deux pays réclamaient des compensations trois fois plus élevées.

Les Éleveurs de porcs du Québec, avec le Conseil canadien du porc et Canada Porc International, continueront de suivre l'évolution de ce dossier d'importance pour le secteur porcin.

– LA CONCERTATION DU MILIEU POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Les efforts de concertation entrepris avec les acheteurs et les autres partenaires de la filière ont permis d'améliorer la qualité du produit et de mieux répondre aux exigences et attentes des consommateurs. C'est notamment cette qualité exceptionnelle, ainsi que les efforts fournis par les producteurs pour l'atteindre, que les Éleveurs de porcs ont voulu promouvoir en vue d'assurer un meilleur positionnement du porc du Québec et de la profession d'éleveur auprès des consommateurs et des citoyens du Québec. À cet égard, on peut dire « mission accomplie » si l'on se fie au succès obtenu à l'égard de la reconquête des marchés locaux.

Par ailleurs, les Éleveurs ont aussi porté une attention particulière en vue d'assurer le maintien et le développement des marchés d'exportation occupés par le secteur québécois, lesquels sont grandement convoités par d'importants concurrents. À cet égard, il demeure primordial de toujours rester à l'affût des nouvelles tendances de consommation et des opportunités de développement qui s'offrent. Ces opportunités viendront également de nouveaux marchés qui seront rendus accessibles, ou plus accessibles, en raison d'accords de libre-échange. Là encore, le secteur porcin québécois devra miser sur l'innovation, mais également sur la concertation des intervenants qui le composent pour pouvoir offrir un produit de qualité reconnue, à un prix compétitif et répondant aux exigences particulières de chacun des nouveaux marchés visés.

Il va sans dire que toutes ces initiatives ont permis aux éleveurs d'atteindre une meilleure compétitivité, et conséquemment d'accroître leurs revenus.

AMÉLIORER LA RENTABILITÉ PAR LA RÉDUCTION DES COÛTS DE PRODUCTION ET LA GESTION DES RISQUES

Les actions posées dans le cadre de cette priorité ont toutes convergé vers un grand objectif, soit celui d'accompagner les éleveurs de porcs dans l'amélioration de leur productivité et de leur rentabilité. Plus spécifiquement, dans le cadre de leur démarche visant à réduire les coûts de production des entreprises porcines, les Éleveurs de porcs ont travaillé sur plusieurs fronts à la fois. Notamment, leurs actions ont porté sur la recherche & développement et le transfert technologique auprès du secteur porcin, l'amélioration de la gestion économique des entreprises et l'accompagnement professionnel des éleveurs ainsi que sur la réduction des coûts d'alimentation et l'optimisation des structures de production. En outre, le dossier de la santé et de la biosécurité a occupé une place prépondérante dans le cadre de cette stratégie d'amélioration de la rentabilité des entreprises, ceci en raison des impacts économiques majeurs que peuvent causer les crises sanitaires. Ce dossier est d'ailleurs traité dans la section « Se mobiliser pour la santé porcine » du présent rapport d'évaluation.

Par ailleurs, la gestion des risques est un autre volet auquel les Éleveurs de porcs ont porté une grande attention. À cet égard, des actions ciblées portant sur les programmes de sécurité des revenus, l'appui aux investissements ainsi que sur le Service de gestion du risque du marché ont été entreprises et ont donné des résultats concrets en matière d'amélioration de la rentabilité des entreprises porcines.

RÉDUIRE LES COÛTS DE PRODUCTION

Recherche & développement, innovation et transfert technologique

Les Éleveurs de porcs du Québec accordent une grande importance à l'avancement des connaissances scientifiques et à l'appui des initiatives en matière d'adaptation des pratiques d'élevage. Chaque année, ils consacrent un budget de l'ordre de 450 000 \$ à des activités de R & D, d'innovation et de transfert technologique. Pour guider le choix de leurs interventions, les Éleveurs s'appuient les trois axes stratégiques qu'ils ont définis en 2014 et qui sont présentés ci-dessous. Les engagements et les investissements des Éleveurs sont ainsi soigneusement évalués en vue d'atteindre les objectifs prévus pour chacun de ces axes.

Parmi les engagements des Éleveurs, notons leur participation active au sein d'une dizaine de comités de gestion et de conseils d'administration d'organismes œuvrant dans le domaine de la recherche. Les investissements, pour leur part, sont de deux ordres. Il y a ceux réalisés dans des projets à court et moyen terme, à échéance fixe et en lien avec les priorités définies. Il y a aussi ceux consentis au développement d'expertises scientifiques.



OBJECTIF

Favoriser le transfert et l'innovation

MOYENS

Augmenter la diffusion des résultats des projets en collaboration avec les différents acteurs impliqués.

Promouvoir la réalisation d'une veille stratégique en R&D au sein de la filière porcine.



OBJECTIF

Maximiser les retombées positives, pour les éleveurs, des investissements en R&D effectués au sein de la filière porcine

MOYENS

Favoriser le maillage entre les différents acteurs au Québec et hors Québec.

Investir et favoriser l'investissement des partenaires dans des projets en lien avec les priorités de R&D des Éleveurs.

Poursuivre et augmenter la présence et l'implication des Éleveurs au sein des différentes organisations impliquées en R&D.



OBJECTIF

Favoriser le développement et la rétention au Québec de l'expertise en R&D

MOYENS

Investir dans des chaires de recherche ciblées ou dans des pôles d'expertises.

Mettre en œuvre des moyens pour attirer et retenir l'expertise au Québec.

Soutien à des projets de recherche et de transfert technologique

Les Éleveurs de porcs participent au financement de différentes chaires de recherche et d'organismes impliqués en R & D.



Chaire de recherche en salubrité des viandes

De 2011 à 2015, les Éleveurs ont contribué financièrement aux travaux de la Chaire de recherche en salubrité des viandes à la hauteur de 149 500 \$ par année. Les travaux de cette chaire ont permis de soutenir le secteur porcin par des recherches sur les divers risques chimiques, physiques et biologiques, et plus particulièrement sur les pathogènes alimentaires. Les sujets de recherche ont notamment porté sur l'étude de la prévalence et la surveillance des pathogènes alimentaires en lien avec l'antibiorésistance et les facteurs de virulence ainsi que sur le développement de stratégies de contrôle des pathogènes alimentaires dans une approche de la ferme à la table. Convaincus des retombées positives de ces travaux pour le secteur porcin, les Éleveurs ont choisi de renouveler leur engagement et de supporter le nouveau programme de cette chaire, lequel s'étendra de la période 2016 à 2020.

Chaire de recherche sur l'alimentation des porcs et des volailles

La Chaire de recherche sur l'alimentation des porcs et des volailles vise à proposer de nouvelles stratégies d'alimentation à moindre coût et à réduire les apports en azote et en phosphore afin de réduire l'impact sur l'environnement. Les Éleveurs ont offert leur appui financier au démarrage de cette chaire qui traitera d'un thème d'une grande importance pour le secteur en raison, notamment, de l'impact des coûts d'alimentation sur la rentabilité des entreprises porcines. L'investissement prévu des Éleveurs de porcs correspond à 50 000 \$ par année pour une période de cinq ans. Les partenaires de la Chaire sont toujours en attente d'une réponse officielle de la part du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec quant à sa participation financière. Les Éleveurs espèrent un démarrage des travaux en 2016.

Chaire nationale pour le bien-être porcin

Les Éleveurs de porcs appuient le développement, à l'échelle canadienne, de la Chaire nationale pour le bien-être porcin qui regroupe toutes les organisations provinciales de même que les secteurs de la transformation et de la distribution. Située au Prairie Swine Centre, en Saskatchewan, cette chaire vise à conseiller et à soutenir le secteur porcin face aux nombreux changements à venir en matière de bien-être animal. Pendant la prochaine année, le Prairie Swine Centre s'affairera à mettre en place la structure qui permettra le meilleur retour sur l'investissement pour les partenaires. Comme la santé et le bien-être des animaux ont une incidence majeure sur la rentabilité des entreprises porcines, les Éleveurs ont prévu accorder à cette chaire un montant de 25 000 \$ par année pour cinq ans.

Swine Innovation Porc a été mis sur pied par les producteurs de porcs canadiens afin d'établir une approche collective en recherche et ainsi optimiser le retour sur l'argent investi. L'objectif principal d'Innovation Porc consiste à améliorer la rentabilité et le développement durable de l'industrie porcine en soutenant le développement de technologies à la fine pointe de l'innovation.

De 2010 à 2013, Swine Innovation Porc a financé quatorze projets de recherche visant à réduire les coûts de production et à différencier la viande de porc canadienne. Cet effort considérable de recherche a été rendu possible grâce au financement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, par le biais de l'Initiative des grappes agroscientifiques, et à l'implication financière de 22 partenaires de l'industrie porcine et organisations provinciales de producteurs porcins, dont les Éleveurs de porcs du Québec. Le montant annuel investi par les Éleveurs est de l'ordre de 175 000 \$, lequel correspond à un montant de 2,5 cents par porc mis en marché. C'est ainsi que 12 millions de dollars auront été investis de 2010 à 2013 dans des projets touchant notamment l'alimentation, l'optimisation des équipements, la génomique, le bien-être animal et la salubrité.

Par ailleurs, Swine Innovation Porc s'est aussi associée au Prairie Swine Centre et au Centre de développement du porc du Québec pour assurer le transfert technologique des résultats des recherches effectuées. Les équipes de ces deux organisations travaillent activement à les diffuser et à favoriser leur adoption par les producteurs de porcs.

Au terme du premier programme de la Grappe porcine canadienne de recherche, en 2013, Swine Innovation Porc a obtenu un nouveau financement pour débiter un second programme qui s'échelonne jusqu'en 2018. Les Éleveurs de porcs du Québec continuent de soutenir les travaux de cette organisation.

Outre le soutien qu'ils accordent aux travaux réalisés par les chaires de recherche et par Swine Innovation Porc, les Éleveurs investissent également dans différents projets de recherche en fonction des priorités ciblées par leur comité santé, qualité, recherche & développement et par leur conseil d'administration. Les projets retenus visent à augmenter la compétitivité du secteur porcine en favorisant l'adaptation des pratiques de production des entreprises porcines. Ces initiatives permettent également d'atteindre l'objectif d'améliorer la rentabilité des élevages et de répondre aux demandes du marché ainsi qu'aux exigences sociétales.

Améliorer la gestion économique des fermes porcines

L'amélioration de la gestion économique des fermes porcines s'inscrit dans la stratégie de réduction des coûts de production des Éleveurs de porcs du Québec. Parmi les initiatives mises de l'avant, les Éleveurs ont notamment voulu donner accès, à tous les éleveurs, à des données technico-économiques et financières permettant de poser un diagnostic sur la performance de leur entreprise. Ils ont également fait la promotion d'une meilleure gestion économique par un accompagnement de conseillers compétents.

Étude sur les coûts de production des entreprises porcines

Depuis 2005, les Éleveurs de porcs soutiennent financièrement la réalisation d'une étude visant à suivre l'évolution annuelle des coûts de production d'entreprises porcines. Par cette implication, deux grands objectifs sont visés. D'une part, ils veulent sensibiliser les producteurs à l'importance de connaître leurs coûts de production et, par le fait même, appuyer leurs efforts pour les réduire. D'autre part, les données de cette étude sont utilisées pour suivre l'évolution de la situation financière des entreprises au fil des années. Mentionnons que ces données peuvent également être utiles pour mesurer les impacts, sur les coûts de production, causés par différents éléments pouvant survenir et pour définir les actions qui peuvent être posées pour amenuiser ces impacts.

Pour les Éleveurs de porcs du Québec, il est important de s'assurer que les producteurs porcins puissent avoir accès à des conseillers disposant de compétences reconnues, tant sur le plan technique qu'en matière de gestion. Dans cette perspective, ils ont retenu les services du Groupe AGÉCO, en 2013, afin de réaliser une étude sur les services-conseils en production porcine, en particulier chez les éleveurs dits indépendants. L'objectif général de cette étude consistait à mesurer la perception et les attentes des éleveurs quant à l'offre quantitative et qualitative de services-conseils auxquels ils ont accès. Le projet couvrait l'ensemble des services-conseils.

Dans le cadre de ce projet, quelque 120 éleveurs, en plus de conseillers, ont été consultés afin de connaître leur avis sur l'offre actuelle de services-conseils et les besoins futurs. Il est ressorti de ces consultations que le taux de satisfaction des éleveurs à l'égard des services offerts était très bon et que l'approche interprofessionnelle des services-conseils, soutenue par la Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles, était une formule à maintenir. Par ailleurs, l'étude a permis de mettre en évidence les principaux besoins à prévoir en matière de services-conseils, lesquels concernaient principalement le bien-être animal, la gestion de l'entreprise ainsi que la gestion des risques du marché.

Formation de nouveaux conseillers

Afin de pallier la pénurie d'agronomes spécialisés en production porcine, le Centre d'expertise en gestion agricole, le Centre de développement du porc du Québec et les Éleveurs de porcs du Québec ont développé une formation sur mesure destinée à perfectionner de nouveaux conseillers. Cette formation de quatre jours a eu lieu en juillet 2012; cinq agronomes ainsi qu'une vétérinaire et agronome y ont participé. En complément, grâce à un soutien provenant du Conseil canadien de la santé porcine, des Éleveurs et du CEGA, ces personnes ont pu bénéficier d'une activité de mentorat offerte par un conseiller senior. Avec les nouvelles compétences qu'ils ont acquises dans le domaine de la production porcine, les conseillers formés peuvent offrir des services professionnels aux éleveurs de porcs et ainsi les accompagner dans la réduction de leurs coûts de production.



La réalisation, sur une base annuelle, de l'étude sur les coûts de production est rendue possible grâce à la participation de partenaires fortement engagés dans le secteur porcine, soit les clubs d'encadrement technique et les Groupes conseils agricoles du Québec. Aussi, elle est effectuée avec des éleveurs de porcs dits indépendants, lesquels proviennent de diverses régions du Québec et participent à cette étude sur une base volontaire. À titre d'exemple, pour l'année d'enquête 2012, 94 entreprises porcines ont participé à l'étude. Toutefois, depuis la révision budgétaire réalisée par les Éleveurs en 2013, les enquêtes sont réalisées en alternance, d'abord auprès d'entreprises naisseurs-finisateurs (65 entreprises), et l'année suivante, auprès d'entreprises naisseurs à sevrage hâtif et de finisseurs (39 entreprises).

Les éleveurs impliqués dans ce projet reçoivent un rapport individuel ainsi qu'une analyse comparative de groupe. Ils peuvent ainsi évaluer la performance technico-économique et financière de leur entreprise et cibler les améliorations à apporter. Aussi, les éleveurs bénéficient de services-conseils en gestion pour être à même de tirer profit au maximum de leur rapport. Les résultats généraux de cette étude sur les coûts de production sont également présentés annuellement aux membres dans le cadre des assemblées des Éleveurs de porcs. Le rapport des résultats est aussi publié sur le site Web de l'organisation. Enfin, ce projet fait l'objet d'articles de vulgarisation dans la revue *Porc Québec*. Ce transfert de connaissances des résultats de l'étude et de son potentiel d'utilisation permettent aux producteurs porcins d'identifier des pistes d'actions pour réduire leurs coûts à la ferme et améliorer leur rentabilité.

Réduction des coûts d'alimentation

L'alimentation des animaux est une activité qui contribue à une part importante des coûts de production. Toute initiative menant à la réduction des coûts d'alimentation a donc un impact important sur l'amélioration de la rentabilité des fermes ainsi que sur leur compétitivité.



Dans cette perspective, les Éleveurs de porcs du Québec ont participé à différents projets portant sur la réduction des coûts d'alimentation des porcs, notamment en collaboration avec le Centre de développement du porc et son comité sur la nutrition. Les Éleveurs ont également publié de nombreux articles sur le sujet dans leur magazine Porc Québec afin de diffuser les conclusions des différentes recherches réalisées.

Par ailleurs, en raison des importantes fluctuations rencontrées dans le prix des grains et de leur impact sur la rentabilité des entreprises porcines, les Éleveurs se sont intéressés à la position concurrentielle du Québec en matière d'approvisionnement en grain. En 2011 - 2012, le Groupe AGÉCO a réalisé, en collaboration avec l'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière et l'Association des négociants en céréales du Québec, une étude dont le mandat consistait à :

- Établir une comparaison objective et évolutive des coûts d'approvisionnement en grain, au Québec et chez les principaux concurrents d'Amérique du Nord.
- Identifier et analyser les facteurs qui expliquent les écarts de prix des grains entre le Québec et ses principaux concurrents ainsi que leur évolution dans le temps.
- Dresser un portrait des circuits d'approvisionnement en grain (provenance et intermédiaires).
- Faire des constats sur la compétitivité du coût d'approvisionnement en grain au Québec.

De concert avec les divers intervenants concernés, les Éleveurs de porcs ont par la suite travaillé au développement et à la mise en œuvre d'un plan d'action afin d'appliquer certaines des recommandations suggérées par le Groupe AGÉCO.

Nouvelle génération de bâtiments qui optimise les coûts de production

En raison de la conjoncture économique difficile connue dans le secteur porcin depuis 2004, plusieurs éleveurs ont retardé les investissements dans la rénovation ou la construction de bâtiments. C'est dans cette optique qu'en 2012, les Éleveurs de porcs du Québec ont initié, en collaboration avec le CDAQ, un projet visant à identifier les caractéristiques que devraient avoir les nouveaux bâtiments d'élevage porcin afin d'améliorer la rentabilité des entreprises. Ces bâtiments devront par ailleurs répondre aux nouvelles exigences en termes de bien-être animal, de cohabitation avec le milieu rural et de respect de l'environnement. La firme BPR a été mandatée pour réaliser cette étude et les conclusions de celle-ci ont été diffusées par les Éleveurs auprès de leurs membres.

ASSURER LA GESTION DES RISQUES

L'approche des Éleveurs de porcs du Québec en matière de sécurité des revenus et de gestion des risques passe par une gamme variée et complémentaire d'interventions ayant pour objectif ultime d'assurer la rentabilité et la profitabilité des entreprises. Par exemple, les actions réalisées dans le but d'optimiser les revenus générés par le marché ou pour réduire l'incidence des maladies contribuent certes grandement à la gestion efficace des risques. Puisque de telles actions sont traitées dans d'autres sections du présent rapport, nous nous attarderons ici plus spécifiquement aux interventions portant sur les programmes de sécurité des revenus, l'appui aux investissements et le Service de gestion du risque du marché mis en place par les Éleveurs.

Programmes de sécurité des revenus

Renouvellement du coût de production

Conformément au mandat reçu de La Financière agricole du Québec, le Centre d'étude sur les coûts de production agricoles a entrepris, en 2012, la réalisation d'une enquête ayant pour objectif de revoir le modèle de coûts de production dans le secteur porcin utilisé par la FADQ pour l'application de son Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles.



Préalablement au début des travaux du CECPA, les Éleveurs ont sensibilisé la FADQ quant aux risques que les données recueillies pour l'année 2012 sous-estiment les coûts réels qui devraient être observés en situation dite normale, ceci en raison des difficultés économiques vécues par bon nombre d'entreprises au cours des dernières années. La FADQ fut également sensibilisée à l'importance de prévoir des mesures afin d'éviter que l'entrée en vigueur du nouveau modèle compromette la viabilité d'entreprises encore fragilisées, mais en voie de retrouver le chemin de la rentabilité.

D'un commun accord avec La Financière agricole, il fut alors convenu que les éventuels constats pouvant être liés au contexte économique difficile vécu par le secteur porcin pourraient faire l'objet d'une analyse plus détaillée du CECPA et, le cas échéant, de discussions avec la FADQ quant aux actions qui pourraient être prises. Trois chantiers de travail ont ainsi été créés dont deux visant plus particulièrement les modalités d'application de la nouvelle étude de coûts de production. Le troisième chantier portait sur les enjeux de la nouvelle Convention de mise en marché des porcs.

Plus spécifiquement, le premier chantier avait essentiellement pour objectif d'identifier les éléments dont les coûts pourraient ne pas refléter la réalité de coûts de production en situation normale et d'en documenter les causes. Quant au second chantier, il avait pour objectif d'analyser la problématique et de proposer des mesures possibles de transition. La qualité des échanges avec le CECPA et la FADQ a conduit cette dernière à procéder, lors de l'adoption du nouveau modèle, à des ajustements à la hausse du revenu stabilisé totalisant 2,64 \$ par porc.

Préalablement à l'adoption du nouveau modèle, la FADQ s'était également engagée à poursuivre les discussions avec les Éleveurs sur les enjeux suivants :

- Possibilité d'exclure le secteur porcin de l'application des prix dits anormalement bas.
- Analyse quant à la justification d'apporter des ajustements supplémentaires à la valeur des actifs.
- Baliser l'impact d'une hausse du prix des grains sur la qualité de la couverture ASRA.

Les résultats qui ont découlé de ces travaux sont :

- Ajustement supplémentaire de 22 cents-porc à la valeur de l'amortissement portant le total des ajustements pour ce poste à 76 cents-porc. Cet ajustement fut rendu nécessaire pour corriger l'effet du ralentissement dans les investissements dû aux difficultés financières des entreprises.
- Révision du cadre législatif de l'ASRA afin d'y prévoir la possibilité, pour la FADQ, de ne pas appliquer, sous certaines conditions, les règles inhérentes au prix anormalement bas. Pour le secteur porcin, l'application de cette règle a généré un manque à gagner de 1,38 \$/porc pour l'année 2012. En 2013, le secteur porcin fut exclu de l'application de cette règle.
- Dépôt à la FADQ d'une proposition commune des secteurs bovin, ovin et porcin pour baliser l'effet d'une hausse du prix des grains sur la couverture ASRA. Cette proposition est toujours sur la table de travail de la FADQ et par conséquent demeure au cœur des priorités des Éleveurs.

Groupe de travail sur la sécurité des revenus

À l'automne 2013, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec de l'époque a constitué un groupe de travail ayant pour mandat d'émettre des recommandations sur l'adaptation des outils de gestion des risques liés à l'agriculture. Le comité, composé de représentants du MAPAQ, de la FADQ, de l'UPA et de deux membres externes, a conclu son mandat par le dépôt, en février 2015, d'un rapport contenant une trentaine de pistes de solutions. Certaines d'entre elles répondaient à des attentes exprimées par les Éleveurs de porcs du Québec, soit de :

- Maintenir un Programme ASRA pour les secteurs déjà couverts et qui souhaitent le demeurer.
- Mettre en place un programme d'appui au développement (ex. : pour favoriser l'amélioration du bien-être animal et la résolution de problèmes sectoriels).
- Rendre admissibles au calcul du revenu stabilisé à l'ASRA les prélevés en lien avec la recherche et la promotion.
- Prendre en compte des critères associés aux bonnes pratiques agricoles, au bien-être animal et à la production de biens et de services environnementaux dans les programmes de sécurité du revenu.



À la suite de la publication de ce rapport, les Éleveurs ont joint leur voix à celle de La Coop fédérée et de l'AQINAC pour rappeler au ministre de l'agriculture l'importance de mettre en place :

- Un cadre financier stable et prévisible pour les cinq prochaines années dans l'objectif de sécuriser les investissements qui doivent être réalisés par les entreprises porcines.
- Un programme en appui aux investissements en matière de santé et de bien-être animal.
- Un comité de la filière, constitué par la FADQ, pour discuter des préoccupations soulevées dans le rapport concernant particulièrement le secteur porcin.

L'appui aux investissements

À l'approche d'entreprendre les discussions pour le renouvellement de la Convention de mise en marché 2009 - 2013, les Éleveurs de porcs du Québec ont sensibilisé la FADQ au fait que la situation dans le secteur porcin avait beaucoup évolué depuis l'entrée en vigueur de celle-ci. Les principaux messages véhiculés par les Éleveurs à partir d'une analyse menée par un consultant externe sont toujours d'actualité et se résument ainsi :

- L'entrée en vigueur de la Convention a permis de générer une réduction importante des interventions de l'ASRA en raison de la bonification du prix de vente basé sur une référence américaine.
- Les gains générés par la nouvelle Convention ont été captés aux deux tiers par la FADQ, laissant ainsi peu de liquidités supplémentaires pour permettre aux entreprises d'investir dans le renouvellement de leurs infrastructures.
- Les perspectives futures pour le secteur porcin laissent entrevoir de belles opportunités d'affaires pour autant que les entreprises disposent d'un environnement d'affaires stable, prévisible et propice aux investissements nécessaires pour moderniser les infrastructures de production et s'adapter aux nouvelles exigences sociétales.
- Les difficultés vécues par les entreprises au cours des années 2000 à 2013 résultent du cumul de facteurs d'ordre conjoncturels (ex. : hausse de la valeur de la devise, impact de la sécheresse sur le prix des grains).
- Les prévisions du prix du porc et des grains combinées à l'entrée en vigueur du nouveau modèle de coûts de production laissent présager des niveaux d'intervention moindre du Programme ASRA pour les prochaines années, laissant ainsi à la FADQ plus d'espace budgétaire pour soutenir les entreprises dans les investissements à venir.

Pour investir dans l'amélioration de leur productivité et dans la réponse aux attentes sociétales, les entreprises doivent avoir accès à un programme d'appui aux investissements et au crédit nécessaire pour financer lesdits investissements.

De plus, dans le cadre des négociations pour le renouvellement de la Convention, les Éleveurs et les acheteurs ont convenu d'analyser la faisabilité de soustraire une partie des gains par le biais d'un éventuel fonds fiduciaire. Ce dossier est toujours à l'étude.

Le Service de gestion du risque du marché

Le Service de gestion du risque du marché a été développé par les Éleveurs de porcs du Québec afin de permettre aux entreprises porcines d'anticiper et protéger le revenu de vente des porcs d'abattage en s'appuyant sur le marché à terme et la prise de contrats à livraison différée.

Au début de 2011, les Éleveurs de porcs du Québec ont dû suspendre ce service en raison d'importants appels de marge, résultant de l'effet combiné des augmentations du nombre de contrats et du prix des porcs sur les marchés à terme. Pour permettre le redémarrage du service, les Éleveurs ont proposé des modifications au *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs* afin de limiter le niveau de risque encouru par l'organisation et ainsi éviter de devoir suspendre de nouveau le service.

Dans une décision rendue le 27 février 2012, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a autorisé les modifications proposées par les Éleveurs, introduisant par le fait même les dispositions suivantes dans le règlement :

- L'ouverture d'un nombre limité de périodes consécutives de CLD.
- La limitation du nombre de porcs qu'un producteur peut acheter.
- L'augmentation des frais d'utilisation de 1 \$ à 1,22 \$ afin de se prémunir contre les défauts de paiement.
- La vérification des références auprès de l'institution financière et de trois fournisseurs.

Le Service de gestion du risque du marché a par la suite continué de gagner en popularité. En 2014, il a connu une plus grande utilisation et un nombre d'utilisateurs accru à la suite de l'augmentation des prix du porc. Près de 155 000 porcs ont été placés en contrat à livraison différée par le biais cet outil. Le SGRM comptait également près de 195 éleveurs inscrits.

Soucieux de continuer à offrir un outil efficace, à des coûts concurrentiels, et d'optimiser l'utilisation du service par les producteurs, les Éleveurs de porcs ont poursuivi leurs travaux sur plusieurs fronts. En 2015, un comité de travail interne s'est en effet vu confier le mandat de définir un plan d'améliorations prioritaires au service pour réduire les coûts d'exploitation et le rendre plus attrayant auprès des éleveurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN PAS DE PLUS VERS L'ATTEINTE D'UNE PRODUCTION EXEMPLAIRE



En 2010, les Éleveurs ont adopté une véritable politique de développement durable, faisant en sorte qu'aujourd'hui, le secteur porcin du Québec se distingue avantageusement des autres productions animales dans ce domaine.

Également, en février 2016, les Éleveurs ont tenu une rencontre de travail à laquelle ont participé les éleveurs utilisateurs du service, des conseillers en gestion et un consultant externe. Le but de la rencontre était de valider la pertinence du service et l'intérêt des utilisateurs envers ce dernier. De toute évidence, le SGRM s'avère être un outil d'actualité permettant aux éleveurs de porcs de sécuriser leur marge bénéficiaire brute. Il se démarque entre autres du fait qu'il n'exige aucune liquidité de la part des utilisateurs, ce qui leur laisse une tranquillité d'esprit.

De cette rencontre se sont également dégagées des améliorations à apporter au service pour intéresser davantage d'éleveurs, dont la prise de contrats sur douze mois, la mise en place d'un service d'accompagnement pour les nouveaux utilisateurs ainsi que le développement d'outils d'aide à la décision. Au cours de l'année 2016, les Éleveurs verront à bonifier le service selon les attentes des utilisateurs.

– DES ENTREPRISES PORCINES RENTABLES POUR UNE MEILLEURE COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR

Toute action contribuant à l'amélioration de la rentabilité des entreprises a un impact positif sur la capacité concurrentielle du secteur porcin. La réduction des coûts de production est l'une des clés permettant d'atteindre cet objectif, tout comme les démarches visant à assurer une meilleure gestion des risques. En outre, en agissant ainsi sur la rentabilité des entreprises, les Éleveurs de porcs du Québec contribuent à ce que la production porcine se responsabilise face au soutien financier de l'État.

PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT ET ASSURER UNE COHABITATION HARMONIEUSE

Les Éleveurs de porcs du Québec sont engagés dans une démarche de développement durable et de cohabitation harmonieuse depuis plusieurs années. En 2010, avec l'adoption de leur plan d'action 2010 - 2014 comportant un axe stratégique consacré exclusivement à l'environnement et à l'acceptabilité sociale, ils ont poussé d'un cran les initiatives visant à consolider les performances en matière de développement durable tout en poursuivant la mise en œuvre de solutions innovantes pour améliorer le développement des marchés et accroître les revenus des entreprises porcines.

Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. Plus spécifiquement, dans le cas des Éleveurs, la démarche entreprise reposait sur la certitude que les producteurs de porcs devaient passer à l'action en reconsidérant leurs gestes à l'égard de trois priorités indissociables, soit :

- Maintenir l'intégrité de l'environnement pour assurer la santé et la sécurité des communautés humaines et préserver les écosystèmes qui entretiennent la vie.
- Assurer l'équité sociale pour permettre le plein épanouissement de tous, l'essor des communautés et le respect de la diversité.
- Viser l'efficacité économique pour créer une économie innovante et prospère, écologiquement et socialement responsable.



Au-delà de ce concept, le développement durable se mesure par la mise en œuvre d'indicateurs fiables, durables, quantifiables et représentatifs de chacune des dimensions qu'il aborde.

Indicateurs de développement durable

Les Éleveurs de porcs du Québec ont innové, en octobre 2010, en dotant le secteur de la production porcine québécoise d'indicateurs de développement durable, permettant ainsi de faire un pas important en matière d'acceptabilité sociale du secteur. Il s'agissait d'ailleurs d'une première en agriculture au Québec, voire au Canada.

Les treize indicateurs de développement durable suivants ont été retenus pour la production porcine à la suite d'un processus rigoureux de travail mené avec la collaboration de divers organismes. Ils permettent aux éleveurs porcins de mesurer concrètement le progrès accompli à la ferme en termes d'environnement, d'implication sociale et d'économie.

Indicateurs environnementaux

- Reconnaissance des bonnes pratiques agroenvironnementales et de salubrité à la ferme pour la production porcine
- Évolution des rejets de phosphore
- Bilan des gaz à effet de serre et émissions d'ammoniac

Indicateurs sociaux

- Respect des bonnes pratiques en bien-être animal
- Perception de la population face à la production porcine
- Implication sociale des producteurs porcins dans leur milieu

Indicateurs économiques

- Évolution de la valeur ajoutée
- Évolution du revenu agricole net
- Consommation de viande de porc
- Évolution du ratio d'équité
- Proportion des revenus provenant du marché
- Retombées économiques de la production porcine au Québec
- Évolution des sommes consacrées à la recherche et au développement

Ces indicateurs sont regroupés à l'intérieur d'un document disponible sur le site Internet des Éleveurs. Il contient, pour chaque indicateur, une, pour chaque indicateur, une fiche thématique décrivant les faits saillants, l'enjeu, la méthode de calcul, les résultats et les limites s'y rapportant.

Le lancement officiel de ces treize indicateurs, le 28 octobre 2010, a reçu un accueil très intéressé de la part des différentes instances politiques et environnementales. Cet intérêt envers cette initiative des Éleveurs de porcs du Québec s'est également manifesté de la part des autres provinces et même d'autres pays.

Analyse du cycle de vie de l'élevage porcine

En 2010, les Éleveurs de porcs du Québec ont pris l'initiative d'évaluer, à l'aide de la méthodologie du cycle de vie, les impacts environnementaux et socioéconomiques de la production porcine du Québec. Cette démarche avait pour but d'identifier les opportunités d'amélioration des façons de faire pour réduire les impacts de la production, mais également de comparer les résultats obtenus à ceux de la production porcine ailleurs dans le monde. Réalisée en respect de la norme ISO, la démarche des Éleveurs a comporté trois volets, soit l'empreinte carbone, l'empreinte eau et le bilan socioéconomique.



Empreinte carbone

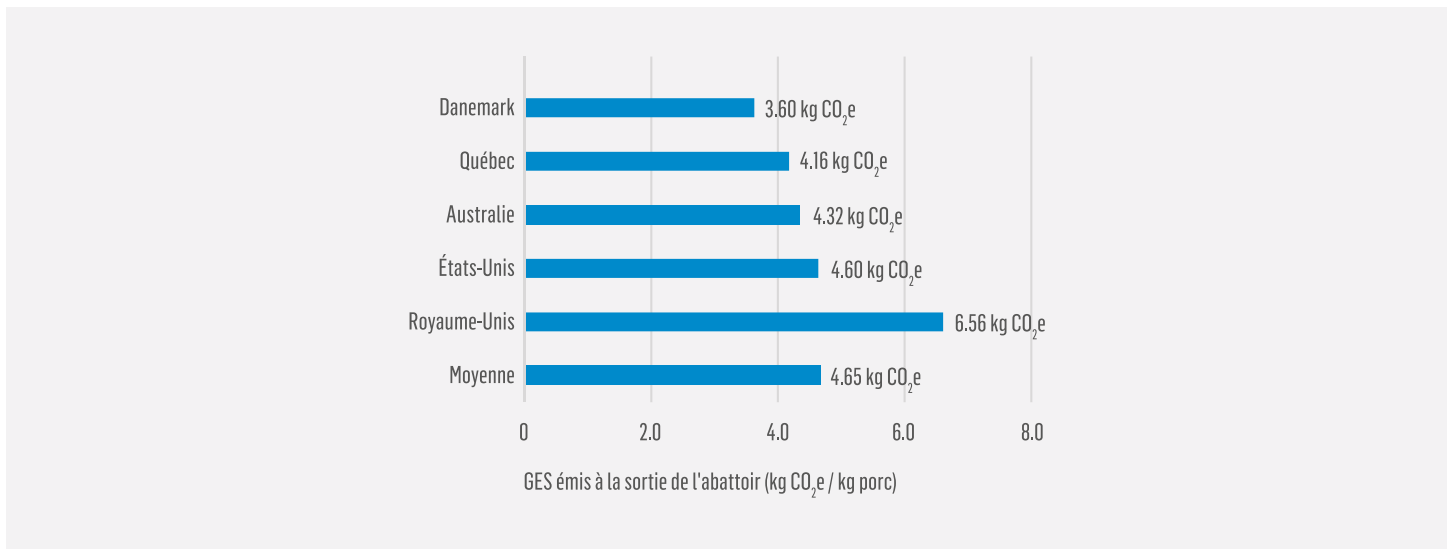
L'empreinte carbone mesure les émissions de gaz à effet de serre dans l'environnement. Dans le contexte où de plus en plus d'études faisaient état de l'influence de l'élevage d'animaux de ferme sur les changements climatiques, les Éleveurs ont voulu estimer l'empreinte carbone de la production porcine du Québec. Mentionnons également que la mondialisation des marchés entraînait la nécessité de positionner le secteur porcine face aux enjeux des changements climatiques.

Il a été convenu de réaliser l'étude en considérant la production agricole requise pour la production de la moulée et d'arrêter la comptabilisation des émissions de GES à la sortie de l'abattoir. L'empreinte carbone a donc été évaluée en considérant les quatre grandes étapes du cycle de vie de la production du porc, soit la production alimentaire, les opérations à la ferme, la gestion du lisier et l'abattage.

Les résultats de cette analyse ont démontré que la production d'un kilogramme de porc au Québec, de la naissance à la sortie de l'abattoir, génère des émissions de GES de 4,16 kg d'équivalent carbone (CO₂e), ce qui était inférieur à l'empreinte carbone des grands pays producteurs de porcs qui affichaient une moyenne de 4,65 kg CO₂e (Figure 20).

Plus spécifiquement, la production alimentaire (50 % de l'empreinte carbone) et la gestion du lisier (37 %) étaient les principales sources de GES du secteur porcin québécois. Les activités d'opération de la ferme (6 %) ainsi que celles reliées au passage à l'abattoir (7 %) contribuaient aussi au dégagement de GES, quoique minimalement.

FIGURE 20 : ÉVALUATION DES GES, DE LA PRODUCTION JUSQU'À L'ABATTAGE DES PORCS, ÉMIS PAR PAYS, 2011



Source : OCO Technologies Inc., 2011.

Avec ces résultats, l'industrie du porc du Québec s'est donné les moyens d'améliorer son empreinte carbone en travaillant sur les activités principalement responsables de celle-ci, en l'occurrence l'alimentation et la gestion du lisier. Il est à noter que le rapport final et une fiche synthèse des résultats obtenus sont disponibles sur le site Internet des Éleveurs.



Empreinte eau

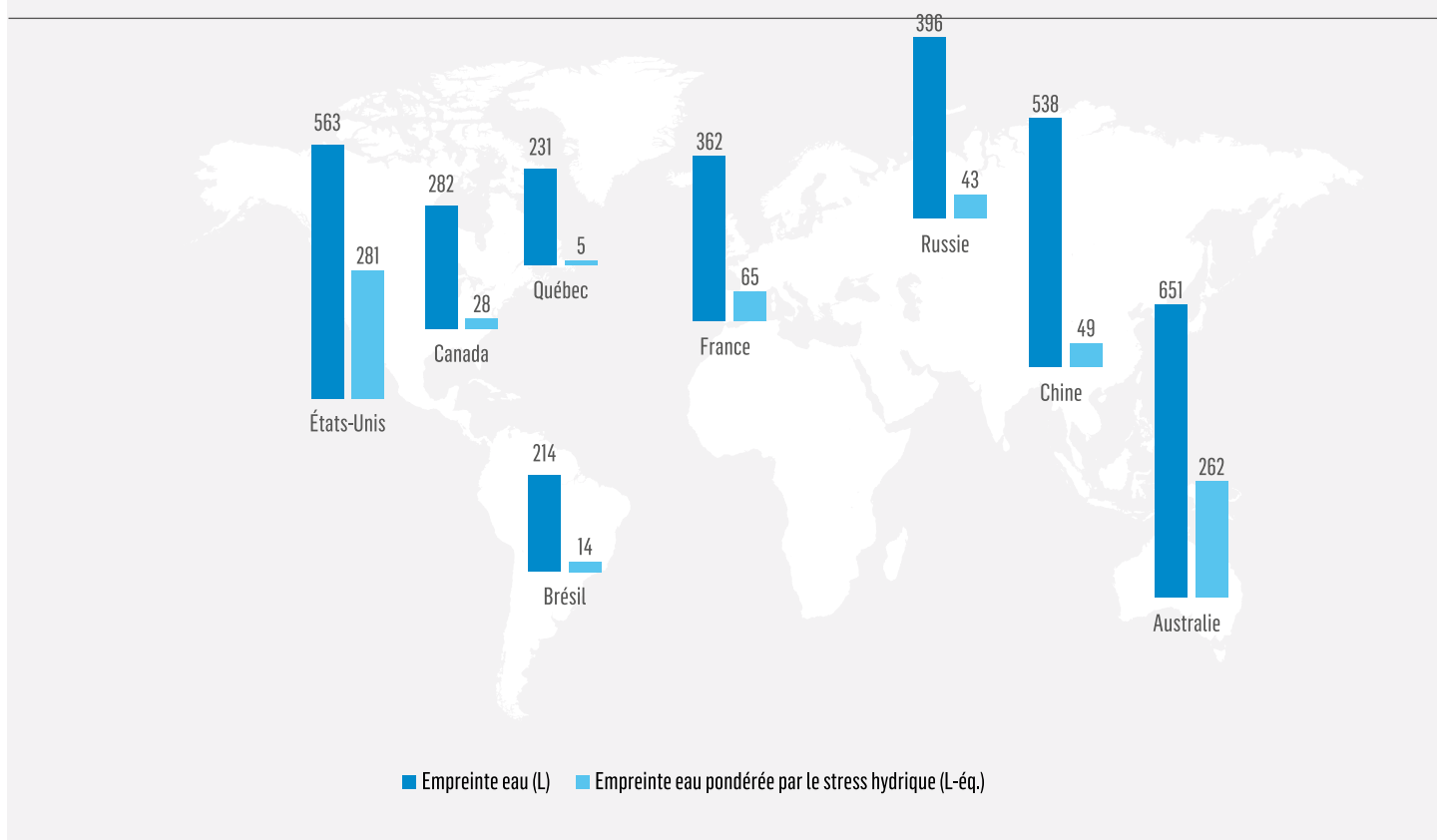
En complément à l'empreinte carbone de la production porcine, les Éleveurs ont continué de progresser en matière de développement durable et ont réalisé, en 2011, l'empreinte eau. Cette empreinte correspond à la consommation d'eau associée à toutes les étapes de fabrication d'un produit.

L'analyse du cycle de vie réalisée pour la composante eau a démontré que cette empreinte s'élevait à 231 litres d'eau par kilo de porc désossé produit au Québec, soit une consommation deux fois moins élevée que la moyenne mondiale qui atteignait 462 litres d'eau (Figure 21). Ce résultat venait clairement démontrer que la production porcine au Québec se situait parmi les plus efficaces au monde pour sa gestion de l'eau.

L'étude des Éleveurs sur les empreintes carbone et eau de la production porcine, basée sur l'analyse du cycle de vie, contribue à répondre aux préoccupations des consommateurs à l'égard des enjeux touchant la production porcine et l'agriculture dans son ensemble. Elle permet en effet d'informer et de sensibiliser le consommateur sur le produit porcin et son impact environnemental.

Les producteurs porcins québécois sont parmi les plus performants du secteur agricole mondial pour leur gestion de l'eau.

FIGURE 21 : PORTRAIT MONDIAL DE LA CONSOMMATION HYDRIQUE DE LA PRODUCTION PORCINE



Source : Water Footprint Network et Pfister, 2009.

Bilan socioéconomique

Afin de s'inscrire dans une perspective complète de développement durable, les Éleveurs ont également étudié les aspects sociaux et économiques de la production porcine. Dans ce contexte, ils ont évalué, en 2012, le bilan socioéconomique en utilisant l'approche du cycle de vie déjà utilisée pour estimer les empreintes carbone et eau.

Sur ce plan, l'étude a démontré que les entreprises porcines québécoises assumaient une large part de leurs responsabilités à l'endroit de leurs employés, de leur collectivité et de leurs partenaires commerciaux. Aussi, les résultats du bilan socioéconomique ont permis de constater que les éleveurs avaient mis en place de bonnes pratiques en matière de salubrité, de bien-être animal, de protection des sols et de cohabitation harmonieuse.

DES RÉSULTATS CONCLUANTS

Alors qu'on se soucie de plus en plus de l'impact des activités agricoles sur l'environnement, les Éleveurs ont été les premiers au monde à effectuer l'analyse complète du cycle de vie de la production porcine. Qui plus est, les résultats de cette démarche menée par des firmes indépendantes ont démontré que l'élevage porcin au Québec affiche une empreinte environnementale plus qu'enviable parmi les grands pays producteurs de porcs.

Fiers de cette performance, les Éleveurs de porcs du Québec ont procédé au dévoilement des résultats de cette analyse du cycle de vie le 21 novembre 2012, en présence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec de l'époque, François Gendron, et d'une vingtaine de députés. Tous ont tiré les mêmes conclusions : les producteurs de porcs, par leur capacité à s'adapter et à innover, ont réalisé des pas de géant en matière de bonnes pratiques environnementales et de cohabitation.

Afin de soutenir les éleveurs de porcs dans l'amélioration continue de leurs pratiques, les Éleveurs de porcs du Québec ont travaillé au développement d'outils d'évaluation des impacts environnementaux de la production porcine à la ferme.

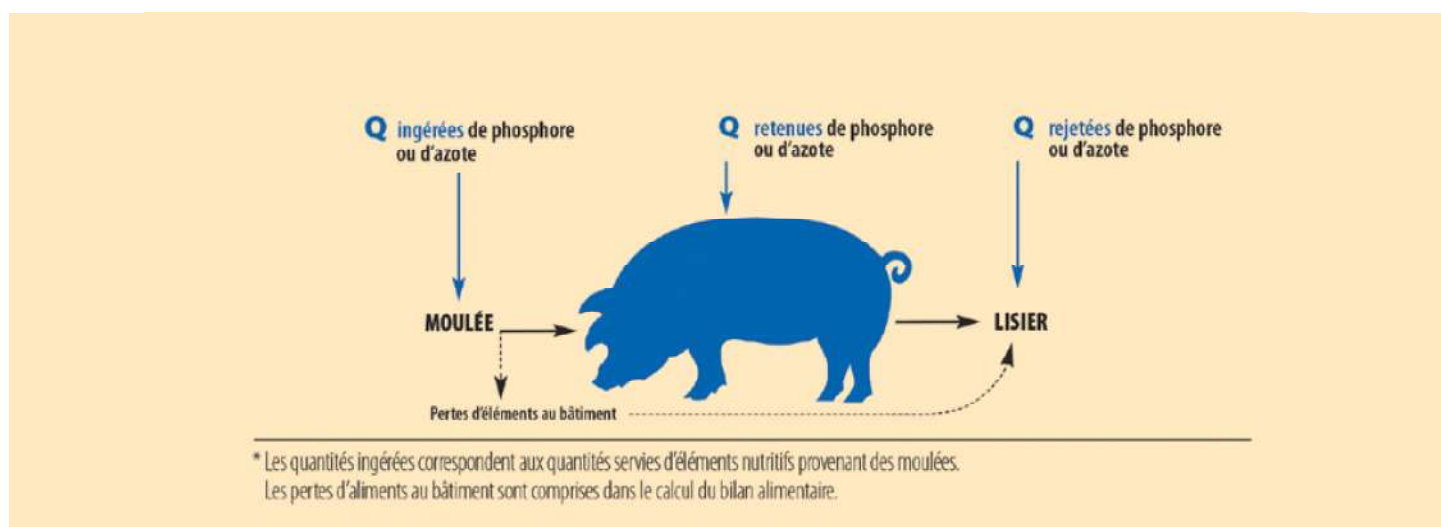
Le calculateur empreinte carbone et empreinte eau

Un premier logiciel, soit un « calculateur », a été développé par les Éleveurs en 2012, en partenariat avec une firme de consultation spécialisée dans l'évaluation des impacts environnementaux. Sur la base d'un questionnaire portant sur les quatre étapes du cycle de vie de la production porcine, l'éleveur obtient les résultats des empreintes carbone et eau de son entreprise, lesquels sont exprimés pour un kilogramme de porc carcasse.

En plus d'intégrer le calcul de l'empreinte carbone et eau de la production porcine du Québec, le calculateur estime les réductions des émissions de GES à la suite de la mise en place de diverses stratégies à la ferme, ce qui permet aux éleveurs d'identifier des pistes d'amélioration et d'atténuer les impacts environnementaux de leur production. Le calculateur est rendu disponible à tous, et ce gratuitement, sur le site Internet des Éleveurs.

Plus récemment, soit en septembre 2015, les Éleveurs, en collaboration avec le Centre de développement du porc, ont rendu disponible un nouveau logiciel pour réaliser des bilans alimentaires. La méthode du bilan alimentaire consiste à calculer la différence entre les éléments nutritifs apportés par la ration alimentaire des porcs (moulée) et ceux que les animaux retiennent pour leur croissance et leur production de chair. Cette différence constitue les éléments rejetés dans les déjections animales (Figure 22). Le calcul du bilan alimentaire permet notamment de comparer l'effet de différentes pratiques d'élevage sur les rejets d'azote et de phosphore. Le logiciel peut également être utilisé pour évaluer les rejets en gaz à effet de serre, tester l'impact de différents scénarios de régie d'élevage sur ce type de rejets et connaître l'efficacité énergétique de l'entreprise.

FIGURE 22 : BILAN ALIMENTAIRE : QUANTITÉS INGÉRÉES* - QUANTITÉS RETENUES = QUANTITÉS REJETÉES



Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, Plan des interventions agroenvironnementales de la FPPQ, Fiche technique n° 2A, Janvier 2007.

En 2012, les Éleveurs de porcs du Québec ont amorcé la production d'un premier rapport de responsabilité sociale pour le secteur porcin au Québec, en tenant compte des trois piliers du développement durable, soit l'environnement, le social et l'économie. Cette démarche s'inscrivait dans la continuité des efforts entrepris en matière de développement durable ces dernières années, après l'établissement d'indicateurs de développement durable et l'analyse du cycle de vie.



La réalisation du rapport de responsabilité sociale a permis de dresser le bilan des actions réalisées au cours des années précédentes et de positionner l'organisation dans une démarche de reddition de comptes officielle et d'amélioration continue. En effet, pour cette première reddition de comptes, les Éleveurs visaient plusieurs objectifs. Ils voulaient avant tout faire preuve de transparence en diffusant davantage les moyens adoptés et les résultats obtenus des initiatives prises. Ils visaient aussi à structurer le mieux possible les actions à entreprendre pour accompagner les éleveurs engagés dans une démarche d'amélioration continue.

Le rapport de responsabilité sociale des Éleveurs a fait l'objet d'une démarche novatrice, structurée et reconnue puisque sa réalisation s'est appuyée sur une méthodologie développée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il s'agit des lignes directrices « Évaluation de la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires » (Sustainability Assessment of Food and Agriculture System – SAFA), un outil de référence international pour communiquer l'information et évaluer la performance en matière de développement durable des entreprises et des organisations œuvrant dans les secteurs agricole et agroalimentaire. D'ailleurs, les Éleveurs de porcs du Québec ont été l'une des 23 organisations à travers le monde à tester l'outil SAFA, mais également à émettre des recommandations pour l'améliorer et l'adapter au contexte du secteur porcin.



Ainsi, dans le cadre de ce projet réalisé en collaboration avec le Groupe AGÉCO, plusieurs éleveurs de porcs ainsi qu'une trentaine d'organisations et d'entreprises partenaires ont été consultés afin d'évaluer leur perception des enjeux prioritaires des Éleveurs en matière de responsabilité sociale. Cette initiative était structurée autour des cinq axes suivants :

- Gouvernance
- Gestion respectueuse de l'environnement
- Bien-être animal, santé animale et salubrité
- Performance économique
- Bien-être des travailleurs et cohabitation harmonieuse

Par cette démarche, les Éleveurs ont défini, pour chacun des cinq axes, des actions devant être réalisées d'ici 2017. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de cinq grands engagements.

Cinq grands engagements

- Assurer un leadership pour la coordination des intérêts et des efforts des parties prenantes internes et externes.
- Accompagner les éleveurs dans l'amélioration de leur performance environnementale.
- Veiller à ce que les éleveurs aient les ressources et moyens nécessaires leur permettant de mettre en œuvre les meilleures pratiques d'élevage en matière de bien-être animal et de santé animale.
- Poursuivre la mise en œuvre des solutions efficaces et innovantes visant à améliorer la rentabilité des entreprises.
- Poursuivre la démarche d'acceptabilité sociale, de cohabitation harmonieuse et d'attractivité du secteur pour les travailleurs et la relève.

Il est à noter que le système couvert par le rapport de responsabilité sociale englobait l'ensemble des activités liées à l'élevage et à la mise en marché du porc au Québec et relevant des Éleveurs de porcs du Québec ou de leurs membres.

Lancement officiel du rapport de responsabilité sociale

C'est le 28 mai 2014 que les Éleveurs ont procédé au dévoilement de ce premier rapport de responsabilité sociale, devenant ainsi la première organisation du secteur agricole canadien à prendre un tel engagement. Au lendemain du dévoilement, le rapport fut aussi envoyé aux 125 députés de l'Assemblée nationale qui ont accueilli positivement cette initiative, comme en témoigne la motion de félicitations suivante qu'ils ont adoptée à l'unanimité, le 5 juin 2014, à l'égard des Éleveurs de porcs du Québec.

« Que l'Assemblée nationale félicite Les Éleveurs de porcs du Québec d'avoir été la première production porcine au monde à utiliser l'outil de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture visant à évaluer la performance en matière de développement durable dans le domaine agricole. »

Le comité cohabitation et environnement des Éleveurs est responsable du suivi de la mise en œuvre de la démarche de responsabilité sociale. À cet effet, il effectue le suivi des actions définies dans le rapport et propose, selon le contexte, de nouvelles actions à réaliser d'ici 2017. Le bilan de l'avancement des actions pour chacun des cinq axes est présenté sur le site Internet des Éleveurs de porcs du Québec. Mentionnons que plusieurs des actions définies en 2014 ont été réalisées selon l'échéancier prévu. Il est également à noter que le rapport de responsabilité sociale fera l'objet d'une mise à jour tous les trois ans. Sa prochaine édition est donc prévue pour 2018.

BONNES PRATIQUES AGROENVIRONNEMENTALES ET DE COHABITATION

L'un des défis des Éleveurs de porcs du Québec est de répondre aux besoins des marchés et aux exigences des consommateurs, tout en s'assurant que les producteurs ont les outils nécessaires en main pour s'y conformer.

L'acceptabilité sociale de la production porcine est depuis plusieurs années un enjeu majeur pour les éleveurs porcins. Dans ce contexte, les Éleveurs ont travaillé à l'élaboration d'un cahier des charges Élevage porcine - Bonnes pratiques agroenvironnementales et de cohabitation précisant les exigences que doivent respecter les exploitants porcins afin de démontrer la mise en application de ces pratiques dans leur entreprise. Publié en 2010, ce cahier des charges comporte treize exigences liées à la gestion agronomique et environnementale des matières fertilisantes et à celle des pratiques de cohabitation.

PROGRAMMES DE CERTIFICATION À LA FERME

Nouveau Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs



En complément à cette démarche, les Éleveurs ont développé, avec Gestion Qualiterra, une firme spécialisée dans le domaine de la gestion des programmes de qualité associés aux produits agricoles, les modalités d'application du cahier de charges afin de définir les conditions de reconnaissance des bonnes pratiques d'une exploitation porcine. L'opérationnalisation de ces modalités d'application a d'ailleurs été validée lors d'un projet pilote qui a débuté en janvier 2011 par le biais d'audits sur une dizaine de fermes porcines. Un certificat de reconnaissance a été remis aux fermes participantes.



Avec ce projet, les Éleveurs ont pu faire la promotion de la gestion agroenvironnementale des matières fertilisantes, de l'utilisation de pratiques favorisant la cohabitation et de la prévention de la pollution des ressources eau, sol et air. Ils ont ainsi contribué à sensibiliser les éleveurs à l'importance d'assurer le développement futur de leur entreprise dans une optique de développement durable et de se doter d'outils pour mesurer leurs performances.

Finalement, plusieurs activités de diffusion, auprès des éleveurs, des technologies environnementales ainsi que des bonnes pratiques à la ferme ont été intégrées au plan d'action des Éleveurs 2010 - 2014, dont :

- Le Guide des technologies de traitement de lisier de porcs
- Le Colloque sur la gestion des gaz et des odeurs en production porcine
- L'efficacité énergétique

Les consommateurs se préoccupent de la provenance, des conditions de production et de la qualité des produits qu'ils achètent. Pour répondre à ces préoccupations, des normes et des codes de pratiques ont été développés pour assurer le bien-être des animaux lors de leur élevage, mais également lors de leur transport et de l'abattage.

Le Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs datant de 1996, un exercice de révision a été initié en 2010 par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage, avec la collaboration du Conseil canadien du porc. En tant qu'organisation provinciale membre du CCP, les Éleveurs de porcs du Québec ont été impliqués au sein du comité national mandaté de réviser ce code. C'est le 6 mars 2014 que le CNSAE annonçait l'adoption du nouveau Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs.

Comme ce code est un document de référence canadienne qui balise les pratiques acceptables en matière de bien-être pour l'espèce porcine, il n'est pas reconnu comme étant un programme de certification des pratiques à la ferme. C'est pour cette raison que le programme de certification de bien-être animal intègre les exigences de ce code de pratiques.

Révision des programmes AQC^{MD} et BEA^{MC}

Les programmes de certification Assurance qualité canadienne et Bien-être animal ont été élaborés sous l'égide du Conseil canadien du porc en 1998 et 2005 respectivement. Ils visent à assurer la salubrité des aliments et la qualité des soins aux animaux à la ferme, mais également à répondre aux demandes des marchés en matière de transparence sur les pratiques de production utilisées dans les élevages.

Accompagnement et soutien des valideurs du programme AQC^{MD} - BEA^{MC}

Cette dimension de transparence est importante, notamment à l'égard des marchés d'exportation, considérant le fait que le Québec a exporté, au cours des cinq dernières années, de la viande de porc dans plus de 130 pays différents. En effet, par l'adhésion à de tels programmes de certification, les éleveurs sont en mesure de démontrer que leur produit est salubre et qu'ils adhèrent au principe de bien-être animal.

Au Canada, l'adhésion à ces programmes est volontaire, sauf au Québec. En effet, les Éleveurs de porcs du Québec ont été très proactifs en intégrant, dans la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 et le *Règlement sur la production et la mise en marché des porcs*, l'obligation pour les éleveurs de livrer des porcs provenant d'un site de production certifié AQC^{MD}. Aussi, mentionnons qu'en 2012, la portée du programme AQC^{MD} a été élargie pour englober les exigences relatives au bien-être animal, signifiant par le fait même que depuis le 1^{er} janvier 2012, les éleveurs de porcs canadiens doivent répondre aux exigences du programme BEA^{MC} pour conserver leur accréditation AQC^{MD}. Pour les éleveurs de porcs du Québec, lesquels sont assujettis à la Convention de mise en marché et conséquemment au respect du programme d'Assurance qualité canadienne, cette fusion des deux programmes s'est traduite par l'obligation de respecter les exigences en matière de bien-être animal.

Après plus de 15 ans d'application, des travaux de mise à jour du programme AQC^{MD} - BEA^{MC} ont été initiés par le Conseil canadien du porc à l'automne 2014, soit après la publication du Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs. Compte tenu de l'importance de ces travaux pour le secteur porcin québécois, les Éleveurs de porcs se sont activement engagés dans toute cette démarche en tant que membre des divers comités de travail mis en place. Le programme qui remplacera le programme AQC^{MD} - BEA^{MC} portera le nom de « Excellence du porc canadien » Il comportera, comme son prédécesseur, une composante « Porc salubrité » et une composante « Porc bien-être ». Le travail est en voie de finalisation et le CCP prévoit mettre le nouveau programme et le matériel à l'essai sur quelques fermes porcines dès l'automne 2016, pour une entrée en vigueur dès 2018.

Les Éleveurs de porcs du Québec s'impliqueront alors dans la mise à jour et la simplification du Manuel du producteur, soit un guide de référence destiné aux éleveurs. Ils verront également à organiser des formations à l'intention des valideurs et des producteurs.

En préparation à l'entrée en vigueur du nouveau programme AQC^{MD} - BEA^{MC} qui était initialement prévue début 2016, les Éleveurs de porcs du Québec ont rencontré à deux reprises, entre janvier 2014 et février 2015, les 45 valideurs accrédités au Québec. Ils ont pu ainsi les informer du processus de révision en cours, de l'adoption de nouvelles règles de validation et de leurs rôles comme auditeurs à l'égard du nouveau programme de certification à venir.

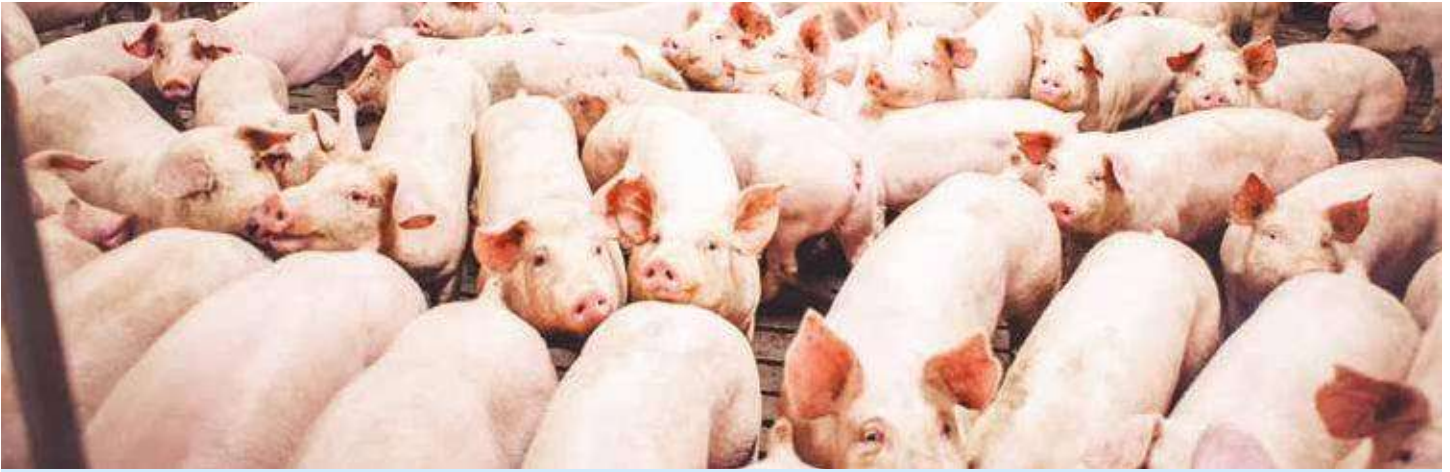
Par ailleurs, les Éleveurs ont travaillé, en 2014, sur un projet visant à développer une version du rapport de validation pour tablette électronique. L'objectif était d'améliorer l'efficacité du traitement de ces rapports et d'accélérer le processus d'émission des certificats aux producteurs. En 2015, à partir de cette expérience pilote, les Éleveurs ont collaboré avec le Conseil canadien du porc à la préparation d'une demande d'aide financière pour le développement d'une version améliorée de ce projet « sans papier ».

Accompagnement des éleveurs dans l'application des nouvelles exigences du programme AQC^{MD} - BEA^{MC}

L'adoption d'une nouvelle version du Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs et, éventuellement, l'entrée en vigueur du nouveau programme de certification Excellence du porc canadien, vont engendrer une modification de certaines pratiques d'élevage. Le logement des truies gestantes et la densité d'élevage en pouponnière et en croissance-finition sont notamment visés, tout comme les pratiques relatives à la castration et la coupe de la queue des animaux.

Comme organisation mandataire du CCP pour la mise en application du programme de certification AQC^{MD} - BEA^{MC} au Québec, les Éleveurs de porcs du Québec se font le devoir d'accompagner les producteurs dans la modification de leurs modes actuels de production dans une optique de bien-être animal, ceci sans compromettre la qualité et la productivité.

Dans cette perspective, les Éleveurs ont pris l'initiative de développer des outils visant à soutenir les producteurs dans l'application graduelle de ces nouvelles exigences. Ils ont ainsi participé financièrement et collaboré au développement de trois projets réalisés par le Centre de développement du porc du Québec en 2014.



Outils de soutien à la mise en application du programme AQC^{MD}- BEA^{MC}

Premier projet : Truies en groupe

Ce projet a permis de documenter les premières transformations de bâtiments pour loger les truies gestantes en groupe, lesquelles sont nécessaires pour répondre aux normes du nouveau Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs.

Quatre fiches synthèses sur les différents systèmes d'alimentation ont été produites à l'intention des éleveurs, en plus d'une série d'articles dans le magazine Porc Québec.

Deuxième projet : Développement de matériel de promotion et d'information sur les truies en groupe

Ce projet a mené à la réalisation des outils suivants :

- Présentation multimédia (PowerPoint) sur l'état de situation du mode d'élevage des truies gestantes en groupe dans le monde.
- Présentation sur les différents systèmes en Europe et en Amérique du Nord ainsi que sur les paramètres de conception et d'opération à considérer.
- Vidéo explicative, avec narration, sur différents systèmes de logement en groupe.
- Fiche technico-économique résumant les différents systèmes de logement des truies.
- Deux séances de formation offertes les 25 et 26 février 2015.

De plus, compte tenu des nouvelles règles prévues dans le Code de bonnes pratiques au sujet de la castration, des propositions de protocoles sont actuellement en cours d'élaboration afin d'offrir plus d'une solution aux éleveurs de porcs.

Troisième projet :

Animaux fragilisés et modifications à la politique

Depuis les dernières modifications apportées à la *Politique sur les animaux fragilisés* en 2014, les Éleveurs de porcs ont dû intervenir fréquemment pour contribuer à les clarifier. Pour pallier ce problème, les Éleveurs et les intervenants de l'industrie se sont concertés et ont travaillé à l'élaboration d'outils afin d'aider les éleveurs et les intervenants dans la mise en application de cette politique et dans leur prise de décision.

Des vidéos, une affiche, une liste de contrôle ainsi qu'une fiche synthèse sur les pénalités ont ainsi été élaborées en collaboration avec le CDPQ et ont été distribuées aux éleveurs et intervenants. L'Agence canadienne d'inspection des aliments a également été consultée pour la réalisation de ces outils.

Adaptation des bâtiments d'élevage aux normes de bien-être

Le respect des nouvelles exigences de bien-être animal entraîne l'obligation de modifier les pratiques d'élevage. Pour les éleveurs de porcs, il y a nécessairement un coût d'associé à ces modifications, notamment en ce qui concerne l'adaptation des bâtiments aux normes, dont celle portant sur le logement en groupe. Bien que les producteurs veuillent adopter ces nouvelles normes, ils ne pourront faire face seuls à cet enjeu majeur. Les Éleveurs de porcs du Québec sont d'avis que ces coûts doivent être partagés entre les producteurs, les partenaires de la filière et les consommateurs.

À cet effet, en 2012, les Éleveurs ont confié au CDPQ le mandat de réaliser une étude visant à évaluer l'impact économique des nouvelles exigences sociétales en matière de bien-être animal sur les modes de production au Québec, dont principalement les coûts de construction et de rénovation des bâtiments, ainsi que sur la rentabilité des élevages porcins au Québec. Les résultats de cette étude ont été portés à l'attention des gouvernements fédéral et provincial, des acheteurs et des partenaires afin de trouver des solutions et d'établir une stratégie d'investissement qui permettrait au secteur porcin de s'adapter à cette nouvelle réalité. En outre, les Éleveurs ont vu à informer les producteurs des résultats de cette étude et à leur présenter les options existantes quant aux différents systèmes de logement en groupe afin qu'ils prennent des décisions éclairées et adaptées à leur situation.

PROGRAMME CANADIEN DE CERTIFICATION DES PORCS EXEMPTS DE RACTOPAMINE

Peu de temps après la fusion des programmes AQC^{MD} et BEA^{MC}, c'est le Programme canadien de certification de porcs exempts de ractopamine qui a été officiellement lancé en avril 2013. Ce programme a rapidement été mis sur pied afin de démontrer la conformité des entreprises porcines aux nouvelles exigences de certains marchés d'exportation dont celui de la Russie, qui avait subitement décidé, à la fin de 2012, d'interdire l'importation de viande de porc traités à la ractopamine.

Contrairement au programme AQC^{MD} - BEA^{MC} qui vise les éleveurs, le PCPER s'adresse aux abattoirs qui sont tenus de signer une entente avec chacun des éleveurs avec qui ils font affaires. Les Éleveurs ont encouragé leurs membres à changer leurs pratiques d'élevage à cet égard et les acheteurs, à adhérer à ce programme, ce qui fait qu'en 2015, la totalité des abattoirs du Québec faisaient la mise en marché de porcs exempts de ractopamine.

La mise sur pied du Programme canadien de certification de porcs sans ractopamine et, conséquemment, les changements apportés dans les pratiques d'élevage et de mise en marché ont été provoqués par la position prise par la Russie. Aujourd'hui, plusieurs autres marchés d'importance, dont celui de la Chine, ont cette même exigence à l'égard de la ractopamine. Le secteur porcin québécois s'est donc bien positionné en adhérant à ce programme et peut ainsi maintenir, voire développer de nouveaux marchés d'exportation.

– **CONCILIER LES ATTENTES SOCIÉTALES ET LA RENTABILITÉ**

Les programmes de certification AQC^{MD} et BEA^{MC} posent un défi de taille aux producteurs de porcs qui doivent trouver le moyen de concilier les attentes des citoyens en matière de salubrité des produits et de bien-être animal avec la rentabilité économique de leur entreprise.

Les Éleveurs de porcs du Québec ont à maintes fois fait valoir que le secteur gagnait à considérer ces programmes comme une opportunité et non comme une contrainte. Ils étaient en effet conscients que le respect d'une norme nationale cohérente en matière de salubrité des aliments et de bien-être animal permettait de garantir la qualité des produits et, conséquemment, de contribuer à la notoriété du porc québécois. Ces programmes ont ainsi contribué à maintenir l'accès aux marchés d'exportation existants et à gagner l'accès à de nouveaux marchés. Enfin, ils ont également permis de mettre rapidement en place le Programme canadien de certification des porcs sans ractopamine, ce qui a aidé le Québec à reconquérir l'accès au marché de la Russie en 2013. Les Éleveurs poursuivent leur implication au sein du Conseil canadien du porc ainsi que leur travail de mobilisation et d'accompagnement de leurs membres en vue de la promotion et de la mise en œuvre du futur programme Excellence du porc canadien.



MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES, UN ENJEU DE COHABITATION

L'enquête menée par le Centre d'études sur les coûts de production en agriculture, à partir des données de 2012, a notamment permis d'observer que la conjoncture difficile qui a précédé l'enquête s'est traduite par des retards importants dans les investissements réalisés pour moderniser les installations de production. Également, la mise aux normes des entreprises pour le bien-être animal s'ajoute à la nécessité d'investir pour assurer le développement et la rentabilité des entreprises.

Par ailleurs, malgré les efforts déployés par les intervenants de la filière au fil des ans, les préoccupations de la population à l'égard de la production porcine demeurent encore bien présentes. Les réactions qui en résultent peuvent parfois nuire au secteur porcin. De fait, les élus municipaux peuvent être portés à répondre à ces réactions en adoptant des mesures plus contraignantes ou hésiter à modifier les règles en vigueur pour les adapter aux nouvelles réalités. À titre d'exemple, mentionnons que dans certaines MRC, les limites prescrites sur la taille des bâtiments sont susceptibles de compromettre la capacité des éleveurs à augmenter la dimension des bâtisses pour s'adapter aux nouvelles exigences en matière de bien-être animal.

Dans cette perspective, les Éleveurs ont, en janvier 2015, constitué un comité de travail qui a essentiellement comme mandat de veiller :

- À rassurer la population et les décideurs quant à l'engagement des entreprises et quant aux mesures prises pour répondre aux préoccupations de la population.
- À ce que les entreprises disposent d'un cadre juridique qui leur permette de s'adapter aux nouvelles réalités (bien-être animal, biosécurité, révision du modèle d'entreprise, etc.).

Dans un autre ordre d'idées, les projets de construction ou d'agrandissement de pouponnières sont actuellement assujettis à une référence de calcul qui a pour effet de surestimer le nombre d'unités animales. Aux fins d'établir ce nombre, les porcelets vendus à un poids de plus de 20 kg à la sortie de la pouponnière sont considérés au même titre que si le poids de vente était de 100 kg. À cet effet, les Éleveurs de porcs du Québec effectuent des représentations pour que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques tienne compte du poids réel de vente dans sa réglementation.

Enfin, le plan stratégique de la filière porcine prévoit la réalisation de démarches auprès des instances politiques et techniques pour expliquer l'état de la situation, les besoins du secteur ainsi que les nouvelles technologies qui peuvent être intégrées au sein des bâtiments et contribuer à améliorer la santé et le bien-être des animaux. Les actions ciblées visent également à identifier les facteurs de succès et d'échec des nouveaux projets d'élevage sur le plan de l'acceptabilité sociale.

UN PAS DE PLUS VERS UNE PRODUCTION EXEMPLAIRE

Inscrits dans une démarche de développement durable et de cohabitation harmonieuse depuis plusieurs années, les Éleveurs de porcs du Québec ont, au cours de la présente période 2010 à 2015, entrepris plusieurs nouvelles initiatives visant à consolider les performances en matière de développement durable, tout en poursuivant la mise en œuvre de solutions innovantes pour améliorer la rentabilité des entreprises.

Comme nous l'avons vu, le travail réalisé s'est notamment traduit par l'analyse du cycle de vie de la production porcine et par la publication du premier rapport de responsabilité sociale des Éleveurs. Sur le plan du bien-être animal, des outils ont été élaborés pour accompagner les éleveurs dans l'application des dispositions prévues au nouveau Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs. Enfin, en matière de cohabitation, une stratégie a été élaborée pour appuyer les projets de rénovation des infrastructures et d'investissement des entreprises.

Les importants efforts déployés et les résultats obtenus ont été tangibles pour les éleveurs puisqu'ils ont permis de faire un pas de plus en matière de protection de l'environnement et de cohabitation. De plus, ils ont concouru à assurer un meilleur positionnement du produit et de la profession auprès des consommateurs et des citoyens du Québec, contribuant ainsi à la reconquête de ce marché. Aussi, mentionnons que la somme des actions menées plus spécifiquement à l'égard des programmes de certification aura permis de maintenir et de développer les marchés d'exportation, si importants pour le secteur porcine. Somme toute, ces réalisations des Éleveurs de porcs du Québec en matière de développement durable et de cohabitation harmonieuse s'inscrivent dans la stratégie de développement des marchés et d'accroissement des revenus des éleveurs et en ce sens, elles y ont très fortement contribué.



SE MOBILISER POUR LA SANTÉ ANIMALE

Très au fait de l'impact majeur de la santé des troupeaux sur la rentabilité des entreprises, les Éleveurs de porcs du Québec ont mis en place plusieurs stratégies pour maximiser les efforts en matière de santé porcine et de biosécurité. L'approche préconisée est simple mais efficace : basée sur une surveillance étroite des maladies, elle repose grandement sur la communication et la mobilisation de tous les intervenants engagés, incluant les partenaires gouvernementaux. Comme le démontre la présente section, les résultats sont là, mais la vigilance demeure toujours de mise sur chaque ferme.



OUTILS D'INTERVENTIONS CONCERTÉES EN MATIÈRE DE SANTÉ PORCINE

Création de l'Équipe québécoise de santé porcine

En 2009, face à la menace que représentait l'introduction d'une maladie à déclaration obligatoire, telle la fièvre aphteuse, les Éleveurs de porcs du Québec ont fait preuve de proactivité en proposant, aux membres de la Table filière porcine, le développement d'un plan de mesures d'urgence spécifique à la production porcine, ceci sur la base du plan de mesures d'urgence élaboré dans le secteur de la volaille, soit l'EQCMA. En 2010, un financement accordé par le Conseil de développement de l'agriculture du Québec et les Éleveurs de porcs du Québec a permis l'élaboration d'un tel plan. À la fin du projet, soit en décembre 2012, un exercice de simulation impliquant tous les intervenants de la filière a été organisé afin de statuer sur les moyens d'assurer la mobilisation de l'ensemble des partenaires de l'industrie dans l'éventualité d'une crise sanitaire.



Forts de cette expérience, les partenaires de la filière ont conclu à la nécessité d'assurer la mise en place et la pérennité d'un tel plan de mesures d'urgence en créant une structure officielle. C'est ainsi que l'Équipe québécoise de santé porcine a été officiellement formée, le 25 juin 2013, avec l'aide du financement de trois partenaires majeurs, soit les Éleveurs de porcs du Québec, les abattoirs signataires de la Convention de mise en marché des porcs et l'AQINAC. Le président des Éleveurs, David Boissonneault, a alors été nommé à la présidence de l'EQSP.

Encore aujourd'hui, les Éleveurs de porcs du Québec considèrent primordial de soutenir la mission de l'EQSP qui est de « travailler, de concert avec les autorités gouvernementales et les intervenants de l'industrie porcine, à la prévention, la préparation et l'intervention contre des maladies porcines ciblées afin d'en minimiser les impacts potentiels sur l'ensemble de la filière porcine ». Ils contribuent ainsi de façon importante à la mise en œuvre du plan de mesures d'urgence de l'EQSP et à la réalisation d'autres activités en lien avec la biosécurité, que ce soit par le biais de données qu'ils fournissent sur la production porcine ou par le biais de communications effectuées auprès des éleveurs.

On peut également dire que les Éleveurs ont été visionnaires si l'on considère notamment le rôle prépondérant que l'EQSP joue en matière de surveillance et de contrôle de la diarrhée épidémique porcine.

Programme d'accompagnement en santé porcine 2013 - 2018

Les risques d'introduction de maladies dans les troupeaux porcins devenant de plus en plus élevés, il devenait important pour les Éleveurs que le secteur porcine se dote d'un plan d'action. Il en allait de la rentabilité, voire même de la survie de plusieurs entreprises porcines.

En 2012, les Éleveurs de porcs du Québec, de concert avec le comité santé de la Table filière porcine, ont initié la réalisation d'un tel plan d'action qui a donné lieu au Programme d'accompagnement en santé porcine 2013 - 2018.

En effet, ce plan est le fruit de la réflexion menée par un groupe de travail multidisciplinaire, mandaté à cette fin par les Éleveurs. Celui-ci regroupait des gens hautement qualifiés dans leurs différentes sphères d'activité, dont des vétérinaires, des agronomes et des producteurs, tous représentatifs de la production porcine québécoise. Le mandat du groupe consistait à développer le cadre d'un programme universel d'accompagnement en santé porcine, s'inscrivant comme une suite logique des initiatives déjà entreprises. Ce plan d'accompagnement constitue aujourd'hui un guide d'importance dans le développement d'interventions concertées en matière de santé porcine et aide les Éleveurs à déterminer les actions prioritaires à mener jusqu'en 2018.



LUTTE CONTRE LA DIARRHÉE ÉPIDÉMIQUE PORCINE

Mobilisation du secteur pour contrer l'apparition de la DEP

La diarrhée épidémique porcine a fait son apparition aux États-Unis en avril 2013. Face à la menace que représentait cette maladie, les délégués présents à l'assemblée annuelle des Éleveurs de juin 2013 ont adopté une résolution visant l'élaboration d'un plan d'action pour contrer l'introduction et la propagation de ce virus dans le cheptel québécois. Ce mandat ainsi que la coordination des activités de surveillance et de contrôle de la DEP ont alors été confiés à l'EQSP. Le plan de mesures d'urgence élaboré en 2012 a ainsi été repris et adapté pour produire un plan d'action spécifique à la diarrhée épidémique porcine.

Une des premières initiatives menées dans le cadre de ce plan d'action a porté sur la réalisation d'un projet visant à mieux comprendre le virus et à mieux connaître les facteurs de risque de son introduction et de sa propagation au Québec. Ce projet, qui bénéficiait du soutien financier du MAPAQ, s'est terminé en décembre 2013. Il a notamment contribué à établir les moyens nécessaires pour réduire le risque d'introduction de la DEP au Québec.

La communication a également été au cœur de toutes les activités de l'EQSP pour prévenir l'incursion et la propagation de la diarrhée épidémique porcine au Québec. Elle a d'ailleurs été axée sur la transparence et la mobilisation de l'ensemble des partenaires de la filière porcine. Aucun effort n'a été épargné pour sensibiliser tous les intervenants à cette grave maladie, particulièrement les éleveurs de porcs, les transporteurs et les exploitants d'abattoirs, ceci par l'intermédiaire d'une stratégie de prévention, de mobilisation et d'information percutante.

Les Éleveurs ont participé activement aux nombreux efforts de communication de l'EQSP, notamment par :

- La transmission d'une trentaine de messages ciblés de l'EQSP, d'avril 2014 à mars 2015, par le bulletin Flash et le site Internet des Éleveurs de porcs du Québec.
- La diffusion d'une quarantaine d'avis sur la mise à jour hebdomadaire de l'évolution des cas de DEP et de Delta coronavirus porcine aux États-Unis et au Canada.
- La réalisation de près de 150 publications « Chronique DEP ».
- La publication d'une dizaine d'articles dans le magazine Porc Québec.
- La participation à l'organisation de sessions d'information sur la DEP par le biais des syndicats régionaux, lesquelles ont permis de joindre quelque 900 éleveurs et 130 transporteurs.

Surveillance et contrôle de la DEP

Le 22 février 2014, un premier cas de diarrhée épidémique porcine était confirmé sur le territoire québécois. Depuis, seize sites ont été identifiés positifs. Grâce à la stratégie d'éradication mise en place, la totalité de ces sites a retrouvé un statut négatif selon les critères établis par l'EQSP.

Pour les Éleveurs de porcs du Québec, l'efficacité en matière de surveillance et de contrôle de la DEP repose d'abord et avant tout sur la volonté des acteurs concernés à :

- Déclarer, le cas échéant, un résultat de tests positifs auprès du coordonnateur de l'EQSP.
- Participer à l'application de mesures de contrôle définies par l'EQSP pour éradiquer le virus.

À cet égard, ils ont encore joué un rôle de premier ordre dans la mise en application du plan d'action de prévention et d'intervention de l'Équipe québécoise de santé porcine.

Relativement aux mesures d'intervention, le Service de la mise en marché des Éleveurs a appuyé le coordonnateur de l'EQSP pour identifier et aviser tous les propriétaires d'élevages porcins qui étaient situés dans un rayon de 5 km d'un site infecté ou en lien épidémiologique avec une entreprise porcine qui avait obtenu des tests environnementaux positifs. Précisons qu'en 2014 et 2015, un total 85 282 tests environnementaux ont été effectués dans les abattoirs, les centres de rassemblement et les meuneries du Québec, représentant un investissement de quelque quatre millions de dollars pour détecter la présence de la DEP et du DCVP.

En outre, compte tenu de l'importance de la déclaration des résultats de tests positifs à la DEP, les Éleveurs de porcs du Québec ont fait des représentations auprès de La Financière agricole du Québec afin qu'une mesure incitative de déclaration des sites infectés et de soutien des éleveurs concernés soit mise en place. En réponse à cette demande formulée par les Éleveurs, la FADQ adoptait, en novembre 2014, le Programme de fonds d'urgence relatif à la diarrhée épidémique porcine et au Delta coronavirus porcin au Québec. Plus spécifiquement, ce programme, d'une valeur maximale de 400 000 \$, visait à accompagner financièrement, à un plafond de 20 000 \$ par site, les entreprises infectées afin d'éradiquer le virus.

Les conditions de participation à ce programme ont été balisées et répondaient aux attentes des Éleveurs et des autres membres de l'EQSP. La gestion administrative du programme a été confiée à l'EQSP et depuis sa mise en place jusqu'en avril 2016, quinze sites d'élevage ont fait l'objet d'un soutien financier.

Prévention de la DEP dans les activités de transport

Le transport des animaux vivants, une activité à haut risque de transmission du virus, a aussi retenu une attention particulière des Éleveurs de porcs du Québec dans le cadre de la lutte contre la DEP. En effet, ils ont joué un important rôle de sensibilisation des transporteurs quant à l'adoption de mesures sanitaires appropriées comme le lavage des camions. Les Éleveurs ont également incité les producteurs à exiger l'adoption de ces normes par leur transporteur.

Par ailleurs, les Éleveurs ont aussi appuyé la réalisation de deux projets portant sur le transport des animaux. Ces projets sont décrits dans les pages portant sur la biosécurité.

– DEP : LA VIGILANCE DEMEURE TOUJOURS DE MISE

Grâce au leadership des Éleveurs de porcs du Québec, la filière porcine a connu une mobilisation sans précédent pour affronter la menace que représentait la DEP pour l'industrie. Rien ne doit toutefois être tenu pour acquis. Encore aujourd'hui, l'évolution de la situation sur la DEP est mise à jour sur une base régulière sur le site Internet des Éleveurs de porcs du Québec via la « Chronique DEP ». Aussi, l'organisation continue de sensibiliser ses membres à l'importance de demeurer extrêmement vigilant et de respecter les recommandations en matière de biosécurité. La transparence et la collaboration entre toutes les parties concernées demeurent en tout temps essentielles.

En plus de s'impliquer activement dans la lutte contre la DEP, les Éleveurs de porcs du Québec, de concert avec le CDPQ, ont grandement soutenu le développement d'une veille sanitaire provinciale et la mise en place des activités de contrôle local d'éradication du syndrome reproducteur et respiratoire porcin.

Mise en place du contrôle local d'éradication du SRRP

Concernant les activités d'éradication du SRRP, deux phases de projet ont été menées. La phase 1 consistait à démontrer la faisabilité des activités de contrôle local d'éradication du syndrome reproducteur et respiratoire porcin. Un projet pilote financé par Agriculture et Agroalimentaire Canada a ainsi été mené dans quatre zones du Québec en 2010 et 2011, permettant ainsi d'initier la mise en place de quatre groupes d'intervention.

Pour la phase 2, les Éleveurs se sont d'abord assurés d'obtenir le soutien financier nécessaire à sa concrétisation. Un investissement de 820 000 \$, dont un montant de 500 000 \$ provenant du MAPAQ et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, un montant de 100 000 \$ provenant de la direction générale de la santé animale et de l'inspection des aliments du MAPAQ et une contribution des Éleveurs de porcs du Québec, a permis d'initier, en 2012, le projet pilote d'optimisation du contrôle local et d'éradication du SRRP. Plus spécifiquement, ce projet a été réalisé dans cinq zones du Québec (environ 225 sites d'élevage représentant 10 % de la production), avec la collaboration des éleveurs ayant des sites de production dans ces zones. Il s'est terminé en janvier 2014 et a permis de développer, d'adapter et de mettre en place des stratégies spécifiques, innovantes et optimisées de contrôle du SRRP afin de réduire la propagation du virus entre les fermes dans diverses zones.

Par ailleurs, en vue de donner suite à ces activités de contrôle local d'éradication du SRRP, les Éleveurs ont fait falloir l'importance d'apporter un soutien aux initiatives locales existantes de CLÉ-SRRP et d'appuyer le développement de nouveaux groupes. Le travail de collaboration entre les Éleveurs de porcs du Québec et le CDPQ a ainsi mené à la formation de six groupes CLÉ, soit en Estrie, à Bécancour, à Saint-Patrice, à Saint-Narcisse ainsi que dans les régions de Lanaudière et de la Montérégie. Ces groupes sont d'ailleurs toujours en place et actifs.

Les Éleveurs de porcs du Québec ont également apporté leur soutien aux activités visant le développement d'une veille sanitaire provinciale sur le SRRP.

Ils ont d'abord appuyé le projet développé et parrainé par les producteurs de porcs des régions de la Beauce et de Québec, lesquels étaient désireux de prendre des mesures pour contrer l'impact du virus. Plus spécifiquement, un projet pilote a été lancé en 2012 afin d'élaborer un système d'information sur la situation du SRRP, pour les sites où l'on détecterait sa présence, et de rendre les renseignements accessibles à tous les producteurs de ces deux régions.

Soulignons que c'est ce projet pilote qui a tracé le chemin vers la mise en place d'une veille sanitaire à l'échelle provinciale. En effet, fort de l'expérience vécue dans ces deux régions, et par souci de répondre adéquatement aux préoccupations de tous les partenaires de la filière en cette matière, un groupe de travail interprofessionnel a été créé en 2013 pour statuer sur les balises d'une telle stratégie de partage d'information. Les différents concepts (statut sanitaire, séquençage, veille sanitaire à l'intérieur ou non des activités de contrôle local d'éradication) ont été pris en compte afin d'obtenir une vision complète d'une veille sanitaire provinciale sur le SRRP.

Le résultat des travaux de ce groupe interprofessionnel ont été présentés et adoptés par les membres du comité santé de la Table filière porcine en janvier 2014. Le CDPQ s'est alors vu confier par ce comité la responsabilité de planifier, de concert avec les Éleveurs de porcs du Québec et la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, la mise en œuvre de cette veille.

Lancement officiel et mise en oeuvre de la veille sanitaire provinciale

C'est en mars 2014 que le CDPQ et les Éleveurs de porcs du Québec ont déposé un plan d'action spécifique pour la poursuite des activités de contrôle local d'éradication et la mise en œuvre de la veille sanitaire provinciale. Aussi, étant donné que ce plan d'action était conforme au Programme d'accompagnement en santé porcine 2013 - 2018, les Éleveurs ont participé à la promotion et au financement des activités prévues à l'intérieur de ce plan. Celles-ci ont permis :

- De mobiliser les intervenants aux activités de veille et de contrôle du SRRP.
- D'améliorer les outils de veille pour permettre un meilleur contrôle du virus SRRP.

La mobilisation des intervenants a été priorisée pour s'assurer que tous aient l'information nécessaire à la compréhension de ces deux activités distinctes, mais complémentaires, que sont la veille sanitaire provinciale et le contrôle local d'éradication du SRRP.

Le lancement de la veille sanitaire a été officialisé le 19 août 2014 à Saint-Agapit. Depuis, un nombre grandissant d'inscriptions a été enregistré dans toutes les régions du Québec, ce qui fait qu'au 28 janvier 2016, 1 147 sites étaient inscrits à la VSP. Les données par région syndicale sont également disponibles sur le site Internet des Éleveurs, lequel est régulièrement mis à jour. Mentionnons que le Service de la mise en marché des Éleveurs de porcs a été fortement impliqué dans l'accompagnement des éleveurs lors de leur inscription à la veille.

En complément, un travail a été réalisé en étroite collaboration avec le CDPQ à qui les Éleveurs transmettaient, avec l'autorisation des membres inscrits, les données d'identification relatives aux sites de production, soit les adresses ainsi que les propriétaires des animaux et des sites. C'est ainsi que le CDPQ pouvait recueillir, pour chaque site de production, les données sanitaires des animaux et transmettre ces informations à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal qui avait la responsabilité de réaliser la recherche sur le contrôle du SRRP et de développer des outils de comparaison des souches de virus de cette maladie.

Par ailleurs, pour faciliter les activités de surveillance et de contrôle des virus, l'information sur la localisation exacte des sites de production devenait un incontournable. Les outils de géomatique, disponibles sur le marché, permettaient d'apporter cette précision essentielle à un contrôle efficace. Un projet visant à géopositionner tous les sites de production sur carte a donc été élaboré dans le cadre du plan d'action sur le SRRP. C'est ainsi qu'à compter de l'automne 2014, tous les sites de production ont été géopositionnés. Pour leur part, les Éleveurs ont procédé à l'intégration de ces informations dans leur base de données. Le géopositionnement sera utile pour combattre la propagation, non seulement du SRRP, mais également de la diarrhée épidémique porcine ou de toute autre maladie susceptible d'affecter les troupeaux porcins au Québec.

Pour les Éleveurs de porcs du Québec, l'adoption de mesures collectives de veille et de contrôle en santé demeure une priorité pour réduire les risques d'introduction et de propagation de pathogènes sur le territoire.

IMPLANTATION DE LA TRAÇABILITÉ AU QUÉBEC

Les Éleveurs de porcs du Québec s'intéressent depuis de nombreuses années à la question de la traçabilité puisque, notamment, l'implantation d'un tel système permet d'agir rapidement dans les cas de maladie et de limiter les pertes financières qui y sont associées. Aussi, la mise en place d'un système de traçabilité permet d'offrir des garanties aux acheteurs étrangers et favorise en ce sens le marché d'exportation.

Le règlement fédéral sur la santé des animaux intégrant les modalités d'identification et de traçabilité des porcs est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014. Le Conseil canadien du porc, avec la collaboration des Éleveurs de porcs du Québec et des autres associations provinciales, avait d'ailleurs travaillé, sur demande de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au développement des bases de ce règlement. L'objectif de celui-ci est de permettre de circonscrire le plus rapidement possible la propagation de maladies à déclaration obligatoire qui aurait comme conséquence la fermeture des frontières jusqu'à ce que le Canada démontre qu'il est en mesure de gérer efficacement la situation.

Bien avant l'entrée en vigueur de cette obligation réglementaire, la responsabilité de la mise en œuvre de la traçabilité des porcs à l'échelle canadienne avait été confiée au Conseil canadien du porc. C'est dans cette perspective que le secteur porcin a mis en place le programme national PorcTracé. C'est le CCP qui en est l'administrateur au Canada et à ce titre, il a mandaté les associations provinciales de producteurs de porcs d'assurer la mise en application de ce système de traçabilité sur leur territoire respectif. Au Québec, ce sont les Éleveurs de porcs du Québec qui ont été nommés responsables. À cette fin, ils ont déployé toutes les ressources nécessaires pour accompagner les éleveurs et les intervenants dans l'implantation de la traçabilité dans le secteur porcin.



*Protection. Prosperity. Peace of Mind.
Protection. Prospérité. Tranquillité d'esprit.*

Adaptation des outils collectifs des Éleveurs

Pour s'assurer que les producteurs soient bien appuyés dans la mise en application du programme de traçabilité au sein de leur entreprise, les Éleveurs de porcs ont rapidement mis sur pied un service d'accompagnement téléphonique quotidien.

Par ailleurs, comme le programme de traçabilité PorcTracé est basé sur trois éléments fondamentaux que sont l'identification des sites d'élevage, l'identification des animaux et la déclaration des déplacements, il était important que les Éleveurs développent des outils à l'intention de leurs membres afin de faciliter et simplifier la saisie et la transmission de ces données. En 2012, des travaux ont donc été amorcés afin de tirer profit des outils collectifs déjà en place pour offrir la possibilité aux éleveurs de procéder à la déclaration des informations exigées par le règlement fédéral, ceci en complémentarité des déclarations liées à la mise en application de la Convention de mise en marché des porcs.

Dans un premier temps, les Éleveurs ont procédé à la création des sites de traçabilité, ceci à partir des sites qui avaient déjà été créés dans leur base de données pour la mise en œuvre de la gestion équilibrée de la production. Les producteurs ont pu commencer à enregistrer leurs sites d'élevage auprès du Service de la mise en marché des Éleveurs à l'hiver 2013. Mentionnons à cet égard qu'à la différence des autres secteurs où la traçabilité est implantée, le secteur porcin s'est donné un système d'identification nationale sous l'égide de la réglementation de l'ACIA.

Par la suite, le formulaire de déclaration d'entrée des porcelets et le bon de réception aux abattoirs ont été adaptés pour intégrer les informations exigées par le programme de traçabilité. L'outil « Apporc Finition » a également été développé pour permettre les déclarations en ligne. Ainsi, depuis début 2013, les déclarations des déplacements des porcelets et des porcs vers les abattoirs qui sont générées par le système informatique des Éleveurs peuvent être transférées directement, et sur une base quotidienne, dans la base de données du système PorcTracé, ce qui minimise grandement la tâche des éleveurs.

L'intérêt de toute cette démarche réside dans le fait que les producteurs disposent d'un canal unique de déclaration par le biais des outils du Service de la mise en marché des Éleveurs et qu'ils peuvent, par ailleurs, accéder à leurs informations de traçabilité directement dans la base de données nationale PorcTracé.

Enfin, un nouvel outil appelé « Apporc Mouvement » a aussi été élaboré pour que les éleveurs puissent déclarer tous les autres déplacements qui ne sont pas saisis à l'aide des outils du Service de la mise en marché des Éleveurs, par exemple, la sortie de porcelets d'une maternité vers une pouponnière.

Sensibilisation et formation des éleveurs

Compte tenu de l'importance de sensibiliser et informer les éleveurs de porcs et les intervenants quant aux exigences du règlement fédéral relatif à l'identification et la traçabilité, les Éleveurs ont préparé un plan de communication et de formation à l'intention de tous les acteurs de la filière porcine québécoise.

Notamment, les éleveurs ont reçu, dans un premier envoi, une « trousse de départ », soit une série de feuillets d'information préparés par le Conseil canadien du porc relativement au programme de traçabilité. Ils recevaient par la même occasion l'information nécessaire pour activer leur compte dans l'outil Web PorcTracé.

Quant aux premières activités de formation sur la traçabilité, elles ont démarré en mars 2014 et se sont poursuivies tout au long de l'année dans les différentes régions du Québec. Près de 450 producteurs et intervenants y ont participé, ce qui leur a permis de connaître :

- Les exigences du règlement.
- Les responsabilités de chaque intervenant (éleveur, transporteur, responsable à l'abattoir, etc.).
- Les différents scénarios de déplacement des porcs et les outils à utiliser pour chacun.
- Les sources d'aide et d'accompagnement pour les éleveurs et les intervenants.

Aussi, pour s'assurer de sensibiliser le maximum d'éleveurs et d'intervenants, les Éleveurs ont réalisé de courtes vidéos accessibles sur leur site Internet.

Les Éleveurs de porcs du Québec sont d'avis que la traçabilité pourra s'avérer une précieuse alliée pour contrer la propagation de maladies, le cas échéant. Ainsi, malgré le nombre très important de déplacements déclarés au Québec dans le cadre de ce programme, les Éleveurs poursuivent leurs efforts pour informer et former tous les intervenants et éleveurs afin que tous assument leurs responsabilités et soient en mesure de se conformer à la réglementation.

Par ailleurs, quelques difficultés d'application du règlement ont été identifiées par les Éleveurs de porcs. Des démarches ont donc été entreprises afin d'attirer l'attention du Conseil canadien du porc et l'Agence canadienne d'inspection des aliments sur ces difficultés et faire évoluer le système.



USAGE JUDICIEUX DES ANTIBIOTIQUES

S'il est reconnu que l'objectif premier d'un plan d'accompagnement en santé porcine demeure l'atteinte d'un statut sanitaire de haut niveau, il n'en demeure pas moins que l'introduction fortuite de pathogènes indésirables dans les troupeaux demeure une réalité constante. Par conséquent, l'usage de médicaments, comme les antibiotiques, demeure un incontournable pour traiter adéquatement une pathologie dans un troupeau et ainsi assurer le bien-être des animaux malades.

Cela dit, en raison du potentiel de développement de l'antibiorésistance en santé animale, l'usage judicieux des antibiotiques a été retenu comme l'une des douze recommandations de la Stratégie québécoise de santé et de bien-être des animaux lancée en novembre 2010. Dans cette perspective et conscients de cet enjeu pour le secteur porcin, les Éleveurs de porcs du Québec ont participé activement, en 2013, à la campagne de sensibilisation de cette stratégie en faisant la promotion de l'utilisation judicieuse des médicaments auprès de leurs membres et des autres intervenants œuvrant en production porcine.

Par ailleurs, les Éleveurs et l'ensemble des partenaires de la filière porcine se sont aussi mobilisés pour voir à l'élaboration d'outils de surveillance de l'usage des antibiotiques à la ferme et à l'organisation de formations à l'intention des intervenants du secteur.

En 2013, la Chaire de recherche en salubrité des viandes de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal s'est vu confier le mandat de développer et de mettre en œuvre une stratégie structurante d'usage des antibiotiques. Dans le cadre de ce mandat, les Éleveurs ont cofinancé deux études spécifiques sur l'usage des antibiotiques dans les élevages porcins, soit :

- La comparaison des produits vétérinaires homologués au Canada et d'autres pays.
- La réalisation d'une enquête terrain sur l'usage réel des antimicrobiens dans le groupe croissance-finition au Québec.

La première étude a permis de comparer les balises que le Canada et ses pays concurrents ou partenaires commerciaux avaient fixées pour répondre à cette préoccupation d'usage judicieux des médicaments. Quant à la deuxième étude, elle a d'abord permis de brosser un portrait réel de l'usage des antibiotiques dans les élevages porcins du Québec. Aussi, les résultats de l'enquête menée sur le terrain ont permis de conclure à la pertinence d'instaurer la réalisation de tels portraits sur une base régulière de façon à permettre au secteur de prendre des décisions éclairées sur l'usage des antibiotiques. C'est ainsi qu'une proposition de monitoring de l'usage réel des antibiotiques, basée sur la méthodologie utilisée dans l'enquête réalisée par la CRSV, a été déposée auprès des Éleveurs de porcs du Québec et des organisations directement interpellées, soit l'Association des vétérinaires en industrie animale du Québec, l'AQINAC et le MAPAQ. En ce sens, on peut dire que l'année 2013 aura permis de jeter les balises d'un monitoring structurant de l'usage des antibiotiques au Québec.

En 2014, l'ensemble des partenaires de la filière porcine s'est entendu sur les moyens à mettre en place afin de bien orienter les actions visant un usage judicieux des antibiotiques dans les élevages. À cet effet, ils ont convenu d'aller de l'avant avec le projet de monitoring de l'usage des médicaments. Aussi, les Éleveurs ont demandé à la Chaire de recherche en salubrité des viandes de réaliser un deuxième projet portant cette fois-ci sur l'information et la formation des intervenants quant à l'usage judicieux des antibiotiques chez le porc. Il est à noter qu'en plus de s'impliquer dans la réalisation de ces deux projets décrits ci-dessous, les Éleveurs y contribuent financièrement

Développement d'un système d'entrée de données informatisées pour le monitoring de l'utilisation des antibiotiques chez le porc en engraissement au Québec

Les principaux objectifs de ce premier projet sont de :

- Simplifier et automatiser la prise de mesures directement à la ferme par le producteur.
- Viser la pérennité et l'uniformité du monitoring afin d'avoir un portrait le plus exact possible à partir d'un échantillonnage représentatif des fermes québécoises.

En outre, pour les Éleveurs, l'intérêt d'un tel projet réside aussi dans le traitement éventuel des données disponibles en vue de faire du « benchmarking », soit des analyses comparatives de groupes. Il s'agit en effet d'un outil très intéressant puisqu'il permettrait à un éleveur de vérifier si l'utilisation qu'il fait des antibiotiques est supérieure, équivalente ou inférieure à celle d'un groupe de référence et, le cas échéant, de déceler les problèmes et de trouver des solutions.

Programme d'information et de formation sur l'usage judicieux des antibiotiques chez le porc

Les objectifs de ce deuxième projet visent à améliorer les connaissances de tous les intervenants (éleveurs, conseillers, vétérinaires, etc.) sur l'usage judicieux des antibiotiques afin de favoriser :

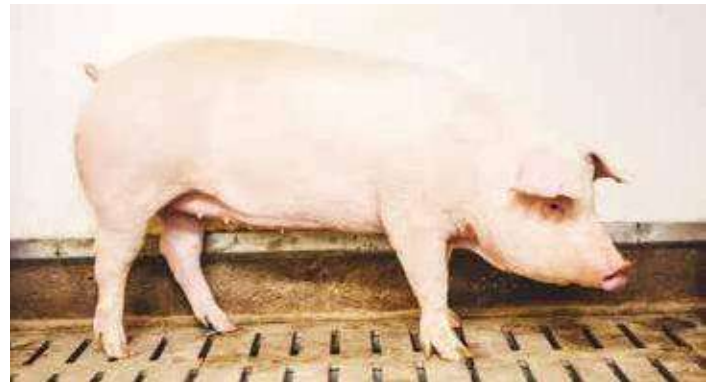
- Une utilisation judicieuse des antibiotiques et voir à en diminuer leur utilisation (plus spécifiquement pour les antibiotiques de classe I et II).
- L'adoption de bonnes pratiques pour viser un haut statut sanitaire et ainsi réduire l'usage d'antibiotiques.
- L'adoption de stratégies de rechange à l'usage des antibiotiques.

Mentionnons que ces projets s'inscrivent dans le deuxième axe du plan stratégique de la filière porcine 2015 - 2020 adopté par l'ensemble des membres de la filière à l'automne 2014. Ils viennent également répondre aux objectifs de la Stratégie québécoise sur la santé et le bien-être des animaux.

Enfin, il est intéressant de noter que les Éleveurs ont également contribué, auparavant, à un autre projet mené par la Chaire de recherche en salubrité des viandes, soit un projet de recherche fondamentale. Celui-ci avait pour objectif la maîtrise de la qualité sanitaire de la viande, particulièrement celle de porc et de volaille. Ainsi, des études portant sur l'utilisation judicieuse des médicaments ont été axées sur l'efficacité des pratiques thérapeutiques utilisées au Canada. Pour le Québec, les résultats de ces recherches visaient à mieux conseiller les vétérinaires sur leurs choix thérapeutiques et conséquemment permettre une réduction des coûts d'utilisation des médicaments et des antibiotiques, une meilleure compréhension des risques chimiques et biologiques et une amélioration du savoir-faire en salubrité.

– UTILISER LES MÉDICAMENTS AVEC PRÉCAUTION

L'intervention des Éleveurs de porcs du Québec dans ce dossier est importante à plus d'un égard. En effet, en plus de contribuer à contrer le phénomène de l'antibiorésistance, l'usage judicieux des antibiotiques permet aux éleveurs de porcs de réaliser des économies substantielles, sans pour autant affecter la santé de leurs animaux.



MISE EN PLACE DE LA BIOSÉCURITÉ

Un bon statut sanitaire des élevages contribue à diminuer les coûts de production et à améliorer la rentabilité des entreprises porcines. Les Éleveurs de porcs du Québec sont bien au fait que la biosécurité représente un facteur déterminant dans la prévention des maladies à la ferme. À cet effet, un travail important réalisé avec le Conseil canadien de la santé porcine ainsi que le MAPAQ a permis de développer et de mettre en œuvre des programmes pour aider les producteurs en ce sens.

Programme national de formation en biosécurité

Conscients des coûts reliés aux crises sanitaires et de l'importance de la prévention pour atténuer les risques d'introduction de maladies dans les troupeaux, les Éleveurs de porcs se sont impliqués activement, dès avril 2011, dans le déploiement, au Québec, du Programme national de formation en biosécurité créé par le Conseil canadien de la santé porcine. En effet, bénéficiant d'une aide financière de cette organisation, les Éleveurs ont notamment organisé, avec la participation des vétérinaires, des sessions de formation en biosécurité dans toutes les régions du Québec.

Ce programme de formation a été reconnu comme un grand succès collectif par les différents partenaires du secteur. Terminé en mars 2013, il a d'une part permis aux 39 vétérinaires formés en biosécurité d'effectuer un peu plus de 2 000 visites de ferme pour accompagner les éleveurs de porcs dans la mise en application de la Norme nationale de biosécurité pour les fermes porcines. D'autre part, le programme a permis d'organiser quelques 120 sessions de formation auxquelles un grand nombre d'éleveurs et de leurs employés ont participé sur une base volontaire.

Par ailleurs, le programme de formation offrait des subventions de 700 \$ et de 400 \$ pour des améliorations apportées en matière de biosécurité sur des sites de maternité et de pouponnière-engraissement respectivement. De plus, les éleveurs bénéficiaient d'une aide financière de 100 \$ pour être présents aux formations sur la biosécurité, montant auquel s'ajoutait une somme de 500 \$ pour une visite à la ferme.

Avec plus de 2 000 personnes formées en biosécurité sur 2 064 sites de production correspondant à un taux de participation de 85 % au Québec, soit près de la moitié des sites participants au Canada, cette initiative soutenue par les Éleveurs est sans conteste l'un des grands succès du Programme national de formation en biosécurité financé par le CCSP.

Outils de contrôle de la biosécurité et de la salubrité à l'étape du transport

Dans un objectif de prévention et d'amélioration de la rentabilité des entreprises porcines, les Éleveurs avaient entrepris depuis plusieurs années une démarche portant sur l'acquisition de connaissances pour assurer un meilleur contrôle de la biosécurité et de la salubrité à l'étape du transport. En 2011, cette démarche a été finalisée avec la réalisation du Guide de conception et d'aménagement de station de lavage pour camions de transport de porcs vivants.

Ce guide, dont l'élaboration a été confiée à la firme BPR, est venu compléter d'autres projets dont la réalisation et la mise à jour du Guide des bonnes pratiques dans le transport des porcs, la Caractérisation des stations de lavage de camions de transport de porcs vivants ainsi que la Méthode de lavage, désinfection et séchage des véhicules de transport des porcs vivants.



Toujours dans le domaine de la biosécurité liée au transport des porcs, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a soutenu financièrement deux projets visant à connaître et à améliorer les pratiques entourant les activités de transport (le transport, les centres de rassemblement, les stations de lavage et les quais de réception aux abattoirs).

Dans le cadre du premier projet intitulé « Outils et programmes d'accompagnement pour réduire les risques de contamination du cheptel porcin québécois par le virus de la DEP », le Centre de développement du porc du Québec a visité, de janvier 2014 à janvier 2015, 137 entreprises de transport sur un total de 152.



Les visites réalisées par des professionnels ont permis de dresser un portrait des entreprises de transport, incluant les producteurs transporteurs et les parcs de rassemblement. Elles ont également permis de formuler des recommandations spécifiques à chacune des entreprises quant aux mesures de biosécurité à prendre puis d'en vérifier par la suite leur mise en application. Enfin, ce projet a aussi permis de former tous les employés des entreprises de transport. Chaque entreprise visitée s'est vu remettre un passeport. La liste des transporteurs qui ont reçu la visite de l'équipe du Centre de développement du porc du Québec est d'ailleurs disponible sur le site Internet des Éleveurs de porcs du Québec.

Ce projet, qui visait au départ la lutte contre la DEP, a eu dans les faits une portée beaucoup plus large puisqu'il a contribué à l'uniformisation et à l'optimisation des pratiques de biosécurité dans ce secteur crucial du transport des animaux vivants. En effet, les travaux réalisés dans le cadre du projet servent aujourd'hui d'assise au développement d'un programme d'accréditation en biosécurité des entreprises de transport. Ce projet devrait voir le jour en 2016.

Pour sa part, le deuxième projet intitulé « Portrait des stations de lavage et évaluation des besoins pour le lavage de camions de transport de porcs vivants au Québec » a été réalisé par l'entreprise de Tetra Tech (BPR), avec la collaboration des Éleveurs et du CDPQ. L'objectif consistait à évaluer les besoins précis pour le lavage de tous les camions de transport du Québec et de l'Ontario effectuant des livraisons à des abattoirs ou à des fermes du Québec.

— LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE ANIMAL AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS

Les animaux, leur santé et leur bien-être sont au cœur des préoccupations des Éleveurs de porcs du Québec et des autres partenaires de la filière porcine au Québec. En effet, ils sont les piliers de la rentabilité et de la réputation de l'industrie. Plus encore, la biosécurité et la salubrité sont une carte de visite précieuse pour le porc du Québec sur l'échiquier international. L'industrie québécoise s'est taillé une place de choix sur les marchés les plus exigeants grâce à ses contrôles rigoureux. À cet égard, les Éleveurs ont fait preuve de vision et de proactivité en prenant de nombreuses initiatives pour le développement de programmes, de plans d'action et de mesures d'accompagnement. Ils ont également joué un rôle de premier plan dans leur mise en œuvre grâce aux importants efforts de sensibilisation et de mobilisation qu'ils ont déployés auprès de leurs membres et des partenaires de la filière porcine.

3.2.2 ENJEUX ET RÉALISATIONS LIÉS À L'ORGANISATION



À l'automne 2011, les Éleveurs de porcs du Québec ont entrepris une démarche dans le but de servir plus efficacement l'ensemble de leurs membres. Cette démarche avait d'ailleurs été formellement ajoutée au plan d'action quinquennal sous le thème « Viser une organisation représentative, efficace et engagée au service des producteurs ». Les quatre grands axes suivants avaient alors été identifiés pour réaliser cette nouvelle priorité stratégique, soit :

- Renforcer la vie associative.
- Réviser la structure et le mode de fonctionnement.
- Atteindre un juste équilibre entre les différents modèles d'affaires.
- Assurer une gestion optimale des ressources.

RENFORCER LA VIE ASSOCIATIVE

Afin de réaliser les réflexions en lien avec cet axe, le conseil d'administration des Éleveurs a mis sur pied un nouveau comité consultatif, soit le comité communications et vie associative. Plus spécifiquement, son mandat visait l'amélioration des communications avec les membres afin de renforcer les liens entre ceux-ci et leur organisation provinciale. Mentionnons que les travaux menés à cet effet étaient en lien direct avec l'énoncé de mission des Éleveurs qui met de l'avant l'importance de maintenir, au sein de l'organisation, l'unité d'action nécessaire pour permettre d'assurer la prospérité et le développement durable des entreprises porcines.

Guidé par cette volonté de représenter et de répondre aux besoins de tous les éleveurs, le comité a fondé ses travaux sur la prémisse que le renforcement de la vie associative s'appuie sur des élus et des éleveurs bien formés et disposant d'une information en temps réel de l'évolution des différents dossiers traités par Éleveurs de porcs. Plusieurs initiatives ont donc été prises en ce sens.

TRANSFERT DE L'INFORMATION AUPRÈS DES ÉLEVEURS DE PORCS

En septembre 2010, les Éleveurs de porcs du Québec procédaient au lancement de leur nouveau portail Web. D'une facture visuelle à la fois simple et dynamique, ce portail regroupait alors toutes les informations relatives aux Éleveurs. En 2014, un site Web distinctif sur plateforme mobile fut développé pour le volet promotion du produit et de la profession. Par ailleurs, les Éleveurs ont amorcé, en début d'année 2016, des travaux en vue de revoir le site Web corporatif et de réaménager la zone réservée aux éleveurs. Ces travaux seront complétés en 2017.



Toujours dans l'objectif d'assurer le transfert d'information, les Éleveurs tiennent, au terme de chaque réunion de leur conseil d'administration, une téléconférence avec les secrétaires des syndicats régionaux afin de faire le point sur les différents dossiers traités par les administrateurs. Les secrétaires sont ainsi mieux outillés pour accompagner les élus des syndicats régionaux dans leurs réflexions. Dans le même esprit, un sommaire des orientations du conseil d'administration des Éleveurs est transmis aux administrateurs des syndicats afin qu'ils soient renseignés sur les positions prises par leur organisation provinciale.

Par ailleurs, par l'entremise de leur bulletin électronique le Flash, publié à près de 70 reprises au cours de chaque année, les Éleveurs de porcs du Québec partagent avec leurs membres et l'ensemble des partenaires de la filière une information de pointe sur les différents enjeux et les diverses réalisations du secteur porcin. Il est important de noter que quelque 1 300 abonnés, dont la majorité est composée d'éleveurs, reçoivent ce bulletin.

Enfin, le magazine Porc Québec, par ses quatre numéros publiés chaque année, continue à offrir aux éleveurs des articles de fond sur des sujets d'actualité et sur des pratiques d'élevage. La revue bénéficie d'ailleurs d'une excellente notoriété, comme en témoigne le sondage réalisé en 2013 qui indiquait notamment qu'elle répondait aux besoins des éleveurs à 97 %.

MOBILISATION DES MEMBRES

Soucieux de l'importance de bien répondre aux besoins de leurs membres et de favoriser une plus grande participation à leurs activités, les Éleveurs ont réalisé trois groupes de discussion, en février 2014, en ciblant des producteurs qui n'assistent habituellement pas aux activités. L'échantillon des éleveurs rencontrés incluait des éleveurs dits indépendants, des éleveurs produisant sur une base forfaitaire et des représentants de la relève.

FORMATION DES ÉLUS ET DES ÉLEVEURS DE PORCS

Les principaux constats qui se sont dégagés de cette consultation étaient fort positifs. D'une part, les éleveurs se sont dits satisfaits du travail réalisé par leur organisation, tant sur le plan de la représentation auprès des décideurs politiques qu'auprès de la population en général. Les publicités produites par les Éleveurs, pour valoriser le travail d'éleveur de porcs et favoriser la consommation de viande de porc, éveillaient également la fierté des producteurs ayant pris part à ces groupes de discussion. En revanche, bien qu'ils aient exprimé un besoin de participer à des rencontres, les éleveurs ont signifié à cet égard qu'ils s'attendaient aussi à ce qu'elles leur permettent d'acquérir des connaissances qui leur seront utiles pour leur entreprise. En ce sens, ils souhaitaient que les rencontres organisées par les syndicats soient moins centrées sur les procédures.



Ces observations émanant des groupes de discussion ont été partagées avec les conseils d'administration des syndicats régionaux. En suivi, ceux-ci ont initié de nouvelles façons de faire afin de favoriser une plus grande participation (formules de rencontres plus souples, activités de réseautage, conférences sur des sujets d'intérêt au-delà des dossiers menés par les Éleveurs). Également, à partir des commentaires recueillis, le comité communications et vie associative a élaboré un plan de mobilisation et de communication qui fut adopté par le conseil d'administration à l'été 2015. Chaque syndicat régional fut ainsi invité à se doter de son propre plan de mobilisation et de communication en complémentarité à celui des Éleveurs. Un accroissement notable de la participation a d'ailleurs été observé dans chacune des régions depuis les deux dernières années.

Afin de veiller à ce que les élus des différents paliers de l'organisation disposent des compétences requises pour exercer leurs fonctions, les Éleveurs ont élaboré une politique de perfectionnement à leur intention. C'est ainsi que des formations personnalisées en communication médias ont été offertes aux trois premiers dirigeants des Éleveurs. Des formations portant sur des sujets tels que les règles d'éthique et de déontologie ainsi que les relations avec les élus gouvernementaux ont également été tenues avec les membres du conseil d'administration. Par ailleurs, les Éleveurs ont expérimenté, en début d'année 2015, une nouvelle formule pour l'accueil des nouveaux élus au sein des syndicats régionaux. Par la réalisation de cette activité de deux jours, les Éleveurs voulaient parfaire les connaissances des nouveaux élus sur le fonctionnement de l'organisation et sur leur rôle au sein de celle-ci. Cette activité fut fort appréciée des participants et sera reconduite en fonction des besoins.

Le développement des compétences des éleveurs au sein des entreprises est également une priorité. En ce sens, les Éleveurs se sont impliqués dans la réalisation d'une analyse des besoins de formation avec l'aide d'AGRIcarrières et le soutien financier de la Commission des partenaires du marché du travail. Ce projet en quatre étapes a permis de rencontrer un groupe d'experts du secteur porcin afin d'identifier les enjeux présents et futurs. Une entrevue individuelle avec des éleveurs a également permis de préciser les besoins de formation propres à chaque catégorie d'élevage (naisseur, naisseur-finisseur, finisseur, élevage à forfait). Ces besoins ont été validés par l'entremise d'un sondage électronique mené auprès de l'ensemble des éleveurs et quatre grands axes de formation ont été identifiés, soit : la prise de décision d'affaires, la gestion des ressources humaines, la supervision d'une équipe ainsi que la planification et l'exécution du processus de production. À l'automne 2015, des actions ont été lancées afin de concevoir et réaliser, en collaboration avec AGRIcarrières, deux activités de formation sur la définition d'une stratégie globale d'entreprise et la résolution de problème par l'observation. Ces deux formations verront le jour d'ici la fin de l'année 2016.

Les Éleveurs de porcs du Québec travaillent toujours dans l'optique d'être une organisation rassembleuse et représentative de tous les producteurs de porcs. L'atteinte de cet objectif passe par un processus démocratique clair et rigoureux, mais également par l'adaptation et l'amélioration constante des communications avec les membres afin de favoriser un rapprochement avec ceux-ci. Le travail d'actualisation des moyens utilisés pour joindre les éleveurs et les administrateurs des syndicats régionaux a grandement contribué à atteindre cet objectif. De plus, mentionnons que la représentativité de l'organisation ajoute de la crédibilité face aux différents intervenants, ce qui a nécessairement un impact positif pour les éleveurs.

RÉVISER LA STRUCTURE ET LE MODE DE FONCTIONNEMENT

Dans le contexte des travaux de l'UPA du futur où des regroupements de régions allaient être effectués, les membres du conseil d'administration des Éleveurs de porcs du Québec ont mis en place un comité consultatif de réflexion sur la structure de l'organisation. Outre le mandat de revoir la définition des territoires des syndicats, le comité a profité de cette occasion pour se pencher sur le rôle et le financement de ceux-ci. Il s'est également vu confier le mandat de réfléchir aux règles de gouvernance des Éleveurs.

Dès le début des travaux, le comité a convenu et recommandé que les réflexions et les orientations prises s'appuient sur les éléments fondamentaux de la mission de l'organisation, et plus spécifiquement sur le fait que les Éleveurs « sont au service des intérêts de l'ensemble des producteurs ». Il est à noter que les recommandations du comité qui ont mené à des interventions d'ordre réglementaire sont traitées dans la section réservée à cet effet dans le présent rapport.

En complément à ces travaux, les Éleveurs ont également revu le mandat et la composition des différents comités consultatifs découlant du conseil d'administration. Parmi les changements apportés, le comité marketing et le comité communications ont été fusionnés afin que les objectifs en matière de valorisation du produit et de la profession relèvent d'une même direction, ouvrant ainsi la voie à une meilleure efficacité et coordination des efforts et des investissements réalisés dans ces domaines. Il en a aussi été de même pour le comité santé et qualité et le comité recherche. Enfin, comme expliqué ci-après, les Éleveurs ont également constitué, en 2012, un comité consultatif composé d'éleveurs qui élèvent des porcs sur une base forfaitaire.

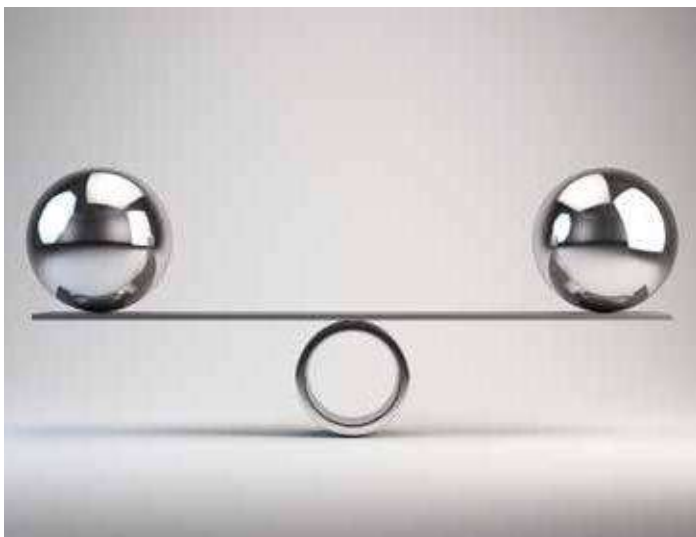
50 Les Éleveurs de porcs du Québec **ANS**

**50 ans de passion et de détermination :
1966 - 2016**

Les Éleveurs de porcs du Québec fêteront leur cinquantième anniversaire le 11 août 2016. Un demi-siècle d'histoire, c'est un moment propice pour prendre du recul et préparer l'avenir. Les Éleveurs de porcs ont décidé de rendre hommage à la contribution des hommes et des femmes qui se sont engagés dans cette grande aventure. C'est pour marquer la reconnaissance, la résilience mais surtout la fierté des éleveurs de porcs québécois que le thème retenu pour ce 50^e anniversaire est : « Passionnés et déterminés comme au premier jour ». Pour ces 50 ans, les administrateurs et les dirigeants veulent aussi souligner le travail d'une équipe qui a contribué aux nombreuses initiatives qui, au fil des années, ont fait des Éleveurs de porcs du Québec une organisation représentative et qui répond aux besoins de ses membres. Une telle longévité démontre sa pertinence, son utilité, ainsi que sa capacité à rassembler des élus et des employés dévoués au service des producteurs et à assumer un leadership fort au sein de la filière porcine québécoise.

Dans un autre d'idées, le comité de réflexion sur la structure a procédé, en début 2014, à l'analyse du financement des activités des syndicats régionaux. Cette analyse a été menée parallèlement à une réflexion sur le rôle des syndicats et des ressources minimales dont ils doivent disposer pour assumer pleinement leurs responsabilités. Les Éleveurs ont également suivi de près les travaux menés par l'UPA en vue d'élaborer un contrat type de services entre les syndicats régionaux et les fédérations régionales. Les Éleveurs statueront sur l'utilisation de ce nouveau contrat au cours de l'année 2016. Enfin, au cours de l'année 2015, les termes du contrat d'affiliation qui lie les Éleveurs aux syndicats régionaux ont été revus. Tous les syndicats ont procédé à la signature du contrat qui leur a été proposé. Le contrat d'affiliation liant les Éleveurs à l'UPA fut également revu.

ATTEINDRE UN JUSTE ÉQUILIBRE ENTRE LES DIFFÉRENTS MODÈLES D'AFFAIRES



Le contexte difficile dans lequel le secteur porcin a évolué pendant de nombreuses années a contribué à accroître le phénomène de la production à contrat. Pour les Éleveurs de porcs du Québec, il est important d'assurer un environnement d'affaires stable, prévisible et profitable pour que les producteurs puissent exercer un libre choix quant au modèle d'entreprise répondant le mieux à leurs besoins. Les actions des Éleveurs visant à préserver un juste équilibre entre les différents modèles d'affaires se sont appuyées sur le respect et la compréhension de ces modèles ainsi que sur la volonté de développer les conditions qui offrent aux éleveurs la possibilité de choisir librement le modèle qui leur convient.

RÉFLEXION SUR LA FERME INDÉPENDANTE

Préoccupés et conscients des difficultés vécues par bon nombre d'entreprises indépendantes, les Éleveurs ont tenu, en 2012, deux journées de réflexion sur l'avenir de la ferme indépendante et de la cohabitation équilibrée avec la production à contrat. Par cette démarche, les Éleveurs visaient à :

- Développer une vision commune quant aux facteurs agissant sur la rentabilité des entreprises et quant aux moyens à prendre pour assurer la prospérité de ce modèle d'entreprise.
- Renforcer la capacité d'agir sur ces facteurs en misant sur la cohésion des instances en appui à cette vision commune.

Des revenus améliorés, un meilleur partage des revenus générés par le marché, le maintien d'un bon statut sanitaire et l'accès à un soutien adapté aux besoins réels des entreprises ont été au cœur des principales conclusions retenues des discussions. Ces conclusions ont d'ailleurs guidé les Éleveurs de porcs dans la détermination des actions à mener en soutien aux éleveurs dits indépendants.

DES OUTILS POUR LES ÉLEVEURS À FORFAIT

La Convention de mise en marché des porcs vise les propriétaires des porcs et ne s'applique donc pas à ceux qui les élèvent sur une base forfaitaire. Lors de l'assemblée générale annuelle de mai 2010, les éleveurs à forfait ont exprimé le besoin d'être justement représentés par leur organisation provinciale afin qu'elle leur assure un revenu adéquat. Par la résolution qui fut alors adoptée, les délégués ont demandé aux Éleveurs de négocier les contrats minimums entre les producteurs à forfait et les intégrateurs.

Afin de mieux servir les éleveurs à forfait et de donner suite à cette résolution, les Éleveurs ont réalisé, en mai 2011, un vaste sondage téléphonique auprès de 400 producteurs à forfait. Les principaux objectifs de cette étude étaient de :

- Dresser un profil des producteurs à forfait.
- Mieux comprendre le secteur de la production à forfait.
- Cerner leurs perceptions et leurs besoins à l'égard de l'organisation.

Les résultats de ce sondage ont notamment démontré que :

- La grande majorité des éleveurs à forfait étaient intéressés à recevoir de l'information de la part des Éleveurs et avaient de l'intérêt pour la plupart des sujets soumis.
- Ils se disaient informés des activités et réunions des Éleveurs mais ne se sentaient pas concernés par les sujets qui y étaient discutés.
- Les relations avec leur intégrateur étaient bonnes, voire excellentes.
- Les avis étaient partagés sur l'implication des Éleveurs sur différents aspects des relations contractuelles avec les intégrateurs.

Sur ce dernier point, précisons que les deux tiers des répondants souhaitaient que les Éleveurs offrent du support aux producteurs dans le règlement de litiges et la fixation des prix minimums. De ce nombre, le tiers se montrait très intéressé à ce que les Éleveurs s'impliquent dans ces dossiers. Par ailleurs, environ un éleveur sur deux avait fait mention qu'une implication des Éleveurs dans ce qui a trait aux contrats, dont l'établissement d'un contrat type, serait apprécié.

En suivi à ce sondage et dans la foulée de la réflexion sur la structure de l'organisation initiée en 2012, les membres du conseil d'administration des Éleveurs ont décidé de mettre en place un comité de travail ayant pour mandat de les conseiller sur des actions à mener pour répondre aux besoins des éleveurs produisant sur une base forfaitaire. Plus précisément, le comité sur l'élevage à forfait avait pour mandat de :

- Proposer un modèle de contrat type pour l'élevage sur une base forfaitaire.
- Proposer une grille de calcul pour établir la valeur du travail réalisé et des coûts assumés par les entreprises qui élèvent des porcs sur une base forfaitaire.

Lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2013, les délégués ont demandé aux Éleveurs d'élargir la composition de ce comité sur l'élevage à forfait afin d'y inclure un représentant de chaque région. Par ailleurs, il était primordial pour les Éleveurs que les outils conçus reflètent le plus fidèlement possible les préoccupations et la réalité des différentes parties engagées dans un contrat d'élevage à forfait. Il était aussi important que ces outils s'appuient sur des données factuelles, documentées, crédibles et équitables. Des éleveurs à forfait ont donc aussi été appelés à collaborer avec le comité de travail pour faire progresser le dossier en ce sens.

Le comité ainsi élargi est à finaliser ses travaux sur le contrat type et l'évaluation des coûts de production de l'élevage à forfait. Il est également à développer des indicateurs de rémunération en s'appuyant sur l'objectif d'assurer une juste répartition des revenus et des risques entre les parties engagées dans une relation contractuelle. Ces deux projets étant presque terminés, la prochaine étape consistera à mettre en œuvre un plan de communication afin de favoriser l'utilisation de ces deux outils par les parties engagées dans la production de porcs sur une base forfaitaire.

Structures de fermes et performance économique

Toujours dans l'objectif de mieux comprendre le secteur de la production à forfait, les Éleveurs de porcs du Québec ont collaboré avec La Coop fédérée, en 2013, à la réalisation d'une analyse comparative de la performance des entreprises porcines québécoises par rapport à celles observées en Ontario et aux États-Unis. L'analyse a démontré que tant au Québec, qu'aux États-Unis et qu'en Ontario, les structures d'entreprises ont toutes évolué dans le même sens, soit vers un accroissement de la taille des entreprises, de leur niveau de spécialisation et de l'élevage à forfait. Cette évolution reflète les gains de productivité associés à un certain niveau de taille et à la technologie dans la mesure où ces deux facteurs sont reliés. L'élevage à forfait s'est accru au cours de la période d'étude de même que le développement des contrats de mise en marché. D'un point de vue structurel, les changements survenus aux États-Unis sont davantage arrivés par vagues tandis que les changements rencontrés au Québec et en Ontario ont été plus progressifs.

À la lumière des travaux réalisés et dans un objectif d'accroître la compétitivité et la viabilité des fermes porcines québécoises, les membres du comité de l'étude ont convenu de l'importance d'innover au chapitre des modèles de réseautage des entreprises et de coordination verticale afin d'offrir un choix aux éleveurs quant à leur modèle d'affaires, choix qu'ils pourront définir en fonction de leurs valeurs respectives. Plusieurs pistes d'action ont été proposées, notamment celle de faire un état des lieux du réseautage actuel des entreprises porcines québécoises ainsi que du degré de coordination verticale de l'industrie.

Encadrement des pratiques de contractualisation

En matière de cohabitation des différents modèles d'affaires existants, les Éleveurs de porcs du Québec ont participé, à l'automne 2013, aux travaux menés par l'UPA dans le cadre d'un vaste processus de consultation sur l'intégration et la contractualisation.

Ils ont à cet effet produit une analyse factuelle visant à alimenter la réflexion amorcée. Ils ont ainsi rappelé la nécessité d'œuvrer au développement de conditions qui permettent aux entreprises d'avoir une liberté quant au choix de leur modèle d'affaires. Pour les Éleveurs, ces conditions passent notamment par une mise en marché efficace et par l'accès au financement et à des programmes de sécurité des revenus adéquats et prévisibles. Les Éleveurs ont aussi fait valoir l'importance, pour les entreprises qui optent pour l'élevage à forfait, d'avoir accès à des outils qui les guideront dans la négociation de leur entente d'élevage.

Pour les Éleveurs de porcs du Québec, l'atteinte d'un meilleur équilibre entre les différents modèles d'affaires passe notamment par un meilleur partage des risques du marché, l'accès à des services-conseils de haut niveau, un soutien prévisible et adapté aux besoins réels, des actions qui vont favoriser le maintien d'un statut sanitaire élevé et par une réponse adéquate aux besoins de financement des entreprises. Les travaux réalisés au cours des cinq dernières années par les Éleveurs ont, dans une très large mesure, porté sur ces enjeux.

Par ailleurs, dans un souci de représenter l'ensemble de leurs membres, les Éleveurs ont déployé de nouvelles initiatives, notamment par le biais de leur comité sur l'élevage à forfait, afin de mieux répondre aux besoins spécifiques exprimés par les éleveurs qui produisent des porcs sur une base forfaitaire.

ASSURER UNE GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES DES ÉLEVEURS

GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

Les Éleveurs de porcs du Québec demeurent soucieux d'assurer, en tout temps, une gestion optimale des contributions que leur confient leurs membres, d'où l'importance de voir à une saine gestion des ressources humaines et financières de l'organisation.

C'est ainsi qu'en début 2010, à la suite de la mise en place de la nouvelle Convention de mise en marché et en raison des surplus accumulés à cette période, les Éleveurs de porcs du Québec s'étaient engagés auprès de leurs membres à réduire, dès 2010, les contributions versées de 0,10 \$ par porc sur cinq ans. Ils avaient également convenu d'arrêter, dès 2011, la perception du prélevé annuel de 250 000 \$ pour le Fonds de développement des marchés, ce qui représentait une diminution de 3,5 cents par porc.

Ces baisses de prélevé, combinées à la diminution constante du volume de porcs abattus, avaient entraîné une réduction constante des revenus à compter de l'année 2010. Déjà en 2011, les Éleveurs enregistraient une baisse de revenu de 1,4 M de dollars. Dans ce contexte, les membres du conseil d'administration avaient alors convenu de la nécessité de procéder, dans un premier temps, à une révision de l'ensemble des postes de dépenses et d'amorcer ultérieurement une planification budgétaire sur cinq ans.

Révision de l'ensemble des postes de dépenses

L'exercice de révision des postes de dépenses s'est traduit, dans le budget 2013, par des économies de quelque 850 000 \$. D'autres réductions de coût furent introduites à compter de l'année 2014. Parmi les économies notables, soulignons la réduction des sommes octroyées à l'Étude sur les coûts de production des Éleveurs grâce, notamment, à la révision de la rémunération des conseillers et à l'alternance annuelle des entreprises enquêtées, le réaménagement des allocations à la Fondation Tirelire, la réduction des sommes allouées aux communications, au marketing et à la valorisation de la profession de même que la réduction des effectifs de l'organisation. Ces interventions ont permis de générer une réduction récurrente des coûts d'un peu plus de 1,3 M de dollars par année.

Plan de financement quinquennal et équilibre budgétaire



Malgré l'importance des efforts de rationalisation qui avaient été réalisés, l'équilibre budgétaire ne pouvait être atteint compte tenu de la baisse de production qui se poursuivait. Les administrateurs étaient d'avis qu'une réduction supplémentaire des dépenses risquait de compromettre la capacité des Éleveurs à répondre aux attentes de leurs membres. Face à ce constat, les Éleveurs ont alors entrepris, à la fin de 2013, un important exercice de planification financière sur cinq ans, avec le souci d'assurer le maintien des services jugés essentiels.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en mai 2014, les délégués ont procédé à l'adoption d'un plan de financement dont l'objectif était d'atteindre l'équilibre budgétaire et de le maintenir pour les cinq prochaines années. Les prévisions financières de ce plan 2015 - 2020 s'appuyaient sur les éléments suivants :

- Perception des contributions sur la base des kilogrammes pour les porcs d'abattage; les contributions perçues sur les truies et les verrats demeurant par « tête ».
- Indexation de 2 % sur les charges d'opération et de 3 % sur la masse salariale, basée sur les prévisions budgétaires 2014.
- Prévisions d'abattage tenant compte de la présence de la diarrhée épidémique porcine et de l'augmentation du poids des porcs.
- Enveloppe de recherche maintenue à 400 000 \$ annuellement.
- Maintien d'un surplus accumulé entre 9 M\$ et 9,5 M\$.

Mentionnons que le plan adopté prévoyait des ajustements des prélèvements à chacune des années du plan. Un premier ajustement fut introduit en janvier 2015 alors qu'aucune hausse ne s'est appliquée en 2016. Ce sera vraisemblablement la même chose pour 2017.

Démarche de révision et d'amélioration des processus

En complément à l'exercice de révision des postes de dépenses, et toujours dans un souci de gérer de façon optimale les ressources humaines et financières de l'organisation, les Éleveurs ont instauré, en 2012, une démarche d'amélioration des processus et des méthodes de travail. Plus spécifiquement, cette pratique, qui fait maintenant partie intégrante de la gestion quotidienne de l'organisation, visait à la fois la réduction des coûts, les gains d'efficacité et l'amélioration de la qualité des services offerts aux éleveurs.

Dans le cadre de cette démarche, les employés ont rapidement été amenés à identifier les processus clés et à prioriser ceux qui présentaient le plus de gains financiers. Aussi, dès 2013, les améliorations suivantes ont pu être apportées :

- Réduction appréciable des espaces de bureau et d'entreposage des documents administratifs de l'organisation.
- Utilisation accrue des technologies de l'information permettant entre autres choses l'adoption des réunions sans papier.
- Paiement d'un maximum de fournisseurs par les dépôts directs.
- Utilisation optimale de l'application Web de déclarations de porcelets, réduisant ainsi les frais d'administration et de traitement.
- Réduction considérable des coûts de papeterie et d'entreposage en remplaçant l'impression des certificats d'abattage par des documents en format PDF.
- Dépôt de la correspondance s'adressant aux producteurs sur le site Web des Éleveurs de porcs du Québec.

En plus de contribuer à l'amélioration des finances des Éleveurs, plusieurs des projets ciblés ont eu des impacts positifs pour les éleveurs. Parmi ceux-ci figure l'envoi des certificats d'abattage par voie électronique depuis le 5 mai 2015, lequel a permis de générer des économies annuelles d'environ 92 000 \$ en frais d'expédition et de papeterie, tout en permettant aux éleveurs de recevoir leurs données plus rapidement. En début d'année 2016, le conseil d'administration des Éleveurs a convenu de cesser l'envoi des certificats par la poste à compter du 1^{er} juin 2016. La situation des éleveurs qui éprouvent des problèmes de connexion Internet sera analysée au cours de l'été 2016. Entretemps ces entreprises pourront continuer de recevoir leurs certificats par la poste.

Par ailleurs, à l'automne 2015, deux consultants externes ont permis d'intensifier les travaux de révision des processus. Le premier mandat confié consistait à faire l'évaluation des risques financiers et opérationnels reliés aux opérations de paiement des porcs et de facturation aux abattoirs. Le deuxième mandat, complémentaire au premier, visait à étendre la démarche d'amélioration des processus à l'ensemble des opérations du Service de la mise en marché des porcs. Ces travaux ont permis d'identifier les forces et les faiblesses associées à ces opérations et d'obtenir des recommandations quant aux améliorations à apporter pour accroître la qualité et l'efficacité des services offerts.



ÉVALUATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

En 2014, les Éleveurs de porcs du Québec se sont donné comme objectif d'être un moteur de changement en permettant aux éleveurs d'avoir accès à une information de qualité pour les guider dans leur prise de décisions. Ils avaient également le souci de tirer profit des technologies de l'information en vue d'assurer un positionnement adéquat de l'organisation pour l'avenir. C'est dans cette perspective qu'ils ont entamé un virage technologique qui s'appuyait sur la vision TI suivante : « Les technologies de l'information sont considérées comme un des leviers importants contribuant à la réalisation du plan stratégique des Éleveurs et deviennent la référence pour la gestion de l'actif informationnel de l'ensemble de la filière porcine tout en favorisant une approche centrée client et collaborative ».

Pour réaliser ce virage, le Service des technologies et de l'information des Éleveurs a d'abord procédé à un examen approfondi de son infrastructure et de ses outils. En effet, avec les années, les besoins n'avaient cessé de grandir et pour y répondre, un nombre impressionnant de systèmes s'étaient greffés autour des applications informatiques initiales. Un mandat a donc été confié à la firme KPMG afin qu'elle procède à l'évaluation exhaustive des technologies de l'information et de la gouvernance de celles-ci.

L'analyse réalisée a permis de constater l'envergure et la solidité du système de gestion de l'information des Éleveurs de même que le volume important de données qui y étaient emmagasinées. Cependant, la principale faiblesse relevée concernait leur accès en vue de leur utilisation. Pour pallier cette lacune, les Éleveurs ont procédé, en fin d'année 2015, à l'acquisition d'un logiciel d'intelligence d'affaires. Les travaux d'implantation sont menés par un comité interne et seront réalisés en deux phases à compter de 2016. Cet outil facilitera l'exploration des données sans avoir recours systématique au personnel TI. Il assurera par le fait même une plus grande autonomie aux différents utilisateurs des secteurs d'affaires des Éleveurs en vue de la production des analyses, des tableaux de bord et des rapports répondant aux besoins de l'organisation. Enfin, mentionnons que cette démarche vise également à améliorer la qualité, la fréquence et la convivialité des informations transmises aux éleveurs pour la gestion de leur entreprise.

Par ailleurs, il a aussi été convenu, sur recommandation de la firme KPMG, que l'organisation passe à la messagerie « Outlook », ce qui a été fait au printemps 2015. Cet outil étant plus flexible et convivial, il facilite les échanges des Éleveurs avec leurs membres et tous leurs partenaires de la filière. D'ailleurs, l'organisation a profité de ce changement pour arborer sa nouvelle adresse courriel « leseleveursdeporcs.quebec ».

Enfin, la firme KPMG s'est également penchée sur la structure de gouvernance des Éleveurs à l'égard des technologies de l'information, ceci sur la base que les TI, qui relèvent dorénavant de la direction générale, constituent un levier important à la réalisation du plan stratégique de l'organisation. Un repositionnement et un renforcement des rôles et des responsabilités de certains comités vis-à-vis des TI ont donc été instaurés. C'est ainsi que depuis 2015, un comité interne a été mis sur pied afin de déterminer, notamment, les grandes orientations du Service des technologies et de l'information des Éleveurs sur la base des priorités stratégiques des secteurs d'affaires. Aussi, l'équipe des technologies informe, sur une base régulière, les membres du comité vérification interne et finances sur l'avancement des projets informatiques et leur coût.

La mise en place de systèmes de gestion de l'information performants est essentielle dans le contexte de mondialisation des marchés que nous connaissons. Avec la vision qu'ils poursuivent et les investissements qu'ils réalisent en matière de technologies de l'information, les Éleveurs pourront, entre autres, mieux exploiter les nombreuses données qu'ils recueillent sur le secteur porcin, bonifier les outils d'aide à la décision des administrateurs et travailler de façon encore plus éclairée avec l'ensemble de la filière porcine, pour le bénéfice des éleveurs.

– **UNE ORGANISATION REPRÉSENTATIVE, EFFICACE ET ENGAGÉE**

Des efforts importants ont été consacrés en vue de renforcer la vie associative, de réviser la structure et le mode de fonctionnement de l'organisation, d'atteindre un juste équilibre entre les différents modèles d'affaires et d'assurer une gestion optimale des ressources. Plusieurs améliorations ont ainsi pu être apportées. Bien que les objectifs fixés aient été atteints et que le plan d'action 2010 - 2014 duquel ont découlé ces réalisations soit arrivé à échéance, les Éleveurs poursuivent leurs travaux avec les comités qu'ils ont mis en place. En effet, pour pouvoir bien s'acquitter de leur mandat d'administration du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec, il est essentiel que les Éleveurs soient une organisation représentative, efficace et engagée au service de leurs membres.

3.2.3 ENJEUX ET RÉALISATIONS

LIÉS AUX COMMUNICATIONS, AUX RELATIONS PUBLIQUES ET AUX REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES



LES COMMUNICATIONS ET LES RELATIONS PUBLIQUES

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE COMMUNIQUER

Depuis 2012, la communication figure parmi les priorités stratégiques de l'organisation. Elle permet de mieux faire connaître les efforts et les initiatives des Éleveurs de porcs afin de recevoir une reconnaissance et un appui des partenaires de l'industrie, des décideurs gouvernementaux et du grand public. Basée sur l'expertise, le leadership et la coordination réussie de la direction générale avec les différents services de l'organisation, la communication s'inscrit dans une vision sur le long terme pour obtenir les conditions favorables à la consolidation et au développement du secteur. Au fil des ans, le discours positif mis de l'avant par les différents porte-paroles, à l'échelle provinciale et régionale, a été repris et apprécié des différents publics ciblés.

Ces efforts ont payé : l'image des éleveurs et de la production porcine a changé. Des stratégies de communication externe proactives, cohérentes et positives ont été déployées pour mettre en valeur le savoir-faire responsable dont les éleveurs de porcs font preuve quotidiennement et les positionner comme des partenaires de confiance auprès des différents publics-cibles de l'organisation.

RELATIONS DE PRESSE PROACTIVES ET RIGOUREUSES

De 2012 à 2015, les Éleveurs de porcs du Québec ont bénéficié d'une couverture de presse importante et positive grâce à la fiabilité et la crédibilité des informations données, la disponibilité des porte-paroles et un suivi rigoureux apporté à chaque entrevue (Figures 23 et 24). Ils ont en effet été interpellés sur de nombreux sujets et ont profité de chaque occasion pour mettre de l'avant les positions de l'organisation et les bons coups de leurs membres. Parmi les quelques enjeux abordés, le bien-être animal, les accords de libre-échange, l'étude de l'Organisation mondiale de la santé sur la viande rouge, le Porc Show ou encore les stratégies de communication-marketing pour valoriser le produit et la profession. Notons également que les Éleveurs ont rayonné en France grâce à la publication d'articles dans différents médias.

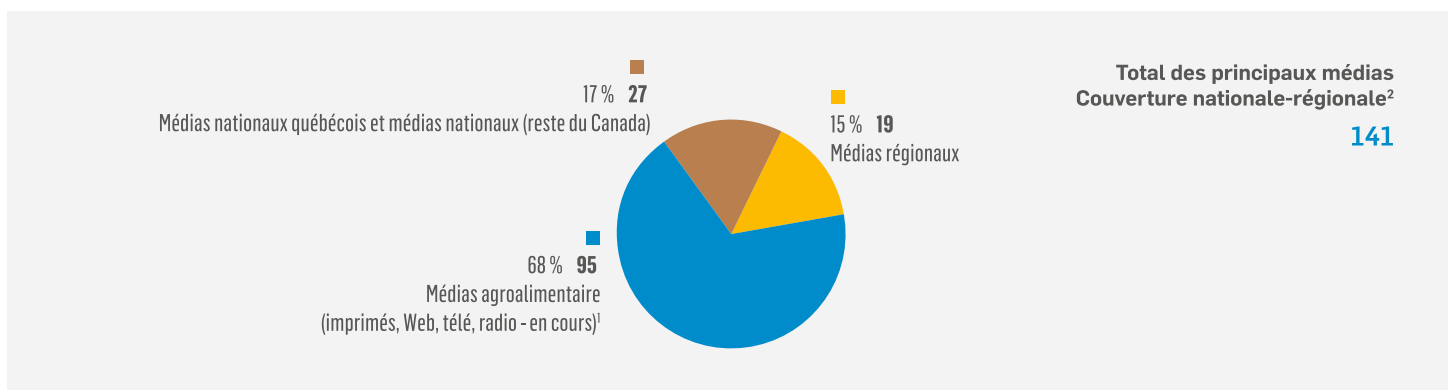


FIGURE 23 : NOMBRE DE DEMANDES D'ENTREVUES ADRESSÉES AUX ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

ANNÉES	ENTREVUES
2012	100
2013	109
2014	195
2015	105
TOTAL	509

Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

FIGURE 24 : PORTRAIT DE LA COUVERTURE MÉDIA 2015



¹ Excluant le Porc Québec et autres médias dédiés au secteur porcin

² Les données obtenues font référence au tableau précédent

Source : Les Éleveurs de porcs du Québec, 2016.

LES PERCEPTIONS CHANGENT

En 2015, le Service des communications a organisé, en collaboration avec la firme CROP, un sondage sur les perceptions du grand public à l'égard des éleveurs de porcs québécois. L'exercice avait déjà été réalisé en 2013 et à des fins de comparaison, les questions n'ont pas été modifiées. Parmi les faits saillants du sondage, on retient que les éleveurs de porcs québécois continuent de bénéficier d'une image positive (73 % en 2015 contre 75 % en 2013). De plus, bien que la qualité de la viande contribue directement à la bonne opinion générale des répondants, ce sont avant tout les aspects socio-éthiques de l'élevage (environnement et bien-être animal) qui ont connu une amélioration notable des perceptions positives exprimées. Ces résultats peuvent donner des idées pour contextualiser la production porcine et mettre de l'avant certaines initiatives.

MISER SUR LES RELATIONS PUBLIQUES

Par ailleurs, la tenue d'événements de relations publiques est aussi un bon moyen pour générer une couverture de presse positive et positionner avantageusement la profession et le produit. Ces activités permettent de mettre en valeur les bonnes pratiques à la ferme, la contribution économique du secteur ou encore l'importance de l'achat local pour la vitalité des régions. À cet égard, le lancement du rapport de responsabilité sociale des Éleveurs de porcs du Québec, les événements Bête & Fête de 2012 et 2013, le Bacon Extravaganza en 2014 ou encore le Porc Show peuvent être considérés comme des succès et contribuent au sentiment de fierté, indispensable à la relance de l'industrie.

Bacon Extravaganza (2014)

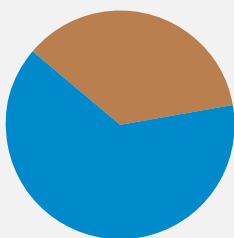
Portée totale : 10 672 339

Nombre de reportages : 43

36 % positifs

64 % neutres

0 % négatif



Porc Show (2015)

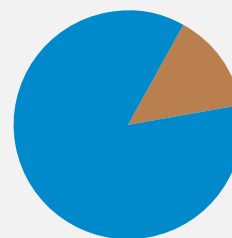
Portée totale : 2 123 295

Nombre de reportages : 35

14 % positifs

86 % neutres

0 % négatif



LA NOUVELLE RÉALITÉ NUMÉRIQUE

Guidés par la volonté d'améliorer leurs communications auprès du grand public et de leurs membres, les Éleveurs de porcs du Québec ont entrepris, à l'automne 2015, la refonte de leur site Internet www.leseleveursdeporcs.quebec. Le nouveau site répond à plusieurs objectifs : fournir de l'information factuelle et pertinente au grand public et aux éleveurs sur deux plateformes distinctes, accroître le nombre de visiteurs sur ces plateformes et arrimer l'image de marque du nouveau site à la plateforme « Le porc du Québec », laquelle avait fait l'objet d'une refonte majeure il y a maintenant deux ans. Le site sera mis en ligne en 2017. Du côté des médias sociaux, les Éleveurs de porcs du Québec ont procédé à une analyse de leurs comptes Facebook et Twitter qui a démontré que l'organisation aurait tout à gagner à être plus présente sur ces plateformes numériques pour engager un dialogue avec les consommateurs (Facebook) et les influenceurs (Twitter). Une nouvelle stratégie numérique devrait voir le jour en 2016.

LES REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Au chapitre des relations extérieures, les Éleveurs de porcs du Québec ont fait preuve d'un grand dynamisme pour présenter leurs réalisations, les enjeux et les défis du secteur auprès de divers publics cibles. Reconnus pour leur leadership et leur discours positif et rassembleur, les Éleveurs ont saisi toutes les occasions pour renforcer les liens avec leurs différents partenaires.



REPRÉSENTATIONS POLITIQUES

L'organisation a été particulièrement active ces cinq dernières années en matière de relations gouvernementales. De 2012 à 2015, les Éleveurs de porcs du Québec ont organisé plusieurs dizaines de rencontres pour présenter leurs réalisations, les enjeux et les défis de leur secteur à des élus, tous partis confondus, et autres représentants gouvernementaux. Les discussions ont principalement porté sur les nouvelles exigences des marchés, l'acceptabilité sociale, la sécurité du revenu et la mise en place de programmes ciblés. De plus, dans le cadre de la planification stratégique sectorielle 2015 - 2020, les Éleveurs de porcs du Québec ont fait quelques représentations avec les partenaires de la filière porcine.

Au cours des trois dernières années, les Éleveurs de porcs du Québec ont développé une tradition annuelle : celle de convier les députés à une réception pour présenter leurs réalisations et discuter avec les membres du conseil d'administration. Ces activités ont rassemblé un plus grand nombre de députés à chaque édition.

Par ailleurs, dans le cadre du projet de loi 54 sur le bien-être animal, les Éleveurs de porcs ont été invités à participer aux consultations particulières et à déposer un mémoire à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles de l'Assemblée nationale. Le 6 octobre 2015, MM. David Boissonneault, David Duval et Jean Larose ont présenté la position de l'organisation, partagée par les partenaires du secteur.

MISSION EN CHINE

Du 27 au 31 octobre 2014, les Éleveurs de porcs du Québec, accompagnés de deux entreprises de transformation québécoises, se sont rendus en Chine dans le cadre de la première mission commerciale hors Amérique du Nord du premier ministre du Québec, Philippe Couillard. Cette visite s'inscrivait dans la continuité des autres voyages déjà effectués par les Éleveurs et les partenaires de la filière dans l'Empire du Milieu. Les objectifs de ce voyage visaient à mieux comprendre les exigences et réalités de cet important marché, faire la promotion du porc du Québec et sensibiliser les membres de la délégation gouvernementale à l'importance économique du secteur porcin, propulsé par ses exportations.

MISSION AUX ÉTATS-UNIS

Au début du mois de juin 2015, les Éleveurs se sont rendus au World Pork Expo à Des Moines en Iowa, aux États-Unis. Cet événement permet d'échanger avec des producteurs et des représentants canadiens et américains de l'industrie porcine et de se mettre à jour sur les dernières nouveautés. Les conférences ont porté sur la santé des animaux et le contrôle de la DEP, la qualité de la viande, l'impact de la production de biodiesel dans la production porcine, la réglementation, la productivité et le commerce international. Ce voyage fut aussi l'occasion d'aller visiter l'une des fermes d'Amy Cronin, présidente d'Ontario Pork et Jeune Agricultrice d'élite du Canada 2015.

MONDE AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

La filière connaît un regain d'activité avec la participation des partenaires au sein de plusieurs comités de travail des Éleveurs, comme ceux sur la sécurité du revenu et sur la promotion, ou encore l'appui à des initiatives telles que l'EQSP ou le Porc Show. Sous l'impulsion des Éleveurs et en étroite collaboration avec l'Association du congrès du porc du Québec et l'AQINAC, le premier Porc Show est organisé en décembre 2014. Plus de 900 participants, dont 250 éleveurs, sont présents pour développer leurs connaissances, leur réseau et découvrir les dernières innovations du secteur. Événement unique dans tout l'est du Canada rassemblant tous les partenaires, de la production à la consommation, il s'impose immédiatement comme le rendez-vous incontournable du secteur.

Dans un autre ordre d'idées, le 12 novembre 2015, l'organisation était invitée par les membres de la Stratégie québécoise de santé et bien-être animal à venir présenter leur rapport de responsabilité sociale. L'auditoire a salué la rigueur de la démarche et le leadership de l'association pour cette initiative unique au sein du monde agricole.

Les Éleveurs de porcs ont également eu plusieurs rencontres avec Agriculture et Agroalimentaire Canada pour partager les points de vue sur la refonte du programme Cultivons l'avenir 3. Ils ont également participé aux tables rondes de la chaîne de valeur du porc canadien organisées par AAC et se joindront aux discussions sur la responsabilité sociale de l'industrie porcine canadienne.

Par ailleurs, les occasions de rencontres furent nombreuses entre les Éleveurs de porcs du Québec et les détaillants. Les Éleveurs ont saisi plusieurs opportunités pour développer des relations étroites avec les chaînes d'alimentation et faire valoir leurs positions sur plusieurs enjeux stratégiques comme la promotion du porc du Québec, le bien-être animal ou la responsabilité sociale.

Enfin, au début de l'année 2015, les Éleveurs ont développé des liens étroits avec Ontario Pork afin d'échanger sur des enjeux et faire face aux défis communs. Notamment, un conseil d'administration conjoint a été organisé en février 2015 et cette initiative sera reproduite avant la fin de 2016. La collaboration avec Ontario Pork se poursuit grâce à la tenue de plusieurs rencontres de travail entre les membres de la direction des deux organisations. Notons également que le rapport de responsabilité sociale des Éleveurs a inspiré nos partenaires ontariens qui ont lancé le leur le 22 mars 2016, réalisé également par la firme Groupe AGÉCO.

À LA RENCONTRE DES DIVERS PUBLICS

Les Éleveurs de porcs du Québec ont eu l'occasion d'entrer en contact avec divers publics au cours des dernières années. De plus, les Éleveurs de porcs ont accueilli des délégations étrangères provenant du Vietnam et du Mexique. Dans le cadre d'un cours donné à HEC Montréal, les étudiants ont pu découvrir la production porcine, et quelques mythes sont tombés! Les Éleveurs ont aussi été invités à présenter leur premier rapport de responsabilité sociale au forum Americana, le plus grand salon multisectoriel en environnement en Amérique du Nord, lequel rassemble chaque année plus de 10 000 participants et exposants.



LES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC AU SEIN DU CONSEIL CANADIEN DU PORC

Les Éleveurs de porcs du Québec ont poursuivi leur collaboration avec le Conseil canadien du porc pour faire valoir le point de vue québécois au sein de l'organisation pancanadienne, grâce à la participation active de MM. Normand Martineau et David Duval, membres du conseil d'administration. Les Éleveurs se sont également impliqués activement pour faire avancer plusieurs dossiers. Parmi les faits saillants des dernières années, retenons :

- L'abrogation de la loi américaine sur l'étiquetage obligatoire qui a coûté plusieurs milliards de dollars aux éleveurs de porcs et de bœuf canadiens.
 - La présentation des Éleveurs au Conseil des produits agricoles canadiens sur la création d'un office national de recherche, de développement des marchés et de promotion pour le Canada grâce à la mise en place d'un prélevé sur les importations.
 - La participation dynamique des Éleveurs à la Grappe porcine « Swine Innovation Porc ».
 - L'implantation de la traçabilité par l'organisme « Porc Tracé Canada ». Les Éleveurs ont la responsabilité de coordonner la mise en œuvre au Québec de ce programme obligatoire, en offrant de plus un service d'accompagnement aux producteurs.
 - La refonte du programme AQC^{MD}, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Les Éleveurs partagent leur expertise et collaborent étroitement avec le CCP sur une base quotidienne.
 - Les Éleveurs sont très actifs auprès du CCP pour développer une meilleure coordination en matière de santé porcine. Citons, par exemple, les efforts pour contrer la diarrhée épidémique porcine ou la réduction de l'utilisation d'antimicrobiens.
- Le suivi de l'évolution des accords commerciaux. Les Éleveurs ont suivi de près les négociations entourant l'accord de libre-échange Canada-Europe et le Partenariat transpacifique et ont échangé à plusieurs reprises avec le CCP pour développer un discours cohérent et uni au sein de l'industrie. D'autres accords commerciaux ont été conclus avec la Corée, l'Ukraine et l'Inde et les pourparlers se poursuivent avec le Japon pour un accord bilatéral.
 - Les Éleveurs maintiennent leur appui à Canada Porc International pour le développement de marchés et la valorisation du produit (ractopamine, promotion du porc canadien à l'international, informations sur les marchés, etc.).
 - Les Éleveurs sont impliqués dans les discussions entourant la publication d'un premier rapport de responsabilité sociale à l'échelle canadienne.
 - Les Éleveurs de porcs du Québec ont appuyé le CCP dans l'élaboration de sa plateforme lors de la campagne électorale fédérale. Cette plateforme décrivait les principaux enjeux et demandes du secteur porcine canadien aux différents candidats.

LA PERCEPTION DU GRAND PUBLIC : DES GAINS IMPORTANTS, UN DÉFI CONSTANT

Les interventions des Éleveurs de porcs en matière de communications, de relations publiques et de représentations ont permis de démystifier le secteur de la production porcine et d'améliorer son image. Les perceptions positives du grand public sont toutefois loin d'être acquises. Un travail constant et une collaboration étroite entre les différents services de l'organisation doivent être maintenus afin de poursuivre les efforts de promotion et de valorisation pour positionner les éleveurs de porcs comme des leaders au sein du monde agricole québécois.

4 . CIBLES

STRATÉGIQUES ET PRIORITÉS D'ACTION



4.1 PLAN STRATÉGIQUE DE LA FILIÈRE 2015 - 2020 :

ENSEMBLE, VERS UNE FILIÈRE PORCINE AU SOMMET



Conscients de l'importance de travailler efficacement selon des orientations bien définies, les Éleveurs de porcs du Québec ont voulu entreprendre une réflexion en vue de la mise à jour de leur plan d'action 2010 - 2014. Pour maximiser leurs efforts, ils ont toutefois convenu de réaliser cette démarche de façon concertée, et ce, dans la continuité de l'harmonisation des relations établies dans la mise en œuvre de la Convention 2009 - 2013 et des différentes initiatives conjointes entreprises au fil des années, notamment en matière de salubrité et de santé animale.

4.1.1 DÉMARCHÉ DE CONCERTATION DES ACTEURS DE LA FILIÈRE

Le 17 décembre 2013, les Éleveurs de porcs du Québec exercent leur leadership en conviant les dirigeants de l'industrie de la filière à une première rencontre exploratoire. En effet, le secteur connaît alors des transformations importantes qui ouvrent la voie à des occasions exceptionnelles qu'il faut savoir saisir. Cette rencontre des leaders permet de définir des orientations communes pour redynamiser et favoriser le développement de la filière porcine québécoise. Le temps est effectivement propice pour se concerter, investir et optimiser le plein potentiel du secteur par une approche structurée impliquant tous les maillons de la filière porcine.

Dès le 30 janvier 2014, une rencontre est tenue avec le ministre et la direction du MAPAQ afin d'échanger sur les constats réalisés en décembre et sur la vision qui en émane. Notamment, les leaders soulignent l'importance que le gouvernement s'engage à garantir les conditions propices au développement et à la consolidation des entreprises porcines. À cet effet, le secteur de la production doit pouvoir compter sur des règles claires pour une période de cinq ans en matière de sécurité du revenu ainsi que sur des programmes en appui aux investissements indispensables pour maintenir les entreprises compétitives. Au terme des échanges, tous s'engagent à exercer le leadership nécessaire pour mettre de l'avant des actions et développer des outils qui permettront d'assurer la relance du secteur porcin. Parmi les engagements des leaders de la filière se trouvent l'établissement d'une nouvelle convention de mise en marché et la création d'un rendez-vous annuel de la filière. Il est également convenu de démarrer rapidement une démarche de planification stratégique sectorielle, laquelle sera appuyée par le MAPAQ.

À l'issue de cette rencontre, un comité de travail composé de représentants des Éleveurs, de l'AQINAC, de La Coop fédérée et des abattoirs est mis sur pied. Ce comité directeur de la filière porcine retient les services de Michel Morrisset, professeur à l'Université Laval, et du Groupe AGÉCO pour l'accompagner dans sa démarche. Les travaux démarrent à la fin avril 2014 avec l'objectif de les terminer à l'automne suivant selon le mandat suivant :

- Mettre à jour le diagnostic du secteur et identifier ses principaux enjeux et défis.
- Définir les objectifs, les moyens et les actions de la filière pour les cinq prochaines années.
- Produire un plan d'affaires permettant de mesurer l'impact de l'investissement de l'État sur l'économie québécoise.

Ce comité se réunit à plus d'une dizaine de reprises au cours des mois suivants pour travailler avec les consultants sur l'élaboration du diagnostic. Aussi, au cours de l'été, une consultation est effectuée auprès d'un vaste échantillon d'intervenants de la filière afin de recueillir leur opinion sur les enjeux et les défis du secteur.

En juillet 2014, les leaders se réunissent à nouveau pour prendre connaissance du diagnostic réalisé. Celui-ci porte sur les marchés et la concurrence, les différents modèles d'affaires rencontrés en production et les chaînes d'approvisionnement, la sécurité du revenu et la gestion des risques ainsi que sur l'acceptabilité sociale. À partir des éléments factuels et des enjeux qui s'en dégagent, le comité des leaders identifie des pistes d'action et jette ainsi les bases d'un éventuel plan stratégique.

Au début du mois de septembre suivant, les Éleveurs tiennent un conseil d'administration élargi pour réfléchir collectivement aux différentes propositions du comité et les bonifier. Le diagnostic et les échanges tenus permettent de dresser un portrait détaillé du secteur, avec ses forces et faiblesses, et de démontrer que l'industrie porcine du Québec se compare souvent avantageusement à ses concurrents.

Le comité directeur poursuit ses travaux et en octobre 2014, les leaders se réunissent à nouveau pour prendre connaissance des axes et des actions du plan stratégique qui leur est présenté. Celui-ci est alors adopté à l'unanimité. Il a pour thème « Ensemble, vers une filière porcine au sommet ».

Dès le 23 octobre 2014, les Éleveurs et des représentants de la filière rencontrent le ministre du MAPAQ, Pierre Paradis, pour lui présenter les grandes lignes de ce projet de développement économique, que constitue le plan stratégique de la filière, et solliciter l'accompagnement de son ministère dans la mise en œuvre de celui-ci. Ils expriment par la même occasion leur ferme volonté de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour qu'un cadre financier prévisible, stable et connu soit établi pour les cinq prochaines années. Enfin, ils s'engagent à appuyer les investissements du gouvernement sous la forme de programmes ciblés en matière de santé et de bien-être animal et à collaborer à la mise en œuvre du plan stratégique de la filière.

Par ailleurs, le plan stratégique de la filière porcine 2015 - 2020 est officiellement dévoilé le 12 novembre 2014 à l'ensemble des décideurs politiques, dans le cadre d'une activité publique. Parlant d'une seule voix, David Boissonneault, président des Éleveurs de porcs, Denis Richard, président de La Coop fédérée, Yvan Lacroix, président-directeur général de l'AQINAC, et Bruno Girard, superviseur des ventes, des achats et du transport chez F. Ménard, présentent ce grand projet d'investissement au nom des membres de l'ensemble de la filière porcine.



Ils profitent aussi de cette occasion pour rappeler aux députés et journalistes présents que le secteur porcin offre les plus belles perspectives de croissance dans le milieu bioalimentaire. En effet, chaque dollar investi dans la filière porcine profite à l'économie du Québec et génère des emplois en région. Aussi, ils soulignent le fait que pour maintenir le dynamisme de l'industrie, c'est près de 1 G\$ que le secteur porcin pourrait investir au cours des dix prochaines années, dont la moitié pour le bien-être animal et la biosécurité. Lors de cette journée, les partenaires de la filière démontrent publiquement leur volonté de travailler avec ardeur, ensemble, pour mettre en œuvre une stratégie qui leur permettra d'optimiser le plein potentiel de la filière porcine québécoise.

À la suite de ce dévoilement, une stratégie de relations publiques est mise en place pour présenter le plan stratégique aux élus de l'Assemblée nationale et au personnel politique. Les porte-paroles de la filière font notamment valoir que ce plan vise à redresser et moderniser le secteur porcin grâce à des investissements générant des retombées économiques et des emplois dans toutes les régions du Québec. Ils reçoivent d'ailleurs une écoute attentive et un accueil favorable de la part des élus qu'ils rencontrent. En complément, un mémoire est déposé en février 2015 dans le cadre des consultations prébudgétaires 2015 - 2016 du Gouvernement du Québec, ceci en vue de faire valoir les projets de la filière et rappeler la nécessité d'établir un cadre financier stable et connu pour les cinq prochaines années afin de favoriser les investissements.

4.1.2 PLAN STRATÉGIQUE DE LA FILIÈRE PORCINE 2015 - 2020

Le plan stratégique élaboré par la filière fait consensus autour d'objectifs et de moyens porteurs, lesquels sont illustrés par le thème « Ensemble, vers une filière porcine au sommet ». Les actions retenues dans ce plan sont concrètes et accessibles. Elles sont regroupées sous les trois grands axes suivants :

1. Développer le sentiment de fierté identitaire pour le porc du Québec.
2. Cohabiter en protégeant nos ressources et la santé de nos animaux.
3. Innover et relever les défis technologiques.

DÉVELOPPER LE SENTIMENT DE FIERTÉ POUR LE PORC DU QUÉBEC

Au-delà de l'histoire gastronomique et de la culture rurale du Québec, l'industrie du porc doit se hisser au sommet en devenant LA référence. Il y a de quoi être fier du chemin parcouru. Plus que jamais, les Québécois citent le porc comme un produit de haute qualité. Un produit également reconnu et recherché à travers le monde. De fait, le Québec se positionne au peloton de tête des meilleures pratiques mondiales grâce à la salubrité et à la qualité de sa viande ainsi qu'à ses pratiques environnementales. Un rayonnement positif qui contribue à rendre le secteur encore plus attrayant pour la relève, tant chez les éleveurs, les travailleurs de l'industrie, les professionnels, les chercheurs et les nombreux intervenants qui gravitent autour de la filière.

ENSEMBLE, VERS UNE FILIÈRE PORCINE AU SOMMET



UNE INITIATIVE DE LA FILIÈRE PORCINE QUÉBÉCOISE

COHABITER EN PROTÉGÉANT NOS RESSOURCES ET LA SANTÉ DE NOS ANIMAUX

Les animaux, leur santé et leur bien-être sont au cœur des préoccupations de la filière porcine au Québec. Ils sont les piliers de la rentabilité et de la réputation de l'industrie. Plus encore, la biosécurité et la salubrité sont une carte de visite précieuse pour le porc du Québec sur l'échiquier international. L'industrie québécoise s'est taillé une place de choix sur les marchés les plus exigeants grâce à ses contrôles rigoureux. À cet effet, les partenaires sont unanimes pour investir afin de maintenir le statut sanitaire élevé de la filière. L'adoption d'une série de mesures permettra de maintenir un cheptel en santé et de rationaliser l'usage des médicaments, dont les antibiotiques.

Par ailleurs, afin d'améliorer le bien-être des animaux, un important renouvellement des infrastructures existantes est à prévoir. Cette modernisation sera l'occasion d'intégrer les technologies de pointe au sein des bâtiments agricoles, permettant par le fait même de favoriser une cohabitation-harmonieuse. Grâce à ces investissements, les éleveurs réitèrent ainsi leur engagement à produire dans le respect des ressources et des communautés avoisinantes.

INNOVER ET RELEVER LES DÉFIS TECHNOLOGIQUES

La filière porcine entend profiter de cette période charnière pour non seulement prioriser la recherche, mais également pour mieux coordonner les efforts afin que cette recherche réponde davantage aux besoins du secteur. Dans cette perspective d'efficience, une maximisation des systèmes informatiques favorisera quant à elle une meilleure gestion des différentes informations requises pour le fonctionnement maximal de la filière, en facilitant la gestion et la fluidité de l'information.

Le plan stratégique détaillé est présenté en annexe 1.

4.1.3 MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU PLAN

Après la publication du plan stratégique de la filière porcine québécoise en novembre 2014, le comité directeur, présidé par les Éleveurs de porcs du Québec, n'a pas relâché ses efforts et a travaillé à sa mise en œuvre. Le comité s'est en effet régulièrement rencontré pour discuter des priorités, du financement et de la gouvernance du plan stratégique. La première étape a ainsi été consacrée à l'identification des priorités de travail, qui ont été présentées et approuvées par le comité des leaders de la filière le 14 mai 2015. Les personnes présentes ont notamment souligné l'intérêt de la démarche et la nécessité de maintenir le cap, notamment en matière de représentations politiques, lesquelles ont démontré la crédibilité et la contribution de l'industrie porcine à l'économie du Québec. Au cours de l'automne, les représentants du secteur ont présenté le plan aux partis de l'opposition officielle. De plus, la haute direction des Éleveurs n'a pas manqué une occasion de rappeler au ministre l'importance de profiter du contexte favorable pour relancer les investissements.

Parmi les autres pistes de travail identifiées, la recherche et développement figurait au cœur des préoccupations des partenaires. À cet égard, ils ont convenu qu'il était essentiel de mieux coordonner les priorités de recherche des différents organismes impliqués afin de répondre adéquatement aux besoins de l'industrie. Plus concrètement, il est prévu qu'un forum réunissant tous les acteurs de la R&D soit organisé à la fin de l'année 2016 pour définir les priorités de recherche, mais surtout les pistes de collaboration entre les différents acteurs. La santé est également un enjeu incontournable pour assurer la rentabilité des fermes porcines et divers projets sont à l'étude pour renforcer la cohésion de l'industrie sur ce dossier prioritaire. Enfin, le développement des liens entre les partenaires pour la promotion du produit, ainsi que la valorisation de la profession et du secteur porcine font partie des axes de travail retenus. Par exemple, en janvier 2016, un encart publicitaire mettant de l'avant le porc du Québec et les transformateurs a été publié dans le magazine Ricardo. D'autres initiatives devraient voir le jour au cours des prochains mois.



PREMIÈRE PRÉSENTATION DU PORC SHOW : LE RASSEMBLEMENT DE LA FILIÈRE PORCINE

Toujours en regard de la mise en œuvre des engagements pris par la filière, le Porc Show, soit le nouveau rassemblement de la filière porcine québécoise, a été tenu pour la toute première fois le 9 décembre 2014, en présence du ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis. Pour cette première présentation, les organisateurs ont accueilli plus de 900 participants au Centre des congrès à Québec. Ce fut l'occasion pour tous de s'informer et d'échanger sur un nombre varié de sujets et de déguster de savoureuses bouchées de porc québécois sur place et dans les restaurants de Québec ayant accepté de mettre à l'honneur le porc du Québec à leur menu. La réussite de cet événement rassembleur est indéniable à tout point de vue. Ses retombées ont même dépassé les frontières du Québec puisque le Porc Show a permis d'assurer le rayonnement de la filière porcine au Canada et à l'étranger.

Depuis, le Porc Show se tient annuellement à la même période et les deuxième et troisième éditions ont connu un succès tout aussi retentissant que la première.

– TRAVAILLER EN FILIÈRE, POUR LE BÉNÉFICE DES ÉLEVEURS

Les représentants de la filière reconnaissent le leadership et le rôle de premier plan joué par les Éleveurs de porcs du Québec à cette démarche de relance du secteur porcin. Tous conviennent qu'il ne faut pas dupliquer les structures et les comités de travail existants et que la coordination doit être assumée avec souplesse et rigueur. Au cours des prochains mois, le comité directeur poursuivra le travail entamé sur les diverses actions retenues et proposera au comité des leaders une gestion dynamique de la planification stratégique.

Par ailleurs, face au questionnement de quelques éleveurs relativement à cette démarche de concertation avec les membres de la filière, le président des Éleveurs de porcs du Québec, David Boissonneault, a voulu se faire rassurant : « Je sais que certains doutent ou se posent parfois des questions sur cette démarche. Notre mission n'a pas changé : nous travaillons pour les producteurs, mais comme pour la mise en marché collective, nous constatons que nous obtenons de meilleurs résultats quand nous travaillons ensemble pour faire face à des enjeux qui nous dépassent individuellement ».

Enfin, mentionnons que les Éleveurs de porcs du Québec ont respecté les engagements qu'ils avaient pris auprès du gouvernement en janvier 2014. Ils ont élaboré et mis de l'avant un plan stratégique, intensifié les négociations entourant la Convention de mise en marché, travaillé avec le MAPAQ et la FADQ sur certains enjeux cruciaux et lancé le premier événement rassemblant toute la filière porcine : le Porc Show.

**ANALYSE DES
INTERVENTIONS ET
PERSPECTIVES
D'AVENIR**



5.1 ANALYSE DES INTERVENTIONS

DANS LA MISE EN MARCHÉ DES PORCS



Les interventions des Éleveurs de porcs du Québec dans la mise en marché visent essentiellement l'atteinte des trois objectifs généraux ci-dessous :

- Organiser collectivement les relations entre les producteurs ainsi que les rapports avec les acheteurs permettant de défendre les intérêts de l'ensemble des personnes visées par le plan.
- Voir à ce que tous les producteurs visés soient soumis aux règles établies selon l'intérêt collectif.
- Organiser la production et la mise en marché du produit visé en favorisant une mise en marché efficace et ordonnée.

En plus des actions menées vis-à-vis ces trois objectifs, et au-delà des devoirs qui leur incombent en tant qu'administrateur du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec, les Éleveurs ont réalisé des interventions qui ont eu une incidence indirecte sur l'objectif de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée. Par exemple, en s'assurant que les éleveurs ont accès à des programmes de sécurité des revenus adéquats ou en veillant à préserver le statut sanitaire des troupeaux, les Éleveurs contribuent au maintien d'entreprises rentables, favorisant ainsi une meilleure stabilité de la production et, par conséquent, une meilleure capacité de répondre aux besoins des acheteurs.

Le tableau présenté en annexe 2 résume les différentes interventions réalisées par les Éleveurs au cours de la période 2010 à 2015, dans le cadre de l'application du Plan conjoint qu'ils ont la responsabilité d'administrer. Présenté par thème, le tableau permet d'évaluer l'impact des différentes actions menées par les Éleveurs sur les trois objectifs cités ci-dessus. Certaines interventions présentent un degré de réponse moins direct aux objectifs, selon qu'ils répondent à un besoin précis des Éleveurs ou de la filière ou qu'ils soient complémentaires à une autre intervention liée à la mise en marché.

Le tableau est présenté en annexe 2

5.2 PERSPECTIVES D'AVENIR

DANS LA MISE EN MARCHÉ DES PORCS



Venant de conclure la dernière période de négociation de la Convention de mise en marché 2016 - 2019, les Éleveurs de porcs du Québec et les acheteurs signataires consacrent l'essentiel de leurs énergies à l'implantation de celle-ci. C'est pourquoi nous tenons à souligner que les éléments prospectifs soulevés dans cette section n'ont pas fait l'objet de discussions formelles au sein des instances des Éleveurs ni d'échanges structurés avec les acheteurs. Ils sont donc soumis à la RMAAQ avec la réserve que différents forums devront permettre de valider, d'approfondir et de bonifier les éléments de réflexion soumis.

Avant d'envisager l'avenir, rappelons quelques éléments de contexte.

D'abord, la Convention 2009 - 2013 aura permis :

- D'établir le prix de vente des porcs à partir d'une référence américaine reconnue et stable.
- Une meilleure augmentation du revenu moyen par porc que l'Ontario et le reste du Canada.
- La production de porcs ayant des caractéristiques de base équivalentes aux porcs américains.
- Une relation d'affaires plus directe entre producteurs et acheteurs, facilitant ainsi un meilleur arrimage entre les besoins de chacun.
- Une capacité de s'adapter plus rapidement à des besoins spécifiques des marchés (ex. : sans ractopamine).
- De sécuriser l'approvisionnement des usines québécoises et par conséquent d'assurer une utilisation optimale de la capacité d'abattage des abattoirs québécois.

Elle aura aussi incité et parfois favorisé certains acheteurs à investir dans le secteur de production.

La Convention 2016 - 2019, quant à elle, devrait permettre :

- De consolider les liens d'affaires entre producteurs et acheteurs.
- D'offrir plus de souplesse aux acheteurs qui souhaitent accroître leurs parts de marché et aux éleveurs dans le choix de leur partenaire d'affaires.
- Par les ententes spécifiques, une bonification du prix pour la production de porcs qui répondent à des besoins particuliers de marchés.
- Une plus grande transparence dans les mécanismes qui gouvernent les changements d'assignation des sites de production aux acheteurs.

Enfin, une relation plus étroite entre les Éleveurs, les acheteurs et les autres partenaires de la filière permet :

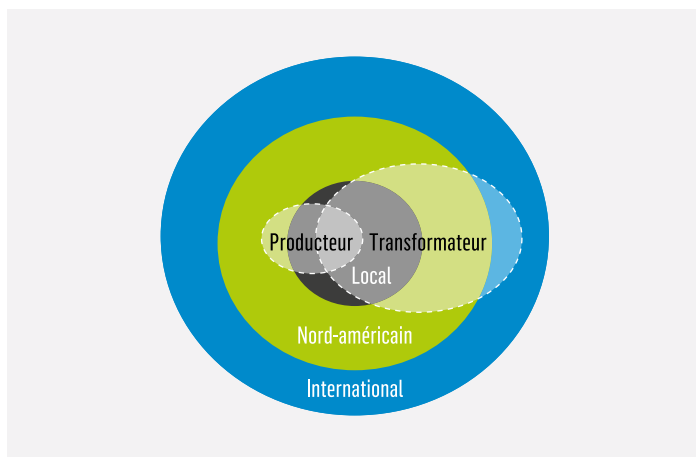
- Des résultats probants en matière de gestion et de contrôle des maladies telles que la DEP.
- Le partage d'une vision d'avenir et l'élaboration de stratégies pour améliorer le positionnement de l'industrie (ex. : plan stratégique, Porc Show, démarche de priorisation de la recherche).
- De meilleures stratégies de promotion du porc québécois sur notre propre marché.
- Une stratégie mieux coordonnée en matière de communication et de relations publiques.

5.2.1 QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION QUANT À L'AVENIR

La filière porcine québécoise continuera de progresser dans un contexte de marché mondial toujours plus compétitif et évoluant à une vitesse encore plus rapide. On n'a qu'à penser à l'impact sur notre propre marché de la construction au cours des deux prochaines années, de quatre usines aux États-Unis qui accroîtront substantiellement la capacité d'abattage de nos voisins, ou encore à la restructuration de la production et de la transformation en Europe qui occasionnera probablement une concurrence accrue sur les marchés asiatiques.

La connaissance de nos compétiteurs, la lecture des tendances des marchés, l'amélioration de notre compétitivité, et ce, à tous les maillons de la chaîne, une coordination souple mais efficace de la filière, une rapidité d'action, un environnement d'affaires propice à l'investissement sont, selon nous, parmi les conditions générales et essentielles qui favoriseront la consolidation et le développement de notre secteur.

Ceci dit, nous nous permettons de suggérer quelques éléments à explorer dans les prochains mois afin de poursuivre l'amélioration de la mise en marché et de notre position concurrentielle.



RÉFÉRENCE AMÉRICAINE

La Convention de mise en marché 2009 - 2013 prévoit le paiement des porcs en fonction d'une référence validée et publiée par le USDA. Les cadres réglementaires américains et ontariens obligent en effet la déclaration de tous les prix d'achat des porcs en plus de la divulgation du prix de vente des coupes pour les Américains. Ces outils législatifs améliorent ainsi la transparence des marchés du porc. Dans l'optique de maintenir la capacité concurrentielle du secteur porcin québécois, et compte tenu de l'évolution dans les pratiques de vente observées sur le marché américain, il sera opportun de valider la représentativité de la référence de prix actuelle.

MIEUX STABILISER LES RISQUES ASSOCIÉS AUX MARCHÉS

L'évolution des modèles d'affaires du secteur porcin à travers le monde amène, depuis plusieurs années déjà, une coordination entre le secteur de la production et de la transformation. Les mécanismes de mise en marché collective en place au Québec ont démontré qu'ils peuvent contribuer à bonifier cette coordination. Par ailleurs, les risques associés à des marchés de plus en plus fluctuants ont incité certains producteurs et transformateurs à rechercher des formules permettant de mieux stabiliser ces risques. Par exemple, nous observons récemment que l'abattoir ontarien de Conostoga avait établi une formule de paiement des porcs de ses sociétaires, basée sur une marge d'opération des activités d'abattage. Possiblement que des entreprises américaines ont aussi adopté ce type de formule.

Dans cette perspective, au cours des prochains mois, les Éleveurs de porcs du Québec comptent mieux documenter cette approche et analyser les différentes possibilités qu'elle pourrait offrir dans le cadre de notre mise en marché collective. Nous souhaitons éventuellement partager cette réflexion avec le comité de travail de la convention.

POURSUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA FILIÈRE

La filière porcine s'est donné un plan stratégique à l'automne 2014. Certaines réalisations sont en cours comme l'élaboration d'une stratégie ayant pour objectif de réduire l'incidence du SRRP, l'exercice de priorisation des priorités de recherche du secteur ou l'ajout du secteur de la transformation dans la stratégie de valorisation de la profession initiée par les Éleveurs. Cependant, la mobilisation des partenaires tend à s'estomper et c'est pourquoi les leaders de la filière devront, au début de l'automne 2016, faire le point sur les priorités du plan et mieux définir la structure de réalisation des actions de même que la contribution de chacune des parties prenantes.

Il apparaît aussi primordial que l'État offre un soutien adapté au secteur porcin, lui permettant ainsi de réaliser les objectifs définis par les leaders de la filière porcine. Ce soutien adapté permettrait d'agir plus efficacement et de susciter une plus grande mobilisation des partenaires.

VEILLE STRATÉGIQUE SUR LES CAPACITÉS CONCURRENTIELLES DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE

Comme nous l'avons souligné, depuis quelques années, les Éleveurs se sont dotés d'un tableau de bord afin de faire un suivi plus étroit de l'évolution du secteur de la production, de la transformation et, dans une perspective plus large, de leurs efforts en marketing et en valorisation de la profession. Dans le cadre de la démarche d'élaboration du nouveau plan stratégique, les leaders de la filière ont pris connaissance d'un diagnostic assez complet du secteur porcin de même que de plusieurs indicateurs quant à sa position concurrentielle.

La monographie du MAPAQ ajoute des éléments intéressants aux indicateurs déjà développés par les Éleveurs. Les recommandations en page 28 de ce document sont certainement à considérer, certaines étant en continuité avec le plan stratégique, d'autres devant faire l'objet d'une meilleure évaluation. C'est le cas notamment de la position concurrentielle du secteur de la production de porcelets.

Dans ce contexte, nous sommes d'avis que la filière québécoise aurait avantage à se donner un tableau de bord commun, permettant de suivre l'évolution de sa capacité concurrentielle et aussi de mesurer les résultats des actions qu'elle entreprend.

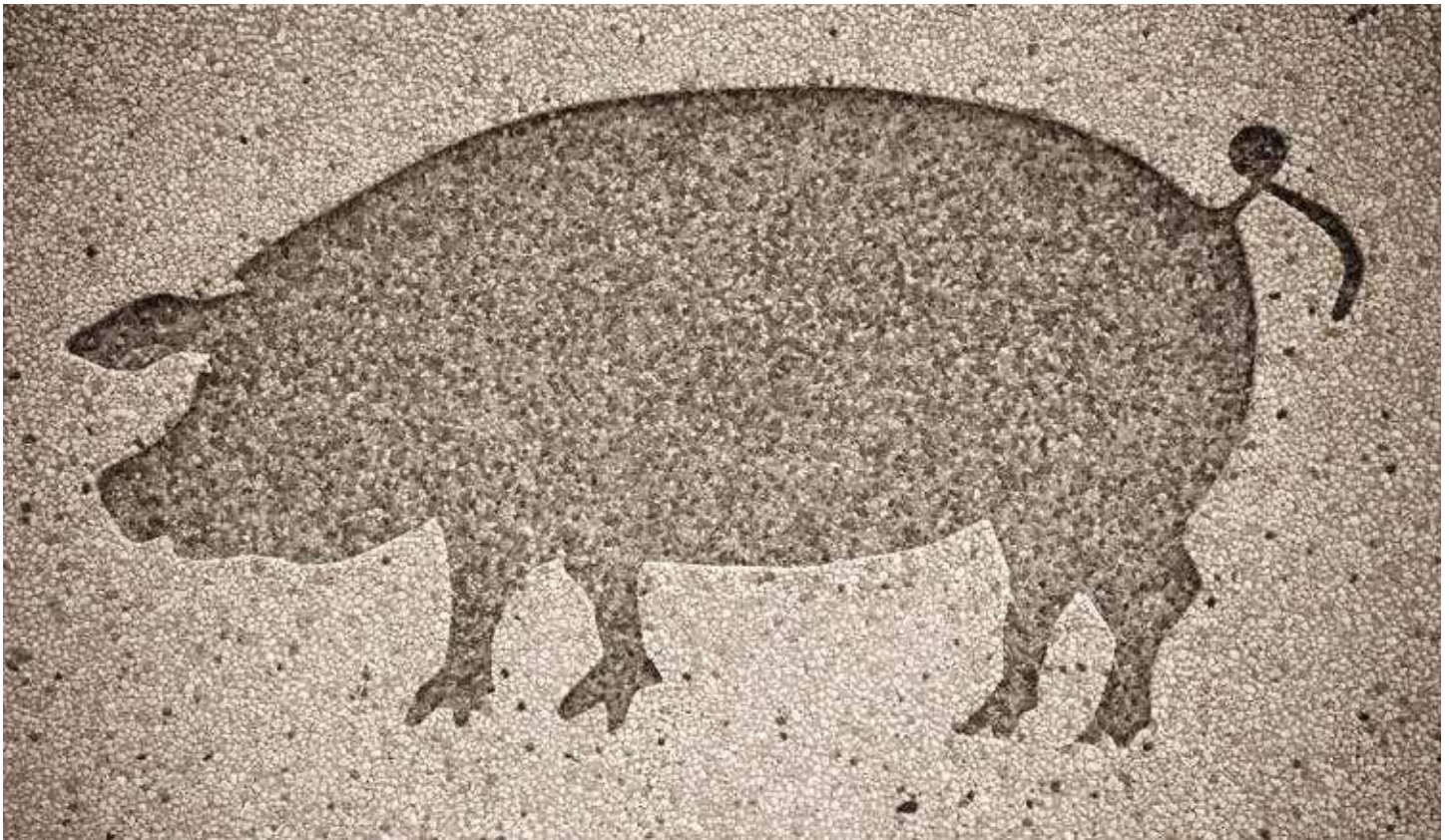
CRÉER UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PROPICIE À L'INVESTISSEMENT

La production porcine évolue dans un environnement hautement compétitif. Plusieurs constats de la monographie du MAPAQ appuient ceux des Éleveurs. La situation de la filière porcine québécoise s'est grandement améliorée au cours des cinq dernières années. On observe cependant, en ce qui a trait à la production, des ratios financiers inférieurs à ceux du reste du Canada de même qu'un retard important des investissements en bâtiments, ce qui est d'autant plus préoccupant dans un contexte où les éleveurs doivent se conformer aux nouvelles normes de bien-être animal.

L'État doit adopter des mesures concrètes permettant d'instaurer les conditions qui favoriseront les investissements nécessaires au développement, voire au maintien de nos marchés.

POURSUITE DE LA RECONQUÊTE DU MARCHÉ QUÉBÉCOIS

La stratégie de valorisation du produit et de la profession initiée par les Éleveurs porte ses fruits. Notamment, une augmentation de 21 à 23 % de la part des ventes aux comptoirs de viande fraîche des grands magasins d'alimentation, dans un contexte général de la baisse de consommation des viandes, s'avère un très bon indicateur en ce sens. Ce résultat probant est la conséquence d'une stratégie innovante, créative et efficace. Elle est aussi le fruit de collaborations étroites avec les grandes chaînes d'alimentation ainsi que de certains transformateurs. D'ailleurs, les Éleveurs accueillent maintenant les représentants de trois transformateurs au sein de leur comité de valorisation du produit et de la profession. Au cours des prochains mois, cette implication des abattoirs québécois dans la promotion générique de la viande de porc doit s'intensifier.



ASSURER UN JUSTE ÉQUILIBRE ENTRE LES MODÈLES DE PRODUCTION

Historiquement, on observe des variations cycliques quant à l'importance relative des différents modèles d'affaires. Le contexte économique difficile observé à compter du milieu des années 2000 s'est finalement traduit par une diminution importante de la production de 12 % entre 2009 et 2014. Bien que l'impact de ce contexte ait été ressenti dans l'ensemble du secteur porcin, force est de constater qu'il s'est traduit par un accroissement de la part relative de la contractualisation, les parties cherchant à se sécuriser mutuellement dans un marché incertain.

À l'instar du ministre de l'Agriculture des pêcheries et de l'alimentation du Québec, nous croyons à la pertinence de veiller au maintien d'un juste équilibre entre les différents modèles de production. Pour y arriver et dans le contexte d'un marché de plus en plus compétitif, l'entreprise porcine de demain, quel que soit son modèle de production, devra :

- Être en mesure de maintenir un statut sanitaire élevé afin de réduire au minimum les coûts et pertes liés à la maladie.
- S'appuyer sur des gestionnaires aguerris ayant accès à des ressources professionnelles compétentes en mesure de les guider et les supporter.
- Prendre les dispositions nécessaires pour maximiser les revenus captés du marché et s'assurer d'une juste répartition de ceux-ci entre les différents partenaires de la filière.
- Pouvoir compter sur des programmes de sécurité des revenus qui lui assureront d'une couverture adéquate des risques liés aux aléas du marché.
- Avoir accès au crédit dont elle aura besoin afin de continuer d'investir dans l'amélioration de sa compétitivité.

Il appartient aux Éleveurs, de concert avec l'ensemble des partenaires et avec la complicité de l'État, de veiller à réunir l'ensemble des conditions ci-dessus.

6 . CONCLUSION



CONCLUSION

Les Éleveurs de porcs du Québec sont très fiers du travail réalisé au cours des cinq dernières années. La production et le travail en filière ont connu des progrès remarquables, qui ont donné des résultats concrets et durables pour le secteur porcin québécois.

L'élaboration de la monographie par le MAPAQ et la présente évaluation périodique des interventions des Éleveurs sont des exercices essentiels pour faire le point sur le Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec. Ce temps d'arrêt permet de prendre un recul stratégique, condition indispensable pour repositionner les activités des Éleveurs de porcs du Québec. Cette reddition de comptes contient également des éléments et des pistes de réflexion intéressants à partager avec les partenaires pour poursuivre le travail en filière.

Il demeure toutefois que les Éleveurs de porcs restent préoccupés par l'environnement d'affaires incertain. Les besoins d'investissement et la concertation entre les différents maillons sont devenus incontournables pour demeurer concurrentiels, relever les défis de demain et assurer la pérennité des entreprises porcines. Le développement du secteur passe par une approche encore plus concertée et bien coordonnée pour répondre aux nouvelles exigences et tirer profit de toutes les opportunités de marché. Évoluant dans un univers hautement compétitif, ces fermes et ces entreprises essentiellement familiales et à 100 % québécoises sont condamnées à l'excellence. Elles ont besoin d'un partenariat solide et renouvelé avec l'État, leur permettant d'investir dans l'avenir et de continuer leur marche résolue pour offrir aux consommateurs du Québec et du monde une viande de qualité exceptionnelle, dans le respect des meilleures pratiques.

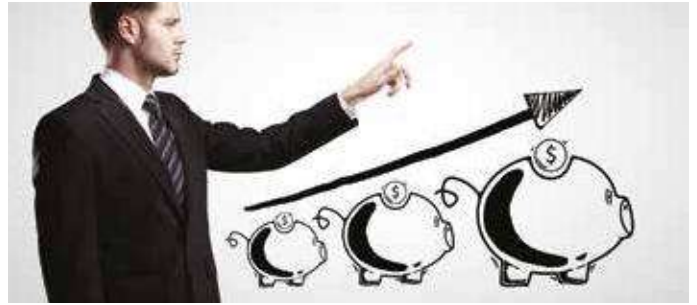
ANNEXE 1

PLAN STRATÉGIQUE

DE LA FILIÈRE PORCINE

2015 – 2020

ENSEMBLE, VERS UNE FILIÈRE PORCINE AU SOMMET



UNE INITIATIVE DE LA FILIÈRE PORCINE QUÉBÉCOISE



PRÉAMBULE

Les perspectives économiques entourant l'industrie du porc au Québec n'ont jamais été aussi intéressantes. La filière porcine se démarque en offrant les meilleures opportunités de croissance du secteur bioalimentaire au Québec. C'est sans compter la popularité grandissante de ses produits sur les marchés internationaux. Du Québec à l'Asie, le porc du Québec se forge une réputation de haute qualité, reflet de l'expertise de ses milliers d'entrepreneurs.

Fière de ses succès et optimiste face à son potentiel de développement, l'industrie porcine vise droit devant. Plus que jamais, la filière réitère l'importance d'une politique globale de développement.

Le contexte est propice à l'investissement et l'industrie a vite compris l'importance de saisir ce momentum. Éleveurs, transformateurs et fournisseurs d'intrants se sont retroussés les manches pour mettre sur pied un plan d'action stratégique. Un exercice dont le consensus est porteur de l'ambition forte de l'industrie. En effet, tous s'entendent sur les moyens qui permettront au secteur porcin québécois de profiter de la conjoncture positive afin de se dépasser, de se moderniser et de saisir les opportunités du marché.

Sous ces pages se dévoile une vaste démarche de concertation unique dans l'industrie agricole et bioalimentaire au Québec. Ensemble et unie, la filière porcine a élaboré un plan de match afin de devenir et demeurer la meilleure. Un leadership exceptionnel qui se traduit par un projet d'investissement d'envergure de 1 milliard de dollars au Québec au cours des prochaines années.

Une nouvelle ère. Une volonté manifeste.

Un objectif commun :

Optimiser le plein potentiel de la filière porcine au Québec.

TABLE DES MATIÈRES

1	LA FILIÈRE PORCINE : MOTEUR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC	4
	Numéro 1 au Canada	5
	Une filière propulsée par ses exportations	6
	La filière porcine québécoise : créatrice de richesse	8
	Être concurrentiel pour atteindre le sommet	9
	La filière porcine québécoise : responsable socialement	12
2	UN ENGAGEMENT À DEMEURER AU SOMMET	14
3	LE PLAN STRATÉGIQUE 2015-20120 : OPTIMISER. MOBILISER. MODERNISER	15
	Développer le sentiment de fierté pour le porc du Québec	15
	Cohabiter en protégeant nos ressources et la santé de nos animaux	17
	Innover et relever les défis technologiques	21
4	CONCLUSION	22
	La priorité : créer un environnement d'affaires stable	22

LES ORGANISATIONS SUIVANTES SONT MEMBRES DE LA FILIÈRE :

- Les Éleveurs de porcs du Québec
- Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière (AQINAC)
- La Coop fédérée
- Olymel
- F. Ménard
- Aliments Asta
- Lucyporc
- Atrahan Transformation
- Viandes DuBreton

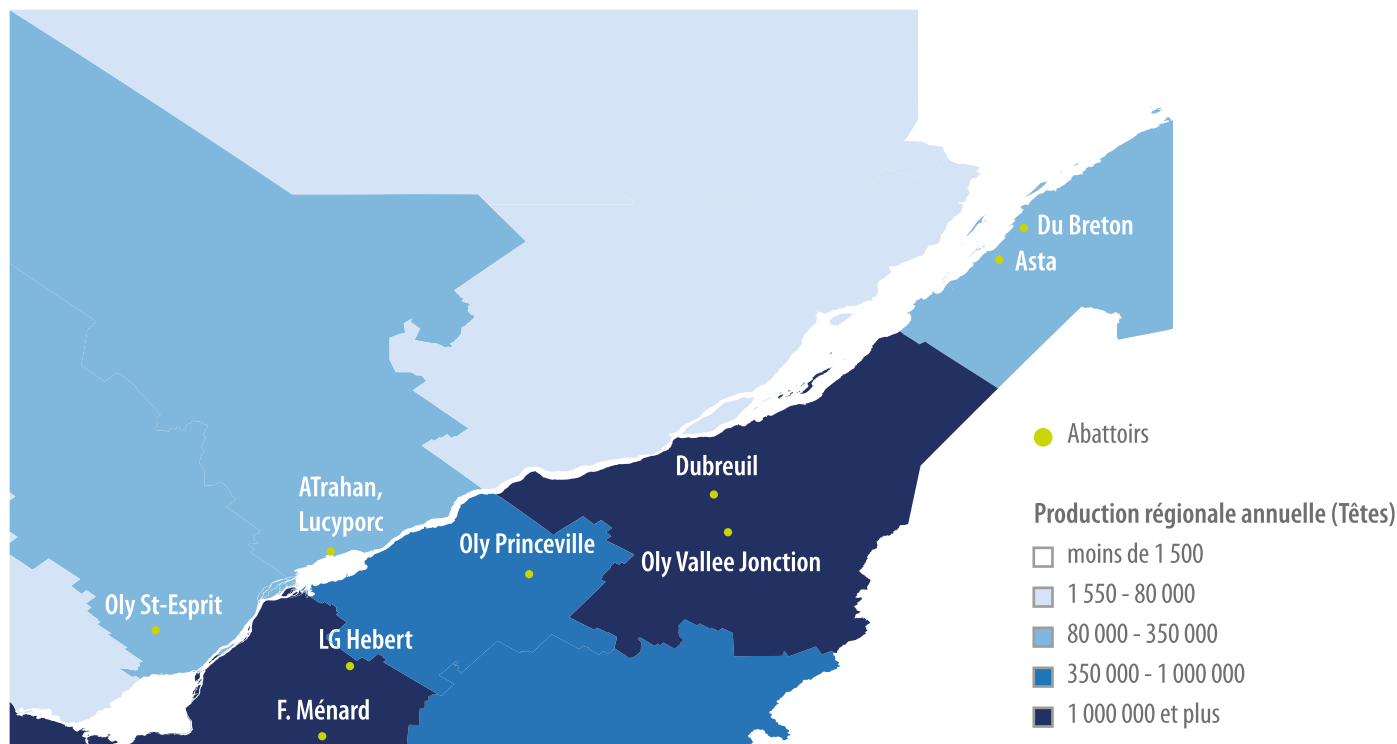
LA FILIÈRE PORCINE : MOTEUR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

L'industrie porcine agit comme un véritable levier économique au Québec. Une filière qui se démarque autant par la qualité de ses produits, par son savoir-faire que par les retombées impressionnantes qu'elle engendre. Si le porc du Québec s'est forgé une réputation enviable sur les marchés internationaux, c'est grâce à l'expertise unique de ses artisans. Portrait d'une filière de classe mondiale bien ancrée au Québec.

DES MILLIERS D'EMPLOIS...

Le poids de l'industrie porcine dans l'économie agroalimentaire québécoise est imposant. Plus de **24 200 personnes** travaillent dans les meuneries, les élevages, les établissements d'abattage et de transformation et les autres fournisseurs de la filière. Mieux encore, ces emplois réguliers sont dispersés dans **toutes** les régions du Québec.

DENSITÉ DE PRODUCTION RÉGIONALE ET SITES D'ABATTAGES



Source : Les Éleveurs de porcs du Québec

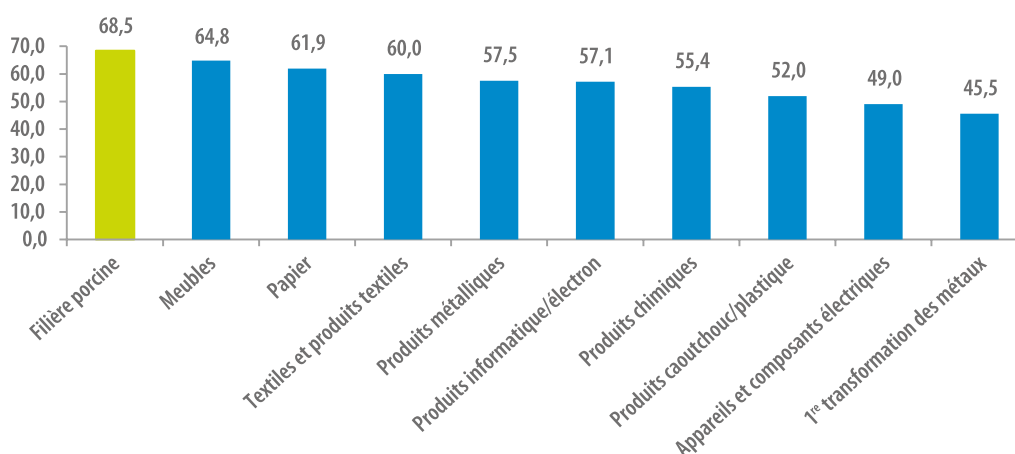
L'INDUSTRIE PORCINE REPRÉSENTE 17% DES EMPLOIS DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE AU QUÉBEC¹

¹ Statistique Canada, 2013.

DES MILLIONS EN PIB...

Ensemble, les entreprises d'élevage et leurs fournisseurs d'intrants, les entreprises d'abattage et de transformation de porcs dépensent dans l'économie québécoise annuellement plus de 3 G\$ de dollars. Pour chaque 100 M\$ investi dans la filière, cela génère automatiquement 11 M\$ en revenus gouvernementaux et contribue pour une valeur de 68 M\$ au PIB du Québec. Une contribution supérieure à celle de l'industrie du papier, du textile, des produits métalliques et de plusieurs autres industries.

CONTRIBUTION AU PIB QUÉBÉCOIS (EN M\$) DE DIVERSES INDUSTRIES, ENTRAÎNÉE PAR 100 M\$ DE DÉPENSES D'OPÉRATION²



NUMÉRO 1 AU CANADA



**PREMIÈRE
PROVINCE
PRODUCTRICE
DE PORCS
(34 % DE LA
PRODUCTION
CANADIENNE)**

**38 % DE LA
CAPACITÉ
D'ABATTAGE
CANADIENNE
SE SITUAIT AU
QUÉBEC EN
2014**

**DES
INSTALLATIONS
D'ABATTAGE
UTILISÉES
À LEUR
PLEIN
POTENTIEL**

² Institut de la statistique du Québec.

UNE FILIÈRE PROPULSÉE PAR SES EXPORTATIONS

Forte de sa réputation, la filière exporte dans plus de 100 pays. Elle participe ainsi à **8 % du commerce mondial** du porc et se situe dans le peloton de tête des exportateurs mondiaux.

LE PORC DU QUÉBEC, DIRECTION LE MONDE :

- 70 % de la production est exportée
- Représente 47 % des exportations canadiennes
- 25 % des exportations bioalimentaires du Québec
- Valeur des exportations de 1,39 G \$, comparativement à 1,08G \$ pour l'hydroélectricité.

L'industrie québécoise contribue à répondre à la demande croissante mondiale en viande porcine. En 2013, la valeur des exportations atteignait **1,39 G\$**, soit la 5^e industrie en importance en rapport à d'autres grands secteurs industriels.

CAP SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX : UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR

Saviez-vous que **100 %** des produits du porc exportés sont **transformés au Québec** ? L'engouement des marchés internationaux envers le porc permet à la filière porcine de croître, de rentabiliser ses investissements et de maintenir les emplois en place. La conjoncture favorable et les opportunités d'affaires permettent d'être optimistes face à l'avenir :

- **Consommation mondiale en hausse :**
Selon les prévisions, la consommation mondiale totale de viande de porc approchera les 130 millions de tonnes en 2023, soit une **augmentation de 12 %** par rapport à 2013.
- **Des perspectives de prix intéressantes**
 - Demande croissante des pays émergents
 - Maintien du prix élevé pour les viandes rouges
 - Fin de la croissance importante de la production d'éthanol et de biodiesel
 - Taux de change plus favorable

UN PRODUIT RECONNU MONDIALEMENT

L'industrie porcine québécoise fournit des produits de haute qualité et spécifiques pour les marchés québécois et canadien, de même qu'à différents partenaires commerciaux à l'échelle mondiale, dont **la Chine, le Japon, le Brésil et la Russie**. L'exportation permet d'atteindre plusieurs marchés avec **32 différents types de coupes** et de pleinement valoriser toutes les parties du porc, en limitant les sous-produits et le gaspillage.

NOTRE FILIÈRE PORCINE EST COMPÉTITIVE ET DOIT SE MODERNISER POUR ÊTRE EN MESURE DE RIVALISER AVEC LES CONDITIONS DE MARCHÉ PROJETÉES POUR LES PROCHAINES ANNÉES.

LES INVESTISSEURS SONT INTÉRESSÉS, MAIS ILS ONT BESOIN DE SÉCURITÉ ET D'UN SIGNAL CLAIR DE LA VOLONTÉ DU GOUVERNEMENT POUR ALLER DE L'AVANT, SOIT LA GARANTIE D'UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES STABLE ET PRÉVISIBLE.



LA FILIÈRE PORCINE QUÉBÉCOISE : CRÉATRICE DE RICHESSE



Une récente étude réalisée auprès de producteurs et de transformateurs démontre que 76 % des entrepreneurs spécialisés en production animale affichent un haut niveau de confiance à l'égard des perspectives du secteur agroalimentaire au Québec. **L'avenir s'annonce très profitable pour la filière porcine.** D'ailleurs, 79 % des entrepreneurs ont indiqué leur intention d'investir dans ce secteur, si l'environnement d'affaires demeure favorable.³

MODERNISER LES INFRASTRUCTURES : DES MILLIONS EN INVESTISSEMENT

L'âge moyen des bâtiments d'élevage au Québec est de plus de 17 ans⁴. Cette désuétude révèle un besoin urgent d'investissement afin de maintenir des installations efficaces et concurrentielles. En considérant les coûts de rénovation, de construction, d'optimisation et toutes autres dépenses dans le but de se conformer aux nouvelles exigences en matière de bien-être animal, la modernisation des installations d'élevage du secteur porcin pourrait générer des **investissements atteignant 525 M\$ sur 10 ans.**

Du côté des abattoirs, la modernisation et/ou l'agrandissement des infrastructures pourraient représenter **197,8 M\$⁵** sur les dix prochaines années chez les principaux joueurs du secteur : Olymel, Du Breton, ATrahan, F. Ménard, Asta, Lucyporc.⁶ À l'autre bout de la filière, le maillon de l'alimentation animale prévoit investir au cours des 10 prochaines années **235 M\$⁷** pour la rénovation, la mise aux normes ou l'agrandissement des installations.

³ Étude menée par Écoressource, « Confiance dans l'industrie agroalimentaire au Québec », 2014.

⁴ Étude du coût de production porcine, Centre d'études sur les coûts de production en agriculture, 2014.

⁵ Aux fins de l'exercice, les 6 principaux abattoirs du Québec ont accepté de révéler leur intention d'investissements pour les 5 prochaines années.

⁶ Sondage interne réalisé par la firme AGECO auprès des principaux acheteurs signataires de la Convention de mise en marché des porcs.

⁷ Sondage interne réalisé par le directeur général de l'AQINAC auprès de ses principaux membres actifs en nutrition porcine.

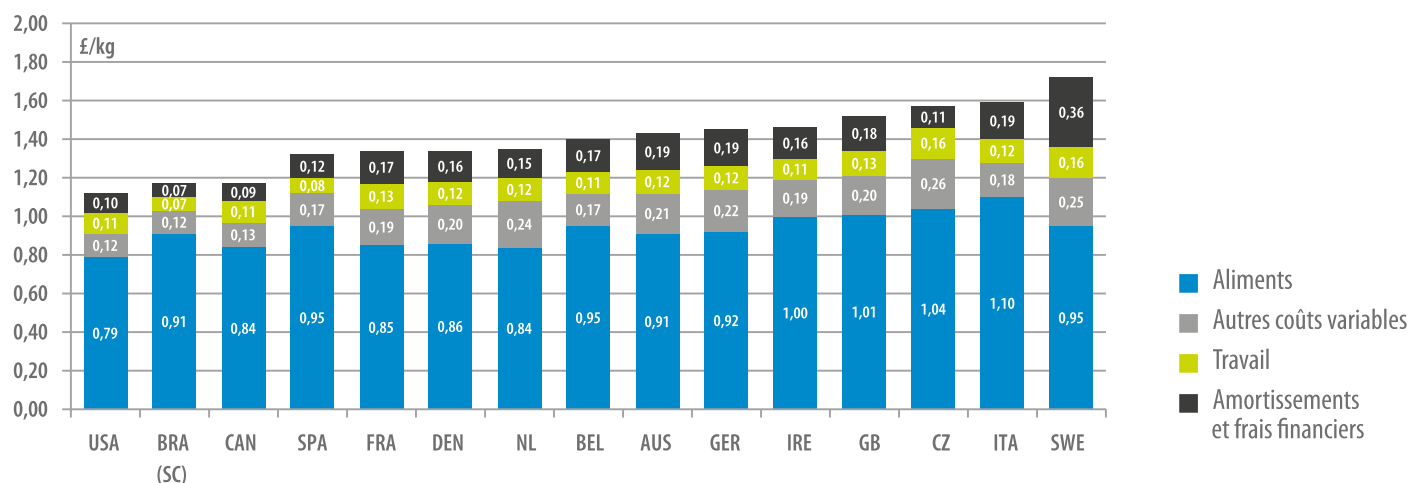
ÊTRE CONCURRENTIEL POUR ATTEINDRE LE SOMMET

L'industrie porcine québécoise possède un potentiel de développement fort intéressant. Sa force réside notamment dans sa structure d'affaires et son autonomie financière.

— Un coût de production très compétitif

Au cours des 10 dernières années, les gains d'efficacité des éleveurs de porcs du Québec se sont traduits par une réduction de plus de 11 % des coûts de production.

COMPARAISON DES COÛTS DE PRODUCTION DU PORC DANS LE MONDE⁸



— Une Convention de mise en marché qui a solidifié la filière

En 2009, la signature de la nouvelle Convention de mise en marché des porcs marquait un tournant historique pour la filière québécoise. Ce contrat unique en Amérique du Nord, entre l'abattoir et le producteur, assure l'achat des porcs au prix de référence nord-américain.

L'attribution des porcs lors de la dernière Convention de mise en marché a tenu compte de la proximité des abattoirs et des sites de production. En plus de renforcer les liens entre le producteur et l'acheteur, cette Convention s'est traduite par des gains importants pour les éleveurs, dont une bonification du prix de vente qui a représenté, **un gain de 212 M\$** entre 2010 et 2014.

— La filière : un modèle d'affaires concluant

En plus de se démarquer par la qualité de la viande et ses hauts standards de salubrité, l'industrie québécoise possède une signature bien à elle : **son approche filière**. Ce modèle d'affaires augmente la flexibilité de l'industrie face aux diverses demandes du marché en permettant des ajustements rapides tout au long de la chaîne, de la fabrication des aliments pour animaux jusqu'à la découpe de la viande.

⁸ BPEX, 2012, Pig Cost of Production in Selected Countries.



UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE FINANCIÈRE

Au Québec, l'aide financière se définit de deux façons, soit les transferts gouvernementaux aux producteurs et le soutien des prix du marché.

- La production porcine bénéficie depuis 1981 du programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) qui vient sécuriser les fluctuations de prix sur le marché en garantissant un revenu annuel positif.
- L'aide financière gouvernementale a diminué depuis 2009.
- En 2013, **moins de 6 %** de la valeur de la production provenait d'une aide financière gouvernementale, incluant les programmes ASRA et AGRI.

TOUTEFOIS, LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DEMEURE TOUJOURS VULNÉRABLE AUX RISQUES DE MARCHÉS CONJONCTURELS. DANS UN TEL CONTEXTE,

L'ASRA DEMEURE UN OUTIL DE GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ PERTINENT EN OFFRANT UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES STABLE;

CONDITIONS RECHERCHÉES PAR LES PRODUCTEURS ET LES INTERVENANTS (EX. INSTITUTIONS FINANCIÈRES) POUR INVESTIR DANS LA PRODUCTION.

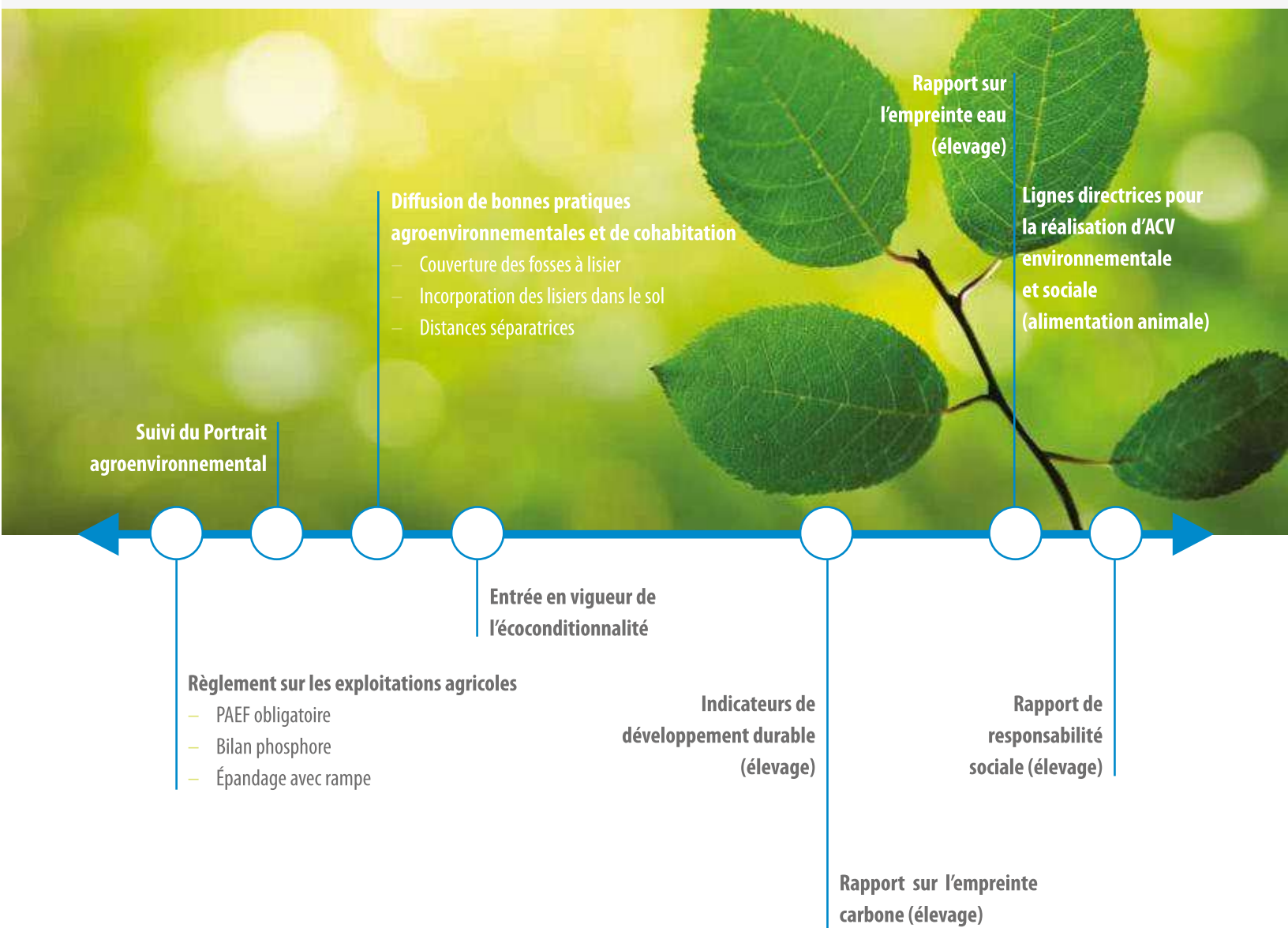
Des conditions ont été introduites aux programmes afin de respecter l'enveloppe consentie à la Financière agricole du Québec :

- Les modifications apportées au programme ASRA, tels que la méthodologie de calcul visant le remboursement du déficit, le plafonnement des unités assurées, les modulations de couverture pour les grandes entreprises, et l'exclusion des porcelets nés hors Québec ont permis une **économie de 63 M\$**.
- La gestion privée du risque est encouragée au Québec par l'utilisation des marchés à terme. Depuis 2000, les Éleveurs de porcs du Québec ont mis en place un Service de gestion des risques du marché (SGRM) qui permet, à tous leurs membres, de pallier à une éventuelle fluctuation des prix en prenant des positions sur les marchés à terme. Ce programme est entièrement financé par les Éleveurs de porcs du Québec.

LA FILIÈRE PORCINE QUÉBÉCOISE : RESPONSABLE SOCIALEMENT

Une cohabitation harmonieuse en trame de fond

Depuis le début des années 2000, la filière porcine s'est volontairement prise en main pour favoriser une meilleure acceptabilité sociale. L'industrie a volontairement pris des actions concrètes pour réduire son empreinte environnementale et pour favoriser une saine cohabitation avec les communautés rurales.



Source : Les Éleveurs de porcs du Québec

LE PORC DU QUÉBEC : PARMIS LES PLUS « VERTS » AU MONDE

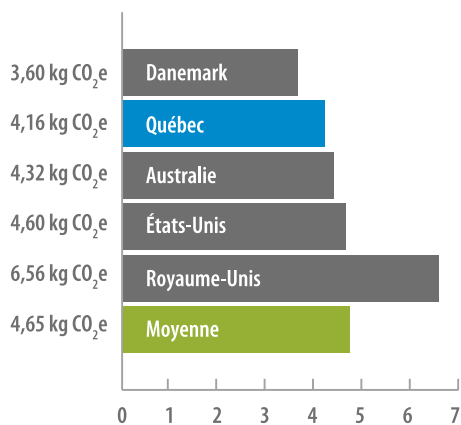
Les efforts des dernières années ont porté leurs fruits et la production porcine du Québec peut se réjouir d'avoir l'une des empreintes environnementales les plus viables au monde.

Seule production porcine au monde à être choisie par l'ONU pour évaluer la performance en matière de développement durable.

Premier en Amérique du Nord à déposer un rapport de responsabilité sociale.

Premier secteur agricole au monde à effectuer l'analyse complète du cycle de vie de ses activités.

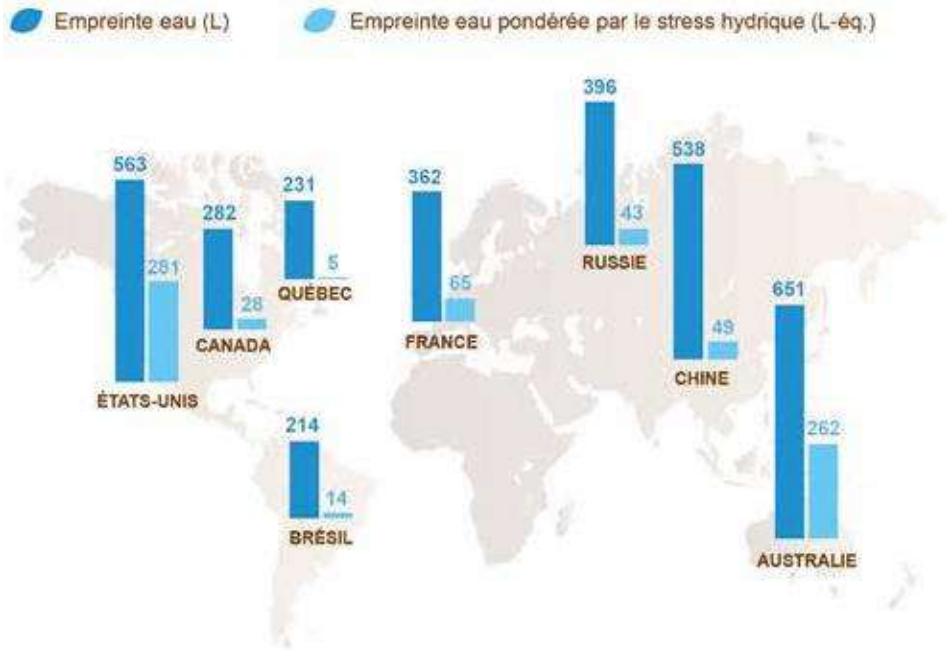
GES ÉMIS PAR KILOGRAMME CARCASSE (ALIMENTATION-ÉLEVAGE-TRANSFORMATION)



AU QUÉBEC, L'EMPREINTE CARBONE EST DE 4,16 KG CO₂E POUR 1 KG DE PORC-CARCASSE, C'EST 0,44 KG CO₂E DE MOINS QU'AUX ÉTATS-UNIS.

Source : Rapport sur l'empreinte carbone de la production porcine au Québec, OCO Technologie, 2010.

EMPREINTE EAU ET STRESS HYDRIQUE DANS LE MONDE



AU QUÉBEC, L'EMPREINTE EAU EST DE 231 L POUR 1 KG DE PORC DÉOSSÉ*, SOIT DEUX FOIS MOINS QUE LA MOYENNE MONDIALE.

(*1 KG DE VIANDE DE PORC-CARCASSE = 0,65 KG DE VIANDE DE PORC DÉOSSÉ)

Source : Rapport sur l'empreinte eau de la production de porcs au Québec, Quantis, 2012.



UN ENGAGEMENT À DEMEURER AU SOMMET

Force est de constater que le porc du Québec a le potentiel d'un secteur gagnant. La filière porcine présente un bilan économique reluisant et les perspectives d'affaires sont prometteuses.

Encouragés par ces prévisions favorables, les acteurs de l'industrie ont décidé de travailler avec ardeur, ensemble, pour mettre sur pied une stratégie qui leur permettra d'optimiser le plein potentiel de la filière porcine québécoise.



POUR MAINTENIR LE DYNAMISME DE L'INDUSTRIE, C'EST PRÈS DE

1 G\$

QUI SERA AINSI INVESTI AU COURS DES 10 PROCHAINES ANNÉES,
DONT LA MOITIÉ POUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL ET LA BIOSÉCURITÉ.

Pour maintenir sa position de *leader* mondial, pour participer à l'effort collectif de croissance économique du Québec et de ses régions, pour concourir à rétablir un meilleur équilibre budgétaire, l'industrie porcine du Québec s'est dotée d'un nouveau plan stratégique qui identifie des priorités d'actions. Sa réalisation a reposé sur une très vaste consultation de ses membres et son adhésion fait consensus. La filière porcine est fière de présenter son plan stratégique 2015-2020.

PLAN STRATÉGIQUE 2015-2020

OPTIMISER. MOBILISER. MODERNISER.

A fin de renforcer son leadership sur le plan économique, social et environnemental et dans le but de participer à l'effort collectif de croissance économique du Québec, l'industrie porcine du Québec s'est concertée pour se doter d'un nouveau plan stratégique.

Cette concertation relève du jamais vu dans le secteur agricole et agroalimentaire au Québec. Autour de la table, il y a consensus entre les éleveurs, les transformateurs et les fournisseurs d'intrants. Tous s'entendent sur les moyens qui permettront au secteur porcin québécois de profiter de la conjoncture afin d'amener l'industrie à se dépasser, à se moderniser et à saisir les opportunités du marché.

AXE

1

Développer

le sentiment de fierté pour le porc du Québec

AXE

2

Cohabiter

en protégeant nos ressources et la santé de nos animaux

AXE

3

Innover,

et relever les défis technologiques



AXE 1 DÉVELOPPER LE SENTIMENT DE FIERTÉ POUR LE PORC DU QUÉBEC

Le porc du Québec est bien ancré dans l'histoire gastronomique et la culture rurale du Québec. Au cours de la dernière décennie, il s'est taillé une place de choix sur les tables des plus grands chefs. Avec ses 32 coupes différentes, le porc du Québec vole la vedette. Au-delà de ses saveurs et ses qualités nutritives, le porc se démarque par sa filière avant-gardiste. Le Québec se positionne au peloton de tête des meilleures pratiques mondiales grâce à la salubrité et à la qualité de sa viande ainsi qu'à ses pratiques environnementales.

Il y a de quoi être fier du chemin parcouru! Plus que jamais, les Québécois citent le porc comme un produit de haute qualité. Un rayonnement positif qui contribue à rendre le secteur encore plus attrayant pour la relève, tant chez les éleveurs, les travailleurs de l'industrie, les professionnels, les chercheurs que les nombreux intervenants qui gravitent autour de la filière.



LE PORC DU QUÉBEC, C'EST SANTÉ :

- Faible teneur en gras (30 % plus maigre qu'il y a 25 ans)
- Source de protéines de haute qualité
- Source de zinc
- Source de fer
- Source de thiamine



Le porc du Québec



RENDRE LES QUÉBÉCOIS FIERS DU PORC DU QUÉBEC : CRÉER UNE ASSOCIATION FORTE ET L'ANCRER DANS L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE

FAVORISER, SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT ET PROMOUVOIR LES PRODUITS HAUT DE GAMME FRAIS ET TRANSFORMÉS

- Poursuivre la promotion de l'image de marque Porc du Québec
- Analyser et s'inspirer des réussites d'autres secteurs agroalimentaires
- Relever les faits historiques porteurs et construire une « histoire nationale » de l'industrie porcine
- Développer une mesure de la consommation de porc au Québec
- Former les travailleurs, les artisans et les producteurs artisans
- Soutenir le développement de produits spécifiques liés à des races ou des modes de production particuliers
- Poursuivre les initiatives visant une meilleure identification (étiquetage) de la provenance de la viande fraîche au détail et dans le secteur HRI

PROMOUVOIR UNE RECONNAISSANCE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- Développer un événement de filière de rayonnement national et international (ex : Le Porc Show)
- Poursuivre les initiatives visant un meilleur étiquetage de la provenance de la viande fraîche au détail et dans le secteur hôtellerie, restauration, institutionnel (HRI)
- Soutenir la présentation de produits dans des concours internationaux
- Tenir des concours nationaux et internationaux au Québec
- Organiser annuellement un partenariat d'envergure avec le secteur du détail afin de mettre en valeur le porc du Québec

AMÉLIORER LA PERCEPTION POSITIVE DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DES ÉLEVEURS DE PORCS ET DE LA FILIÈRE

- Développer et promouvoir un discours positif et entretenir cette fierté chez les éleveurs de porcs, les travailleurs, les professionnels et les intervenants du secteur
- Diffuser à intervalle fréquent des portraits d'éleveurs, d'entrepreneurs et de travailleurs du secteur dans les médias grands publics
- Identifier et former des porte-parole parmi les éleveurs et chez les transformateurs

ÊTRE UNE FILIÈRE QUI, FIÈREMENT, REND DES COMPTES

- Identifier des indicateurs clés à documenter sur une base régulière pour évaluer les retombées économiques de la filière
- Tenir à jour l'argumentaire économique
- Tenir à jour la position concurrentielle des différents maillons de la filière
- Doter l'ensemble de la filière porcine québécoise d'un rapport de responsabilité sociale conjoint

AXE 2 COHABITER EN PROTÉGEANT NOS RESSOURCES ET LA SANTÉ DE NOS ANIMAUX

Les animaux, leur santé et leur bien-être sont au cœur des préoccupations de la filière porcine au Québec. C'est loin d'être un secret : ils sont les piliers de la rentabilité et de la réputation de l'industrie. Plus encore, la biosécurité et la salubrité sont une carte de visite précieuse pour le porc du Québec sur l'échiquier international. L'industrie québécoise s'est taillée une place de choix sur les marchés les plus exigeants grâce à ses contrôles rigoureux.

À cet effet, les partenaires sont unanimes pour investir afin de **maintenir le statut sanitaire élevé de la filière**. De la ferme à la table, le porc du Québec doit montrer patte blanche. L'adoption d'une série de mesures permettra de maintenir un cheptel en santé et de rationaliser l'usage des médicaments, dont les antibiotiques.

Afin d'améliorer le bien-être des animaux, un important renouvellement des infrastructures existantes est à prévoir. Cette modernisation sera l'occasion d'intégrer les technologies de pointe au sein des bâtiments agricoles, répondre aux impératifs de santé et de bien-être animal, et agir sur la réduction des nuisances liées aux odeurs. Grâce à ces investissements, les éleveurs réitèrent ainsi leur engagement à produire dans le respect des ressources et des communautés avoisinantes.



PRÉSERVER LA SANTÉ ANIMALE PAR LA BIOSÉCURITÉ : MAINTENIR UN STATUT SANITAIRE ÉLEVÉ SUR L'ENSEMBLE DES MAILLONS DE LA FILIÈRE

Grâce à sa vigilance et son travail rigoureux avec tous les maillons de la filière, l'industrie porcine a résisté jusqu'ici à la menace de la diarrhée épidémique porcine (DEP). Ce récent épisode, jumelé aux souvenirs du circovirus et du syndrome respiratoire et reproducteur porcin (SRRP), rappelle l'importance de renforcer les normes de sécurité sur l'ensemble de la chaîne pour assurer sa pérennité.

L'apparition de la DEP a mené à la création de l'Équipe québécoise de santé porcine (EQSP) qui a permis de mobiliser tous les intervenants. L'adoption de mesures collectives de veilles et de contrôles en santé demeure une priorité pour réduire les risques d'introduction et de propagation de pathogènes sur le territoire.

- **Poursuivre et élargir la portée de la veille sanitaire provinciale (VSP) et du programme de Contrôle d'éradication locale (CLÉ) aux pathogènes ayant une incidence économique majeure dans le cheptel québécois. Ce faisant, coordonner une stratégie santé plus intégrée dans l'industrie**
- **Faire un bilan de l'état de la biosécurité sur les sites de production, chez les transporteurs et les abattoirs et développer une certification et un outil d'analyse, de concert avec les partenaires**
- **Poursuivre les représentations auprès de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) sur le zonage sanitaire en collaboration avec le CCP et assurer sa reconnaissance à l'international auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)**
- **Établir un plan de mise aux normes des stations de lavage et de désinfection de camions afin de les rendre plus efficaces et sécuritaires**

UTILISER LES MÉDICAMENTS AVEC PRÉCAUTION

Il est généralement reconnu qu'un statut sanitaire élevé permet de mieux gérer l'usage des médicaments. Il s'agit effectivement de la meilleure façon de réduire le recours à des antibiotiques, dans un contexte où la santé publique se préoccupe de l'antibiorésistance. Cependant, l'usage de médicaments demeure nécessaire pour traiter certains animaux malades. Dans cette optique, la filière doit envisager des actions visant un usage judicieux des médicaments.

- **Poursuivre la mise en place d'un système de surveillance obligatoire de l'utilisation des antibiotiques dans les élevages et lors de la fabrication d'aliments**
- **Analyser la faisabilité d'abandonner l'usage des antibiotiques comme facteurs de croissance ou de prévention dans l'élevage des porcs**
- **Analyser la faisabilité de réduire, et d'éliminer à terme, le recours aux antibiotiques de catégorie 1 en production porcine**
- **Tenir à jour et comparer la liste des médicaments autorisés au Canada et chez nos principaux compétiteurs**

ÊTRE UNE FILIÈRE ENGAGÉE POUR LE BIEN-ÊTRE DE SES ANIMAUX

La question du bien-être animal est au cœur des préoccupations des éleveurs et des autres acteurs de la filière. Les citoyens, les consommateurs et les acheteurs s'expriment de plus en plus sur cet enjeu. Ainsi, la filière tient à communiquer plus formellement son engagement envers le bien-être animal et les pratiques d'élevage, notamment avec la mise en place de certification.

- **Poursuivre la certification programme bien-être animal (BEA) des sites de production et la formation des chefs d'entreprise et de leurs employés**
- **Développer une formation obligatoire pour les travailleurs et les autres acteurs de la filière en contact avec les animaux**
- **Veiller à ce que la certification BEA réponde aux exigences des marchés canadiens et internationaux**
- **Mettre en place une veille stratégique et une stratégie de communication à l'égard des groupes extrémistes de défense des droits des animaux**

MODERNISER LES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE POUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE NOS ANIMAUX

La technologie progresse rapidement et la confiance renouvelée dans l'industrie porcine amène la filière à repenser le logement des animaux. Les éleveurs veulent moderniser leur parc vieillissant de bâtiments pour améliorer le bien-être des porcs, protéger les troupeaux face à l'introduction de pathogènes, limiter les nuisances éventuelles liées à la production, et améliorer les conditions de travail, facteur important pour le recrutement de la main-d'œuvre.

- **Faire des démarches auprès des instances politiques et techniques pour expliquer l'état de la situation, les besoins et les nouvelles technologies et recenser les sites potentiels**
- **Identifier les facteurs de succès et d'échec des nouveaux projets d'élevage sur le plan de l'acceptabilité sociale**

POURUIVRE L'AMÉLIORATION DE LA COHABITATION ET DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Qui dit production animale dit production de rejet. Les éleveurs sont conscients du potentiel de nuisance que comporte leur production et agissent dans le plus grand respect de leur voisinage. En ce sens, ils veulent poursuivre leur engagement envers leur communauté et améliorer constamment leur bilan environnemental.

- **Identifier les paramètres clés en matière d'environnement et développer un indice de cohabitation**
- **Tenir à jour la comparaison des normes environnementales des autres pays, provinces ou états producteurs**

ACTUALISER LES OUTILS DE GESTION SUR LA SALUBRITÉ SUR L'ENSEMBLE DE LA FILIÈRE

Le porc du Québec s'est taillé une place de choix sur les marchés les plus exigeants en raison de sa qualité et de ses hauts critères de salubrité. L'Initiative Mondiale de la Sécurité Alimentaire (GFSI), organisme qui valide les normes des outils de gestion de la salubrité, fait évoluer et repousse encore plus loin la gestion de haut niveau de la salubrité. La filière porcine doit répondre aux nouvelles demandes et s'assurer de la gestion rigoureuse du risque de contamination, de la ferme à la table.

- **Mettre en place un plan d'action pour tous les maillons qui permettra de répondre aux nouvelles demandes des marchés internationaux en matière de gestion des risques de salubrité**



AXE 3 INNOVER ET RELEVER

LES DÉFIS TECHNOLOGIQUES

La filière porcine entend profiter de cette période charnière pour mettre en place une vaste informatisation de sa chaîne de production. En développant des outils informatiques pertinents, efficaces et conviviaux, ceux-ci pourront jouer un rôle favorable à la circulation de l'information à l'interne. Que ce soit pour les rapports de recherche ou les indicateurs de performance, l'informatisation de la filière permettra une communication accrue, une capacité de réaction accélérée et une plus grande compétitivité.

Dans ce contexte, il est pertinent de profiter de l'occasion pour mettre de l'ordre dans le système de recherche et développement (RD), tout en renouvelant l'expertise en recherche.

ÉLABORER UN PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (TI)

La naissance de nouveaux outils informatiques efficaces au cœur de la filière facilitera le partage d'information entre les professionnels. De fait, les TI vont permettre de répondre toujours plus rapidement aux besoins des maillons de la filière, que ce soit en lien avec les éléments de traçabilité, de qualité, de statut sanitaire, etc.

- **Faire l'inventaire de l'ensemble des informations opérationnelles et rapports qui peuvent être transmis d'un maillon à l'autre de la filière et à des partenaires**
- **Favoriser le développement d'applications mobiles pour accélérer la circulation de l'information au sein de la filière et avec les autres parties et soutenir la formation des intervenants concernés**

PROMOUVOIR LE MAINTIEN D'UN SECTEUR PUBLIC DYNAMIQUE DE LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Dans un contexte de ressources limitées, il faut s'assurer que tout ce qui concerne l'identification des priorités de recherche et l'allocation des budgets se fasse de manière optimale. Pour attirer une relève et conserver une communauté scientifique dynamique, le secteur porcine doit être attrayant et proposer des avenues de recherche claires.

- **Actualiser la cartographie des organisations et des ressources humaines actives en recherche dans le secteur porcine et évaluer les recoupements et regroupements potentiels**
- **Tenir tous les 2 ans un sommet sur la RD dans le secteur porcine qui s'adresse aux communautés scientifiques et aux professionnels afin de favoriser le réseautage, la concertation et intéresser les étudiants.**
- **Centraliser à l'échelle québécoise et canadienne un processus d'identification des priorités de recherche à moyen et long terme, selon les ressources disponibles**
- **Explorer la possibilité de mettre sur pied une structure de financement soutenue à 100 % par l'industrie qui favorise la recherche (ex. Novalait dans le secteur laitier)**



CONCLUSION

LA PRIORITÉ : CRÉER UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES STABLE

Le vent tourne pour le secteur porcin québécois. Le contexte de prix est favorable et la filière est en bonne posture pour profiter de ce climat de confiance afin de poursuivre son expansion dans un environnement d'affaires stable. Mieux encore, l'industrie porcine est enthousiaste à l'idée de se retrousser les manches autour d'un plan stratégique rassembleur.

POURQUOI PARTAGER NOS AMBITIONS ?

PARCE QUE NOUS SOMMES RÉALISTES, UNIS ET PRÊTS À TRAVAILLER MAIS SURTOUT, DANS L'ÉTAT PRÉCAIRE DES FINANCES PUBLIQUES ACTUELLES,

NOUS NE SOLLICITONS PAS DE FINANCEMENT PUBLIC SUPPLÉMENTAIRE.

NOUS VOULONS TRAVAILLER ENSEMBLE PUISQUE LA DEMANDE MONDIALE GARANTIT DES RETOMBÉES IMPORTANTES POUR LE QUÉBEC ET SES RÉGIONS, QUI PERMETTRA DE CONSOLIDER NOTRE FILIÈRE ET SA POSITION DE CHEF DE FILE INTERNATIONAL.

IL EST TEMPS DE PASSER À L'ACTION ALORS QUE LA CONJONCTURE LE FAVORISE !

AU COURS DES 10 PROCHAINES ANNÉES,
C'EST PLUS D'1 G\$
DE DOLLARS QUE L'INDUSTRIE PORCINE QUÉBÉCOISE INJECTERAIT
DANS L'OPTIMISATION DE SA FILIÈRE.

UN INVESTISSEMENT QUI CRÉERAIT PLUS DE
2000 NOUVEAUX EMPLOIS,
NOTAMMENT EN RÉGION.

À TITRE DE PARTENAIRES D'AFFAIRES, NOUS DEMANDONS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SON SOUTIEN PAR :

1 LA MISE EN PLACE D'UN CADRE FINANCIER STABLE
ET PRÉVISIBLE POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES QUI
SAURA SÉCURISER LES INVESTISSEURS PRIVÉS.

2 LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME EN APPUI
AUX INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE DE SANTÉ ET
DE BIEN-ÊTRE ANIMAL.



**ENSEMBLE,
NOUS POURRONS ŒUVRER
À UN GRAND PROJET PORTEUR,
CELUI D'AMENER LE SECTEUR PORCIN
ET SES 24 000 TRAVAILLEURS,
FLEURONS DU QUÉBEC,
AU SOMMET.**

FILIÈRE — RELÈVE — ENSEMBLE — INVESTISSEMENTS
EMPLOIS — PORC — BIOSÉCURITÉ — MOBILISATION — EXPERTISE
PARTENAIRES — EXPORTATIONS — QUÉBEC
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL — BIEN-ÊTRE ANIMAL — QUALITÉ
LEADERSHIP — ÉCOLOGIQUE — MOTEUR

ANNEXE 2

TABLEAU D'ANALYSE DES INTERVENTIONS DES ÉLEVEURS

À L'ÉGARD DES OBJECTIFS GÉNÉRAUX VISÉS

PAR LE PLAN CONJOINT POUR LA PÉRIODE 2010 - 2015

TABLEAU D'ANALYSE SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS DES ÉLEVEURS DANS LE CADRE DU PLAN CONJOINT DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC AU COURS DE LA PÉRIODE 2010 - 2015

Ce tableau présente, pour les interventions réglementaires et non réglementaires des Éleveurs de porcs, les moyens mis en œuvre pour atteindre les trois objectifs généraux des plans conjoints ainsi que les objectifs spécifiques poursuivis à l'égard du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec. Les objectifs généraux des plans conjoints sont :

- 1** Organiser collectivement les rapports entre les producteurs ainsi que les rapports avec les acheteurs, permettant de défendre les intérêts de l'ensemble des personnes visées par le plan conjoint.
- 2** Établir des règles selon l'intérêt collectif et voir à ce que tous les producteurs visés soient soumis à ces règles.
- 3** Organiser la production et la mise en marché du produit visé en favorisant une mise en marché efficace et ordonnée.

Ils peuvent avoir été atteints directement (✓) ou indirectement (✓✓).

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS RÉGLEMENTAIRES				
Mise en application de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 (et du Règlement sur la production et la mise en marché des porcs)				
Élaboration et mise en place, en collaboration avec les acheteurs, de la gestion équilibrée de la production (GEP) : • Arrimer l'offre de porcs à la demande des acheteurs • Prémunir les éleveurs contre les coûts qu'entraîneraient d'éventuels surplus de porcs	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Obtenir de meilleures conditions de ventes pour les éleveurs de porcs • Assurer une gestion appropriée et optimiser l'écoulement du produit dans le temps • Favoriser l'équité entre tous les éleveurs en assurant l'application de règles communes à tous • Assurer une coordination verticale efficace en vue d'un développement harmonieux et ordonné de la production
Adoption et mise en place d'une mesure intermédiaire d'établissement d'un prix de vente en l'absence temporaire du prix de référence américain : • Assurer la poursuite des activités de vente de façon ordonnée • Faire en sorte que les éleveurs aient accès, de façon rétroactive, à l'ajustement de prix	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le maintien des conditions de vente • Assurer une équité entre les éleveurs • S'assurer que les éleveurs soient payés conformément aux règles établies par la Convention
Révision de la grille Qualité Québec par un ajustement de la base de calcul et l'élargissement de la strate optimale de poids : • Établir un prix de base de la grille qui soit plus représentatif de la réalité • Permettre aux éleveurs de disposer d'une plus grande flexibilité dans la sélection des porcs livrés aux abattoirs	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Obtenir un meilleur prix de vente pour les producteurs • Obtenir de meilleures conditions de vente pour les producteurs • Assurer la mise en marché d'un produit à un prix et une qualité concurrentiels sur le marché
Mesures prises pour assurer le respect de la Convention 2009 - 2013 (et du Règlement sur la production et la mise en marché des porcs)				
Réalisation d'inspections dans plus de 150 sites d'élevage : • Vérifier que les porcs étaient mis en marché conformément au Règlement sur la production et la mise en marché • S'assurer que les assignations des porcs vers les abattoirs respectaient les dispositions de la Convention de mise en marché • Corriger la situation des éleveurs qui présentaient des irrégularités au chapitre des déclarations de porcelets ou des sorties de porcs vers l'abattoir assigné	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'équité entre tous les éleveurs • Assurer le respect de la Convention de mise en marché • Optimiser la vente et la livraison du produit aux acheteurs
Réalisation de vérifications dans tous les abattoirs : • Valider que les éléments du cahier des normes d'abattage étaient appliqués conformément aux règles établies • Effectuer les interventions requises et corriger les situations problématiques, le cas échéant	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'équité entre tous les éleveurs • Favoriser la mise en marché d'un produit dont la qualité correspond aux normes convenues

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS RÉGLEMENTAIRES				
Négociation de la Convention de mise en marché des porcs 2016 - 2019				
Renouvellement de la Convention de mise en marché 2009 - 2013 et négociations dans le cadre d'un processus de négociation raisonnée : <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre le développement d'un lien d'affaires entre les éleveurs et les acheteurs • Maintenir les principes fondamentaux de la Convention 2009 - 2013, dont les attributions et les conditions de vente • Introduire le concept de la mobilité des éleveurs par le biais d'ententes particulières signées avec des acheteurs 	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le pouvoir d'intervention des éleveurs dans la mise en marché • Favoriser la mise en marché d'un produit répondant aux attentes spécifiques à différentes clientèles • Maximiser les recettes tirées de la vente de produits ayant des caractéristiques spécifiques • Assurer une coordination verticale efficace en vue d'un développement harmonieux et ordonné de la production • Permettre l'entrée de nouveaux acheteurs
Projet de convention de mise en marché des sujets de réforme				
Réalisation d'une analyse quant à la représentativité des différentes sources de prix des truies aux États-Unis publiées par le USDA : <ul style="list-style-type: none"> • Identifier et diffuser auprès des éleveurs une référence de prix des truies qui soit de qualité et fiable 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la circulation de l'information sur ce marché • Rendre transparentes les conditions de vente des sujets de réforme entre les producteurs et acheteurs
Réalisation d'un exercice de déclaration volontaire des prix de vente de truies de réforme : <ul style="list-style-type: none"> • Identifier des moyens à mettre en place pour éviter les écarts dans les prix versés aux éleveurs, nonobstant la taille de leur entreprise et leur région d'origine 	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'équité entre les éleveurs concernés • Rendre transparentes les conditions de vente des sujets de réforme entre les producteurs et acheteurs • Obtenir un meilleur prix et de meilleures conditions de vente pour les producteurs
Évaluation de la possibilité de développer un projet de mise en marché des sujets de réforme sur la base d'une adhésion volontaire des éleveurs et des acheteurs concernés : <ul style="list-style-type: none"> • Projet en cours ayant comme résultat attendu d'optimiser le revenu de vente des sujets de réforme 	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'équité entre les éleveurs concernés • Uniformiser et optimiser les conditions de vente des sujets de réforme
Modifications apportées au Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec				
Abolition du comité provincial des reproducteurs avec la possibilité de mettre sur pied, au besoin, des comités ad hoc de reproducteurs : <ul style="list-style-type: none"> • Adapter la réglementation aux réalités et aux nouveaux enjeux du secteur de la production • Prévoir la poursuite des activités de ce comité selon les besoins de ce groupe d'éleveurs 		✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser le mode de fonctionnement des Éleveurs de porcs du Québec dans l'administration du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec • Assurer un soutien plus efficace des éleveurs dans la production et la mise en marché des porcs
Adoption de nouveaux critères d'éligibilité aux comités de mise en marché - finisseurs et naisseurs : <ul style="list-style-type: none"> • Adapter la réglementation aux réalités et aux nouveaux enjeux du secteur de la production • Faire en sorte que les membres de ces deux comités soient représentatifs des groupes qu'ils représentent 		✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser le mode de fonctionnement des Éleveurs de porcs du Québec dans l'administration du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec • Assurer un soutien plus efficace des éleveurs dans la production et la mise en marché des porcs

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS RÉGLEMENTAIRES				
Modification des Règlements généraux des Éleveurs de porcs du Québec (et des Règles de régie interne des Éleveurs de porcs du Québec)				
Révision des règles d'éligibilité à la présidence des Éleveurs de porcs; les nouveaux critères ont également été inclus dans le formulaire de déclaration des intérêts commerciaux : • Assurer la transparence et éviter toute situation d'apparence de conflit d'intérêts ou de conflit d'intérêts potentiel • Assurer une saine gouvernance de l'organisation			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les règles de gouvernance de l'organisation afin d'optimiser son mode de fonctionnement • Favoriser et soutenir l'implication des éleveurs au sein des instances décisionnelles des Éleveurs de porcs du Québec
Révision des territoires des syndicats régionaux, faisant passer leur nombre de 12 à 7* : • Arrimer les territoires des syndicats régionaux des éleveurs avec ceux de l'UPA du futur • Assurer un équilibre et une représentativité adéquate des éleveurs des différentes régions au sein des Éleveurs de porcs		✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser la structure et le mode de fonctionnement des Éleveurs afin de tenir compte de la diminution du nombre d'éleveurs de porcs au Québec • Assurer une équité par le biais d'une représentativité adéquate de tous les éleveurs
Détermination d'un nombre fixe de délégués aux assemblées générales et d'un minimum de deux délégués par syndicat régional* : • Tenir compte de la diminution du nombre d'éleveurs au Québec • Maintenir un nombre minimal de délégués pour favoriser les débats • Assurer la représentativité de tous les syndicats régionaux aux assemblées des Éleveurs de porcs du Québec	✓✓	✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les rapports entre les producteurs quant à leur participation aux instances des Éleveurs • Actualiser la structure et le mode de fonctionnement des Éleveurs afin de tenir compte de la diminution du nombre d'éleveurs de porcs au Québec • Assurer une équité par le biais d'une représentativité adéquate de tous les éleveurs
Précision des critères d'éligibilité pour être élu délégué aux assemblées générales* : • Assurer la transparence et éviter toute situation d'apparence de conflit d'intérêts ou de conflit d'intérêts potentiel • Assurer la représentativité de tous les éleveurs aux assemblées des Éleveurs de porcs du Québec	✓✓	✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les rapports entre les producteurs quant à leur participation aux instances des Éleveurs • Assurer une équité par le biais d'une représentativité adéquate de tous les éleveurs
Mise en place d'un comité des finances et de vérification interne permanent : • Assurer une transparence et une efficacité accrues dans la gestion des finances des Éleveurs de porcs			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les règles de gouvernance de l'organisation afin d'optimiser son mode de fonctionnement
Refonte des Règlements généraux des Éleveurs : • Assurer la cohérence entre les divers articles du règlement à la suite des différentes modifications apportées au cours des dernières années			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les règles de gouvernance de l'organisation afin d'optimiser son mode de fonctionnement dans l'administration du Plan conjoint • Assurer un soutien plus efficace des éleveurs dans la production et la mise en marché des porcs
*Modification du Règlement sur la division en groupes et le droit de vote des producteurs				
Révision des territoires des groupes de producteurs de porcs du Québec, faisant passer leur nombre de 14 à 8; Détermination d'un nombre fixe de délégués aux assemblées générales et d'un minimum de deux délégués par syndicat régional; Précision des critères d'éligibilité pour être élu délégué aux assemblées générales : • Apporter les modifications relatives à celles apportées aux Règlement généraux des Éleveurs de porcs du Québec	✓✓	✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les rapports entre les producteurs quant à leur participation aux instances des Éleveurs • Actualiser la structure et le mode de fonctionnement des Éleveurs afin de tenir compte de la diminution du nombre d'éleveurs de porcs au Québec • Assurer une équité par le biais d'une représentativité adéquate de tous les éleveurs
Modification du Règlement sur les contributions des producteurs de porcs				
Modification du mode de contribution des éleveurs pour un prélevé par kilogramme de poids net de la carcasse chaude, ceci pour les porcs d'abattage; les contributions perçues sur les truies et les verrats demeurant par « tête » : • Adapter le mode de contribution des éleveurs à la situation du secteur (baisse du nombre de porcs produits et augmentation du poids des porcs) • Assurer un financement adéquat de l'organisation pour l'atteinte des objectifs visés à l'égard de la mise en marché des porcs et du soutien des éleveurs		✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une équité entre les éleveurs quant aux montants perçus pour l'administration du Plan conjoint

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES				
Amélioration de la compétitivité du secteur porcin				
Redresser à court terme la situation de la production porcine				
<p>Élaboration et diffusion, auprès des administrateurs des Éleveurs et des partenaires, d'un tableau de bord comportant des indicateurs sur la production, les marchés et l'économie :</p> <ul style="list-style-type: none"> Effectuer le suivi des tendances et identifier les moyens appropriés d'intervention Établir une base de référence commune pour la tenue d'échanges avec les représentants gouvernementaux et les autres partenaires de la filière 	✓✓		✓✓	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser une meilleure coordination verticale des activités Améliorer la production et la mise en marché des porcs par le biais d'une veille plus soutenue
<p>Réalisation de représentations auprès de la FADQ, du MAPAQ et d'AAC et proposition de solutions afin que des mesures soient prises, à court terme, à l'égard de la sécurité du revenu (ASRA), de l'accès aux programmes de la Stratégie de soutien à l'adaptation des entreprises agricoles (SSDEA) et de leur bonification ainsi qu'à l'égard des modalités de remboursement des avances d'urgence octroyées dans le cadre du Programme de paiements anticipés (PPA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer les liquidités des entreprises porcines, accroître leur rentabilité, réduire leur niveau d'endettement et rétablir la confiance des éleveurs et de leurs créanciers 		✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> Alléger le fardeau financier des entreprises porcines durement éprouvées par une conjoncture particulièrement défavorable et assurer ainsi leur pérennité Diminuer le risque financier des entreprises porcines dans la mise en marché de leur produit Assurer la poursuite des activités de production et de mise en marché des porcs
Développer les marchés et accroître les revenus				
<p>Réalisation d'un suivi dynamique de la Convention de mise en marché des porcs 2009 - 2013 par le biais de travaux portant sur les modalités d'attribution et d'assignation des sites de production, la référence de prix, le rendement de la carcasse et sur les grilles de classement, par la mise en place de la gestion équilibrée de la production ainsi que par le développement d'outils de soutien des éleveurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la mise en application efficace de la Convention 2009 - 2013 Assurer un meilleur arrimage entre la production de porcs et la demande des acheteurs Améliorer la qualité des porcs livrés aux abattoirs Faciliter le travail des éleveurs et des acheteurs quant au suivi et à la gestion des porcs livrés aux abattoirs 	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> Assurer l'équité entre les éleveurs en leur donnant un accès égal au marché S'assurer du respect des conditions de mise en marché convenues avec les acheteurs Améliorer la qualité du produit livré aux abattoirs et améliorer ainsi les rapports avec les acheteurs Optimiser l'écoulement du produit dans le temps
<p>Élaboration et mise en œuvre de campagnes marketing et d'activités promotionnelles du porc du Québec et de la profession d'éleveur, ceci avec la collaboration des acheteurs, des transformateurs et des chaînes d'alimentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Reconquérir le marché local et diminuer l'indépendance face aux exportations Positionner la marque « Le porc du Québec » en épicerie, augmenter sa consommation et récupérer l'espace tablette perdu Améliorer l'image et la crédibilité des éleveurs de porcs et de leur organisation provinciale 	✓✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter le pouvoir d'intervention des producteurs dans la mise en marché Faciliter l'identification du produit et de ses caractéristiques Augmenter la notoriété du produit, les débouchés et les parts de marchés sur le marché local
<p>Réalisation d'un travail de maintien et de développement des marchés internationaux par le biais d'un travail de veille et de représentations, de la mise en application de programmes de certification et d'un suivi assidu des accords de libre-échange :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mieux répondre aux besoins exprimés par les divers marchés et assurer le positionnement du porc du Québec sur les marchés internationaux Identifier les nouvelles opportunités de marché qui se présentent et augmenter les ventes de porc à l'étranger 	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la circulation de l'information sur les marchés internationaux, notamment sur l'offre et la demande, et les conditions de vente Améliorer la qualité et l'uniformité du produit commercialisé Diminuer, pour les acheteurs, l'incertitude liée à la qualité du produit et aux caractéristiques recherchées Améliorer la mise en marché et optimiser l'écoulement du produit sur les marchés Améliorer la position concurrentielle du produit et accéder à des marchés spécifiques

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES				
Amélioration de la compétitivité du secteur porcin				
Améliorer la rentabilité par la réduction des coûts de production et la gestion des risques				
<p>Accompagnement des éleveurs dans la réduction des coûts de production, notamment par le biais d'un appui financier de chaires de recherche et d'activités de R & D, d'innovation et de transfert technologique ainsi que de la réalisation annuelle d'une étude sur les coûts de production des entreprises porcines, d'une étude sur les services-conseils offerts en production porcine et d'une étude sur l'identification des caractéristiques des bâtiments porcins de nouvelle génération :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'avancement des connaissances scientifiques et à l'adaptation des pratiques d'élevage en vue d'améliorer la rentabilité des entreprises • Effectuer le suivi annuel des coûts de production des entreprises porcines et améliorer la gestion économique des entreprises porcines • S'assurer de l'adéquation entre l'offre de services-conseils et les besoins des éleveurs • Accompagner les éleveurs dans leur prise de décision à l'égard de la rénovation ou la construction de bâtiments et contribuer à l'amélioration de la rentabilité de leur entreprise 			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter et orienter les activités de R & D et améliorer la qualité du produit • Accroître l'accès à des services-conseils de qualité et améliorer la qualité du produit • Favoriser la gestion plus efficace de la production et de la mise en marché et améliorer les revenus des producteurs
<p>Soutien des éleveurs à l'égard de la gestion des risques par le biais, notamment, de la réalisation d'interventions auprès de la FADQ relativement aux programmes de sécurité des revenus et de l'amélioration du Service de gestion des risques du marché des Éleveurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éviter que l'entrée en vigueur du nouveau coût de production ne vienne compromettre la viabilité d'entreprises encore fragilisées par le contexte difficile qu'elles ont connu depuis plusieurs années • Obtenir des ajustements à la hausse du revenu stabilisé, tenant ainsi compte du contexte économique difficile vécu par le secteur porcin • Offrir un service qui permette aux entreprises porcines d'anticiper et de protéger le revenu de vente des porcs d'abattage en s'appuyant sur le marché à terme et la prise de contrats à livraison différée 		✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la poursuite des activités de production et de mise en marché des porcs • Diminuer le risque financier des entreprises porcines dans la mise en marché de leur produit • Augmenter le pouvoir d'intervention des éleveurs de porcs dans la mise en marché
Préserver l'environnement et assurer une cohabitation harmonieuse				
<p>Adoption et mise en œuvre d'une politique de développement durable et de cohabitation harmonieuse comportant notamment l'évaluation, à l'aide de la méthodologie du cycle de vie, des empreintes carbone et eau et du bilan socioéconomique de la production porcine, la production d'un premier rapport de responsabilité sociale et l'élaboration d'un cahier des charges Élevage porcin – Bonnes pratiques agroenvironnementales et de cohabitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comparer les empreintes carbone et eau du secteur porcin québécois à celles des grands pays producteurs de porcs • Outiller les éleveurs pour mesurer l'impact de diverses stratégies à la ferme, identifier des pistes d'amélioration et atténuer les impacts environnementaux de leur production • Dresser le bilan des actions réalisées en matière de responsabilité sociale et assurer le positionnement des Éleveurs de porcs dans une démarche de reddition de comptes officielle et d'amélioration continue 	✓✓	✓✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer circulation de l'information auprès des consommateurs sur les conditions de production • Augmenter la notoriété du produit et du secteur porcin dans son ensemble et accroître les parts de marché • Favoriser la mise en marché d'un produit de qualité répondant aux attentes des marchés et de la société

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES				
Amélioration de la compétitivité du secteur porcin				
Préserver l'environnement et assurer une cohabitation harmonieuse (suite)				
<p>Mise en application et révision des programmes de certification à la ferme AQC^{MD} et BEA^{MC} et promotion du Programme canadien de certification des porcs exempts de ractopamine auprès des éleveurs et des acheteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la salubrité des aliments (AQC^{MD}) et la qualité des soins aux animaux (BEA^{MC}) à la ferme Répondre aux demandes des marchés locaux et d'exportation en matière de transparence à l'égard des pratiques d'élevage et assurer le positionnement du porc du Québec Accompagner les éleveurs et les valideurs afin d'assurer la mise en place du programme AQC^{MD} - BEA^{MC} au sein des entreprises porcines Expliquer aux instances politiques et techniques l'état de la situation et les besoins des éleveurs pour s'adapter aux nouvelles réalités (modernisation des infrastructures, respect des nouvelles normes de bien-être animal, etc.) 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer de l'équité entre les éleveurs quant au respect des programmes de certification Améliorer la qualité et l'uniformité du produit commercialisé Diminuer, pour les acheteurs, l'incertitude liée à la qualité du produit et aux caractéristiques recherchées Améliorer la mise en marché et optimiser l'écoulement du produit sur les marchés Améliorer la position concurrentielle du produit et accéder à des marchés spécifiques
Se mobiliser pour la santé animale				
<p>Mise en place d'outils d'interventions concertées en matière de santé porcine, en collaboration avec la Table filière porcine, dont un plan de mesures d'urgence spécifique à la production porcine, la création de l'Équipe québécoise de santé porcine (ÉQSP) et le développement du Programme d'accompagnement en santé porcine 2013 - 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Doter le secteur porcin d'une structure officielle vouée à la prévention, la planification et l'intervention contre des maladies porcines ciblées afin d'en minimiser les impacts potentiels sur l'ensemble de la filière Doter le secteur d'un guide dans le développement d'interventions concertées en matière de santé porcine 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la circulation de l'information entre les producteurs et les autres membres de la filière porcine quant à la qualité du produit et à la mise en marché Maintenir et améliorer la qualité du produit commercialisé Assurer la poursuite des activités de mise en marché
<p>Lutte contre la diarrhée épidémique porcine (DEP), notamment par l'appui de l'EQSP dans le développement d'un plan d'action spécifique et la mise en œuvre de la stratégie de prévention, de mobilisation et d'information de cette organisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser tous les intervenants, particulièrement les éleveurs, les transporteurs et les exploitants d'abattoirs, à cette grave maladie qu'est la DEP Contrôler la propagation et éradiquer le virus de la DEP à la suite de son apparition au Québec en février 2014 Sensibiliser les transporteurs quant à l'adoption de mesures sanitaires appropriées pour lutter contre la DEP 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la circulation de l'information entre les producteurs et les autres membres de la filière porcine quant à la qualité du produit et à la mise en marché Prévenir et contrôler les problèmes liés à la DEP, le cas échéant, et assurer ainsi la qualité du produit commercialisé
<p>Veille sanitaire et éradication du syndrome reproducteur et respiratoire porcin (SRRP) par la contribution au développement, avec le CDPQ, du contrôle local d'éradication (CLÉ) du SRRP ainsi qu'au développement et à la mise en œuvre de la veille sanitaire provinciale (VSP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Outils le secteur porcin avec des mesures collectives de partage d'information afin de réduire les risques d'introduction et de propagation du virus du SRRP entre les fermes d'une même zone et entre diverses zones Assurer la mobilisation du secteur et soutenir les activités de surveillance et de contrôle du SRRP à l'échelle provinciale 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la circulation de l'information entre les producteurs et les autres membres de la filière porcine quant à la qualité du produit et à la mise en marché Prévenir et contrôler les problèmes liés au SRRP, le cas échéant, et assurer ainsi la qualité du produit commercialisé Assurer la poursuite des activités de mise en marché

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES				
Amélioration de la compétitivité du secteur porcin				
Se mobiliser pour la santé animale (suite)				
Implantation de la traçabilité dans le secteur porcin par le biais d'un accompagnement des éleveurs et de l'adaptation des outils collectifs pour la déclaration des informations exigées par la traçabilité : <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les éleveurs dans l'implantation du programme de traçabilité au sein de leur entreprise • Faciliter et simplifier la saisie et la transmission des données de traçabilité par le biais d'un canal unique de déclaration • Sensibiliser et informer les éleveurs de porcs et les autres intervenants quant aux exigences réglementaires relatives à l'identification et la traçabilité 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de l'équité entre les éleveurs quant au respect de la réglementation sur la traçabilité • Assurer la gestion des risques liés à la circulation et à la mise en marché du produit • Améliorer la circulation de l'information entre les producteurs et les acheteurs en cas de problème de salubrité ou d'écllosion de maladies
Promotion de l'usage judicieux des antibiotiques auprès des éleveurs et des autres intervenants du secteur porcin et contribution financière pour la réalisation d'études en lien avec ce sujet : <ul style="list-style-type: none"> • Prévenir le développement de l'antibiorésistance en santé animale • Dresser un portrait réel de l'usage des antibiotiques et assurer la mise en œuvre d'une stratégie structurante d'usage des antibiotiques • Développer un système de monitoring de l'utilisation des antibiotiques sur les fermes porcines de façon à permettre au secteur de prendre des décisions éclairées en cette matière 			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la qualité et l'uniformité du produit commercialisé • Diminuer, pour les consommateurs, l'incertitude liée à la qualité du produit et aux caractéristiques recherchées • Assurer le maintien et le développement des marchés • Améliorer les activités de R & D
Mise en place de la biosécurité par le déploiement du Programme national de formation en biosécurité au Québec et le développement d'outils de contrôle de la biosécurité et de la salubrité à l'étape du transport : <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les éleveurs de porcs dans la mise en application de la Norme nationale de biosécurité pour les fermes porcines • Inciter les producteurs à mettre en place des pratiques optimales de gestion relatives à la biosécurité • Améliorer la biosécurité en lien avec le transport des porcs, lequel constitue l'un des facteurs de risque de propagation des maladies des plus importants 	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de l'équité entre les éleveurs quant au respect de la Norme nationale de biosécurité pour les fermes porcines • Minimiser les risques liés à l'incidence de problèmes de maladies dans les troupeaux • Maintenir et améliorer la qualité du produit commercialisé • Faciliter la circulation de l'information et assurer une coordination verticale efficace entre les différents intervenants de la filière à l'égard de la production et de la mise en marché
Atteinte d'une organisation représentative, efficace et engagée, au service des producteurs				
Renforcer la vie associative				
Transfert d'information auprès des éleveurs et des intervenants du secteur porcin par le biais d'un nouveau portail Web, du bulletin électronique le Flash et du magazine Porc Québec : <ul style="list-style-type: none"> • Assurer le transfert d'information auprès des éleveurs et des intervenants du secteur quant aux dossiers et aux activités réalisées par les Éleveurs de porcs du Québec • Diffuser une information de pointe sur les enjeux et les activités du secteur porcin 	✓✓		✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'implication de tous les éleveurs dans les activités relatives à la production et la mise en marché du porc • Améliorer la circulation de l'information auprès des éleveurs quant aux enjeux en lien avec la production et la mise en marché • Favoriser la mise en marché d'un produit de qualité correspondant aux caractéristiques demandées par les marchés
Mise en œuvre d'un plan provincial de mobilisation et de communication auprès des éleveurs et, en complémentarité, soutien de chaque syndicat régional dans l'élaboration et la mise en place d'un tel plan spécifique à leur réalité : <ul style="list-style-type: none"> • Mieux répondre aux besoins des éleveurs à l'égard des activités des syndicats régionaux et augmenter la participation des éleveurs • Favoriser un rapprochement entre les éleveurs et leur organisation 	✓✓		✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'implication de tous les éleveurs dans les activités relatives à la production et la mise en marché du porc • Favoriser la mise en marché d'un produit de qualité correspondant aux caractéristiques demandées par les marchés
Formation des élus et des éleveurs de porcs : <ul style="list-style-type: none"> • Faire en sorte que les élus disposent des compétences requises pour exercer leurs fonctions • Assurer le développement des compétences des éleveurs à l'égard de leur entreprise 	✓✓		✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser et soutenir l'implication des éleveurs au sein des instances décisionnelles des Éleveurs • Favoriser la mise en marché d'un produit de qualité correspondant aux caractéristiques demandées par les marchés

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES				
Atteinte d'une organisation représentative, efficace et engagée, au service des producteurs				
Réviser la structure et le mode de fonctionnement des Éleveurs de porcs du Québec				
Révision des règles de gouvernance de l'organisation : • Se référer à la section « Interventions réglementaires »			✓✓	
Révision de la structure et du mode de fonctionnement des syndicats régionaux par une redéfinition de leur territoire (réf. : Interventions réglementaires) et du financement requis pour jouer adéquatement leur rôle : • S'assurer que les syndicats régionaux aient les ressources requises pour assumer leurs responsabilités			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser la structure et le mode de fonctionnement des Éleveurs afin de tenir compte de la diminution du nombre d'éleveurs de porcs au Québec • Assurer une équité par le biais d'une représentativité adéquate de tous les éleveurs • Contribuer à une mise en marché efficace et ordonnée du porc
Révision de la composition des divers comités consultatifs des Éleveurs : • Assurer une meilleure coordination des activités de ces comités			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser la structure des Éleveurs afin d'améliorer son mode de fonctionnement • Contribuer à une mise en marché efficace et ordonnée du porc
Atteindre un juste équilibre entre les modèles d'affaires pour une organisation représentative de tous les producteurs				
Tenue d'une activité de réflexion sur la ferme indépendante : • Développer une vision commune quant aux facteurs et aux moyens à prendre pour assurer la prospérité de ce modèle d'entreprise • Renforcer la capacité d'agir sur ces facteurs en misant sur la cohésion des instances en appui à cette vision commune	✓✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une meilleure circulation de l'information entre les éleveurs • Obtenir de meilleures conditions de vente pour éleveurs dits indépendants • Assurer l'équité entre tous les éleveurs quant au choix de leur modèle d'affaires • Assurer une mise en marché efficace et ordonnée
Compréhension du secteur de la production à forfait et développement d'outils : • Déterminer le profil des producteurs à forfait et cibler leurs besoins à l'égard des Éleveurs • Répondre aux besoins et assurer une meilleure représentation des éleveurs à forfait au sein de l'organisation provinciale • Faire valoir la nécessité d'assurer la mise en place de conditions permettant aux entreprises d'avoir le libre choix de leur modèle d'affaires	✓✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une meilleure circulation de l'information entre les éleveurs et les intégrateurs • Obtenir de meilleures conditions de vente pour éleveurs à forfait • Assurer l'équité entre tous les éleveurs quant au choix de leur modèle d'affaires • Assurer une mise en marché efficace et ordonnée
Assurer une gestion optimale des ressources des Éleveurs				
Gestion optimale des ressources humaines et financières par la réduction des contributions des éleveurs, l'élaboration et la mise en application d'un plan de financement sur cinq ans et la réalisation d'une démarche d'amélioration et de révision des processus et des méthodes de travail : • Ajuster la contribution des membres au contexte de surplus accumulés des Éleveurs • Atteindre l'équilibre budgétaire et le maintenir sur cinq ans, ceci tout en assurant le maintien des services jugés essentiels • Instaurer de nouvelles façons de faire au sein de l'organisation et améliorer son efficacité et son efficacité			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer des prélèvements de façon équitable pour les éleveurs • Réduire les coûts d'opération de l'organisation, augmenter les gains d'efficacité et améliorer la qualité des services rendus aux éleveurs • Assurer une administration efficace et efficiente du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec • Améliorer la production et la mise en marché des porcs
Évaluation des technologies de l'information (TI) et acquisition d'un logiciel d'intelligence d'affaires : • Réaliser un virage technologique pour appuyer la mise en œuvre du plan stratégique des Éleveurs et assurer la gestion de l'actif informationnel de l'ensemble de la filière porcine • Faciliter l'exploration des données de l'organisation et assurer une meilleure exploitation pour la production des analyses, tableaux de bord et rapports répondant aux besoins de l'organisation			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les coûts d'opération de la base de données des Éleveurs, augmenter les gains d'efficacité et améliorer la qualité des services rendus aux producteurs • Améliorer la production et la mise en marché des porcs par le biais d'une veille plus soutenue

MOYENS MIS EN ŒUVRE & RÉSULTATS OBTENUS	Objectifs généraux des plans conjoints			OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POURSUIVIS À L'ÉGARD DE L'APPLICATION DU PLAN CONJOINT
	1	2	3	
INTERVENTIONS NON RÉGLEMENTAIRES				
Promotion des initiatives des Éleveurs par le biais des communications, des relations publiques et de représentations extérieures				
Les communications et les relations publiques				
<p>Déploiement de stratégies de communication externe, de relations de presse et de relations publiques proactives, cohérentes et positives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer une perception plus positive du grand public à l'égard des éleveurs et de la production par la mise en valeur du savoir-faire responsable des éleveurs de porcs • Positionner avantageusement la profession d'éleveur de porcs et le produit et contribuer au sentiment de fierté de la filière porcine 			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le pouvoir d'intervention des producteurs dans la mise en marché • Faciliter l'identification du produit et de ses caractéristiques • Augmenter la notoriété du produit, les débouchés et les parts de marchés sur le marché local
Les représentations extérieures des Éleveurs				
<p>Réalisation de représentations politiques de façon active :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter les réalisations, les enjeux et les défis du secteur porcin aux intervenants gouvernementaux et les sensibiliser à l'importance de dossiers tels les nouvelles exigences des marchés, l'acceptabilité sociale, la sécurité du revenu et la mise en place de programmes ciblés 	✓✓		✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le pouvoir d'intervention des producteurs dans la mise en marché • Assurer la circulation de l'information entre les intervenants de la filière porcine et les intervenants politiques • Améliorer la mise en marché et améliorer la position concurrentielle du produit
<p>Réalisation de missions commerciales à l'étranger et accueil de délégations étrangères :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mieux comprendre les exigences et les réalités des marchés d'exportation • Faire la promotion du porc du Québec et augmenter les ventes sur les marchés d'exportation 			✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la circulation de l'information sur les marchés internationaux, notamment sur l'offre et la demande, et les conditions de vente • Améliorer la mise en marché et optimiser l'écoulement du produit sur les marchés • Améliorer la position concurrentielle du produit et accéder à des marchés spécifiques
<p>Implication au sein du Conseil canadien du porc (CCP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire valoir le point de vue québécois sur les dossiers relatifs à la production et à la mise en marché du porc • Contribuer à l'avancement des dossiers d'intérêt commun 	✓✓	✓✓	✓✓	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le pouvoir d'intervention des producteurs dans la mise en marché • Améliorer la circulation de l'information sur les marchés internationaux, notamment sur l'offre et la demande, et les conditions de vente • Améliorer la position concurrentielle du produit et accéder à des marchés spécifiques

LES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, BUREAU 120

LONGUEUIL (QUÉBEC)

J4H 4E9

TÉLÉPHONE : 450 679-0530

TÉLÉCOPIEUR : 450 679-0102

WWW.LESELEVEURSDEPORCSDUQUEBEC.COM